

Les embarras judiciaires d'Isola 2000

Une holding luxembourgeoise se trouve au cœur de la débacle financière de la station de sports d'hiver où se trouve mise en cause Sophie Deniau, belle-fille de l'actuel garde des sceaux, Jacques Toubon.

p. 10

Un entretien avec le PDG de Total

Thierry Desmarest envisage une réduction des capacités de raffinage en France après concertation avec les autres pétroliers.

p. 17

Aide d'urgence dans l'Hérault

500 000 francs ont été débloqués pour venir en aide aux habitants sinistrés. La prévention des crues dans ce département est freinée par le poids des enjeux immobiliers.

p. 9

Tensions entre Kigali et l'ONU

Des militaires rwandais ont agressé trois enquêteurs du tribunal pénal international pour le Rwanda.

p. 5

Les nouveaux traitements du sida

L'association de plusieurs molécules antirétrovirales semble ralentir la progression de la maladie. Ces nouveaux traitements, présentés aux États-Unis, devraient être disponibles cette année en France.

p. 21

Le retour de « Magic » Johnson

Le joueur vedette des Lakers de Los Angeles, qui avait révélé sa séropositivité en 1991, est revenu au basket et a remporté son premier match.

p. 23

POINT DE VUE

L'esprit de conquête par Jacques Chirac

PARMI les ambitions qui sont les miennes au moment où je pars pour les États-Unis, il en est une qui me tient particulièrement à cœur : aider la France à jouer sa carte de grande puissance économique, commerciale et financière.

La France est un grand pays. L'histoire et la géographie l'ont ainsi faite. Mais c'est à la volonté de ses hommes qu'elle le doit avant tout. Peu de nations ont été, autant que la nôtre, marquées par un idéal d'universalité. S'il existe, depuis des siècles, au carrefour de la latinité et de l'Europe du Nord, un peuple qui ne ressemble pas aux autres, fidèle à sa tradition de progrès social et de liberté, c'est parce que les Français ont cru en eux-mêmes. Cela n'a pas empêché les épreuves, mais cela a permis de

les surmonter. Forte de ce passé, la France est tournée vers l'avenir. Elle a réussi la modernisation de son économie en faisant preuve d'une remarquable capacité d'adaptation qui lui permet de rivaliser, aujourd'hui, avec les économies les plus compétitives du monde. Quatrième puissance économique de la planète, elle est aussi le quatrième exportateur de biens, le deuxième exportateur de services et le troisième investisseur international. Sans oublier, par habitant, la France exporte davantage que les États-Unis, ou même le Japon.

Dans la compétition économique mondiale, nous ne manquons pas d'atouts. Nos entreprises, petites ou grandes, sont parmi les plus dynamiques. Notre recherche, scientifique et technique, est des plus performantes. Notre effort d'investissement représente plus de 20 % de la richesse nationale. Notre filière agricole a su prendre la place de premier exportateur de produits transformés. La qualité de nos infrastructures et de nos services publics les situe au premier rang ; elle garantit à notre industrie des conditions remarquables de développement.

La France dispose d'une économie saine. Sa monnaie est solide.

L'épargne est abondante et nos marchés financiers sont désormais parmi les plus modernes. La stabilité des prix est une réalité qui assure la compétitivité de nos produits à l'exportation et le pouvoir d'achat des ménages en France.

Le gouvernement, pour sa part, conduit une politique économique et sociale fondée sur la réduction des déficits, la mise en œuvre des réformes structurelles trop longtemps différées et le renforcement de la cohésion nationale. Cette politique nous permet d'envisager l'avenir avec confiance.

C'est ainsi que s'expliquent nos succès commerciaux et l'attrait exercé par notre pays sur les investisseurs internationaux : la France est devenue le deuxième pays du monde, après les États-Unis, pour l'accueil des capitaux étrangers. Elle est aussi, depuis peu, la première destination des investissements américains en Europe. Ces investissements, ce sont aussi des emplois dans notre pays. Ils nous permettent de marquer des points dans la compétition internationale.

Lire la suite page 16

Jacques Chirac est président de la République.

M. Juppé tente de limiter l'aggravation du chômage en soutenant la consommation

Le nombre de sans-emploi est repassé au-dessus de la barre des trois millions



(Le Monde du 27 janvier). Alain Juppé estime que toute nouvelle mesure d'allègement des charges sociales devra faire l'objet d'un accord avec les entreprises. Sur France 2, mardi soir, le premier ministre a présenté les nouvelles mesures de soutien à l'activité du gouvernement comme une réponse à la dégradation de la conjoncture économique et du marché de l'emploi. Il a assuré qu'il avait « veillé à ce que les Français les moins favorisés ne subissent pas de pénalisation » du fait de la baisse du taux du livret A, ramené de 4,5 % à 3,5 % à compter du 1^{er} mars. Le PS, par la voix de Pierre Moscovici, a critiqué un « mini-plan de relance pour un maximum d'injustices ».

Les banques françaises, qui ont obtenu d'importantes concessions du gouvernement dans la distribution des produits d'épargne populaire, ont baissé leur taux de base de seulement 0,5 point. Ramené à 7 %, ce taux reste encore très au-dessus des taux de marché.

Lire page 6 et notre éditorial page 14

L'Allemagne baisse ses impôts pour relancer la croissance

LE GOUVERNEMENT allemand a annoncé, le 30 janvier, une cinquantaine de mesures destinées à encourager l'activité économique. Parmi ces dispositions figurent notamment un allègement de la pression fiscale sur les entreprises, une réduction de la « taxe de solidarité » relative à la réunification avec l'ex-RDA et une accélération du programme de privatisations. La plupart des syndicats ont toutefois exprimé des vives réserves. Le syndicat des employés juge le programme « insuffisant » et la confédération allemande des syndicats (DGB) stigmatise une « idéologie de la dérégulation et de la privatisation ». Par ailleurs, la Bundesbank a annoncé, le 31 janvier, une réduction du taux des prises en pension hebdomadaire (REPO), ramené de 3,55 % à 3,40 %.

Lire page 2

Meurtre à la Maison Blanche...

WASHINGTON

de notre correspondant

Un jour de 1992, au tout début de la campagne présidentielle américaine, Jack Stanton, jeune gouverneur d'un obscur État du Sud, visite une bibliothèque publique de Harlem. Candidat à l'investiture démocrate en campagne, il se fait expliquer par la bibliothécaire - « frisant la cinquantaine, coiffure oubliée pour masquer les cheveux gris, assez quelconque si ce n'est une paire de jambes exceptionnelles, divines, à couper le souffle », relève le narrateur - le programme d'alphabétisation. Belle allure, une vraie présence, cet homme-là a le don d'écouter, « un phénomène intense, déconcertant, comme s'il entendait plus vite que les mots ne sortent de votre bouche, comme s'il aspirait l'information ». Et sa poignée de main ! « C'est un génie » de la poignée de main. Il vous presse la paume, vous prend le coude, vous effleure le bras. « Il s'intéresse à vous. C'est un honneur pour lui de vous rencontrer ».

Lorsque l'un des alphabétisés raconte sa poignante tragédie, les yeux bleus du gouverneur s'embuent. Puis il raconte l'histoire de son

oncle Charlie, qui ne savait pas lire. « J'ai connu de meilleurs orateurs, mais je n'ai jamais vu quelqu'un qui sache aussi bien jauger son audience et se brancher sur elle avec autant de précision », poursuit un personnage, Henry Burton, jeune assistant parlementaire prêt à têter de la campagne. Tard dans la soirée, lorsque Henry Burton arrive à l'hôtel où Jack Stanton lui a donné rendez-vous pour discuter de leur future collaboration, il aperçoit, par la porte de la chambre entrouverte, le gouverneur en train de « boutonner sa chemise sur une poitrine rose et lisse » et, derrière lui, remettant un peu d'ordre dans sa coiffure, un peu gêné au moment de sortir, la bibliothécaire.

Le candidat Stanton est le héros du livre, *Primary Colors* (Couleurs primaires, Random House), qui fait jaser le Tout-Washington depuis une semaine. L'ouvrage a beau être assorti du classique avertissement soulignant que toute ressemblance avec des personnages existants serait fortuite, Bill Clinton a aussitôt été démasqué.

Ce qui rend ce roman à clefs beaucoup plus palpitant qu'un ennuyeux ouvrage sur la cam-

pagne de 1992, c'est qu'il est anonyme et ne peut avoir été écrit que par quelqu'un du sérail. Les acteurs de la campagne Clinton sont tous là, vérifiables jusque dans les moindres détails, assés par cette vermine que les Clinton appellent « the scorpions » (les scorpions) : les journalistes. Et, dominant la scène, Hillary, alias Susan, tour à tour castratrice et charmeuse, tête pensante et maternelle, maîtresse femme et vulnérable.

Dans le récit, le narrateur n'est autre que George Stephanopoulos, devenu l'un des plus proches conseillers du président, mais qui ne farouchement être le mystérieux « Anonymous » de la couverture. Le livre est si bien écrit qu'il est de bon ton de nier mollement en être l'auteur et parfaitement blessant de ne pas être soupçonné. La Maison Blanche, elle, n'a rien à dire : à l'aube de cette nouvelle année électorale et malgré quelques scènes scabreuses, le président ressort de cet ouvrage comme un personnage plutôt sympathique, un homme sur lequel « l'argent n'exerce aucune magie ».

Sylvie Kauffmann

Un acteur derrière la caméra



FOREST WHITAKER

ON A PU LE VOIR récemment dans le film de Wayne Wang et Paul Auster *Smoke*. Mais Forest Whitaker, découvert grâce au rôle de Charlie Parker dans le film de Clint Eastwood, *Bird*, qui lui valut le prix d'interprétation du Festival de Cannes 1988, est devenu metteur en scène. D'abord pour le théâtre, puis pour la télévision. En portant à l'écran le best-seller de Terry McMillan, *Waiting to Exhale* (paru en français sous le titre *Verus dans la neige*, Flammarion), il a osé le portrait de quatre jeunes Noires américaines lancées dans une quête amoureuse éperdue. Film événement aux États-Unis, où les Afro-Américaines sont le plus souvent cantonnées dans des rôles de délinquantes ou de droguées, *Waiting to Exhale* est une œuvre tonique et drôle, même si elle ne se distingue que par moments des conventions de la comédie sentimentale.

Un autre profil de femme, celui d'une prostituée heureuse, amoureuse de l'amour et des hommes (Anouk Grinberg dans *Mon Homme*, de Bertrand Blier) et le portrait d'un scandaleux peintre d'estampes japonaises du XVIII^e siècle (*Sharaku*, de Masahiro Shinoda) complètent, avec le polar américain *Seven*, de David Fincher, les sorties de la semaine. Jean-Michel Frodon rapporte enfin de Delhi une enquête sur le cinéma commercial indien.

Lire pages 25, 26, 27 et 28

LAISSEZ LE DROIT VOUS PRENDRE PAR LA MAIN.



Les commentaires pratiques et les analyses approfondies inclus dans nos ouvrages vous guident dans votre recherche. Nous faisons appel à des spécialistes confirmés dans leurs domaines pour vous éclairer le mieux possible. Tél : (1) 40 92 68 68

EDITIONS-LEGISLATIVES

ÉDITEUR DES DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS



| | | | |
|-------------------|----|------------------|----|
| International | 2 | Aujourd'hui | 21 |
| France | 6 | Agenda | 24 |
| Annonces classées | 8 | Abonnements | 24 |
| Société | 10 | Météorologie | 24 |
| Carrel | 12 | Mots croisés | 24 |
| Horaires | 13 | Culture | 25 |
| Entreprises | 17 | Communication | 29 |
| Finances/marchés | 19 | Radio-télévision | 30 |

M 0147-0201-7.00 F



هكذا من الاجل

RELANCE Le gouvernement allemand a présenté, mardi 30 janvier, un vaste plan de redressement économique destiné à relancer l'activité et à réduire de moitié le chô-

mage, conformément à l'engagement pris le 23 janvier avec les représentants des syndicats et du patronat autour d'un ambitieux « pacte pour l'emploi ». ● **CES DISPO-**

SITIONS, qualifiées de « potion de vitamines » par le ministre allemand de l'économie, Günter Rexrodt, comportent notamment une réduction des impôts et des charges so-

ciales, ainsi que diverses aides aux entreprises et à l'investissement. Au même moment le gouvernement d'Alain Juppé annonçait, de son côté, diverses mesures destinées, entre

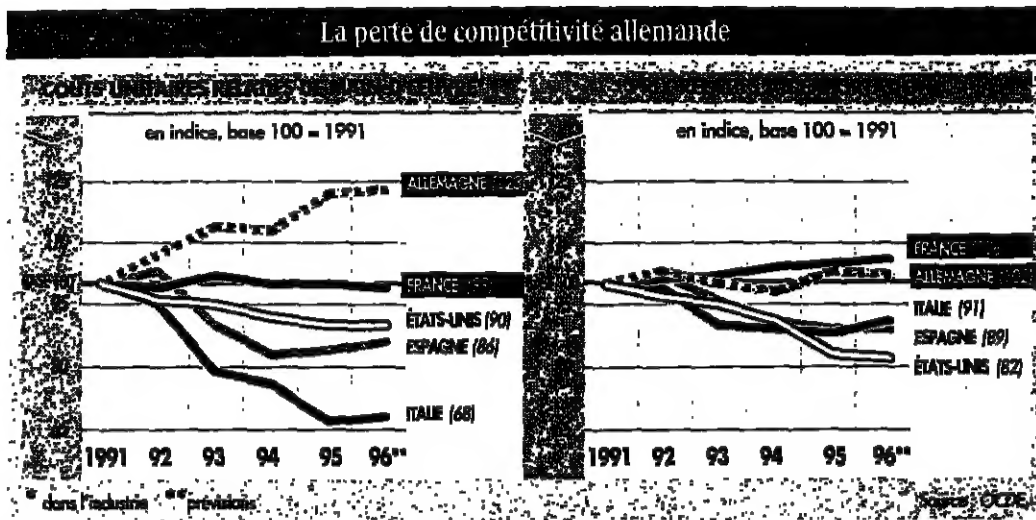
autres, à relancer la consommation (lire page 6). ● **LES SYNDICATS** allemands ont vivement réagi, estimant le programme gouvernemental « insuffisant et contre-productif ».

Le « programme d'action » allemand parie surtout sur les baisses d'impôt

Contrairement au plan français, le plan de relance de l'économie germanique ne prévoit pratiquement pas de mesures d'incitation à la consommation mais s'attache à améliorer les conditions à long terme de l'investissement

BONN
de notre correspondant
« Administrer une dose de vitamines à l'économie allemande » : telle est, selon le ministre allemand de l'économie Günter Rexrodt, l'idée dont s'inspire le « programme d'action pour l'investissement et l'emploi », rendu public mardi 30 janvier après avoir été adopté en conseil des ministres le jour-même. Les cinquante points de ce catalogue – essentiellement des baisses d'impôts pour les entreprises et des mesures visant à limiter les dépenses sociales – ont pour but d'améliorer les conditions d'investissement à long terme en Allemagne et d'assurer le maintien de la compétitivité économique du pays. Mise à part la baisse de l'impôt de solidarité, annoncée en début de semaine – cet impôt, conçu pour aider au financement de la reconstruction à l'Est, passera de 7,5 % à 5,5 % des sommes payées au titre de l'impôt sur le revenu à partir du 1^{er} juillet 1997 –, les mesures d'incitation à la consommation sont absentes du plan gouvernemental. Le programme de relance s'inscrit dans la philosophie du « pacte pour l'emploi » décidé le 23 janvier dernier avec les partenaires sociaux : priorité aux réformes de structure et à l'allègement des charges pesant sur l'investissement.

A Bonn, on choisit donc une approche très différente de celle retenue par le gouvernement Juppé. Certes, le ministre des finances, Theo Waigel, explique de lui-même que le gouvernement allemand poursuit « une étroite concertation » avec Paris, mais il refuse de parler d'une « initiative franco-allemande pour l'emploi ». Il existe bien selon lui une « action étroitement coordonnée » entre les deux pays, mais « c'est la partie française qui nous a pris de faire quelque chose en commun ». Autrement dit, l'Allemagne demeure très prudente lors qu'il s'agit de mettre en place une stratégie avec Paris ; comme l'explique un observateur, « on craint que les Français aient l'inten-



tion de nous arracher une initiative commune dans le domaine monétaire ».

Les principaux éléments du « programme d'action » sont déjà connus : il s'agit notamment de ramener la part des dépenses de l'État dans le PIB à son niveau de 1989 (46 %), de réduire le poids des charges sociales à moins de 40 % du salaire brut, tout en poursuivant les efforts d'assainissement des dé-

penses publiques. Une partie des réformes, notamment concernant l'allègement du budget des retraites, doit encore être discutée avec les partenaires sociaux (qui se retrouveront une nouvelle fois le 12 février prochain chez le chancelier Kohl).

Dans le détail, les entreprises seront les principales bénéficiaires de ce programme, notamment à travers des allègements d'impôts pour

les créations et les cessions d'entreprises, éléments d'une réforme fiscale très ambitieuse prévue pour s'étendre de 1996 à l'an 2000. En comparaison internationale, les entreprises allemandes sont soumises à une fiscalité relativement défavorable. La partie de la taxe professionnelle assise sur le capital d'exploitation des entreprises sera totalement supprimée au 1^{er} janvier 1997 (allègement de 3,5 milliards de

marks). Une autre partie de la taxe professionnelle, assise sur les bénéfices, sera baissée progressivement (l'allègement pourrait aller jusqu'à 4 milliards de marks).

Mais c'est surtout la suppression de l'impôt sur le patrimoine industriel (ainsi que son équivalent pour les particuliers, comparable à un impôt sur la fortune) qui allégera le poids de la fiscalité (8 milliards de marks). Ces réformes devront néanmoins encore faire l'objet de négociations serrées avec les Länder, qui refusent notamment de fournir à hauteur des trois quarts les économies rendues nécessaires par la baisse de l'impôt de solidarité (dans tous les cas de figure, ce cadeau fiscal aggraverait le niveau des déficits publics allemands, à l'approche du passage à la troisième phase de la monnaie unique).

SUPPRESSIONS

Dans l'ensemble, les mesures annoncées le 30 janvier sont moins ambitieuses que celles qui étaient envisagées dans un document confidentiel du ministère de l'économie, daté du 10 janvier, qui prévoyait jusqu'à 30 milliards de marks de suppressions d'avantages fiscaux (voir *Le Monde* du 30 janvier). Sans doute pour éviter de provoquer l'inquiétude de l'opinion publique à l'approche de trois élections régionales importantes, fin mars, le gouvernement du chancelier Kohl a reculé devant les mesures les plus impopulaires.

La baisse des subventions à l'agriculture, notamment, a disparu de l'ordre du jour. Aucune mention n'est faite non plus d'une éventuelle hausse de la TVA, même si la philosophie d'ensemble est clairement définie : « allègement de l'imposition directe, plus fort accent sur l'imposition indirecte ». Le programme s'étend par ailleurs sur une période très longue, certaines réformes ne devant entrer en vigueur qu'en 1998.

D'après la majorité des observateurs, il est donc permis d'interroger sur la portée à court terme de ce plan, notamment sur l'emploi.

L'objet de l'offensive gouvernementale, en effet, est extrêmement ambitieux : il s'agit de réduire de moitié, d'ici à l'an 2000, le volume du chômage, alors que les chiffres du mois de janvier devaient dépasser la barre des 4 millions de sans-emploi. Paradoxalement, une grande partie des mesures envisagées dans le « programme d'action » devrait au contraire gonfler

Critiques des syndicats

Plusieurs syndicats allemands ont critiqué le plan présenté mardi 30 janvier par le gouvernement de Bonn. Dieter Schulte, président de la Confédération allemande des syndicats (DGB), a déclaré qu'il ne soutiendrait l'objectif de réduction des charges sociales à moins de 40 % du salaire que si un financement par l'impôt compensait cette baisse. Il a reproché au plan d'être empreint « d'une idéologie de la dérégulation et de la privatisation ».

La vice-présidente du syndicat des employés, Ursula Konitzer, a jugé le programme « insuffisant et contre-productif ». Quant au président du syndicat de la fonction publique et des transports, Herbert Mai, il a estimé que les mesures annoncées « mettent sérieusement en danger le pacte pour l'emploi ». La Confédération du patronat a salué le programme du gouvernement.

les chiffres du chômage. Ainsi l'abandon du système coûteux des préretraites, qui permet aux employeurs de procéder à des licenciements en douceur aux dépens des budgets sociaux (chômage et surtout retraite), ne devrait pas améliorer les statistiques du chômage puisque les 290 000 personnes qui bénéficient actuellement de ce système sont autant de chômeurs en moins.

Lucas Delattre

Un large éventail de mesures

● **Fiscalité** : la taxe professionnelle assise sur les bénéfices d'exploitation sera supprimée au 1^{er} janvier prochain. À cette date, l'impôt sur la fortune, payé par les particuliers et les entreprises (impôt sur le patrimoine industriel), devrait également être supprimé. En juillet 1997, l'impôt de solidarité finançant la réunification sera ramené de 7,5 % à 5,5 % de l'impôt sur le revenu. En 1998, une simplification de la législation fiscale et une diminution des taux d'imposition pour l'impôt sur le revenu seront amorcées.

● **Charges sociales** : les charges sociales payées par employeurs et salariés doivent être ramenées à moins de 40 % du salaire brut d'ici l'an 2000 (41 % actuellement). Les prestations de l'assurance chômage seront limitées à un an pour les salariés de

moins de 45 ans. Les caisses de retraite soutenues par l'État accusent un déficit de 10 milliards de marks (35 milliards de francs). Un système de travail à temps partiel devrait remplacer les retraites anticipées, entre 55 et 60 ans. À partir de 64 ans, le montant de l'allocation retraite sera réduit. Le projet prévoit aussi le renforcement de la concurrence des hôpitaux.

● **Emploi** : favorisant la flexibilité du travail, le plan autorise les contrats à durée déterminée jusqu'à 24 mois, instaure des facilités pour les emplois de proximité. Les créateurs d'entreprises auront accès à des fonds de capital-risque, bénéficieront d'exemptions d'impôt pendant trois ans.

● **Dépenses publiques** : les dépenses de l'État doivent être ramenées à 46 % du PIB en 2000, comme en 1989, contre 50 % actuellement. Une réduction du volume de l'administration et du nombre de fonctionnaires est enclenchée.

Tâtonnements à Paris, résolution à Bonn

IL SERAIT très excessif de parler de relance coordonnée franco-allemande au lendemain de l'annonce des mesures économiques décidées à Paris et à Bonn. Des dispositions dont le contenu et les objectifs diffèrent, et qui n'ont été dévoilées le même jour que dans le

ANALYSE
soutil l'oubli de convaincre les opinions publiques que la médiocrité actuelle de la conjoncture dépasse largement les frontières des deux pays.

Le point commun de la France et de l'Allemagne est de vivre actuellement une période très noire qui voit l'activité économique se ralentir, les chefs d'entreprise investir insuffisamment et le chômage augmenter à partir de niveaux déjà alarmants. A Bonn, le pronostic pour cette année est une croissance de 1,5 %, un taux très insuffisant dont la France risque elle aussi de devoir se contenter. Contrairement aux États-Unis, l'Europe n'en est qu'au début d'un cycle de reprise qui s'était amorcé en 1994 et semble en train d'avorter.

Si le constat de cette désillusion est commun des deux côtés du Rhin, il n'est même pas certain que ses causes soient analysées de la même façon. A Paris, les pouvoirs publics mettent l'accent sur l'insuffisance de la consommation des ménages et sur des taux d'épargne momentanément trop importants. A Bonn, les préoccupations sont très différentes. Les attentions se focalisent sur le niveau jugé excessif des prélèvements obligatoires,

c'est-à-dire des impôts et des cotisations sociales, qui alourdissent les coûts de revient et rendent les produits allemands trop chers pour être vendus à l'étranger aussi facilement qu'auparavant.

A Paris, les mesures annoncées tendent plutôt à stimuler la demande, notamment celle des particuliers. Le plan de Bonn porte au contraire essentiellement sur l'offre, c'est-à-dire sur la meilleure façon de rendre – ou de conserver – aux firmes allemandes leur capacité d'exporter à des prix compétitifs, à partir du soi allemand. C'est le thème cher à nos voisins du « *Standort Deutschland* », de l'Allemagne comme lieu de production.

les Français, comme les Allemands, ont besoin de savoir où on les mène et par quels moyens

Le choix fait à Paris d'agir sur la demande pousse à privilégier des mesures agissant rapidement, sur des secteurs ou des biens précis et pour des durées relativement courtes. Il en va ainsi de l'encouragement à acheter des biens de consommation mais aussi d'une certaine façon des logements. Les décisions se multiplient depuis la fin de l'année dernière pour pousser les Français à tirer sur leur épargne. Ce sont là des mesures de circonstance théoriquement assez bien adaptées puisque le pays a une balance des paiements cou-

rants excédentaires, qui prouve que – globalement – en tous les cas – les Français vivent actuellement plutôt en dessous de leur moyens. La faculté d'amortir plus rapidement les équipements procède de la même logique.

Le choix fait à Bonn d'agir sur l'offre revêt une autre ampleur, et sur les sommes concernées et sur leur durabilité. Les mesures annoncées ne constituent pas une relance puisque la plus spectaculaire, celle qui concerne la baisse de l'impôt de solidarité, n'entrera en vigueur que l'année prochaine. Et pour qu'aucune ambiguïté ne puisse peser sur la véritable nature des mesures prises, il a bien été dit à Bonn que le plan annoncé n'était pas keynésien, c'est-à-dire qu'il ne visait pas du tout à relancer l'activité par des dépenses publiques. Au contraire, les pouvoirs publics vont prendre leur temps pour énumérer dans le détail un plan qui vise d'abord à rendre sa compétitivité à l'Allemagne : mesures portant sur les salaires, sur le temps de travail à travers notamment les heures supplémentaires, sur les impôts, sur les charges sociales, sur les dépenses. Tout y est.

Dans l'immédiat, ce qui fait la force du plan allemand n'est pas seulement son ampleur et son calendrier : de l'autre côté du Rhin, la presse a souligné l'imprécision des mesures annoncées ou suggérées. Et il n'est pas certain après tout que nos voisins ne rencontrent pas quelques difficultés pour faire admettre certaines réformes douloureuses. Ce qui fait la différence avec les mesures annoncées par Paris est leur lisibilité à moyen terme. Le débat sur le « *Standort Deutschland* », apparu à la fin des

années 90, a été relancé en 1993. C'est dire que les syndicats et l'opinion publique savent depuis longtemps qu'il leur faudra consentir des sacrifices pour garder à l'Allemagne sa puissance économique et sa capacité de produire à prix compétitifs. La visibilité est la suffisante pour permettre les réformes nécessaires, des réformes qui devraient être d'autant mieux acceptées que le droit social est encore à peu près intact outre-Rhin, n'ayant pas eu – ou très peu

Initiative commune ?

La simultanéité de l'annonce de plans de relance des deux côtés du Rhin donne lieu à des interprétations différentes. Côté allemand, le ministre des finances Theo Waigel a déclaré mardi 30 janvier qu'« il n'y a pas d'initiative commune sur l'emploi », simplement une « action étroitement coordonnée » entre les deux pays. Les deux plans sont « très différents », a-t-il affirmé, alors que Jacques Chirac avait en janvier lancé l'idée d'une « initiative de relance franco-allemande ». Les responsables français démentent avoir simplement calqué l'annonce de leurs mesures sur le calendrier allemand.

Le ministre des finances, Jean Arthuis, a souligné mardi la « concertation entre les deux pays », mais rappelle que l'Allemagne mettait en œuvre des mesures à moyen terme, alors que le nouveau plan Juppé vise à doper la consommation et la demande de logement à très court terme. Le premier ministre français a pour sa part rappelé que « l'Allemagne n'est pas forcément un modèle à suivre à 100 % ».

– à subir les mortures infligées par l'État dans d'autres pays, la France et l'Italie notamment.

En France, au contraire, la lisibilité de la politique économique est médiocre, parfois même presque nulle. On sait bien que depuis des années les gouvernements affaiblissent eux aussi, comme en Allemagne, leur volonté d'alléger les charges, celles des entreprises surtout. Et beaucoup a effectivement été fait. Il n'est pas nécessaire de

rappeler les dizaines de milliards de francs économisés par les firmes au titre de la réduction progressive de l'impôt sur les sociétés et du remboursement de la TVA due au titre de certaines règles anciennes et jamais soldées. Les ménages devaient eux aussi bénéficier d'une politique de détente fiscale depuis l'annonce faite il y a maintenant presque quinze ans d'une baisse des prélèvements obligatoires, engagement régulièrement renouvelé par les gouvernements

difficilement compréhensibles par le public, mais aussi, ce qui est grave, des agents du fisc et des cadres de banque, théoriquement chargés de conseiller leur clientèle.

Le malheur est que ces mouvements « browniens » qui agitent toutes nos règles et désorientent les esprits sont souvent très mal perçus alors qu'ils vont parfois dans le bon sens. Il en a été ainsi de l'annonce faite par Maitron du transfert probable en juillet d'une partie des cotisations d'assurance-maladie sur la CSG, quelques jours seulement après la promesse faite par le président de la République d'une stabilisation des prélèvements obligatoires puis de leur décade. A l'évidence, transfert ne veut pas dire hausse, mais l'opinion publique aura surtout retenu de cette décision l'annonce et d'une nouvelle réforme et d'une augmentation supplémentaire de la CSG.

Les défauts de la méthode française pèsent d'autant plus sur le comportement des ménages et des chefs d'entreprise que le pays est engagé dans des stratégies difficiles qui doivent consolider à terme la construction européenne mais sont actuellement source d'interrogations et d'inquiétude : taux de change fluctuants, taux d'intérêt encore trop élevés, restrictions budgétaires... Une raison supplémentaire pour rendre beaucoup plus lisibles les politiques conduites. Car plus que de mesures exceptionnelles ou d'encouragements temporaires, les Français – comme les Allemands – ont besoin de savoir où on les mène et par quels moyens.

Alain Vernholes

Jacques Chirac plaide pour une conception pragmatique de la défense européenne

Le chef de l'Etat, en visite officielle aux Etats-Unis, s'attend à une réponse positive de Washington

Jacques Chirac effectue, le jeudi 1^{er} et le vendredi 2 février, aux Etats-Unis, une visite d'Etat qui le conduira à Washington et à Chicago. Avant un

entretien avec le président Clinton, il devait défendre devant le Congrès l'idée d'une identité européenne de défense au sein de l'Alliance

atlantique. Après le rapprochement de la France avec l'OTAN, il attend un geste significatif de ses partenaires.

JACQUES CHIRAC commence, le jeudi 1^{er} février, à Washington, la visite officielle qu'il n'avait pas pu faire en novembre 1995 pour des raisons de calendrier. Pour parler aux Américains de la rénovation de l'OTAN et de la constitution d'une identité européenne de défense, notamment, la période paraît plus propice. Le président français peut légitimement attendre des signes positifs de Bill Clinton sur ces deux sujets qui lui tiennent à cœur. La France a accompli en effet tout récemment en direction de ses alliés quelques gestes qui, en novembre, n'étaient encore qu'esquissés - participation aux institutions intégrées de l'OTAN -, alors qu'on était en plein milieu de la campagne d'essais nucléaires. Ayant annoncé l'arrêt définitif des tests, M. Chirac est plus à l'aise pour développer ses conceptions en matière de sécurité.

Les responsables français refusent de parler d'un « retour » dans l'OTAN parce que, estimant-ils, l'Organisation atlantique n'est plus celle qu'avait quittée le général de Gaulle en 1966. Avec la fin de la guerre froide et la définition de nouvelles missions, elle a déjà changé de nature. La décision du 5 décembre 1995 doit permettre de relancer le mouvement de réforme de l'Alliance et de lever les blocages qu'une attitude française trop rigide vis-à-vis de l'OTAN provoquait chez nos alliés, y compris chez nos partenaires européens les plus proches. Certains ont réagi positivement : les Allemands en acceptant d'envisager des propositions communes avec les Français pour une identité européenne de défense au sein de l'Alliance ; les Britanniques en accélérant un dialogue déjà bien entamé sur le même sujet.

M. Chirac attend maintenant la réponse de Bill Clinton, avec confiance, car, remarque-t-on à Paris, ce dernier est le président américain le mieux disposé depuis longtemps à l'égard d'une reconnaissance du fait européen au sein de l'OTAN. L'étape suivante sera la réunion des seize ministres des affaires étrangères alliés, à

Berlin en juin, qui devrait enfin concrétiser l'accord de principe de janvier 1994 sur les Groupes de forces interarmées multinationaux (GFIM), première ébauche de forces européennes bénéficiant des moyens de l'OTAN.

La conception française de la sécurité occidentale reste fondée sur la création d'une identité européenne de défense, telle que prévue par le traité de Maastricht, et la constitution d'un pilier européen dans l'OTAN. Quelle sera l'articulation de ces composantes européenne et atlantique, qui doivent être autonomes sans faire double emploi, complémentaires et non concurrentes ? A cette question, la France veut donner une réponse très pragmatique, intégrant les positions de ses alliés et respectant les évolutions internes de l'OTAN auxquelles elle a été largement étrangère au cours des dernières années. L'Union de l'Europe occidentale (UEO) devrait être appelée à jouer un rôle, mais la diversité de ses membres - qui ont des statuts différents, n'adhèrent pas tous ni à l'UE ni à l'OTAN - exige une démarche

intergouvernementale pour la politique extérieure et de sécurité commune. L'essentiel pour les Français est que la réforme de l'Alliance débouche sur un résultat concret : les matériels et la logistique de l'OTAN - largement américains - doivent pouvoir, selon les cas, être utilisés par tous ses membres ou seulement par une partie, voire un seul, d'entre eux. Il faut que les Européens puissent utiliser l'OTAN pour une opération en Europe à laquelle ne voudraient pas participer les Etats-Unis.

La France compte que son projet d'aggravation pour l'OTAN facilite la mise en place des fameux GFIM restés dans les cartons, du fait du peu d'empressement de nos partenaires européens et de certaines réticences américaines. L'OTAN pourrait pouvoir opérer à trois niveaux :

- Les alliés - Américains et Européens - décident d'agir ensemble dans le cadre des nouvelles missions de l'Organisation. Ils utilisent en commun les matériels et la logistique de l'OTAN.

La France souhaite que les Européens puissent utiliser le matériel et la logistique de l'OTAN pour une opération à laquelle ne voudraient pas participer les Etats-Unis

prudente. A terme, l'UEO devrait se fonder dans l'Union européenne, dont le traité de Maastricht dit qu'elle est le « bras armé ». En attendant, il paraît exclu qu'elle représente l'Europe au sein de l'OTAN, qui reste une alliance entre Etats. Ce qui n'empêche pas une concertation entre Européens avant des échéances importantes.

Il est trop tôt pour dessiner la forme précise que prendra cette éventuelle identité européenne de défense ; elle dépendra largement des conclusions de la Conférence

L'exemple, c'est l'IFOR, la force américaine-européenne déployée dans l'ex-Yougoslavie pour assurer le respect des accords de paix. Le commandement en est assuré par un Américain - puisque les Etats-Unis représentent près de la moitié des troupes déployées - avec un Européen, en l'occurrence le général Bernard Janvier, pour adjoint.

Seuls les Européens de l'OTAN, ou certains d'entre eux, s'engagent ; ils ont alors à leur disposition, dans le cadre d'un GFIM, dirigé par un officier euro-

péen, tous les matériels de l'OTAN entreposés en Europe, bien sûr, en « concertation » avec les Etats-Unis, puisqu'une bonne partie des moyens utilisés seraient américains. Ce n'est pas seulement une hypothèse d'école : il aurait fallu l'imaginer si les Etats-Unis n'avaient pas participé à l'IFOR et si l'opération en Bosnie, en novembre prochain, les Européens restaient en Bosnie alors que les Américains décidaient de partir.

Mais un pays européen tout seul peut vouloir bénéficier de certains moyens de l'OTAN - notamment transport aérien - pour une opération particulière. Ce pourrait être la France désireuse d'intervenir au Rwanda ou au Burundi.

Dans cette évolution de l'OTAN, telle que la souhaite la France, le rôle de la dissuasion nucléaire perd de son importance. La dissuasion est la doctrine de la guerre froide ; elle garde sa pertinence tant que la situation à l'Est présente encore des dangers. Mais elle est, à l'évidence, moins adaptée aux besoins de sécurité de l'après-guerre froide. Le constat est valable collectivement, pour l'OTAN, comme pour la force française. La nouvelle disposition de Paris à parler d'une « dissuasion concertée » avec ses partenaires et à en débattre au sein de l'OTAN est un signe supplémentaire de bonne volonté vis-à-vis de l'Alliance.

Elle fait partie de l'approche française qui a cours depuis l'arrivée de Jacques Chirac à l'Elysée : il n'y aura pas de défense européenne sans les Européens, dit-on, et les partenaires de la France dans l'Union européenne ne la suivront que s'ils ont la conviction que sa démarche n'est pas dirigée contre les Etats-Unis ou contre l'OTAN. D'où le rapprochement avec l'Organisation atlantique et l'idée qui le sous-tend : pour faire évoluer l'OTAN, l'amener à prendre en compte le fait européen, il faut agir de l'intérieur.

Alain Frachon et Daniel Vernot

Une intervention de Bill Clinton apaise le conflit gréco-turc

Les deux pays se disputent un îlot inhabité en mer Egée

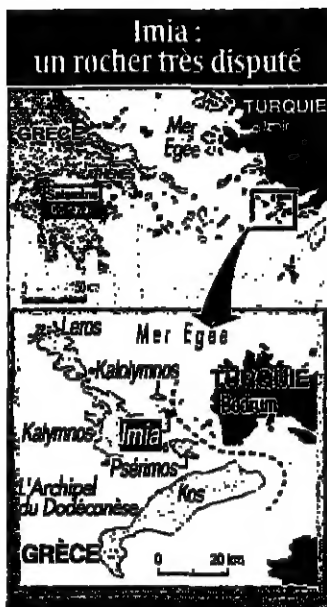
ISTANBUL

de notre correspondante
La nuit entre le mardi 30 janvier et le mercredi 31 janvier a été chaude en mer Egée, où une dispute territoriale entre la Grèce et la Turquie a culminé brièvement avec l'intervention des commandos de la marine turque. Grâce à la médiation du président Bill Clinton et du vice-secrétaire d'Etat américain Richard Holbrooke, l'architecte de l'accord de paix en Bosnie, la tension est rapidement retombée. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, est lui aussi intervenu, de même que le secrétaire général de l'OTAN, pour convaincre les deux parties de s'entendre.

Les deux pays ont retiré leurs troupes, qui étaient installées sur deux îlots rocheux adjacents, et ont rappelé leurs navires de guerre. Des recherches se poursuivent pour tenter de retrouver les trois personnes qui se trouvaient à bord d'un hélicoptère grec, qui s'est écrasé en mer au cours du retrait, apparemment à la suite d'un problème technique.

UN ACCORD DE 1947

« Nous ne tolérerons pas qu'un drapeau étranger souille le sol turc », avait déclaré le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, mardi, à l'issue d'une rencontre avec le président de la République, Souleyman Demirel. M^{me} Ciller s'était aussi prononcée pour un règlement négocié de la crise, affirmant : « Nous trouve-



vir d'étape pique-nique pour les touristes en croisière ? Les médias nationalistes des deux pays portent une lourde responsabilité dans cette crise absurde, qui avait débuté en décembre 1995, lorsqu'un navire turc s'était échoué sur les rochers. Il avait alors rejeté l'offre d'assistance d'un remorqueur grec - probablement plus pour des raisons financières que politiques -, affirmant que l'île appartenait à la Turquie. Les quelques notes diplomatiques échangées par les deux pays auraient alors suffi pour

Satisfaction mitigée à Athènes

Si les responsables grecs, nous indique notre correspondant à Athènes, Didier Kunz, se sont félicités de l'accord entre la Turquie et la Grèce, l'opposition critique la position du gouvernement, qu'elle considère comme un recul. « Cet accord, qui permet de faire baisser la tension, ne met pas en doute la souveraineté grecque sur Imia », ont déclaré les ministres grecs des affaires étrangères, Théodore Pangalos, et de la défense, Géraldinos Arsenis. « La Grèce n'est pas disposée au terme de cet accord à négocier sur ses droits souverains en mer Egée », ont-ils affirmé. M. Arsenis a souligné : « Nous retournerons au statu quo d'avant l'incident ». « Il n'y a ni vainqueur ni vaincu », a assuré M. Pangalos.

La position grecque constitue cependant un recul par rapport aux déclarations du nouveau premier ministre grec Costas Simitis, élu le 18 janvier et qui devait être investi mercredi soir par un vote de confiance au Parlement sur sa déclaration de politique générale. « Imia est grecque, les allégations turques n'ont aucune base légale », avait souligné M. Simitis mardi soir devant les parlementaires. « Les forces armées grecques mobilisées autour de l'îlot y resteront pour respecter l'équilibre et ne se retireront pas tant que les forces turques ne s'éloigneront pas », a déclaré le chef du gouvernement grec.

rons une solution pacifique. » Mercredi, vers 14 h 40, heure locale, une vingtaine de soldats turcs, le visage noir, se sont pourtant embarqués sur des Zodiac à la pointe de la péninsule de Bodrum pour se diriger vers le groupe d'îlots déserts qu'ils appellent les rocs de Kardak, au centre de la querelle.

Sans qu'un coup de feu soit tiré, ils ont débarqué sur un minuscule îlot rocheux, adjacent à l'île principale - Imia, pour les Grecs -, dont la superficie ne dépasse pas celle d'un terrain de football et où Athènes avait, deux jours auparavant, déployé quelques soldats pour protéger le drapeau national.

La Grèce déclare avoir acquis ce groupe d'îlots rocheux en 1947, lorsque l'Italie lui a cédé les îles du Dodécannèse. La Turquie, elle, affirme que les rocs de Kardak n'étaient pas inclus dans l'accord de 1947, mais qu'en vertu des lois internationales, les îlots, situés à 38 milles marins de la côte turque, et à 55 milles de l'île grecque la plus proche, Kalymnos, appartiennent à Ankara.

Des chasses aériennes spectaculaires dans le ciel égéen, et la ronde aquatique des navires de guerre autour de l'archipel avaient créé, au cours des deux derniers jours, une situation dangereusement tendue qu'un seul coup de feu risquait de faire exploser.

Comment deux pays, rivaux mais alliés au sein de l'OTAN, en sont-ils venus à s'affronter pour quelques îlots inhabités, dont la seule utilité reconnue est de ser-

conclure cette affaire, si les médias des deux pays ne l'avaient relancée avec intensité, forçant leurs gouvernements, tous deux en position de faiblesse - celui de Costas Simitis, récemment nommé, doit encore faire ses preuves, quant à M^{me} Ciller, elle essaie sans grand succès de former une coalition -, à répondre de façon musclée à cette pression « patriotique ».

« LAC GREC »

Les eaux territoriales et le statut des îles égéennes sont de longue date des problèmes entre la Turquie et la Grèce. En 1987, une querelle sur les droits d'exploitation minière en mer Egée avait failli provoquer une guerre entre les deux pays. La Turquie a refusé de signer un accord qui, techniquement, donnerait à la Grèce une ceinture territoriale de 12 milles. Selon les Turcs, qui insistent pour le maintien de la limite actuelle de 6 milles, cet arrangement ferait de la mer Egée « un lac grec ».

Le ministre turc des affaires étrangères, Deniz Baykal, a exprimé sa satisfaction à l'issue de la crise. « Nous ne voulons qu'une chose : que les soldats, les navires et les drapeaux soient retirés », a-t-il déclaré. Les autorités turques ont rappelé qu'elles souhaitent négocier avec la Grèce le statut d'un millier de petits îlots similaires, parsemés dans la mer Egée, dont l'appartenance n'a pas été clairement définie, et résoudre la question des eaux territoriales.

Nicole Pope

L'Allemagne organise le retour des réfugiés bosniaques

BONN

de notre correspondante
Plusieurs responsables de l'opposition sociale-démocrate ainsi que du parti des Verts ont critiqué la décision prise par le gouvernement Kohl de procéder au renvoi par étapes, à partir du 1^{er} juillet prochain et jusqu'à la mi-1997, de l'ensemble des 320 000 réfugiés de Bosnie actuellement présents en Allemagne. Depuis le début de la guerre en ex-Yougoslavie, l'Allemagne est le pays qui a accueilli le plus important contingent de réfugiés : la France en a accepté 16 000 et la Grande-Bretagne 11 000 (autant que la ville de Hambourg). Le coût de cet accueil est évalué par les autorités allemandes à 15 milliards de marks (52 milliards de francs). Les personnes déplacées originaires de Bosnie, ainsi que 80 000 réfugiés croates, bénéficiaient d'un statut particulier leur permettant de rester en Allemagne jusqu'à la fin du conflit.

« Le statut de réfugié de guerre doit être maintenu », selon Freimut Duve, député du SPD. « La décision de renvoyer les réfugiés est contraire aux accords de Dayton, qui prévoient que le retour des réfugiés dans leur pays devra se faire sur une base volontaire », a ajouté Kerstin Müller, vice-présidente du groupe parlementaire des Verts au Bundestag. A l'inverse, la représentante du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR), Judith Kumin, considère que la décision de l'Allemagne « permet un retour des réfugiés dans la sécurité et la dignité » et respecte les recommandations de la conférence du 16 janvier à

Genève (Le Monde du 18 janvier). Les réfugiés bosniaques devront commencer à rentrer chez eux à partir du 1^{er} juillet, d'après un accord obtenu vendredi 26 janvier à l'issue d'une conférence entre les ministres de l'Intérieur de l'Etat fédéral et des Länder.

VOLONTARIAT ENCOURAGÉ

Les premiers à devoir partir seront les célibataires et les couples sans enfants, ainsi que les personnes ayant laissé une partie de leur famille (conjoint ou enfants) en Bosnie. Les deux tiers des réfugiés devront avoir quitté l'Allemagne d'ici à la mi-1997. Seront autorisées à rester, au moins dans un premier temps, les personnes traumatisées par la guerre, celles qui sont susceptibles de témoigner devant le tribunal pénal international de La Haye, ainsi que les écoliers et les étudiants.

Pour encourager le caractère volontaire du retour des réfugiés dans leur pays, l'Allemagne leur donnera la possibilité d'aller constater sur place les conditions de vie qui les attendent, avec la garantie d'un retour provisoire possible en Allemagne. Le sort de tous ceux dont la maison fait désormais partie d'une région contrôlée par les Serbes devra encore faire l'objet de précisions. Dans tous les cas de figure, l'Allemagne essaye de convaincre les réfugiés bosniaques de ne pas tenter une demande d'asile en Allemagne. « Le droit d'asile ne leur sera très vraisemblablement pas accordé », selon Manfred Kanther, ministre de l'Intérieur de Bonn.

L. D.

Numéro 100 CHALLENGES

Spécial Asie

Les nouveaux conquérants

Jacques Delors : « L'Europe peut relever le défi asiatique »

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Assassinat d'un dirigeant nationaliste en Irlande du Nord

BELFAST. Gino Gallagher, chef d'état-major de l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA) - groupuscule paramilitaire nationaliste opposé au cessez-le-feu en Irlande du Nord -, a été assassiné, mardi 30 janvier, dans le quartier catholique de Belfast. Selon la police, cette mort serait la conséquence de rivalités internes. Ce grave incident est intervenu le jour où le premier ministre, John Major, recevait le dirigeant nationaliste modéré John Hume, et le ministre pour l'Irlande du Nord les dirigeants du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, pour leur expliquer leur nouvelle initiative afin d'organiser des élections. Les nationalistes considèrent, comme Dublin, qu'il s'agit d'un nouvel obstacle au processus de paix. (Corresp.)

Shimon Pérès pourrait se rendre prochainement en Tunisie

TUNIS. Le premier ministre israélien, Shimon Pérès, pourrait se rendre prochainement en Tunisie, a-t-on appris, mardi 30 janvier, auprès des milieux autorisés, à Tunis. Cette information a été confirmée, côté israélien, des sources précises, mercredi, que cette visite - la première, dans l'histoire des deux pays - pourrait avoir lieu « dans le courant du mois de mars ». La normalisation des relations entre la Tunisie et Israël, dont le principe a été adopté en octobre 1994, devrait se concrétiser par l'ouverture simultanée, d'ici au 15 avril, de bureaux d'intérêts à Tunis et à Tel-Aviv. A Tunis, on indique que le bureau israélien pourrait disposer de locaux où serait hissé le drapeau national.

AFRIQUE

■ **BÉNIN** : le président Nicéphore Soglo a décidé, mardi 30 janvier, d'exécuter le budget par ordonnances et de mettre en œuvre de la même manière un accord de crédit avec la Banque mondiale pour contourner le Parlement, qui est hostile aux deux projets. (AFP)

■ **GUNTÉE** : Amnesty International et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme ont exprimé leur « très vive inquiétude », mardi 30 janvier, à propos de six condamnés à mort dont les peines viennent d'être confirmées en appel. Les deux organisations humanitaires ont demandé que ces peines soient commuées en peines de prison.

AMÉRIQUES

■ **COLOMBIE** : le sénateur libéral María Trujillo a été arrêté pour « enlèvement illégal » à la sortie du Parlement, où elle venait de révéler son témoignage qui accuse le président Ernesto Samper d'avoir sciemment reçu de l'argent des trafiquants de drogue pour sa campagne électorale de 1994. (Corresp.)

■ **ÉTATS-UNIS** : un condamné à mort a été exécuté par injection, mardi 30 janvier, dans le Delaware, pour un double meurtre de personnes âgées. William Flammer est le deuxième prisonnier exécuté dans cet État en deux semaines. Billy Bailey y avait été pendu le 18 janvier. (AFP/Reuters)

■ **HAÏTI** : un policier béninois de la Mission des Nations unies en Haïti (Minuhal) a été assassiné, lundi 29 janvier, à Port-au-Prince par des inconnus armés, a-t-on annoncé de source officielle. Il s'agit du quatrième cas de mort d'un membre de la Minuhal quinze jours. (AFP)

■ **NICARAGUA** : quelques trois cents étudiants, dont certains armés de mortiers, ont occupé, mardi 30 janvier, à Managua, le ministère des affaires étrangères où ils retiennent des diplomates et des fonctionnaires. Les ambassadeurs du Pakistan et des Philippines ont été rapidement libérés. Les étudiants réclament, depuis décembre, une hausse du budget des universités. (AFP)

EUROPE

■ **BOSNIE** : Hasan Muratović a officiellement été nommé premier ministre, mardi 30 janvier, après un vote du Parlement bosnien, et a présenté la formation de son gouvernement. M. Muratović succède à Haris Silajđić qui a été élu, le même jour, du Parti de l'action démocratique (SDA, au pouvoir) aux termes d'un long conflit (Le Monde du 30 janvier). (Reuters)

■ **BULGARIE** : l'opposition a demandé, mardi 30 janvier, la démission du président du Parlement, Blagovest Sendov, en raison de ses déclarations contre l'établissement de l'OTAN, lundi, à Moscou et rapportées, dans un communiqué, par la présidence russe. M. Sendov, représentant du Parti socialiste (PSB), ex-communiste, qui a la majorité absolue au Parlement, a démenti ce communiqué. (AFP)

MAGHREB

■ **ALGÉRIE** : sept femmes et une fillette ont été retrouvées égarées, vendredi 26 janvier, dans la région de Jijel, à l'est, a rapporté, mardi, la presse algérienne. Elles appartenaient à des familles de militaires et de policiers. Si un calme relatif règne dans le centre d'Alger, les troubles se multiplient dans les faubourgs et les campagnes. Au sud-ouest de la capitale, dans le quartier de Baraki, deux artificiers ont été tués, mardi, en tentant de désamorcer une voiture piégée. (AFP/Reuters)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK** : les discussions entre l'ONU et Bagdad sur la mise en œuvre de la formule « pétrole contre nourriture » s'ouvrent, le 6 février, à New York. La délégation irakienne sera conduite par Abdel Amir El Anbari, ambassadeur auprès de l'Onu. A Paris, la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a adopté, mardi 30 janvier, un rapport qui propose de « favoriser progressivement mais clairement » la levée de l'embargo qui frappe l'Irak depuis 1990. (AFP/Reuters)

■ **YÉMEN** : l'armée et les forces de sécurité ont attaqué, mardi 30 janvier, les membres de la tribu El Aslam, à Ain Hadi, situés à 450 kilomètres à l'est de la capitale, Sanaa, qui avaient retenu dix-sept touristes français en otage pendant quatre jours avant de les libérer, lundi. Selon un premier bilan, un soldat a été tué et quatre autres ont été blessés. Quatre ravisés avaient été arrêtés après la libération des touristes. (AFP)

ÉCONOMIE

■ **INDE** : un protocole de 376 millions de francs pour le financement de divers projets a été signé, mardi 30 janvier, à New Delhi, entre l'Inde et la France. Il inclut des dons du Trésor et des crédits mixtes. Le précédent protocole financier était de 223 millions de francs. Il n'y en avait pas eu en 1993. (AFP)

Les militaires nigériens nomment un premier ministre civil

NIAMEY. Le Conseil de salut national, qui a pris le pouvoir samedi 27 janvier, a nommé, mardi, un premier ministre civil, Boukari Adjé. Il était jusqu'alors vice-gouverneur de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest. Le colonel Ibrahim Barné Malanassara, chef de la junte, s'est engagé à ce que le gouvernement intérimaire, qui doit diriger le pays jusqu'à l'organisation d'élections, soit exclusivement composé de civils. La France a réitéré sa condamnation du putsch et demandé, mardi, un retour à « l'ordre constitutionnel ». Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a adressé un message de sympathie à son homologue, Mahamadou Issoufou, emprisonné avec le président de la République, Mahamadou Ousmane, et le premier ministre Hamza Amadou. Ces deux derniers ont pu rencontrer des journalistes auxquels ils ont déclaré être bien traités. (AFP/Reuters)

La Chine adresse un double avertissement à Taïwan et à Hongkong

Le vice-premier ministre exalte le « combat herculéen » de la réunification

Alors que la tension dans le détroit de Formose s'accroît à l'approche de l'élection présidentielle du 23 mars à Taïwan, Pékin multiplie les signes

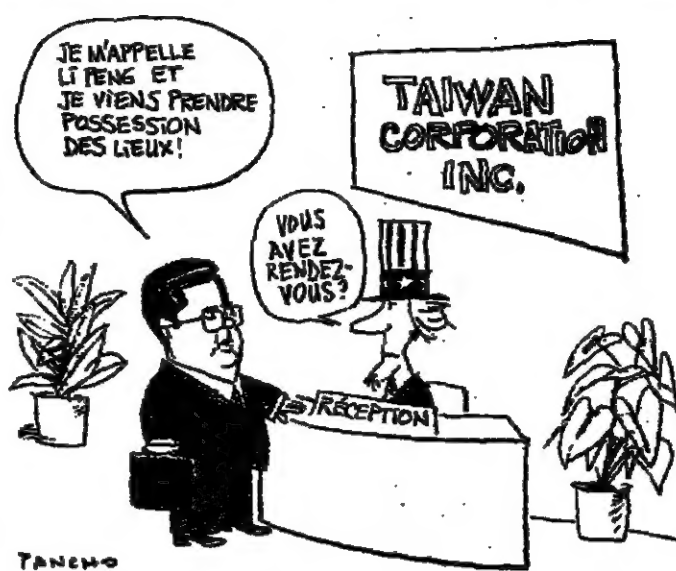
de sa détermination à accomplir la réunification. Le premier ministre Li Peng vient de brandir de nouveau la menace d'un recours à la force

contre Taïpeh. La veille, la future garnison chinoise de Hongkong avait paradé à Shenzhen en simulant des combats de rue.

PÉKIN

de notre correspondant
La Chine vient de donner des assurances de sa détermination à mener à son terme le « combat herculéen » qu'elle a entrepris contre l'indépendance ou l'autonomie de ses deux parcelles d'empire les plus rétives à son autorité : Hongkong et Taïwan. La formule, qui émane du vice-premier ministre et chef de la diplomatie, Qian Qichen, a été prononcée à l'occasion du premier anniversaire, mardi 30 janvier, d'un « discours programme » du chef de l'Etat, Jiang Zemin, à propos de Taïwan. Quatre cents personnes, réunies pour l'occasion à Pékin, ont entendu le chef du gouvernement, Li Peng, tonner contre les « féodalités » du président de Taïwan, Lee Teng-hui, selon lequel il pourrait exister dans l'île un régime politique distinct de celui de Pékin.

Certains dirigeants taïwanais, a déclaré M. Li, dont le nationalisme exacerbé est notoire, « persistent dans leur volonté de diviser la patrie, s'opposent au principe d'une Chine unique et ne montrent aucune considération pour les intérêts supérieurs de la nation chinoise ». Ce faisant, par « leurs actes pervers » de « diplomatie élastique et pragmatique » commis « en collusion avec les forces antichinoises de l'étranger », ils prêtent le flanc à « des conséquences dont ils doivent endosser l'entière responsabilité ». La Chine « ne renoncera pas à l'usage de la force » pour récupérer Taïwan, et « aucune force étrangère ne sera autorisée à se mêler » de cette affaire,



TANUHO

qui concerne « le peuple chinois tout entier ».

Ces propos ont été tenus un peu plus d'un mois après le passage d'un porte-avions américain, le *Nimitz*, dans le détroit de Taïwan, un geste interprété - malgré les démentis de Washington - comme un discret appel à la raison adressé par les États-Unis à Pékin. C'est la première fois qu'une unité navale américaine se montre dans le détroit depuis l'instauration, au début des années 80, d'un climat de conciliation entre Pékin et Taïwan.

En moins appuyé, le geste rappelle la sortie qu'avait faite la flotte

américaine du Pacifique dans ces parages lors de la crise de l'été 1958, quand l'artillerie continentale pilonnait l'îlot-bastion de Quemoy, contrôlé par Taïpeh, à la porte de la baie de Xiamen (Quemoy). Et il fait suite aux propos prêtés aux dirigeants pékinois faisant état d'une menace de bombardier à coups de missiles l'île de Taïwan au cas où, une fois éventuellement élu à l'issue du scrutin présidentiel du 23 mars, Lee Teng-hui n'amendait sa politique, assimilée par Pékin à de l'indépendantisme inavoué.

De leur côté, les habitants de Hongkong ont fait connaissance,

Le Pakistan entend faire preuve de « retenue » dans les incidents avec l'Inde

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial
« Nous ne voulons pas faire monter la tension et nous avons fait preuve de retenue, mais si les Indiens frappent les populations civiles nous n'aurons alors d'autre choix que d'agir » : dans un entretien accordé mardi 30 janvier au Monde et à l'Agence France-Presse, le ministre pakistanais des affaires étrangères, Sardar Asef Ahmad Ali, a mis en garde l'Inde alors que des accrochages sporadiques continueraient entre les deux armées à la frontière indo-pakistanaise.

Islamabad a accusé l'armée indienne d'avoir lancé, vendredi, plusieurs roquettes dans la province du Cachemire pakistanais, faisant vingt morts parmi les fidèles, à l'heure de la prière du soir. New Delhi a nié toute responsabilité tout en annonçant que des tirs à l'arme légère ont eu lieu, depuis ce week-end, sur la « ligne de contrôle », qui sépare les deux pays, dans la province disputée du Cachemire. Des soldats militaires indiennes ont affirmé que les soldats pakistanais ont effectué quelque

« trente-deux mille tirs » à l'arme légère, dans la nuit de lundi à mardi. Un porte-parole militaire pakistanais a démenti ces informations, estimant que la situation était « normale » le long de la ligne de démarcation.

« La situation est très tendue » sur la frontière, a pourtant affirmé M. Ahmad Ali, qui se dit toutefois persuadé que New Delhi ne cherche pas à provoquer un nouveau conflit entre les deux pays. « Les Indiens ne sont pas fous au point de se lancer dans une telle aventure », a-t-il affirmé, car ils sont parfaitement conscients de nos capacités (militaires). »

VENTE DE TRENTE-DEUX MIRAGE

Pour le chef de la diplomatie, l'affaire est entendue : des tirs de roquettes contre le Pakistan, le jour de la fête nationale indienne, suivis, le lendemain, par un test du missile à courte portée Prithvi, prouvent que le premier ministre indien Narasimha Rao entend démontrer sa détermination à son électorat, trois mois avant les prochaines élections législatives. « Si M. Rao veut prouver sa virilité, qu'il n'oublie pas

que le Pakistan est aussi un pays d'hommes », a ajouté M. Ahmad Ali sur le ton de l'ironie.

Revenant sur les rumeurs concernant un éventuel test nucléaire indien, M. Ahmad Ali a indiqué qu'une telle décision provoquerait un « immense sentiment d'insécurité » pour les Pakistanais. New Delhi et Islamabad reconnaissent disposer d'une capacité nucléaire mais ont toujours démenti posséder la bombe atomique. Pour le ministre, un nouveau test nucléaire indien « romprait l'équilibre » qui a prévalu jusqu'alors quant au degré de technologie nucléaire dont disposent les deux pays.

Commentant les récentes informations du quotidien français *Libération* affirmant qu'un contrat portant sur la vente au Pakistan de trente-deux Mirage 2000-5 avait été « mis en sommeil », le ministre a estimé, au contraire, que « les négociations continuent, aucun signe négatif ne nous a été envoyé depuis Paris à ce sujet. Mon impression est que les responsables français approuveront la signature d'un tel contrat ».

Bruno Philip

Le président philippin peine à imposer les réformes économiques

Luttes de clans et marchandages politiques paralysent l'action du gouvernement

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est
Fidel Ramos a pris, au début de l'année, la décision qu'il fallait : une taxe sur la valeur ajoutée de 10 % qui remplace, en les augmentant dans une certaine mesure, une série de huit taxes. Mal présentée, cette utile simplification a, cependant, provoqué un tel tollé dans le public que le Congrès philippin, au sein duquel la majorité présidentielle est pourtant confortable, est prêt à abandonner le président en première ligne. La popularité du successeur de Cory Aquino, élu pour six ans en 1992, est au plus bas, ce qui ne lui confère guère l'autorité dont il aurait besoin pour faire avaler la pilule.

Un programme loué à la fois par le Fonds monétaire international et les milieux d'affaires philippins se heurte ainsi à une somme d'intérêts locaux et de marchandages politiques agités par les groupes de pression les plus affectés par la nouvelle TVA. La crise est d'autant plus mal venue que le gouvernement doit, dans les mois à venir, augmenter les taxes sur l'essence et l'eau, mesures qui auront un effet d'autant moins populaire sur le coût de la vie que l'archipel se re-

LES DEUX CENTS FAMILLES

met à peine d'une hausse des prix consécutive à une longue pénurie de riz, aliment de base de l'immense majorité des 65 millions de Philippines.

Pourtant, l'ancienne colonie américaine semble sur la voie du redressement. Après la chute des Marcos en 1986, la présidente Cory Aquino, en surmontant six coups de force, avait au moins réussi à stabiliser les institutions. Élu avec seulement le quart des suffrages exprimés en 1992, son successeur, M. Ramos, a su élargir sa base pour s'assurer une majorité au Congrès lors des élections par-

tielles de mai 1995.

En outre, les dialogues engagés avec les rebelles de tous bords ne font pas l'affaire de tous. Une petite fraction des communistes, la Brigade Alex Boncayo, sème la terreur, notamment parmi les Sino-Philippines, une petite communauté très dynamique. Schéma idéologique chez les musulmans : tandis que le principal mouvement, le Front islamique de libération moro, discute avec le gouvernement, des dissidents ont formé le groupe terroriste Abu Sayaf, dont les connexions internationales ont été récemment soulignées par une série d'arrestations. Enfin, tout le monde se méfie de la police, dont certains éléments sont impliqués

dans des attentats, des vols à main armée et des enlèvements contre rançon.

Les Philippines ne sont pas, pour autant, redevenues le malade de l'Asie. La forte criminalité ne paraît pas encore y décourager les investisseurs étrangers, lesquels, il est vrai, se groupent souvent dans des parcs industriels protégés. Dans un pays où les écarts de revenus sont énormes, le revenu annuel par tête a néanmoins franchi le cap des 1 000 dollars l'an dernier. Rien n'y laisse prévoir un ralentissement sensible de la croissance.

L'administration paraît, cependant, éprouver toujours de graves difficultés à contrôler une société apparemment sous-administrée et qui laisse souvent libre cours à ses émotions. Cousin de Marcos et organisateur des forces paramilitaires, M. Ramos est le produit d'un curieux système : pour prendre un exemple, Joseph Estrada, vice-président de la République en charge de la lutte contre la criminalité, a qualifié de « héros » plusieurs officiers de police accusés d'avoir exécuté onze suspects, en mai dernier, lors de leur arrestation.

Jean-Claude Pomonti

Un attentat-suicide dans la capitale sri-lankaise fait des dizaines de morts

Les soupçons se portent sur les séparatistes tamouls

LA GUERRE CIVILE qui oppose les troupes de Colombo à la rébellion séparatiste tamoule au Sri Lanka vient de franchir un nouveau degré dans l'horreur. Une attaque suicide menée, mercredi 31 janvier, à l'aide d'un camion bourré d'explosifs contre l'immeuble de la Banque centrale du Sri Lanka, dans la capitale Colombo, a causé de « lourdes pertes », ont indiqué des témoins. Une partie de l'édifice de trente-six étages de la Banque centrale s'est effondré, selon la même source. Au moins cinq immeubles étaient la proie des flammes et l'un d'eux menaçait de s'effondrer à son tour.

« J'ai compté environ quarante bus et camionnettes transportant les blessés à l'hôpital », a déclaré un employé de la poste travaillant près de la zone. Aucune information officielle n'a pu être recueillie sur le nombre de victimes, mercredi en milieu de matinée à Paris, mais le bilan s'annonce extrêmement lourd : des sources médicales avançaient le chiffre de quarante morts mais craignaient que ce bilan ne s'alourdisse pour atteindre la centaine de tués. Les autorités ont lancé un appel aux donneurs de sang pour transfuser des centaines de personnes blessées dans le centre de la capitale sri-lankaise, et la ra-

dio d'Etat demande aux médecins de rejoindre les centres de soins. Selon les premiers témoignages, les auteurs de l'attentat auraient d'abord ouvert le feu sur les gardes de sécurité de la Banque centrale avant de lancer le camion piégé contre l'immeuble. Les bureaux de la présidente du Sri Lanka, Chandrika Kumaratunga, sont situés à proximité. La Banque centrale est en plein cœur de Colombo, dans le quartier du Fort, où sont concentrés des ministères, l'état-major de l'armée et de la marine, ainsi que des sièges d'agences de plusieurs lignes aériennes, des hôtels de luxe, des banques.

NEPRÉSABLES

L'attentat n'a pas encore été revendiqué mais les soupçons se portent déjà sur les Tigres de libération de l'Eelam (pays) tamoul (LTTE). De précédentes opérations meurtrières à Colombo leur avaient déjà été attribuées. Cette opération suicide a eu lieu alors que, depuis la récente chute de Jaffna, l'ancienne place forte du LTTE, située dans l'extrême nord de l'île, les mesures de sécurité avaient été renforcées dans la capitale afin de prévenir toute action de représailles des rebelles tamouls.

Les autorités étaient d'autant plus sur leurs gardes que les LTTE, chassés de leur bastion du Nord, s'étaient repliés sur la côte orientale - aussi fortement peuplée de Tamouls - et y avaient multiplié les opérations commandos. Aussi était-il prévisible que les séparatistes chercheraient à frapper au cœur de la capitale afin de prouver à l'opinion internationale que la question tamoule est loin d'être réglée. Depuis la rupture au printemps 1995 d'un cessez-le-feu à l'initiative des LTTE, M^{rs} Kumaratunga, qui s'était fait élire, à l'automne 1994, sur un programme de paix, avait capitalisé une certaine sympathie extérieure. Le chef de l'Etat est favorable à une politique de régionalisation, proche du système fédéral, qui permettrait de conférer de nombreux pouvoirs aux zones du Nord et de l'Est, à forte concentration tamoule. Mais la relance des affrontements l'a, pour le moment, empêchée de réaliser son plan. - (AFP Reuters.)



L'un des derniers opposants en liberté a été arrêté au Nigeria

La junte s'en prend à l'Afrique du Sud et au Burkina

L'AVOCAT Gani Fawehinmi, militant pour les droits de l'homme et dirigeant de la Conscience nationale (NC), mouvement d'opposition, a été arrêté, mardi 30 janvier, par les services de sécurité nigériens. M. Fawehinmi devait prendre la parole à l'université de Lagos pour dénoncer, une nouvelle fois, le programme de transition mis en place par la junte du général Sani Abacha. L'avocat devait aussi plaider, le jour même, le recours qu'il a déposé devant la Haute Cour fédérale de Lagos contre le général Abacha, demandant au tribunal de déclarer « illégale et anticonstitutionnelle » la pendaison de l'écrivain Ken Saro-Wiwa et de huit autres dirigeants de la communauté ogonis, le 10 novembre 1995. Il avait enfin entamé une procédure contre le gouvernement pour avoir dépensé des fonds publics depuis le 1^{er} janvier alors que le budget 1996 n'a toujours pas été présenté - situation qui paralyse une bonne partie de l'activité économique du pays.

Plusieurs dizaines d'étudiants de Lagos ont affrété, mardi, des minibus pour se rendre en cortège jusqu'au lieu de détention présumé de Gani Fawehinmi. La police a arrêté le convoi en ouvrant le feu. Selon un dirigeant étudiant, ces tirs auraient fait plusieurs blessés.

La junte nigérienne s'en est pris violemment à l'Afrique du Sud et au Burkina Faso, par l'intermé-

diare d'une émission de télévision diffusée lundi. Le président Nelson Mandela y était accusé d'avoir donné 570 000 dollars à une coalition d'opposants. Toujours selon la télévision d'Etat, le gouvernement burkinabé aurait offert un site d'entraînement à des guérilleros de la Coalition démocratique nationale (Nadeco), une formation qui n'a pas écarté le recours à la lutte armée sans toutefois y appeler.

GROUPES ARMÉS

Une série d'explosions dans le nord du pays, ainsi que l'accident d'avion qui a coûté la vie, le 17 janvier, à l'un des fils du général Abacha ont été attribués à des groupes armés, la catastrophe aérienne ayant même été revendiquée par une organisation inconnue, le Front uni de libération du Nigeria. Un haut responsable militaire a mis en cause, lundi, l'écrivain et prix Nobel de littérature Wole Soyinka, qui a formé une organisation clandestine depuis l'étranger dans la perspective d'un éventuel recours aux armes.

Enfin, des employés de la Shell se sont mis en grève lundi, à Lagos, pour protester contre la suppression de 500 emplois. La compagnie pétrolière a affirmé que ce mouvement n'affectait pas sa production et qu'elle comptait procéder par départs volontaires plutôt que par licenciements secs. - (AFP, AP Reuters.)

Trois enquêteurs du tribunal international pour le Rwanda agressés par des militaires

L'incident est une nouvelle manifestation de la tension entre Kigali et les Nations unies

L'agression perpétrée par des militaires rwandais, lundi 29 janvier, contre trois enquêteurs du Tribunal pénal international pour le

Rwanda (TPR) témoigne de la tension croissante entre le régime de Kigali et l'ONU. Les contingents militaires qui assuraient la

sécurité des personnels civils des agences internationales au Rwanda doivent quitter le pays dans les prochaines semaines.

KIGALI

de notre envoyé spécial

Trois enquêteurs - deux Néerlandais et une Américaine - du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) ont été agressés physiquement, lundi 29 janvier, à Kigali, par des soldats rwandais. Peu avant le crépuscule, alors qu'ils venaient de quitter leur bureau pour regagner leur domicile, ils ont été contraints d'arrêter leur véhicule par des militaires qui circulaient en sens inverse. Six hommes armés les ont alors conduits dans une maison voisine où ils ont été rossés, à coups de poing et à coups de crosse, sans qu'aucun dialogue ait pu s'établir. Souffrant de contusions multiples, ils se sont rendus à l'hôpital norvégien de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) pour s'y faire examiner, dès que les soldats les eurent relâchés.

Ces enquêteurs circulaient dans une voiture qui arborait le sigle des Nations unies. Alain Sigg, chargé des relations extérieures du

TPR à Kigali, estime donc peu vraisemblable qu'ils aient été molestés à cause de leurs fonctions. Le procureur du TPR, le juge malgache Honoré Rakotomana, a néanmoins porté plainte « au plus haut niveau », selon M. Sigg, et demandé des explications et l'ouverture d'une enquête.

Cet incident ravive les craintes des expatriés qui travaillent au Rwanda où, au cours du premier

semestre de 1995, une campagne orchestrée par les autorités de Kigali a visé directement la communauté étrangère. A la mi-avril, plusieurs membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avaient été attaqués dans leur résidence par des militaires armés à la recherche de Belges et de Français. Après avoir vérifié leur nationalité, ils les avaient ligotés et brutalisés pendant deux

heures avant de s'emparer d'argent et d'objets de valeur.

Cette campagne dirigée contre la communauté internationale et gérée au plus haut niveau de l'Etat a rebondi, en janvier, avec l'expulsion du Rwanda de trente-huit organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant dans l'humanitaire. L'agression des trois enquêteurs du TPR a eu lieu alors que les « casques bleus » et les employés civils de la Minuar commencent à faire leurs bagages. Le mandat de la Minuar expire le 8 mars, mais les autorités canadiennes ont décidé de retirer leur contingent avant cette date. Les premiers commenceront à partir dès le 2 février.

Les personnels des ONG et des différentes agences des Nations unies, plus ou moins placés sous la protection de la Minuar, devront alors assurer eux-mêmes leur sécurité sur le terrain ainsi que celle de leurs locaux et de leurs installations.

Frédéric Fritscher

Le procureur Goldstone minimise l'incident

AN COURS D'UN entretien accordé au Monde, mardi 30 janvier, à La Haye, aux Pays-Bas, le procureur Richard Goldstone s'est déclaré « très préoccupé » par l'agression dont ont été victimes trois des trente enquêteurs qui travaillent pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR). Toutefois, le magistrat sud-africain, qui dirige l'accusation des deux tribunaux internationaux (Rwanda et Yougoslavie), a affirmé que la collaboration entre le TPR et le gouvernement de Kigali restait « totalement satisfaisante » et que le ministre rwandais des affaires étrangères avait d'ores et déjà fait savoir qu'il était « bouleversé ».

Dans la perspective du départ de la Minuar, M. Goldstone se rendra à Kigali, du 11 au 13 février, pour s'entretenir des conditions de sécurité dans lesquelles le personnel du TPR pourra travailler au Rwanda.

Dans votre
Agence France Télécom,
le téléphone mobile
GSM Itineris®
690 F T.T.C.

c'est à partir de

et c'est
maintenant.



Et si vous communiquez
avec les outils d'aujourd'hui ?

France Telecom

55 من الإجمالي

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 1^{er} FÉVRIER 1995

EMPLOI Selon les statistiques publiées mercredi 31 janvier par le ministère du travail, le nombre de chômeurs, en données corrigées des variations saisonnières, a repassé la

barre des 3 millions à la fin de l'année 1994, avec 3 019 400 demandeurs d'emploi. Ces résultats révèlent les limites de la politique de l'emploi du gouvernement, qui a

privilegié la baisse des charges. Jacques Chirac souhaite désormais que le gouvernement « exige de la part des entreprises une contrepartie en matière d'emploi ». ● JÉAN

ARTHUIS, ministre de l'économie, a annoncé, mardi, un nouveau plan pour soutenir l'activité qui prévoit notamment une baisse du taux de rémunération des livrets A, ramené

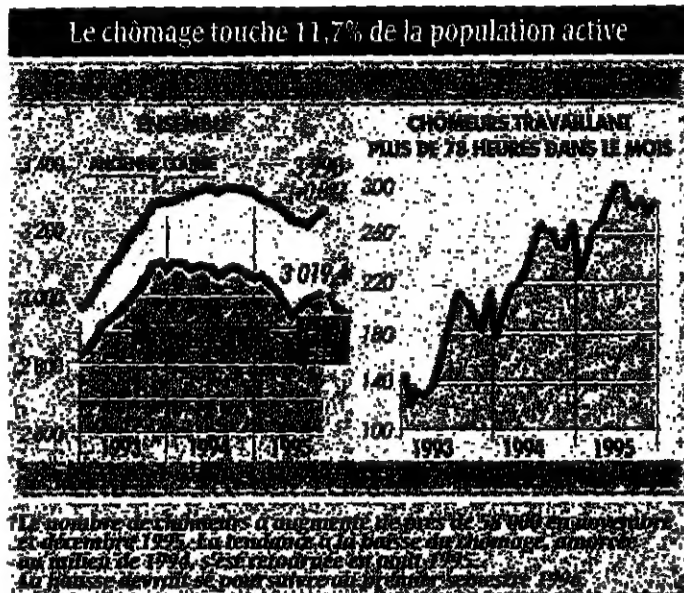
de 4,5 % à 3,5 %. ● ALAIN JUPPÉ, en commentant ces mesures, a souligné que « le temps est venu pour ceux qui hésitent à investir ou à consommer de le faire ».

Le chômage repasse au-dessus de la barre des trois millions

Le nombre de chômeurs s'est accru de 57 600 au cours des deux derniers mois de l'année écoulée. Au total, en 1995, il n'a pratiquement pas reculé. Jacques Chirac souhaite que le gouvernement « exige de la part des entreprises une contrepartie en matière d'emploi »

Le ministère du travail a annoncé, mercredi 31 janvier, une augmentation de 57 600 du nombre de chômeurs au mois de novembre et décembre, qui repasse ainsi la barre des trois millions. Si l'on pouvait avoir encore quelques interrogations sur les perspectives du chômage après des mois de septembre (+28 200) et d'octobre (+9 700) déjà médiocres, elles sont désormais levées : la tendance est bien à une dégradation qui, dans le meilleur des cas, devrait se prolonger jusqu'à la fin du premier semestre 1995. En raison du très net ralentissement de la croissance, le taux de chômage passera de 11,7 % de la population active actuellement à 12 % ou 12,2 % en juin, selon la dernière note de conjoncture de l'Insee.

Les mouvements de grève dans les centres de tri postal, en novembre, avaient empêché l'ANPE de comptabiliser le nombre de demandeurs d'emploi, obligeant le ministère du travail à reporter à la fin janvier la publication des statistiques de novembre, normalement prévue fin décembre. Après une augmentation de l'ordre de 28 000 en novembre (+1 %) et de 29 000 en décembre (+1 %), la France comptait 3 019 400 chômeurs (en données corrigées des variations saisonnières) fin 1994. Si l'on ajoute les personnes qui ont travaillé plus de 78 heures dans le mois - inscrites à l'ANPE mais exclues du baromètre officiel du chômage (la catégorie 1) -, le nombre



de demandeurs d'emploi atteint 3 290 000 (+0,8 % en un mois). Ce chiffre des chômeurs au sens du Bureau international du travail (personne cherchant activement un emploi et immédiatement disponible) s'établit à 2 986 000 (+0,8 %).

Le conflit social et la « trêve des confiseurs » ont rendu cette fin d'année atypique : baisse de 6,2 % des inscriptions à l'ANPE en décembre, recul de 6,5 % des offres d'emploi déposées à l'agence par des chefs d'entreprises tendus prudents et attentistes. En dépit de

cette situation, les statistiques publiées mercredi confirment un retournement de tendance. A la stabilisation du chômage amorcée début 1994, puis au recul enregistré à partir du milieu de 1994, a succédé un mouvement de hausse en août 1995.

Les données permettent de tirer un bilan d'une année 1995 où la lutte contre le chômage a été au cœur de la campagne présidentielle et de la politique gouvernementale, avant d'être reléguée au second plan par la lutte contre les déficits publics. Selon les calculs du

gouvernement, le nombre de demandeurs d'emploi n'a reculé que de 58 600 au cours de l'année dernière (-1,8 %). Si l'on retient l'ancienne mesure du chômage, ce recul n'a été que de 1 % (en CVS).

La situation est particulièrement préoccupante pour les jeunes, qui sont encore 615 000 à pointer à l'ANPE. Elle l'est encore pour les chômeurs de longue durée (plus d'un an) : 1 065 608 fin décembre (-6,4 % sur un an). Cette catégorie a pourtant bénéficié de la création, en juillet 1995, du contrat initiative-emploi (CIE). Cette formule (prime mensuelle de 2 000 francs et exonération totale de charges patronales de Sécurité sociale jusqu'au Smic pendant deux ans) connaît un succès considérable, avec 186 000 CIE signés à ce jour.

Ces médiocres résultats de 1995 confirment une analyse partagée par la plupart des économistes : en raison des gains de productivité des entreprises, il faut au moins 2,7 % à 2,8 % de croissance annuelle pour que l'économie française puisse dégager spontanément un solde net en terme de créations d'emplois. C'est dire qu'avec une prévision de croissance de 1,6 % à 1,7 % pour 1995, les perspectives sont inquiétantes.

Ces résultats révèlent aussi les limites de la politique de l'emploi du gouvernement de M. Juppé, qui a, pour l'essentiel, joué sur la baisse des charges. Réclamée par le CNPF, elle est aujourd'hui critiquée jusque dans les rangs des

chefs d'entreprise, qui n'ont qu'un guide en matière d'embauche : le niveau de leurs carnets de commandes. Lors de son récent déplacement dans les Deux-Sèvres, M. Chirac a lui-même découvert ces limites. « Il n'y a pas eu de lien entre la baisse du coût du travail et la création d'emploi », a

Le premier ministre lui-même convaincu que toute nouvelle mesure d'allègement des charges sociales devra faire l'objet d'un engagement contractuel des entreprises. Dans un entretien publié mercredi par *Le nouvel Observateur*, le secrétaire général de la CFDT s'est félicité, de cette

« Nous sommes mauvais pour les jeunes »

« Nous sommes mauvais pour les jeunes, et c'est grave, car c'est l'exception française dans le mauvais sens du terme », a reconnu le premier ministre, mardi 30 janvier, sur France 2. En décembre, 283 000 hommes de moins de vingt-cinq ans étaient inscrits à l'ANPE (+1,7 % par rapport à novembre). Pour les femmes, le nombre atteignait 331 700 (+1,2 %). Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi dans ces deux catégories a respectivement baissé de 3,9 % et 6,2 % en 1995. Mais, au total, 615 000 jeunes étaient sans emploi fin décembre. Au cours du sommet pour l'emploi du 21 décembre 1995, le gouvernement et les partenaires sociaux se sont fixé un objectif : réserver 50 % des embauches aux moins de vingt-cinq ans. Les pouvoirs publics espèrent qu'environ 250 000 jeunes pourront ainsi trouver un emploi en 1996. Le premier ministre a réitéré, mardi, son appel à un « effort national pour l'insertion des jeunes », qui doit être, selon lui, « la priorité absolue pour les années 1997-1998 ».

regretté M. Chirac, en constatant qu'un certain nombre d'entreprises ont « empêché les bénéfices de la diminution du coût du travail sans se soucier de créer des emplois ». Avec des mots qui n'auraient pas été déplacés dans la bouche d'un responsable socialiste, le chef de l'Etat a souligné que, désormais, « le gouvernement exige de la part des entreprises une contrepartie en matière d'emploi ».

« prise de conscience tardive mais salutaire ». Nicole Notat a prévenu que si le résultat des négociations patron-syndicats sur la baisse de la durée du travail « n'est pas à la hauteur » des attentes de la CFDT, celle-ci demandera au gouvernement « de fixer par la loi un volume global de réduction du temps de travail dans un délai donné ».

Jean-Michel Bezat

Comment les banques tentent de mettre la main sur l'épargne populaire

C'EST L'ENFANCE DE L'ART. Avant qu'un gouvernement ne mette sa place publique une rafale de mesures économiques nouvelles, il y a toujours une phase de tractations secrètes. Le plan annoncé, mardi 30 janvier, par Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, n'a pas échappé à ce rite. Cette fois, pourtant, le fait retient l'attention car les luttes d'influence ont été visiblement plus âpres qu'à l'ordinaire et les concessions gouvernementales plus nombreuses. Derrière les interventions aussi discrètes que nombreuses des milieux patronaux, on peut donc déceler les forces et les faiblesses du plan du gouvernement.

De la réforme du Livret A, on connaît ainsi la version publique : le taux sera abaissé de 4,5 % à 3,5 %. En contrepartie, le gouvernement a pris des mesures de précaution pour ne pas pénaliser l'épargne des revenus les plus modestes. Ainsi, près de 18 millions de foyers fiscaux (2 millions de plus qu'avant la réforme) pourront-ils avoir droit à un livret d'épargne populaire

(LEP), et bénéficier d'une rémunération de 4,75 % supérieure à celle du Livret A avant la réforme. Le nouveau « livret jeune », rémunéré lui aussi à 4,75 %, poursuit le même objectif.

En apparence, cette disposition n'appelle aucune critique de fond. Certes - et c'est de bonne guerre -, il se trouve quelques socialistes pour crier à la spoliation de l'épargne populaire. Il reste que le Livret A, même avec un taux de 3,5 %, reste un placement plus avantageux que les placements monétaires après impôt (3,28 %). De plus, cette baisse permettra d'améliorer fortement les conditions de financement du logement social.

RISQUE DE PHÉNOMÈNE DE SIPHON

Une question reste, cependant, en suspens : pourquoi le gouvernement a-t-il fixé une rémunération aussi élevée pour les deux nouveaux livrets ? En fait, dans la décision, il y a une face cachée. De nombreux banquiers ont fait pression sur le gouvernement en ce sens. Le patron de la BNP, Michel Pébereau, a été particulièrement actif. Le livret A échappait aux réseaux bancaires et n'était distribué que par la

poste et le réseau écartelé des Caisse d'épargne (ce à quoi il faut ajouter le livret bleu, de même type, distribué par le Crédit mutuel). Or, de longue date, les banques souhaitent mettre la main sur ce ruisseau (près de 690 milliards de francs de dépôts). Le gouvernement a donc cédé à leur pression. Le nouveau LEP et le « livret jeune » seront « banalisés », c'est-à-dire, distribués par tous les réseaux.

Du coup, les banques ont fait pression pour que la rémunération soit la plus avantageuse possible, pour capter le plus grand nombre de clients. M. Pébereau a ainsi demandé que le taux soit fixé à 5 %. Initialement, le gouvernement avait fait le choix de 4,5 %. Mardi midi, quelques heures avant l'annonce du plan, il a fait un nouveau geste, en le portant à 4,75 %. Or la mesure est périlleuse, car avec un Livret A rémunéré à 3,5 % et un LEP et un « livret jeune » rémunérés à 4,75 %, le risque est grand que les deuxièmes et troisièmes livrets « siphonnent » - comme disent les banquiers - les fonds du premier. Aujourd'hui, le logement social, contrairement aux apparences, pourrait être le grand perdant de l'opération.

Le plus étonnant, dans cette affaire, c'est

que le gouvernement a fait ces concessions sans la moindre contrepartie. Certes, les grandes banques - dont le chef de l'Etat, en privé, dit y être sensible - ont fait mine de jouer le jeu, en abaissant leur taux de base. Mais cela n'a trompé personne : en réalité, les banques n'ont fait que répercuter la baisse des taux de marché. On comprend mieux pourquoi, mardi, M. Arthuis s'en est pris aux grandes banques en leur demandant « très fermement [...] d'abaisser les taux des crédits à la consommation qui sont parfois à la limite de l'usure ». Laisant percer une pointe de dépit, la formule tend à montrer que les banques sont les grandes gagnantes de l'opération.

LES PRESSIONS DE M. CALVET ET ROUX

La seconde étrangeté concerne la mesure de réduction d'impôt pour stimuler le crédit à la consommation, qui a également donné lieu à de violentes accrochages dans les sommets du pouvoir. Depuis plusieurs semaines, le patron de PSA, Jacques Calvet, fait pression sur Jacques Chirac en faveur de cette disposition. Intime du chef de l'Etat, l'ancien patron de la CGE (devenu Alcatel-Alsthom), Ambroise Roux, pat

ailleurs responsable d'un puissant lobby patronal, l'Association française des entreprises privées (AFEP), est intervenu dans le même sens. Ces deux interventions ont déclenché les oppositions. D'abord, l'idée a été vivement critiquée à Bercy, et par de nombreux banquiers, notamment ceux qui sont spécialisés dans la distribution des crédits à la consommation. La mesure cumule, en effet, les défauts. D'abord, elle est socialement injuste, puisque, par définition, les ménages qui ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire les plus modestes, ne pourront pas en bénéficier. Par ricochet, elle risque aussi d'être économiquement inefficace, puisque les ménages qui en profiteront sont ceux-là mêmes qui ont le plus besoin d'une carotte fiscale pour se décider à acheter.

Le débat, pourtant, n'a guère duré. Lundi matin, le ministère des finances n'était pas même au courant de cette proposition. Mardi matin, le chef de l'Etat a tranché et a mis le gouvernement devant le fait accompli. Un joli travail de lobby.

Laurent Mauduit

Trompe-l'œil sur la baisse du taux de base bancaire

Conséquence du donnant-donnant entre le gouvernement et les banquiers : l'annonce de la baisse de la rémunération du livret A a été suivie immédiatement par celle d'une diminution de 0,5 % du taux de base des banques (TBB) à 7 %. Mais il s'agit d'un marché de dupes. Car l'écart entre le TBB et le niveau des taux sur les marchés financiers ne cesse de s'accroître, à l'avantage des banques, qui ont pu se constituer des marges très confortables. L'écart entre le taux de base à 7 % et les rendements de marché à court terme s'établit à plus de 2,3 %. Une marge tout à fait anormale puisqu'elle était en moyenne de 0,92 % entre 1987 et 1995. Le TBB sert à calculer environ 15 % des crédits aux entreprises et quelque 4 % des prêts aux particuliers. La baisse sera effective à partir du 1^{er} février. Les banques commerciales avaient déjà abaissé leur taux de base de 0,3 point le 22 décembre.

L'appel à consommer de M. Juppé

INVITÉ DU JOURNAL de 20 heures sur France 2, mardi 30 janvier, pour présenter les mesures prises par le gouvernement afin de soutenir l'activité, Alain Juppé a affirmé « veillé à ce que les Français les moins favorisés ne subissent pas de pénalisation », malgré la baisse d'un point du taux d'intérêt du livret A. « Quand on voit que le premier livret populaire », dont les conditions d'accès sont élargies, « est à 4,75 %, on ne peut pas laisser dire que l'épargne populaire est pénalisée », a-t-il indiqué, en précisant : « Avec ce nouveau livret, [...] qui va concerner 18 millions de Français [...], l'épargne des plus défavorisés est protégée et rémunérée à un niveau qui est un des plus élevés des placements que l'on trouve aujourd'hui. »

« Nous avons voulu donner un formidable ballon d'oxygène aux or-

ganismes HLM en baissant le taux des prêts qui leur est fait. Pour cela, bien entendu, il fallait ajuster la rémunération des livrets A. Voilà la raison d'être de cette mesure », a dit M. Juppé, ajoutant que ces organismes sont « en mauvaise posture parce que l'argent qu'on leur prête est trop cher pour qu'ils puissent lancer de nouveaux programmes de logement social ou entretenir les logements dont ils sont déjà propriétaires. »

« Le temps est venu pour ceux qui hésitent à investir ou à consommer de le faire », a affirmé le chef du gouvernement, en marquant sa volonté de faire de 1996 et de 1997 « des années de dialogue social et de relance » et d'« amorcer la baisse des impôts en 1997 et 1998 ».

« Nous devons être, en 1998, dans le peloton de tête de l'Europe », a indiqué M. Juppé. « Si on n'avait pas rééquilibré les comptes de la Sécurité sociale et les comptes de l'Etat, les taux d'intérêt n'auraient pas baissé. Il faut continuer sur cette voie, c'est la bonne et c'est la perspective. »

Les principales mesures

Voici les principales dispositions des mesures de soutien à l'économie qu'a annoncées, mardi 30 janvier, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis (*Le Monde* du 31 janvier).

● **L'épargne.** A compter du 1^{er} mars 1996, le taux du livret A et du livret bleu baissera de 4,5 % à 3,5 %. Par ailleurs, les contribuables acquittant moins de 4 000 francs d'impôt (au lieu de 1 890 francs auparavant) pourront ouvrir un livret d'épargne populaire (LEP) dont le taux est fixé à 4,75 % (contre 5,5 % aujourd'hui) et le plafond des dépôts à 40 000 francs. Enfin, les jeunes de douze à vingt-cinq ans pourront ouvrir un « premier livret jeune », dont le plafond sera de 10 000 francs, rémunéré également au taux de 4,75 %.

● **Aide à la consommation.** Le gouvernement institue une réduction d'impôt au titre des intérêts des prêts à la consommation contractés en 1996. La réduction sera égale à 25 % du montant des intérêts des deux premières années dans la limite de

5 000 francs pour les contribuables célibataires et de 10 000 francs pour les contribuables mariés. Ces limites seront majorées de 2 000 francs par personne à charge.

● **Immobilier.** L'amortissement des immeubles locatifs pourra être accéléré. La faculté sera donnée aux contribuables d'opter pour la déduction d'un amortissement dégressif exceptionnel. Par ailleurs, le délai d'imputation des déficits fonciers affectés aux propriétés urbaines ou rurales sera porté de cinq à dix ans, pour les déficits nés à compter de 1991.

● **Entreprises.** Le gouvernement décide de procéder à une majoration du coefficient d'amortissement dégressif, au profit des entreprises industrielles, commerciales, non commerciales et agricoles.

● **Budget.** Comme prévu, le gouvernement décide de mettre en réserve « plus de 20 milliards de francs » sur les crédits budgétaires de 1996, afin de compenser les effets sur les rentrées fiscales d'une croissance plus faible que prévu.

80 % des Français ont un livret A

Quelque 46 millions de Français disposent d'un livret A, soit près de 80 % d'entre eux. Les dépôts avoisinent 690 milliards de francs et servent à financer le logement social. La moitié des détenteurs ont un revenu mensuel inférieur à 12 500 francs, seulement 7 % ont des revenus supérieurs à 25 000 francs, selon les chiffres de la Caisse des dépôts et consignations. Près de 50 % de l'encours des dépôts est détenu par 10 % des livrets. Après avoir été délaissés au début des années 90 lors de l'essor de produits à meilleurs rendements, le livret A a retrouvé les faveurs des épargnants depuis deux ans. En 1995, le livret A a continué à attirer les Français, qui ont déposé 13 milliards de francs sur ce produit, contre 10,1 milliards de francs en 1994. Cependant, sa part dans les placements des ménages est passée de 25 % en 1981 à 8 % en 1994.

55 من الامم

Les sénateurs résistent à la création de deux offices parlementaires

La division de la majorité embarrasse le gouvernement

L'examen par le Sénat, mardi 30 janvier, de deux propositions de loi visant à créer deux offices parlementaires a provoqué la foudre des sénateurs. La majorité

est également divisée à propos de la présidence d'un troisième office, créé en 1983, chargé de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

publiques, puis, mardi 30 janvier au matin, du rapport de Michel Ruffin (RPR, Meuse), qui tendait à se rapprocher du texte adopté par l'Assemblée nationale, laissait planer la menace d'un vote négatif en séance publique. Même si, en cas de désaccord, le « dernier mot » revient à l'Assemblée nationale, il aurait été étonnant que celle-ci soit amenée à adopter, seule, un texte créant un organisme composé à parité de députés et de sénateurs.

MARGE DE MANŒUVRE RÉDUITE

Soucieux de parvenir à l'adoption d'un texte au palais du Luxembourg, le gouvernement a donc invité les sénateurs de la majorité à voter en faveur d'une solution fort voisine de celle qui avait été préconisée par M. Ruffin. Par 188 voix contre 106, les sénateurs ont accepté d'instituer un « office parlementaire d'évaluation de la législation composé de deux délégations constituées l'une à l'Assemblée nationale et l'autre au Sénat ». La plupart des sénateurs de la majorité ont voté pour, tandis que l'opposition s'est prononcée contre. Selon le texte adopté, « chaque délégation est chargée, sans préjudice des compétences des commissions permanentes, de rassembler des informations et de réaliser ou de faire réaliser des études tendant, dans un domaine déterminé, à évaluer l'adéquation de la législation aux situations qu'elle ré-

L'UDF et le RPR se disputent la présidence de l'office scientifique

AU HUITIÈME ÉTAGE du 233, boulevard Saint-Germain, dans les locaux de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, députés et sénateurs avaient l'habitude, loin des turbulences de l'hémicycle, de se réunir entre gens de bonne compagnie. Parlementaires certes, mais sans étiquette — ou si peu. Composés de huit députés et huit sénateurs désignés à la proportionnelle des groupes parlementaires, cet office a pour mission, selon la loi du 8 juillet 1983, « d'informer le Parlement des conséquences des choix de caractère scientifique et technologique qu'il, notamment, d'éclairer ses décisions ». Depuis douze ans, « l'évolution du secteur des semi-conducteurs et de la micro-électronique », « l'avenir des réseaux et liaisons de télécommunication à haut débit », et des dizaines d'autres sujets de même nature avaient eu raison des frontières partitiques.

ACTIVITÉ BLOQUÉE

Jusqu'à ce fatidique automne 1995, Jacques Miosson, sénateur (UDF-FD) de la Somme, qui était à la tête de l'office depuis 1992, devait passer la main, comme le veut l'usage après trois ans de présidence. Son remplacement s'imposait d'autant plus que M. Miosson avait été battu lors du renouvellement sénatorial de septembre. Mais contrairement à l'habitude, il n'y eut non pas, alors, un seul mais deux candidats : Robert Galley, ancien ministre, député (RPR) de l'Aube et vice-président de l'office et Claude Biraux, député (UDF-FD) de Haute-Savoie et secrétaire de l'office. Le premier fit valoir que cette présidence devait revenir au RPR, au prétexte d'une nécessaire alternance au sein de la majorité. Fort de son assiduité aux

travaux de l'office, le second plaqua que le RPR détenait trop de postes équivalents pour ne pas céder celui-ci.

Depuis l'automne, c'est l'impasse. « Le temps a crispé les choses. Chacun campe sur ses positions, personne ne peut plus faire machine arrière », explique Christian Kert, député (UDF-FD) des Bouches-du-Rhône. « Tout cela n'a pas beaucoup de signification », commente Jean-François Mattéi, député (UDF-PPDF) des Bouches-du-Rhône, qui « piffie » d'impatience de rendre public un rapport sur « la santé et l'environnement » rédigé depuis l'été dernier. De leur côté, les parlementaires socialistes membres de l'office ont pris un certain plaisir à rompre le silence auquel étaient réduits leurs collègues de la majorité. Il est vrai que leurs trois malheureuses voix, pour autant bien, les ont échoués, départager les deux candidats. Le 20 décembre, le sénateur socialiste Franck Sérusclat (Rhône) s'est publiquement inquiété de ce retard. Le 18 janvier, son collègue du Palais-Bourbon, Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle), ancien président de l'office, s'est adressé directement à Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, pour déplorer cet interminable « feuilleton » qui a plongé l'office dans un « profond sommeil ».

Le 22 janvier, M. Séguin répondait à M. Le Déaut qu'il avait « d'ores et déjà demandé à M. Robert Galley, en sa qualité de doyen de l'office, de le convoquer pour procéder à la désignation (de son bureau) ». Le message a été reçu : mercredi 31 janvier, les seize membres titulaires de l'office devaient fêter leurs retrouvailles. Voir un nouveau président.

J.-B. de M.

Le vote FN dans les banlieues ne viendrait pas d'anciens électeurs du Parti communiste

Chercheur en sciences politiques, Henri Rey remet en cause cette idée reçue et conteste l'existence d'un lien direct entre immigration et vote d'extrême droite

CHARGÉ DE RECHERCHE à la Fondation nationale des sciences politiques, Henri Rey met à mal bon nombre d'idées reçues sur « le vote FN en banlieue », dans une étude communiquée lors d'une conférence du Centre d'étude de la vie politique française (Cévipof), lundi 29 janvier. Il affirme, non seulement, qu'il n'y a aucune relation directe entre les progrès du Front national (FN) dans les banlieues et le recul du PCF, mais il souligne aussi le « caractère limité, fluctuant, incertain de la relation entre la présence des étrangers et la hiérarchisation spatiale du vote Le Pen ».

Henri Rey appuie son étude sur trois niveaux d'analyses : 132 communes appartenant à de grandes agglomérations et socialement défavorisées ; 30 quartiers pris dans ces communes et faisant l'objet de diverses formules de développement social ; enfin, la Seine-saint-Denis, où le FN a vite obtenu de bons scores électoraux. Les premières constatations mettent en évidence des résultats du FN, dans les banlieues, supérieurs aux moyennes nationales

mais également à celles de la France urbaine. Cet écart presque constant, d'environ quatre points, a légèrement augmenté à partir de 1992 pour diminuer en 1995.

ABSTENTIONNISME ÉLEVÉ

Henri Rey note d'autres traits communs, en particulier un abstentionnisme élevé (lié probablement à la mobilité de la population), la faiblesse de la droite modérée, notamment la sous-représentation de l'UDF, et un « niveau électoral (du) PC encore élevé ». « Le PC, autrefois puissant, est toujours présent et son affaiblissement est semblable à celui noté dans le reste du pays », affirme le chercheur, qui évoque toutefois l'absence de stabilisation d'un électoral socialiste venu en 1981 du PCF. Selon lui, le transfert direct PC-FN ne se vérifie pas : « L'hypothèse d'une similitude d'offre politique extrême n'est pas fondée ».

L'étude par quartiers montre que « là où le FN est en position de force, il ne tend pas systématiquement à voir ses positions renforcées », et vice versa. Il y a même un phénomène

d'érosion dans les quartiers où le FN s'était imposé tôt. Enfin, cette étude, recoupée avec les chiffres de la présence étrangère, ne permet pas de conclure à un rapport direct entre celle-ci et le vote FN : des quartiers défavorisés, mais avec une faible proportion d'immigrés, peuvent, eux aussi, accorder de bons scores au parti d'extrême droite. Il s'agirait plus de l'effet de « halo », déjà noté par un autre chercheur, Pascal Perrineau, c'est-à-dire d'un lien avec la perception, plus que la réalité, de l'immigration et de l'insécurité.

Henri Rey conclut que les causes de la croissance du vote FN sont à rechercher dans la fragilisation et la perte de perspectives des ouvriers et employés qui habitent dans ces banlieues, ainsi que dans l'incapacité des partis politiques traditionnels à résoudre leurs problèmes. Ce qui, dit-il, « pose le problème de la pertinence » réelle d'une « gestion sociale » traitée localement — travail associatif, de proximité... — pour s'opposer à la montée du FN.

Christiane Chombeau

Une bonne renommée est comme un second patrimoine.

Publilius Syrus
(Sentences 1^{er} siècle av. J.C.)

La loi de la jungle : Lyonnaise des

Eaux connaît-elle d'autres lois pour

se développer ?

Ceux qui ont cru à la loi du plus fort

ou du plus rusé n'ont remporté que

des succès sans lendemain. Car il n'est

de prospérité que dans la confiance.

La confiance, parlons-en !

Dans les métiers de services comme

dans ceux du bâti-

ment, un engagement

mutuel fort et durable

nous lie à nos milliers

de clients. Sans leur

confiance, comment

aurions-nous pu nous

développer pendant

plus de cent ans ?

Mais peut-on supporter un seul

écart dans ces métiers ?

Non ; c'est vrai, le moindre écart peut

compromettre durablement la con-

fiance dont nous avons besoin pour

réussir. Alors, pour que tout soit clair,

le Groupe Lyonnaise des Eaux s'est

doté d'un code de conduite profes-

sionnelle, dont l'une des valeurs-clé

est la transparence.

Mots à la mode ? Réponse de

circonstance ?

Non. Ces mots nous

les traduisons en

actes, dans une dé-

marche irréversible,

garante de notre ave-

nir d'entreprise.

Un exemple de trans-

parence ?

Nous avons créé trois comités au

sein du Conseil d'Administration : un

comité d'éthique pour le respect des

règles sur le terrain, un comité des

récompenses et des nominations des

dirigeants, un comité d'audit pour la

clarté de l'information des actionnaires.

Tant d'efforts pour respecter la Loi ?

Bien sûr : il nous faut la traduire en

termes d'entreprise, dans nos pratiques

professionnelles. Et cela permet par-

fois d'aller plus loin qu'elle en restant

fidèles à son esprit.

Ainsi, dès 1994, avant même la loi

de 1995, nous avons cessé tout finan-

cement aux partis politiques et aux

candidats aux élections. Ainsi encore,

sers publiée, dans le rapport annuel

1995, la rémunération du Président

du Groupe. La transparence s'applique

à tous les échelons de l'entreprise, à

commencer par le premier.

Voilà ce que nous mettons en oeuvre

pour l'exemplarité du Groupe. Pour

la fierté de nos 140 000 collaborateurs.

Pour la confiance de nos actionnaires

et de nos clients.



LYONNAISE
DES EAUX

72, av. de la Liberté, 92733 Nanterre

HEMI
stages intensifs
PRÉPARATION AUX CONCOURS
DES ÉCOLES DE COMMERCE ET DE GESTION
BACHELIERS : SESAME, VISA, EBS, CESMI...
BAC+2 : TREMPLIN, PROFILS, PASSERELLE, ISG...
(stages d'une semaine pendant les vacances d'hiver ou de printemps)
CONTACTER FRANCIS PASTEUR A PREP. HEMI
6, RUE PICOT - 75116 PARIS - (16-1) 53 70 71 03 / 00
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

appartements ventes

**FÉDÉRATION NATIONALE
DE L'IMMOBILIER
PARIS - ÎLE-DE-FRANCE**



FIN DE SIÈCLE !

N'attendons pas de miracle en 1996 : l'insécurité de l'emploi et l'augmentation des prélèvements sociaux et fiscaux resteront des handicaps majeurs pour l'économie en général.

En revanche, la baisse des taux d'intérêt, les prix stabilisés, et la baisse des rendements des valeurs mobilières sont autant de facteurs qui pèchent pour la pierre. En somme, l'épargnant aura peut-être intérêt à trouver refuge, non pas sous, mais « dans un toit » !

D'autre part, le Gouvernement, au cours des derniers mois, a tenté de redonner aux Français la faculté, ou l'envie, d'accéder à la propriété.

La baisse sensible, mais temporaire, des droits de mutation, annoncée en pleine période estivale, n'a malheureusement pas eu l'effet escompté. Pourtant une économie d'environ 50 000 francs jusqu'au 31 décembre 1996 sur une acquisition de 2 millions de francs mériterait un plus grand intérêt.

Rappelons aussi les dernières mesures de soutien :

- Extension du prêt à taux zéro au logement ancien en réduisant à 20 % du coût de l'acquisition le montant des travaux exigés (une disposition qui rend le prêt à taux zéro accessible à l'ancien) ;
- Exonération d'imposition sur les plus-values des cessions de SICAV affectées à l'acquisition ou aux grosses réparations de logement ;
- Assouplissement des conditions d'utilisation des droits à prêts des plans d'épargne logement : droit à prêt majoré de 20 %, possibilité d'utiliser le droit à prêt pour l'acquisition de résidences secondaires dans l'ancien, possibilité de fractionner dans le temps et entre plusieurs utilisateurs le droit à prêt, allègement à deux ans du délai de mise en œuvre du droit à prêt.

Toutes ces dispositions retiendront-elles l'attention de ceux qui doivent gérer en « bon père de famille »... ou bien resteront-ils mués non pas dans leur « patrimoine immobilier », mais dans un attachement trop à la mode en cette fin de siècle ?

Jacques Laporte,
Président de la chambre FNAIM Paris-Île-de-France

Appartements Ventes

| | | |
|--|---|---|
| 1^{er} arrondissement PARIS 1 ^{er} , RUE BOULAI 2 p., 40 m ² , 1 ^{er} ét., WC, cave. 670 000 F Tél. : 45-55-53 | MADELINE 186 m² Belle 7 p., cheminée, carrelage, triple vitrage, parquet, cuisine, salle de bain, WC, cave, 420 000 F PARTENA - 42-66-36-33 | 18^e arrondissement RUE MOULIN ROUGE IMMENSE, CARRÉ, VERDURE 130 m ² , exposition sud, MAISON 2 450 000 F - 42-78-08-02 |
| 4^e arrondissement MARBAIS Studio + mezzanine, cheminée, 21 m ² , 200 000 F E.F. : 45-03-48-00 | 13^e arrondissement PLACE D'ITALIE, imm. revendu au 1 ^{er} étage, 100 m ² , 2 ét., cuisine, salle de bain, WC, cave, 420 000 F - 43-25-97-16 | 92 Hauts-de-Seine Boulogne, Mairie Jean-Jaurès, 2 et 3 ^e ét., duplex de 50 m ² , cuisine, salle de bain, WC, cave, 420 000 F - 43-25-97-16 |
| 5^e arrondissement CLAYUSSE P.A.T. revendu, studio, 450 000 F - 43-25-97-16 | 14^e arrondissement DENFERT, P.A.T. rev. et jrd., 3 ét., 3 ch., 100 m ² , 2 ét., balcon, tel. part., 43-35-18-36 | Location Offres 15^e arrondissement VOLONTAIRE, studio 23 m ² , parfait état, cuisine, 300 000 F.H.C. - 42-66-36-33 |
| 6^e arrondissement ASSAS, place de la République, 175 m ² , 2 ét., 2 ch., 200 000 F - 42-84-78-28 | 15^e arrondissement SPLACADE, P.A.T. rev. et jrd., 3 ét., 3 ch., 100 m ² , 2 ét., balcon, tel. part., 43-35-18-36 | Pavillon Colombes, Pavillon de 115 m ² , sur terrain de 190 m ² , double-vue, cuisine, garage, terrain, 3 ch., 2 ch., 2 WC, 700 000 F - 43-35-18-36 |
| 7^e arrondissement VERNEUIL, 2 p., 60 m ² , plan vel, cheminée, possibilité prof. lib., immeuble ancien rénové, E.F. : 45-03-48-00 | 16^e arrondissement SAUSSANES sup., P.A.T., 4 p., 150 m ² , 2 ét., 2 ch., 200 000 F - 42-84-78-28 | Terrain 92 Charente-Mélayrie, 400 m ² terrain, 54 TIC 700 000 F - 42-66-36-33 |
| 8^e arrondissement SAUSSANES sup., P.A.T., 4 p., 150 m ² , 2 ét., 2 ch., 200 000 F - 42-84-78-28 | POMPE BEAU 4 P Belle, parquet, cheminée, 4 ^e ét., P.A.T., 2 ch., 2 ch., 2 WC, 420 000 F - 42-66-36-33 | |

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER

3615 FNAIM (2,23 F/mn.)

Les annonces classées du MONDE
Tarif de la ligne HT (TVA 20,80 %)
la ligne comprend 25 caractères, signes ou espaces.

| | | |
|-------------|---------------------------|------|
| Rubriques : | Offres d'emploi | 210F |
| | Demandes d'emploi | 55F |
| | Propositions commerciales | 400F |
| | Agenda | 130F |
| | Immobilier | 125F |

Passez vos annonces par téléphone au :
44.43.76.03 et 44.43.76.28 / Fax : 44.43.77.32

2^e arrondissement

MONTORGUEIL, app. 2/3 p., de chambre d'été, cuisine, salle de bain, 120 000 F. Tél. : (1) 53-70-86-46

3^e arrondissement

de Châteaufort, rénové, services, 3/4 p., 82 m², 2 ch., 180 000 F. Tél. : (1) 53-70-86-46

4^e arrondissement

BEAU 1 P. 325 M² S/SPORT ARSENAL 8 p., 210 m², 2 ch., 2 WC, 43 750 000 F. Tél. : 42-78-40-04

5^e arrondissement

HENRI-IV 325 M² super 8 p., 700 000 F. Tél. : 42-78-40-04

6^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

7^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

8^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

9^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

10^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

11^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

12^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

13^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

14^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

15^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

16^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

17^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

18^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

19^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

20^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

21^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

22^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

23^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

24^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

25^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

26^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

2^e arrondissement

MONTORGUEIL, app. 2/3 p., de chambre d'été, cuisine, salle de bain, 120 000 F. Tél. : (1) 53-70-86-46

3^e arrondissement

de Châteaufort, rénové, services, 3/4 p., 82 m², 2 ch., 180 000 F. Tél. : (1) 53-70-86-46

4^e arrondissement

BEAU 1 P. 325 M² S/SPORT ARSENAL 8 p., 210 m², 2 ch., 2 WC, 43 750 000 F. Tél. : 42-78-40-04

5^e arrondissement

HENRI-IV 325 M² super 8 p., 700 000 F. Tél. : 42-78-40-04

6^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

7^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

8^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

9^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

10^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

11^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

12^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

13^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

14^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

15^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

16^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

17^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

18^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

19^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

20^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

21^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

22^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

23^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

24^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

25^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

26^e arrondissement

SAINT-MÉDARD, 2 p., 40 m², 2 ch., 100 000 F. Tél. : 42-78-40-04

maisons

PARIS 17^e RARE ! JOLIE MAISON 6 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

locations

RUE DU DRAGON 1^{er} ét., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

appartements

RECHERCHE dans le 13^e arr., 2 p., 3 ch., 2 bns, cave, 4 400 000 F. Tél. : 46-83-13-95

La prévention des crues dans l'Hérault est freinée par le poids des enjeux immobiliers

Des responsables locaux tentent d'anticiper les risques

Le premier ministre, Alain Juppé, a annoncé à l'Assemblée nationale, mardi 30 janvier, le déblocage d'une « aide d'urgence de

500 000 francs, mise en place tout de suite », pour aider les habitants de l'Hérault sinistrés par les pluies diluviennes de dimanche. Les interro-

gations resurgissent sur le caractère inéluctable des inondations, qui ne sont pas seulement liées à la violence du climat méditerranéen.

MONTPELLIER
de notre envoyée spéciale
Balais et pompes sont à peine posés que la question vient tarauder tous les esprits. Comment une telle catastrophe est-elle possible ? La technologie ne permet-elle pas de prévoir, voire d'anticiper ces phénomènes naturels ? Chaque crue apporte son lot d'interrogations devant l'impuissance humaine. Dans l'Hérault plus qu'ailleurs, car on vit avec depuis deux siècles.

La situation qu'a vécue le département ces derniers jours est certes assez exceptionnelle. Au mont Aigoual, la station météo des Cévennes, la quantité d'eau reçue depuis le 1^{er} septembre 1995 dépassait le niveau normal d'une année (2 282 millimètres) ! Les précipitations étaient anormalement élevées pour la saison et exceptionnelles après une période de sécheresse particulièrement longue (Le Monde du 31 janvier). Dans cette région de climat méditerranéen brutal, ces périodes alternant sécheresse et précipitations violentes sont habituelles. « A l'échelle

7 000 communes
victimes de catastrophes naturelles en 1995

Le journal officiel du 26 janvier a publié un arrêté portant constatation de l'état de « catastrophe naturelle » liée aux inondations, coulées de boue, éboulements de falaises ou de rochers, glissements ou affaissements de terrain, vagues déferlantes, survenant entre 1992 et 1995, dans plusieurs départements français. La loi du 13 juillet 1982 prévoit que la publication, au journal officiel, d'un arrêté de constatation de « catastrophe naturelle » autorise la victime à demander l'indemnisation de dommages qui échappent, en temps normal, au champ couvert par les assurances. La direction de la sécurité civile du ministère de l'intérieur indique que, en 1995, 7 000 communes ont été reconnues comme victimes de telles catastrophes. En janvier 1996, 315 communes sont déjà dans ce cas.



régionale, des phénomènes de pluies atteignant 200 millimètres d'eau en quelques heures se produisent au moins une fois par an, rappelle Bernard Dartau, hydraulicien au conseil général. Les orages sont comme un jeu de fétichettes, ils tapent au hasard : quand c'est dans la garrigue, cela ne se voit guère ; mais quand ils touchent une zone d'habitation, cela donne une impression d'exception au phénomène.

Mais les conséquences ne sont pas les mêmes selon que les crues touchent les versants des Cévennes - où coule l'Orb - ou la plaine de l'Hérault. En plaine, l'Hérault s'écoule avant d'arriver à l'embouchure, et l'eau monte doucement. « Nous sommes toujours prévenus des crues en amont, ce qui nous laisse le temps de mettre en place notre dispositif de fermetures et d'évacuation des zones dangereuses. Vous savez, c'est la quatrième fois que l'eau monte si haut depuis septembre », remarque Régis Passerieux, maire socialiste d'Agde. Sur les flancs des Cévennes, au contraire, les eaux ruissellent et viennent gonfler brusquement les rivières, qui emportent alors tout sur leur passage. Le lieu du ruissellement est plus difficile à prévoir. Alors certains élus essaient d'an-

ticiper. Une étude publiée voilà deux ans par la délégation aux risques majeurs a identifié les communes à risques du département (dont Puissergues). Une partie d'entre elles ont mis en place un réseau d'alerte qui permet de surveiller les rivières. Le fleuve Hérault lui-même est doté de trois barrages créateurs pour freiner les crues. Mais ces aménagements coûtent cher et certaines communes ne peuvent se les payer. Ainsi Puissergues attend depuis quelques années son bassin de rétention. Le dossier est bloqué, mais le montage financier pour trouver le 1,4 million de francs pour le financer vient seulement d'aboutir.

ONZE MILLIONS DE TOURISTES

L'aménagement des rivières, outre son coût, soulève d'interminables débats de fond. Pour la direction départementale de l'équipement (DDÉ), ces structures sont inefficaces en cas de chutes d'eau importantes : « Les bassins de rétention ou les barrages sont vite pleins en cas de crue décaennale, et donc inefficaces », soutient Jean-Pierre Fourlon, directeur de la DDE. D'autres, comme Gérard Saumade, président du conseil général, y voient un frein réel à l'écoulement des eaux. Les écolo-

gistes, eux, y sont opposés pour des raisons de préservation des paysages. « Ces équipements sont objet de controverse, car les rivières demeurent dans notre région les seuls éléments de végétation continue avec une faune variée. Et les associations de défense de l'environnement sont vigilantes », note André Demaison, directeur de la maison de l'environnement à Montpellier.

Mais le débat qui agite les collectivités locales est ailleurs. La construction de barrages ou de bassins impose de geler des surfaces de terrains énormes pour leur construction. Or, dans le Midi, les terrains rapportent gros : entre la vente des parcelles, les gains du secteur des travaux publics et les apports de la taxe d'habitation, les enjeux financiers sont énormes.

L'immobilier semble bien au cœur du problème. Pour de nombreux responsables politiques et associatifs locaux, le boom de l'immobilier des vingt dernières années, avec ses constructions anarchiques et massives, a largement contribué à rendre les crues plus dangereuses qu'auparavant. Moins cher que la Côte d'Azur, le Languedoc-Roussillon est l'une des régions qui bénéficient d'un très fort flux migratoire.

De plus, l'été, près de onze millions de touristes viennent grossir la population locale. Les lotissements ont poussé en bord de mer et les villages se sont étendus sur les flancs des coteaux. « Ce sont autant de zones où l'eau s'accumule pour le plus grand bien des cultures. Aujourd'hui, l'eau continue à s'accumuler et inonde les habitations », souligne M. Demaison. Malgré la mise en place depuis trois ans de plans d'exposition aux risques, qui prévoient d'intervenir toute construction dans les zones à risques, il y a une résistance réelle d'élus ou de gél des terrains sur les rives des rivières dangereuses », remarque aussi le préfet, Bernard Mongin. Les habitudes ne semblent, aujourd'hui pas plus qu'hier, remises en cause par les événements. « Si on voulait se prémunir contre les risques d'inondation, il faudrait décrire la moitié du territoire national inconstructible », affirme M. Fourlon.

Sylvia Zappi

Près de 1 milliard de francs pour la Polynésie

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT TERRITORIAL de Polynésie, Gaston Flosse, a indiqué, mardi 30 janvier, après avoir rencontré le président de la République, que l'Etat verserait 950 millions de francs par an pendant dix ans au territoire. L'engagement de maintenir les flux financiers engendrés par le Centre d'expérimentations du Pacifique avait été pris par Jacques Chirac en juin 1995, afin d'assurer la reconversion de l'économie polynésienne après l'arrêt définitif des essais nucléaires sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa. M. Flosse, député RPR, a d'autre part été chargé de signer « au nom de la France » les protocoles annexes au traité de Rarotonga sur la dénucléarisation du Pacifique sud.

Sondages : M. Chirac en hausse, M. Juppé piétine

DEUX ENQUÊTES D'OPINION FONT APPARAÎTRE, pour la première fois, une divergence entre l'évolution de la cote de popularité du chef de l'Etat, qui se redresse, et celle du chef du gouvernement, qui piétine. Selon le baromètre Gallup-L'Express, réalisé les 25 et 26 janvier auprès d'un échantillon de 953 personnes et publié jeudi 1^{er} février, M. Chirac enregistre 40 % d'opinions favorables (+5 points en un mois) contre 30 % d'opinions défavorables (-6 points). M. Juppé, en revanche, bénéficie de 32 % d'opinions favorables (-1 point), contre 60 % d'opinions défavorables (-2).

Le baromètre CSA-La Vie, réalisé les 24 et 25 janvier auprès de 901 personnes et publié jeudi, confirme cette tendance. La cote de confiance de M. Chirac enregistre en janvier une hausse de 3 points (41 %), alors que celle de M. Juppé subit une baisse de 2 points (34 %).

DÉPÊCHES

■ **EUROPE** : Alain Juppé estime que Philippe Séguin a « toujours été européen », et que « son évolution » sur cette question allait « tout à fait dans le sens qui convient à la politique du gouvernement ». Interrogé sur France 2, mardi 30 janvier, le premier ministre s'est félicité « de voir que tout le monde y vient, petit à petit ».

■ **PARLEMENT** : le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, est convenu avec son homologue du Bundestag, Rita Süsmuth, de créer une commission parlementaire permanente franco-allemande qui se réunirait en même temps et au même endroit que les sommets européens. Cet accord, conclu entre les deux présidents, vendredi 26 janvier, lors de la visite de M. Séguin à Aix-la-Chapelle, sera officialisé à Bonn au mois de mars.

■ **RÉFORME DE L'ÉTAT** : Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, devait préciser, mercredi 31 janvier, dans une communication au conseil des ministres, que la réforme de l'Etat fera l'objet d'une vaste concertation, associant élus locaux et nationaux, organisations patronales et syndicales, experts, agents publics et usagers (Le Monde du 5 janvier). Un ensemble de mesures pourra être proposé au premier ministre aux environs du 15 mars.

■ **AUTOROUTES DE L'INFORMATION** : les députés ont adopté le projet de loi présenté, mardi 30 janvier, par le ministre délégué à la Poste, aux télécommunications et à l'espace, François Fillon, pour permettre le développement d'expérimentations des nouvelles technologies de l'information (Le Monde du 30 janvier). La majorité RPR et UDF a voté pour, le PS et le PCF contre. Le texte initial a été légèrement amendé pour permettre aux communes de donner leur avis sur les expériences projetées sur leur territoire.

■ **SOCIAL** : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, estime, à propos des événements sociaux de décembre et des turbulences au sein de la CFDT, que « ce qui a creusé le fossé entre les cheminots CFDT et la confédération, c'est qu'ils ont rejoint le camp de l'anti-réforme de l'assurance-maladie », dans un entretien accordé au Nouvel Observateur (1^{er} février). Selon M^{me} Notat, « les grèves et les manifestations ne sont plus les seules armes de l'action syndicale pour tous ».

■ **RADICAL** : la nouvelle direction du parti comprend six présidents délégués : Bernard Castagnède est chargé de l'administration générale, du développement politique et de la communication ; Michel Dary, des fédérations et des finances ; Bernard Kouchner, de l'innovation politique ; Catherine Lalumière, des relations internationales et de l'Europe ; Roger-Gérard Schwartzberg, de la coordination des travaux législatifs, et Emile Zuccarelli, des relations extérieures et des élections. D'autre part, Bernard Tapie souhaite, mercredi 31 janvier, dans Le Figaro, l'entrée de « mitterrandistes » à Radical, dont Jack Lang.

■ **PARTI COMMUNISTE** : Robert Hue, secrétaire national du PCF, effectue un voyage en Chine, du 31 janvier au 4 février, à l'invitation du secrétaire général du Parti communiste chinois, Jiang Zemin. M. Hue s'était d'abord rendu, lundi 29 janvier, au Japon. Dans une déclaration depuis Hiroshima, M. Hue a rappelé « le combat des communistes français pour le désarmement nucléaire universel ».

■ **SCRUTIN RÉGIONAL** : six députés présidents de conseils régionaux, Valéry Giscard d'Estaing (UDF, Auvergne), Olivier Guichard (RPR, Pays-de-la-Loire), Charles Baur (UDF-FD, Picardie), Jacques Blanc (UDF-PR, Languedoc-Roussillon), Maurice Dousset (UDF-PR, Centre) et René Garrec (UDF-PPDF, Basse-Normandie), ont déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi tendant à faire de la région une circonscription unique pour les élections régionales et accordant à la liste arrivée en tête une prime équivalente à 30 % des sièges. Les 70 % restants seraient répartis à la représentation proportionnelle entre toutes les listes ayant recueilli au moins 5 % des suffrages exprimés.

■ **AÉROPORT** : la région Picardie, candidate pour l'implantation d'un nouvel aéroport destiné à desservir le bassin parisien, d'ici une vingtaine d'années, a rendu publics, mardi 30 janvier, les noms des trois sites qu'elle propose. Il s'agit de Rouvillers (Oise), Hangest-en-Santerre et Vermandovillers (Somme), respectivement à 65, 95 et 110 kilomètres de Paris. La Picardie et le Centre sont les deux principaux rivaux pour la construction de ce « troisième aéroport ».

Le Sud et la pluie : une histoire ancienne

OCTOBRE 1988 : huit morts dans Nîmes, submergée par les eaux du Cadereau. Septembre 1992 : des crues catastrophiques tuent trente-quatre personnes à Vaison-la-Romaine, dans le Vaucluse, dans la Drôme et dans l'Ardèche. Octobre 1993 : état d'alerte dans le Sud-Est ; plusieurs villages sont isolés par les eaux entre Valence et la Camargue. Novembre 1994 : l'aéroport de Nîmes est envahi par la boue, plusieurs victimes en Lozère et en Corse. Et aujourd'hui Puissergues...

Des facteurs climatiques nouveaux n'auraient-ils pas favorisé la multiplication de ces épisodes pluvieux, qui deviendraient de moins en moins « exceptionnels » dans le Sud-Est méditerranéen ? Pour répondre à ces questions, la direction de la prévention des pollutions et des risques (DPPR) du ministère de l'environnement a chargé Météo-France de dresser un inventaire historique des précipitations diluviennes sur les régions Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, et sur la Corse.

Les experts n'ont retenu que les averses ayant entraîné une précipitation supérieure à 190 millimètres (soit 190 litres par mètre carré) sur vingt-quatre heures. Résultat : ces épisodes, qualifiés de « diluviens », qui représentent environ le quart de la moyenne annuelle française (700 à 800 mm), ont été observés 119 fois sur le sud-est de la France et 25 fois sur la Corse en trente-sept ans, entre 1958 et 1994. En moyenne, sur toute la zone touchée par l'inventaire, un événement de ce genre, au moins, a été recensé chaque année, même du-

rant les périodes de sécheresse. Dans 72 % des cas, ces pluies ont eu lieu en automne (septembre, octobre, novembre). Mais, paradoxalement, les précipitations catastrophiques ne sont pas toujours les plus violentes, le désastre étant souvent le résultat d'un enchaînement malheureux de circonstances. Tout dépend, alors, de la durée des averse diluviennes, de l'état des sols, de l'étendue des surfaces arrosées.

Lors de la crue de l'Ouvèze qui ravagea Vaison-la-Romaine en 1992, les hauteurs d'eau tombées dans la région n'étaient que de 322 millimètres (pont de Montvert) et de 211 millimètres (Conqueyrac). L'épisode intéressait une surface particulièrement étendue, mais Nîmes a été submergée en 1988 après une averse très localisée : il

tombea 200 millimètres d'eau sur la ville et 420 mm à proximité immédiate. En fait, les précipitations supérieures à 400 millimètres sur vingt-quatre heures ne sont pas rares dans le Midi (22 en trente-sept ans) comme en témoignent les records enregistrés au col de Bavelle, en Corse (906 mm les 31 octobre et 1^{er} novembre 1993) et au Mont-Aigoual, dans le Gard (702 mm les 24 et 25 janvier 1964).

Cette étude, financée par le ministère de l'environnement, devrait aider à l'élaboration du programme de prévention contre les inondations « liées aux pluies torrentielles et au ruissellement pluvial urbain » que le gouvernement a engagé dans les trente départements du sud de la France. Mais les auteurs du rapport en marquent eux-mêmes les limites. Ils sou-

ignent que les mesures, réalisées à l'aide de pluviomètres, sont forcément ponctuelles, même si, depuis une trentaine d'années, le réseau s'est densifié. L'amélioration - en cours - du réseau des radars météo permettra sans doute, à terme, d'affiner ces estimations. La période couverte, enfin, est un peu courte pour donner lieu à des enseignements fiables : les phénomènes étudiés peuvent avoir des périodicités supérieures à cent ans.

Jean-Paul Dufour

★ **Inventaire des situations à précipitations diluviennes sur le Languedoc-Roussillon, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Corse**, 190 p. Service documentation de Météo-France, 2, avenue Rapp - 75007 Paris. 150 F.

Les élus de l'agglomération de Toulouse veulent gérer directement le réseau du métro

TOULOUSE

de notre correspondant

Le métro, c'est rapide et ça peut rapporter gros. A Toulouse, les élus - qui sont membres du comité syndical, l'instance de décision du Syndicat mixte des transports en commun (SMTC) - ont apparemment trouvé trop importants les bénéfices, estimés à 300 millions de francs, réalisés par la société privée MTD-développement dans l'exploitation de la ligne A du métro, pour le moment ligne unique de l'agglomération toulousaine.

Ils ont donc décidé, à l'unanimité, de changer dès que possible la règle juridique en vigueur, en

adoptant le principe du non-renouvellement et du rachat de la concession déléguée à la société MTD, au terme de l'échéance de décembre 1997.

Le consensus politique exprimé dans ce vote a été d'autant plus remarquable que le comité syndical du SMTC est pluraliste avec neuf représentants du maire de Toulouse, Dominique Baudis (CDS-FD), six du conseil général (à majorité PS) et trois du syndicat intercommunal qui regroupe cinquante et une communes périphériques. Tous sont apparemment d'accord sur les propos de Jean-Pierre Planaide (PS), qui a hérité, il y a un an, de la présidence tournante du SMTC :

« Ce qui a été fait a été bien fait techniquement », a-t-il confié à La Dépêche du Midi -, et maintenant il faut faire mieux en termes de coût ».

UNE SECONDE LIGNE

Il est vrai que le chiffre de 15 milliards de francs avancé pour la réalisation de la seconde ligne, suscite aussi quelques inquiétudes parmi les élus. Désormais instruits par l'expérience, ils entendent bien réaliser des économies, environ 500 millions de francs.

Dans cette optique, le principe de séparer la construction de la ligne de son exploitation semble désormais bénéficier de l'assenti-

ment des élus. Quant au nouveau cadre juridique, il pourrait se traduire concrètement par la mise en place d'une règle directe ou, plus vraisemblablement, par la constitution d'une nouvelle société d'économie mixte (SEM), à qui le SMTC déléguerait la maîtrise d'ouvrage. Certains élus ont déjà affirmé leur préférence pour la SEM, susceptible de concilier l'autorité publique et une transparence totale.

Pour autant, au-delà des souhaits exprimés ici et là, rien n'est encore décidé, souligne-t-on du côté du SMTC : « La décision finale appartiendra au comité syndical à l'occasion d'un vote formel », rap-

pelle prudemment Martine Pierre-Fontaine, directrice générale du SMTC. Avec le souci d'avancer des solutions en dehors de toute polémique et de ne pas perturber la mise en concurrence et les appels d'offres en cours.

On y verra plus clair sur le plan juridique à la mi-mars, date du vote au sein du comité syndical. Mais, d'ores et déjà, la bataille fait rage du côté des constructeurs - Matra-Transport, maître d'œuvre dans la fabrication des rames du VAL, et son ancien sous-traitant GEC-Alsthom qui fait le « forcing » sur les prix.

(Interim.)

هكذا من الرجل

10

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 1^{er} FÉVRIER 1996

AFFAIRES A la suite d'une plainte déposée par la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit lyonnais, le parquet de Paris a ouvert une information judi-

ciaire sur les circonstances de la débâcle financière de la station de sports d'hiver Isola 2000 et de sa société d'aménagement, la Sapsi. ● CETTE SOCIÉTÉ était présidée, jus-

qu'au 1^{er} septembre 1995, par Sophie Deniau, la belle-fille de l'actuel garde des sceaux, Jacques Toubon. Fin 1994, un audit avait mis en évidence un passif de plus de 300 mil-

lions et « d'importantes et nombreuses irrégularités ». ● LA PLAINTÉ de la SBO évoque plusieurs virements effectués en 1994 à une époque où la station n'était

plus en mesure de payer ses créanciers - des comptes de la Sapsi vers le compte suisse d'une holding luxembourgeoise, au seul bénéfice des propriétaires de cette société.

Une holding luxembourgeoise au cœur de la débâcle financière d'Isola 2000

Révlée à la suite d'une plainte de la Société de banque occidentale, une filiale du Crédit lyonnais, la déconfiture de la station de sports d'hiver met en cause Sophie Deniau, la belle-fille de l'actuel garde des sceaux, Jacques Toubon

L'ÉCHANGE fut bref, mais Sophie Deniau ne l'a pas oublié. Lorsqu'il a été nommé ministre de la Justice, Jacques Toubon, l'interrogea pour la première fois au sujet d'une affaire judiciaire qui pourrait la menacer, elle assure que leur dialogue se limita à ceci : - Jacques Toubon : « As-tu quelque chose à te reprocher ? » - Sophie Deniau : « Non. » - Jacques Toubon : « Alors tiens le coup, parce que je ne ferai rien pour t'aider. »

Depuis, la menace s'est précisée. A la suite d'une plainte contre X... déposée par la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit lyonnais, pour « abus de confiance, recel et complicité », le parquet de Paris a ouvert, le 19 juillet 1995, une information judiciaire sur les circonstances de la débâcle financière de la station de sports d'hiver Isola 2000 (Alpes-Maritimes) et de sa société d'aménagement, la Sapsi, contrôlée par le promoteur Dominique Bouillon, et dont Sophie Deniau était, justement, la présidente. Entre-temps, M. Toubon était devenu ministre de la Justice. « Il m'a demandé quel était le juge d'instruction qui avait été désigné, raconte sa belle-fille. Je lui ai répondu que c'était Eva Joly. Alors, il m'a simplement dit : « C'est une professionnelle. Comportez-vous en professionnelle. » Nous n'en avons plus parlé depuis... »

D'autres s'en sont chargés. La déconfiture d'Isola 2000 est en effet au cœur de plusieurs procédures, dont aucune ne passe inaperçue. La Sapsi a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Nice le 13 avril 1995, et de son sort dépendent mille emplois et l'avenir d'une kyrielle de petits créanciers. De son côté, le juge Joly a délégué une commission rogatoire à la brigade financière de Paris, afin que celle-ci examine de près les comptes de la station. Les investigations policières, entamées au début de ce mois, requièrent toute l'attention de la chancellerie.

Sophie Deniau, elle, reçoit les journalistes dans un immeuble du boulevard Haussmann, où voisinent la société de promotion immobilière Frank Arthur et la « Maison d'Isola », antenne parisienne de la Sapsi. Elle répète que « si elle n'était pas la belle-fille du ministre de la Justice, personne ne s'intéresserait à cette affaire », et il est probable qu'elle n'a pas tort. C'est en octobre 1991 que Sophie Deniau est devenue PDG de la Sapsi. La fille de Lise Toubon, mariée au fils de l'ancien ministre

Jean-François Deniau, faisait ses débuts dans les affaires, après deux années passées, entre 1986 et 1988, au cabinet de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, où elle était chargée des relations avec la presse. Ayant appris par Jean-Charles Marchiani, l'homme des missions spéciales du clan Pasqua, que le groupe du financier libanais Toufik Aboukhatir cherchait à vendre une station de sports d'hiver, elle en parla à Dominique Bouillon, qu'elle avait rencontré en 1989, au moment où celui-ci collectionnait encore les bénéfices et les automobiles de grosse cylindrée.

FEMME D'ACTION

La vente fut conclue en trois mois, et la belle-fille de Jacques Toubon, qui se dit « femme d'action » plus que femme d'affaires, fut bombardée à la tête de la société d'exploitation. Le promoteur lui adjoint son ami Roland Guyot, nommé directeur général de la station, avec qui il construisait, dix ans plus tôt, des hôtels au Nigeria.

Dominique Bouillon, lui, récupérait les parts de la Sladi (Société internationale d'aménagement et de développement foncier), holding luxembourgeoise créée par les Libanais pour contrôler la Sap-



de ses relations : Bernard Tapie, dont il avait racheté le jet en 1990, alors qu'il songeait à créer une compagnie d'aviation d'affaires au Bourget. Grâce à la caution de l'ex-président de l'OM auprès de sa banque favorite, le promoteur

un audit du dossier Sapsi, qui eut tôt fait de démontrer qu'à Isola les millions de la SBO avaient fondu comme neige au soleil. Les experts de la banque soulignaient ainsi que, depuis la reprise de la station par Dominique Bouillon, la Sapsi avait perdu 50 millions de francs par an, creusant au total un passif de plus de 300 millions, dont 253 millions à l'égard de la seule SBO. Le tout dans des circonstances qui, selon le rapport d'audit, révèlent « d'importantes et nombreuses irrégularités ».

850 000 FRANCS ANNUELS

Sont évoqués, pêle-mêle, le train de vie dispendieux des dirigeants de la Sapsi - M^{me} Deniau percevait 850 000 francs annuels en tant que PDG, mais pour des fonctions exercées à temps partiel - ; le règlement, par la Sapsi, de factures injustifiées émises par d'autres sociétés du groupe Bouillon, pour un montant total avoisinant les 3,5 millions de francs ; la construction d'un golf de 26 millions de francs ; et, surtout, l'impressionnante série de crédits et découverts consentis à la Sapsi à mesure que sa situation financière s'aggravait, et dont certains « ne semblent pas avoir été utilisés conformément à leur objet ».

Les conclusions de ce rapport motivent l'interdiction des crédits par la SBO au début de 1995, avant de constituer la matière essentielle de la plainte contre X... rédigée par l'un des avocats de la

banque. M^{re} Georges Jourde. Déposée le 31 mars 1995 devant le doyen des juges d'instruction de Paris, cette plainte ne sera finalement consignée qu'à la fin du mois de juin. Entre-temps, plusieurs tentatives de négociations auront été conduites. La SBO, déjà engagée dans de multiples actions judiciaires, ne semblait pas écarter l'idée d'une transaction pour récupérer une poignée de millions - la personnalité de la principale dirigeante de droit de la Sapsi était-elle étrangère à ce désir de conciliation ? Le 1^{er} juin, Sophie Deniau se rendit en personne au siège du Crédit lyonnais, pour y rencontrer le PDG de la banque d'Etat, Jean Peyrelevade. « J'étais très tendue, raconte-t-elle. Je voulais absolument le convaincre de trouver un arrangement. J'ai eu l'impression qu'il avait compris. Il m'a dit qu'il m'appellerait dans dix jours. Je n'ai pas eu de nouvelles. »

SOUS-ESTIMATION

Aussi la belle-fille du garde des sceaux assure-t-elle ne pas exclure que l'action intentée par la SBO soit l'expression d'une « volonté d'attaquer Jacques Toubon » à travers elle. Egalement interrogé par Le Monde, Dominique Bouillon affirme, pour sa part, que « la banque est responsable d'une situation économique qu'elle a elle-même provoquée, en coupant brutalement les crédits de la station ». Placé en liquidation judiciaire à titre personnel par le tribunal de commerce de Paris le 6 février 1995, à la suite de la déconfiture de plusieurs de ses autres sociétés, le promoteur a contre-attaqué en déposant plainte contre X... pour « vol de documents et recel », évoquant des pièces présentées par la SBO à l'appui de sa propre plainte. Critiquant aussi l'attitude de la banque, le directeur de la Sapsi, Roland Guyot, estime quant à lui avoir « sous-estimé l'importance des investissements nécessaires pour relancer la station » et avoir « payé, dès [son] arrivée, les conséquences de la gestion précédente, à la libanaise ».

La plainte de la SBO évoque, quant à elle, l'utilisation par les dirigeants de la Sapsi d'un circuit financier contestable. Selon la banque, 8,2 millions de francs ont été virés, entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 1994, des comptes de la Sapsi vers le compte suisse de la société luxembourgeoise Sladi. Le 29 novembre de la même année, quatre jours après le versement par la SBO d'une nouvelle avance de 12 millions, 3 millions

étaient virés sur le même compte. Résident suisse depuis 1981 - « pour des raisons fiscales », admet-il - Dominique Bouillon indique qu'il s'agissait de « remboursements de comptes courants, connus des commissaires aux comptes et certifiés dans la comptabilité ». Ces transferts de fonds, effectués alors que la station n'était plus en mesure de payer ses créanciers, et au seul bénéfice des pro-

Chalets sur commande

Egalement responsable de l'activité de promotion immobilière sur le site d'Isola 2000, la Sapsi y a fait construire sept chalets entre 1992 et 1994. Selon l'audit de la SBO, la vente de l'un de ces chalets a engendré une perte de 865 000 francs pour la Sapsi, au point que la banque parle de « fauteur » consentie à l'acheteur. Ce dernier, Gérard Bavastro, fils du propriétaire du quotidien Nice-Matin et lui-même directeur de ce journal, a indiqué au Monde qu'il avait signé le compromis de vente en 1991, avant la prise de contrôle d'Isola par Dominique Bouillon, et qu'il ne voyait donc pas « en quoi l'achat de ce chalet pourrait avoir un rapport avec la situation des dirigeants actuels de la Sapsi ».

Le directeur de la station, Roland Guyot, assure pour sa part que les conditions de la vente avaient été fixées par « les Libanais », anciens propriétaires d'Isola. Affirmant n'avoir bénéficié « d'aucune condition particulière », M. Bavastro nous a précisé que son chalet « est situé dans un endroit encaissé », qu'il n'est pas équipé d'un chauffage central, et qu'il « ignorait que sa vente avait pu être déficiente ».

prétaires de la Sladi, pourraient néanmoins recevoir une qualification pénale. Dénommatoire de ses fonctions à la Sapsi le 1^{er} septembre 1995, Sophie Deniau est toujours administrateur de la holding luxembourgeoise. En 2-elle possédait des parts ? « Je ne le sais pas », a-t-elle répondu au Monde. L'œil rivé sur un épais dossier violet qui, dit-elle, contient « toutes les réponses », la belle-fille de M. Toubon s'avoue « perturbée » mais « confiante ». Elle soupire : « Quand on a un beau-père en politique, on ne peut pas toujours faire ce qu'on souhaite. »

Hervé Gattegno

Paris souhaite ouvrir ses écoles aux enfants de deux à trois ans

Leur taux de scolarisation - 2 % - est actuellement le plus faible de France

L'ACADÉMIE de Paris détient deux tristes records. Elle arrive bonne dernière dans la réussite au brevet des collèges, ce qui n'a pas l'air de susciter une grande émotion dans les établissements. Elle fait aussi partie du peloton de queue pour le taux de scolarisation des enfants de deux à trois ans. En chute régulière depuis 1991, il dépasse à peine les 2 %, alors que la moyenne nationale est de 30 %.

Ce phénomène typiquement parisien résulte d'un retard qui peine à être comblé. A chaque veille de rentrée, les mêmes difficultés surgissent, essentiellement dans les arrondissements les plus populaires de l'est de la capitale, où les effectifs n'ont cessé de croître. Au début septembre 1995, sous la pression d'élus, de syndicats et de parents mécontents, il avait fallu improviser, dans l'urgence, l'ouverture de trente-quatre classes afin de vider les listes d'attente composées exclusivement d'enfants âgés de trois ans révolus le jour de la rentrée.

Arrivé depuis quatre mois à la tête de l'académie de Paris,

Jacques Cremadelle, son nouveau directeur, tente de mettre fin à ces tensions. En accord avec Claude Goasguen, adjoint au maire (UDF), chargé des affaires scolaires, il envisage de clore les inscriptions dans les maternelles d'arrondissement dès le 15 juin, afin d'effectuer les ajustements durant l'été et de ne laisser, aux premiers jours de la rentrée, que le règlement des situations exceptionnelles.

Le système s'avère onéreux pour les familles

En second lieu, à la faveur d'une légère baisse démographique attendue en maternelle, il souhaite favoriser la scolarisation des enfants de deux et trois ans, pour passer d'un taux de 2 à 6 %, soit une augmentation de près de 800 enfants. Cette prévision reste aléatoire. Avec les crèches, les

crèches familiales à domicile, les jardins d'enfants et les garderies, Paris dispose d'un système diversifié mais onéreux pour les familles. Après avoir essayé des refus répétés, les parents n'ont guère été tentés de solliciter une entrée précoce en maternelle. L'ouverture de l'école dès deux ans pourrait modifier les comportements. Il faudra attendre le mois de juin pour en connaître l'ampleur.

L'incertitude de la rentrée 1996 est d'autant plus grande que le nouveau directeur de l'académie ne disposera d'aucun moyen supplémentaire. L'effectif de 25 élèves par classe sera maintenu, assurément, dans les zones d'éducation prioritaire (ZEP). Ailleurs, en revanche, le seul passera de 27 à 30 enfants par section. Alors que les organisations syndicales s'en tiennent à la règle des 25 élèves, cette décision est un des principaux points de désaccord qui sera débattu prochainement dans les instances paritaires.

Ce ne sera pas le seul. En annonçant un vaste mouvement de « redéploiement » de la carte scolaire,

Jacques Cremadelle s'est aussitôt attiré les foudres du Syndicat des enseignants (FEN), principale organisation chez les instituteurs, qui dénonce « une provocation (...) et une logique d'affrontement ». Certes, l'académie a obtenu 25 postes supplémentaires pour absorber une croissance d'effectifs de 600 élèves en primaire. Mais l'application stricte de la règle moyenne d'effectifs dans les classes devrait se traduire par 163 « mouvements » de fermetures ou de gels de postes dans certains établissements, compensés ailleurs par des ouvertures ou des postes réservés.

« Avec le même nombre de postes, on devrait accueillir plus d'élèves », souligne M. Cremadelle. Pour Luc Béville (SE-FEN), ce raisonnement arithmétique « par masse globale » ne prend pas en compte les particularités locales. Notamment dans les écoles déjà surchargées des arrondissements les plus défavorisés, où il revient aux élus de prévoir de nouveaux locaux.

Michel Delberghe

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jack Lang

A la suite de la publication, dans nos colonnes, de plusieurs articles concernant l'enquête sur les activités du courtier financier Michel Pacary et de son épouse (Le Monde des 24 et 25 novembre 1995, 18 et 19 janvier 1996), Jack Lang, ancien ministre et maire (PS) de Blois, nous a fait tenir le courrier suivant : En 1989, pour redonner vie à la modeste équipe de football de la ville, mon premier adjoint chargé des sports et des finances, Michel Fromet, a décidé de solliciter des concours privés, à travers la création d'une société d'économie mixte (SEM), de manière à alléger la contribution de la commune. Plusieurs personnes morales - parmi lesquelles la société de M. Pacary - ont proposé d'apporter leur soutien à cette initiative. Sa participation au capital de la SEM fut de 250 000 francs, et il s'engagea à financer l'équipe à hauteur de 100 000 francs par saison.

Invité par Michel Fromet à assister à un match de football, j'ai croisé à cette occasion cette personne, de même que j'ai salué les autres donateurs ou organisateurs

bénévoles. Je ne l'ai jamais rencontré ni antérieurement ni ultérieurement.

M. Pacary proposa ensuite avec insistance à Michel Fromet les services de sa société pour rénover la dette et les emprunts de la ville de Blois. J'ai naturellement refusé ces propositions, comme d'ailleurs toutes celles qui nous avaient été soumises par d'autres cabinets de courtage. J'ai en même temps demandé à Michel Fromet d'obtenir le départ de M. Pacary de la SEM Football - ce qui s'est effectivement produit quelques mois plus tard.

Par deux actes dénués d'ambiguïté, sa société a ainsi été rapidement et définitivement écartée de la ville de Blois. L'attitude de la ville de Blois a donc été exemplaire par sa fermeté et sa clarté. Son équipe a réussi à en faire un modèle de gestion transparente et économique des deniers publics.

Je n'ai jamais rencontré son épouse et j'oppose naturellement le démenti le plus formel à ses allégations. Je me réserve le droit d'engager toute poursuite en diffamation de ce chef.

سكوت من الامم

Bataille
européenne
autour
du bien-être
des veaux

Le dernier jour du « Dragon » squatt symbole rendu à la Cogedim

Les cinquante-trois familles ont toutes été relogées

Les cinquante-trois familles qui occupaient depuis décembre 1994 un immeuble de la rue du Dragon, à Paris, appartenant à la Cogedim, ont déménagé lundi

29 janvier. Toutes ont été relogées, au terme de longues négociations avec le groupe immobilier et la préfecture.

PHILIPPE VASSEUR, ministre de l'Agriculture, a adressé mardi 30 janvier au commissaire européen Franz Fischler et à ses collègues des lettres de protestation dans lesquelles la France s'insurge contre le projet de directive consacré aux conditions d'élevage des veaux. La Commission s'inquiète en effet du sort réservé aux veaux élevés en batterie qui doivent consommer exclusivement des produits laitiers dans des « cages » étroites où ils n'ont pas la possibilité de se retourner. Cette forme d'élevage permet de produire la viande très blanche appréciée des consommateurs (Le Monde du 19-20 février 1995). Or un rapport du Comité scientifique vétérinaire européen dénonce l'alimentation exclusivement lactée, suspectée notamment de maintenir une anémie forcée des animaux et d'interdire la rumination. La Commission souhaite donc interdire progressivement l'élevage en cage individuelle au-delà de huit semaines.

A la Fondation Brigitte Bardot qui dénonce « des souffrances imposées pour les caprices de notre consommation » - sans pour autant s'émouvoir des conditions d'élevage des poules pondeuses ou des porcs -, le lobby agricole a répliqué en remettant au ministre 100 000 cartes postales dénonçant les « graves menaces qui pèsent sur la filière et des régions entières ». Philippe Vasseur, qui assure que le rapport des experts contient « beaucoup de points incertains et même des inexactitudes », plaide donc auprès de ses collègues pour « une démarche pragmatique et différenciée ».

François Grosrichard

DANS LES ESCALIERS du vieux cours Diderot, les enfants prennent la pose devant les caméras. Sur les paliers et dans la cour, meubles, tas de vêtements et vieux matelas s'entassent. Le départ s'organise et la cour, avec ses fresques, a l'air un peu sinistre des lieux abandonnés. André, le facteur, une mémoire du quartier - « trente-cinq ans de courrier » -, fait sa dernière tournée. « Ce sera démolir, reconstruire, de nouveau habité mais pas par les mêmes », dit-il.

Fin de partie pour le « Dragon », le squat le plus célèbre et le plus médiatisé de France. Après un an et un mois d'occupation, cet immeuble du VI^e arrondissement de Paris occupé par les cinquante-trois familles de l'association Droit au logement (DAL) est rendu à la Cogedim, son propriétaire. La filiale de Paribas reprend en douceur possession des lieux. Dément badges et secondés par une dizaine de vigiles, les représentants du groupe immobilier s'activent à régler les derniers détails d'un déménagement qu'ils ont eux-mêmes financé.

Mgr. Gallot, locataire d'un appartement situé au premier étage, ne s'est pas dérangé mais la chevelure argentée de Léon Schwartzberg, membre du DAL, fera une apparition vers midi. Le ministre du logement a dépêché deux membres de son cabinet et un collaborateur du préfet est également sur les lieux, actif et nerveux. Car, en apprenant que deux familles allaient rester sur le carreau, les 138 occupants de l'immeuble ont décidé, lundi soir, de bloquer la rue et le chargement des camions.

M. Soukouna et M. Tonkana, africains tous les deux, ont reçu, comme les autres, quarante-huit

heures auparavant, la petite enveloppe renfermant leur future adresse. Mais les bailleurs se sont, finalement, rétractés. Les 13 500 francs de revenus mensuels de M. Tonkana ont été jugés insuffisants par l'Office central interprofessionnel du logement (OCIL), un organisme collecteur du 1^{er} %, qui lui avait promis un F5. Les sept enfants de M. Soukouna sont difficiles à loger dans le F4 promis, à Fontenay-sous-Bois, par la SCIC, filiale immobilière de la Caisse des dépôts.

Les bailleurs sociaux ne se sont pas précipités pour proposer des logements aux familles du « Dragon ». Il a fallu six mois d'âpres négociations pour mettre une adresse en face de chaque nom. Mais aujourd'hui la Cogedim est pressée et le « Dragon » est un symbole. Pour le ministère du logement qui, depuis l'occupation de décembre 1994, redécouvre les charmes de la réquisition, un raté ferait mauvais genre.

UNE VRAIE MAISON

En trois heures, le ministère, la préfecture et la Ville de Paris - qui s'est tenue à l'écart des négociations sur le sort des familles - font un miracle. La Ville de Paris, employeur de M. Tonkana depuis vingt-deux ans, lui déniche un logement HLM flambant neuf sur les hauteurs de Belleville. M. Soukouna et ses sept enfants prendront possession, le soir même, d'un pavillon avec jardin à Brétigny-sur-Orge, appartenant au groupe SF. L'un et l'autre sont « prioritaires » depuis vingt ans pour l'attribution d'un logement HLM. Le représentant du préfet renvoie son téléphone portable, Monsieur Cogedim respire et M. Tonkana disparaît dans les étagères retrouvées ses enfants et ses cartons, avec la précieuse adresse griffonnée sur un papier.

Les cinquante-trois familles seront donc toutes relogées. Les déménagements chargeront les camions. Treize-neuf ménages restent à Paris, quatorze partent en banlieue. Quatre d'entre eux bénéficient du plan de réquisition du ministère du logement, et dix-huit d'un logement d'insertion. Pour ces derniers, la préfecture s'est engagée par écrit, souligne Jean-Baptiste Eyrand, président du DAL, à leur procurer un toit définitif. Enfin, six jeunes adultes célibataires sont relogés en hôtel social. Honda, quinze ans, dit qu'elle « va en passe-elle » avec sa mère et ses deux sœurs, « pas dans un HLM comme les autres » mais dans un logement « d'où il faudra encore partir ».

C'est d'une « vraie maison » qu'elle rêve, « pas comme ici, où les voisins entraînent à n'importe quelle heure et où personne n'était prévu pour balayer les escaliers ».

A l'étage en dessous, Najiba, douze ans, comme la plupart des soixante-dix enfants de l'immeuble, hésite quand on lui demande si elle est heureuse de partir. Il y avait bien les fêtes, le soutien scolaire, les cours de théâtre. Mais elle dit oui, « parce qu'il y a un squat ». Elle le dit plus fort encore à l'idée de quitter le collège de la rue Saint-Benoît « où il n'y a que des Français ». A Pantin, où elle part avec ses parents, dit-elle, « au moins elle sera tranquille ». Najiba lâche finalement : « Ce que je voudrais, c'est rester ici, mais habiter ailleurs ».

Christine Gartin

Un Mauritanien père d'une fillette française en attente d'expulsion

EN RÉTENTION administrative depuis le vendredi 26 janvier, Arouna Gueye, un Mauritanien âgé de trente ans et père d'une fillette française, est en attente d'une reconduite à la frontière. Interpellé la veille à Paris, il a été placé au dépôt de la préfecture de police de Paris situé dans le bois de Vincennes. Ni le juge délégué chargé de la rétention, ni les magistrats d'appel, ni ceux du tribunal administratif n'ont tenu compte de la disposition légale qui protège les étrangers parents d'un enfant français contre toute reconduite. Entré en France en 1988 comme étudiant en anglais à Lille, M. Gueye est, depuis 1991, le père d'Aïda, une fillette française par sa mère. Ses papiers n'ont pas été renouvelés et il s'est trouvé en situation irrégulière. Au printemps dernier, deux circulaires du ministère de l'Intérieur ont demandé aux préfets de régulariser au cas par cas la situation des parents étrangers d'enfants français.

DÉPÊCHES

■ CANTINES SCOLAIRES : le conseil régional d'Ile-de-France a décidé d'accorder une aide de 4 millions de francs pour la prise en charge des frais de cantine des lycéens dont les familles ne peuvent assumer cette dépense. Proposé par le groupe socialiste, cet amendement au projet de budget a été adopté à l'unanimité, à l'exception des élus du Front national, qui n'ont pas pris part au vote.

■ VIGIPIRATE : la FASP a demandé la levée totale du plan Vigipirate, lundi 29 janvier, lors d'une audience avec le ministre de l'Intérieur. Protestant contre la présence de militaires dans les grandes villes et aux frontières alors que la menace terroriste s'est éloignée, la Fédération autonome des syndicats de police a dénoncé la « dérive dangereuse » qui permet d'utiliser les moyens de Vigipirate pour la lutte contre la délinquance et l'immigration irrégulière.

■ TERRORISME : la Ligue des droits de l'homme (LDH) a demandé aux sénateurs de ne pas voter le projet de loi antiterroriste déjà adopté par l'Assemblée nationale. « Les nouvelles incriminations instaurées par le projet de loi, alléguées aux dispositions du plan Vigipirate et aux pratiques des juges d'instruction dits antiterroristes conduisent, selon la LDH, à l'instauration d'un droit et d'une justice d'exception qui peuvent difficilement s'exercer les garanties essentielles d'une justice démocratique, et plus particulièrement les droits de la défense ».

■ ACCIDENT : la chute d'une grue dans la cour d'un collège d'Ecully (Rhône) a provoqué la mort du grutier, mardi vers 14 heures, sans blesser aucun des collégiens, qui avaient regagné leurs classes une demi-heure auparavant. Haute d'une trentaine de mètres, la grue s'est abattue à la suite d'une « rupture mécanique », selon un responsable de l'entreprise maître d'œuvre du chantier.

■ GASTRONOMIE : le grand chef Pierre Gagnaire, qui est coté trois étoiles au Guide Michelin depuis 1993, a déposé son bilan auprès du tribunal de commerce de Saint-Etienne, qui devait prononcer, mercredi 31 janvier, la mise en redressement judiciaire de trois des sociétés dirigées par le restaurateur stéphanois et déclarées, lundi 29 janvier, en cessation de paiement.

■ MANIFESTATION : environ trois cents élèves infirmiers ayant échoué à l'examen de leur diplôme d'Etat ont manifesté, mardi 30 janvier à Paris, pour dénoncer la « parodie » qui a abouti à un taux d'échec de 16,75 % en novembre pour les candidats de l'Ile-de-France. Ils ont souligné « la variation considérable » de taux d'échec entre la région Ile-de-France et la province, où 3 % d'élèves seulement ont été recalés. Ils ont demandé « une relecture des copies des recalés ».

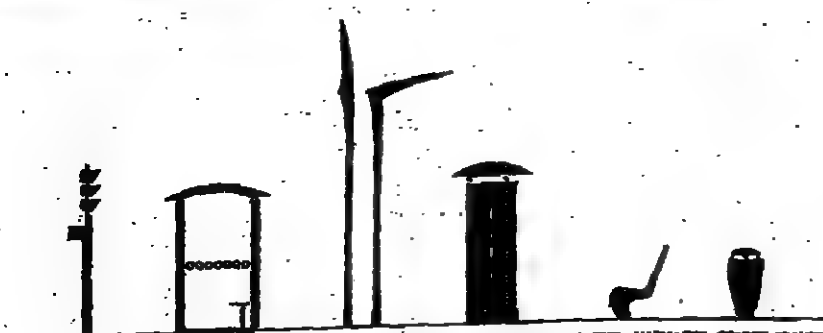
Pourquoi Copenhague a choisi JCDecaux



Il existe dans ce pays une véritable culture design. En travaillant avec Knud Holscher, l'un des plus importants architectes danois, c'est cette pureté et cette simplicité si particulière des lignes que nous souhaitons retrouver. La qualité de son travail, en coordination avec notre bureau d'étude, a été un élément déterminant du choix de Copenhague. L'expérience de notre entreprise a fini de convaincre la capitale du Danemark de nous confier l'ensemble de son mobilier urbain. JCDecaux est présent dans plus de 1000 villes en Europe, et vient de démarrer son activité américaine à San Francisco.

JCDecaux

Le sens de la ville



BOVILL, ESPAGNE - PIRELLA, SUÈDE - FOSTER, ROYAUME-UNI - HOLSCHER, DANEMARK - LAZARUS, ALLEMAGNE - STROCK, FRANCE
STYLS FORCIS, ALLEMAGNE - SCHREYER, FRANCE - WILMOTTE, FRANCE

Amsterdam - Anvers - Barcelone - Birmingham - Bruxelles - Bâle - Birmm - Brüssel - Cologne - Copenhague - Dresde - Göteborg - Hambourg - Helsinki - La Haye - Leipzig - Lisbonne - Londres - Luxembourg - Madrid - Manchester - Munich - Paris - Prague - San Francisco - Stockholm - Stuttgart - Vienne

DISPARITIONS

Harold Brodkey

L'amour de l'écriture

APRÈS plusieurs années d'une lutte pleine d'orgueil et de dignité contre la maladie, l'écrivain américain Harold Brodkey est mort du sida, jeudi 25 janvier, à New York. Soutenu sans relâche par sa femme, la romancière Ellen Schwamm, il a continué d'écrire aussi longtemps que ses forces le lui ont permis, analysant d'un oeil moqueur et angossé les progrès de son mal. Cet amour pour l'écriture, qu'il vivait comme un destin plus que comme un métier, l'a accompagné sa vie durant, de sa prime jeunesse dans l'Illinois jusqu'à sa maturité.

Né en 1930 d'un couple d'immigrants russes et très tôt privé de ses parents, il porta le deuil de sa mère comme un chagrin jamais consolé, la blessure originelle qui devait déterminer sa perception du monde. « J'ai accepté depuis l'enfance la nature transitoire de toute chose, y compris du sens - orphelin que j'étais », écrivait-il dans le magazine *The New Yorker*, en septembre 1994. Enfant solitaire et enfoncé dans un étrange silence, Aaron Roy Weintraub prit le nom de Harold Brodkey après avoir été adopté par des cousins de sa mère, puis devint orphelin une seconde fois, avant de mener de brillantes études à Harvard.

C'est en 1953 qu'il publia son premier texte dans *The New Yorker*, la revue à laquelle il collabora tout au long de sa carrière. En 1958, un recueil de nouvelles, parues en français sous le titre *Premier amour et autres chagrins* (Grasset, 1988), fit

découvrir à l'Amérique le talent surprenant de ce jeune auteur promis à une curieuse renommée. De ce livre adossé à l'histoire de sa propre vie émergeait une écriture neuve et raffinée, déjà incroyablement habile à percer le tissu intime des sensations. Couvert d'éloges, reconnu et encouragé par une partie du milieu littéraire américain où l'on évoquait son génie, il fut aussi la cible d'une avalanche de critiques et de commentaires injurieux ou méprisants, dont la vigueur le laissait tour à tour indifférent, presque amusé, rageur ou déçu.

Car les louanges que lui adressaient ses admirateurs furent longtemps accompagnées des commentaires sarcastiques de ceux qui le traitaient d'imposteur. C'est qu'en dehors d'une poignée de nouvelles

et de quelques fragments parus dans *The New Yorker*, Brodkey a vécu plus de trente ans au centre d'un mystère devenu légende, celui d'un grand œuvre en perpétuel accomplissement. Commencé en 1959, l'ouvrage devait d'abord s'intituler *Party of Animals* et fit l'objet d'un contrat d'édition dès 1961. A entendre les rares initiés qui avaient eu le privilège d'en lire des passages, le livre promettait d'être un événement littéraire majeur, un monument. Les autres optaient pour l'attente impatiente ou pour la moquerie.

En 1973, deux extraits de l'ouvrage furent publiés dans la presse américaine, suivis, en 1985, de trois autres morceaux choisis regroupés dans un livre baptisé *Women and Angels*. Entre-temps étaient parues différentes nouvelles rassemblées sous le

titre *Histoires sur un mode presque classique* (Grasset, 1990 et 1992) et portant toutes la marque de cette aptitude à entraîner le lecteur dans un rythme inédit, les méandres d'un regard constamment à l'écart des modes. Lorsque le travail de toute sa vie parait enfin, en 1991, Harold Brodkey est malade, il se sait condamné. Le livre, qui a changé de titre, s'appelle *The Runaway Soul*, traduit en français par *L'âme en fuite* (Grasset, 1993). C'est un chef-d'œuvre.

Livre magnifique et difficile, *L'âme en fuite* remet en cause, sur un mode absolument original, le rôle classique du narrateur. « L'auteur doit juste écrire une partition que le lecteur déchiffre », affirme-t-il. Au fil de ce roman autobiographique, le récit ne se déroule plus

dans le cadre rassurant d'une progression linéaire, mais dans celui, infiniment volatil, de la perception immédiate, de la sensation, du rêve et du souvenir. Suivant l'obsession qui l'a guidé tout au long de son existence, Harold Brodkey s'acharne à décrypter le monde en en disséquant les moindres particules. Par ce texte magistral, il a rassemblé tous les fils de ses précédents ouvrages, mêlé par le souhait absurde et splendide de faire corps avec l'univers, d'atteindre le « TOUT » qu'il écrivait en lettres capitales. La beauté de son écriture, dont il a laissé d'autres traces dans un dernier ouvrage intitulé *Amoré profane* (Grasset, 1994), est la forme visible de ce désir d'éternité.

Marion Van Renterghem

■ **SAN YU**, ancien président birman et ancien vice-président du Parti socialiste de Birmanie, est mort dimanche 26 janvier, dans un hôpital militaire de Rangoun, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Pendant la guerre de 1939-1945, sous l'occupation japonaise, San Yu était étudiant en médecine. Il rejoignit la résistance et participa à la lutte anticoloniale contre la Grande-Bretagne, qui aboutit à l'indépendance, en 1948. Il fit ensuite partie du conseil révolutionnaire du général Ne Win, lorsque ce dernier prit le pouvoir en 1962 à la suite d'un coup d'État militaire,

et fut le premier secrétaire général du Parti socialiste de Birmanie au pouvoir. Nommé ministre de la défense en 1972, il succéda au général Ne Win en 1981. Sous sa présidence, le gouvernement emprisonna des centaines d'opposants, interdit les syndicats et abolit la liberté de la presse. San Yu s'était retiré après les émeutes antigouvernementales de 1988.

■ **DAN DUVA**, promoteur de boxe américain qui avait organisé les matches de champions tels Evander Holyfield, George Foreman et Sugar Ray Leonard, est mort le

30 janvier, à l'âge de quarante-quatre ans, des suites d'un cancer dans un hôpital de New York. Né dans une famille complètement impliquée dans la boxe - le père, Lou, est un entraîneur et un manager de renom, et Kathy, la mère, est une publicitaire réputée dans le milieu -, Dan Duva a obtenu en 1981 les droits du combat entre les stars américaines Sugar Ray Leonard et Thomas Hearns. Plus grosse recette du moment (40 millions de dollars), ce combat a poussé les Duva parmi l'élite, aux côtés de futurs rivaux tels Don King et Bob Arum. Diplômé en

droit, Dan Duva s'était allié à Shelly Finkel (autre promoteur de renom) pour engager les meilleurs amateurs américains après les Jeux olympiques de Moscou. Quatre ans plus tard, il prenait sous son aile les talents de Los Angeles, Whittaker, Breland et Taylor, qui sont tous devenus champions du monde. Depuis 1977, la famille Duva a été impliquée dans plus de 100 championnats du monde, dont 12 chez les lourds, pour des revenus estimés à quelque 300 millions de dollars, dont 100 pour les trois combats entre Holyfield et Riddick Bowe.

AU CARNET DU « MONDE »

Nécessités

Diane

est née le 13 janvier 1996, au grand bonheur de ses parents et de sa sœur.

Anne, Paul et Agnès

HOSMALIN-INDÉLICATO, 43, avenue de la République, 94800 Villejuif.

■ **Anne BONAMOUR**, née Jendrychowska, a l'immenso joie d'annoncer la naissance de sa petite-fille.

Julie

le 29 janvier 1996, à Aix-en-Provence, chez Pierre et Françoise.

Meudon - Malmort.

Robert et Anne AYMÉ

sont heureux d'annoncer la naissance de

Julien

leur petit-fils.

chez Sylvie LAMBERT-AYME

et Jacques LAMBERT,

le 26 janvier 1996.

Anniversaires de naissance

■ Jean Marie Pierre Daul, FFL, El son épouse, Geneviève De Peyer, leur neveu Étienne De Peyer, Son épouse Henriette, leurs enfants Laura, Catherine et Sarah, souhaitent du fond de leur cœur un délicieux 100^e anniversaire à notre mari.

Marie DAUL,

née BAUER

Nîmes,

née le 31 janvier 1896, à Brstein (Bas-Rhin), épouse de feu Joseph Xavier Daul, fils de Xavier Daul, fondateur de la grande distillerie strasbourgeoise Doulf, décédée le 25 mars 1967, des suites de sa déportation.

Que Dieu veuille bien la garder encore longtemps parmi nous.

Domatru du 18-Juin-1940,

54800 Ville-sur-Yron.

Décès

■ Cécile Sieve,

son épouse,

13 fille,

Jean-Marie et Dominique,

ses petits-enfants,

Hélène Védrine,

sa belle-sœur,

Ronnie Sieve,

son frère,

Les familles Sieve et Sunlight,

font part du décès de

Harold SIEVE,

journaliste, ancien correspondant

du *Daily Telegraph*.

survécu à Nîmes, le 28 janvier 1996, à

l'âge de soixante-quatorze ans.

Routte de Saint-Maximin,

30700 Saint-Suffit.

■ Gérard Baumann, son épouse, Marion Baumann, Philippe Baumann, ses enfants,

Marc Baumann,

Delphine Matoui,

David Sébaon,

ses petits-enfants,

Michelle Baumann,

Cécile et Jacques Hildesheimer,

Claude Bernard Savy,

ses beaux-frères et belles-sœurs,

Les familles Baumann, Hildesheimer,

Gutmann et Savy,

ont la grande douleur de faire part du

décès de

Arlotte BAUMANN,

née PERRETIÈRE,

survécue le 29 janvier 1996 dans sa

soixante-quatrième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée

à l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est,

à Boulogne, le 2 février, à 10 h 30, suivie

de l'inhumation, à 12 heures, au cimetière

Montparnasse, auprès de son fils chéri.

Arlotte.

décédée il y a moins d'un an.

On se réunira à l'entrée du cimetière,

boulevard Edgar-Queloz.

■ C'est pour la liberté que Christ

nous a affranchis.

Galates V.1.

Associations de Salve de Bruneton.

Sylvia et Christian Pares-Bruneton,

Aloïse et Timothée,

Laurent et Laurence de Salve de

Bruneton,

Corentin, Clémence, Laetitia et

Théophile,

Emmanuel et Béatrice de Salve de

Bruneton,

Paul et Sébastien,

Amélie-Sophie de Salve de Bruneton,

ses enfants, petits-enfants,

Mireille et Claude Bouvet,

Nicole et Michel Wagner,

Marie-Laure et François Corin,

Ariane et Aroldo Goversatori,

Jeanine et Pierre Corbin,

Jacques et Toinon Bidermann,

ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,

Toute sa famille,

Tous ses amis du journal *Réforme*,

Le conseil d'administration

et l'équipe de rédaction,

ont la douleur de faire part du décès de

Daniel

de Salve de BRUNETON,

survécue brutalement le 29 janvier 1996.

Un culte d'intercession autour de ses

proches sera célébré le samedi 3 février,

à 10 h 30, en l'église réformée du Luxem-

bourg, 58, rue Madame, 75006 Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

3, avenue Vivin,

75006 Paris.

■ Nos abonnés et nos action-

naires, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions

du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir

nous communiquer leur

numéro de référence.

■ Elisabeth Collet, vice-présidente, Le conseil d'administration, Jean-Pierre Eggermont, secrétaire général.

Les permanents nationaux de

l'Unagif,

ont la tristesse de faire part du décès de

leur président national,

Jean CARRIER,

survécue brutalement, le 28 janvier 1996,

dans sa cinquante-septième année.

M. Jean Carrier assurait la présidence

de l'Unagif depuis 1991.

Selon sa volonté, ses obsèques auront

lieu dans la plus stricte intimité, à

Chamouton (Haute-Marne), le 1^{er} février.

Ses cendres seront déposées au

cimetière familial du cimetière de Pro-

ville (Aube).

Que tous ceux qui l'ont connu et

apprécié gardent sa mémoire vivante.

Unagif (Union nationale des associations

généralistes pour l'aide familiale),

28, place Saint-Georges,

75009 Paris.

■ Angeline Elie, née Polier,

Hélène et Thierry Fiel,

Jacqueline et François Capoen,

Cécile, Juliette, Pierre, Gabrielle et

Nicolas,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Max Michel ELLIER,

survécue le 17 janvier 1996, dans sa qua-

rente-troisième année.

L'inhumation a eu lieu le 31 janvier, au

cimetière du Père-Lachaise, dans la stricte

intimité familiale.

Les cendres seront inhumées ultérieu-

rement dans le caveau de famille, au

cimetière d'Anancy.

■ M^{me} Pierre Ferrand,

son épouse,

Le docteur et M^{me} Bernard Ferrand,

M^{me} Sabine Ferrand,

M. et M^{me} Christian Ferrand,

ses enfants,

Le lieutenant et M^{me} Benoît Ferrand,

Alexandre, Benjamin, Nicolas et

Juliette,

ses petits-enfants,

Vicent,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre FERRAND,

ancien assistant de l'Institut

du cancer de Villejuif,

ancien chef de service de radiologie

et cardiologie de l'hôpital de Goyet,

croix de chevalier de la santé publique,

croix de guerre 1939-1940,

ancien député,

ancien maire

de Royville-de-Vassivière,

ancien conseiller général,

ancien président

du syndicat mixte de Vassivière,

ancien premier vice-président

du conseil régional du Limousin,

inhumé dans l'intimité, le 29 janvier 1996,

à Saint-Pierre-de-Bellèze.

23, avenue de la Sénatorerie,

23000 Guezet.

■ M. et M^{me} Henri Lamant, leur famille,

M^{me} Marcelle Soro,

ont l'immenso tristesse de faire part du

décès de

Maurice LAMANT,

ancien directeur général

de la Banque populaire du Centre,

survécue à Limoges, le 26 janvier 1996,

dans sa quatre-vingt-et-onzième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

RS, boulevard Richard-Wagner,

31300 Toulouse.

■ M^{me} Paul Dumouges,

née Odette Lavard,

M^{me} Jean Villeroi,

née Mireille Lavard,

ses sœurs,

M. Maurice Villeroi,

son fils,

Ses neveux, petits-neveux et arrière-

petits-neveux,

ont la tristesse de faire part du décès de

Nice, le 14 janvier 1996, dans sa qua-

rente-troisième année, de

M^{me} Suzanne LAVAUD,

conservateur honoraire de la bibliothèque

de l'université de Paris,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre national du Mérite,

officier de la santé publique.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité, à Saint-Raphaël, le

HORIZONS

PORTRAIT

Les deux fidélités de Charles Lederman

Le regard cherche à se faire souriant, mais la main tremble un peu. A l'automne 1995, Charles Lederman a appris qu'il n'appartenait plus au groupe communiste du Sénat. Et depuis 1977, il aurait volontiers poursuivi son action parmi ses « adversaires congénitaux » du Palais du Luxembourg. Mais le parti, ou plutôt la fédération du Val-de-Marne, en a décidé autrement. Amertume et silence. Lederman s'est incliné, fidèle à sa réputation de « ligard ».

Le communisme restera sa ligne de conduite et sa ligne de vie, même si la ligne le meurt. Mais cette main qui s'agite sur son bureau de l'île Saint-Louis, dans le quatrième arrondissement de Paris, cherche de drôles de papiers. Des collègues du Sénat lui ont écrit pour regretter son absence dans les débats, où l'avocat Lederman brillait par son savoir et par ses convictions, plaçant ses arguments comme un boxeur ses poings, face à Alain Peyrefitte, à Charles Pasqua et consorts. Les jones rosées, il exhibe la missive d'un confrère du CDS, d'un ancien journaliste du Figaro, d'un sénateur du RPR qui parle de « l'erreur » commise par son parti en le sortant du jeu.

Dans cette Haute Assemblée composée de gens bien élevés – et d'âge mûr (lui-même est âgé de quatre-vingt-deux ans) –, Charles Lederman s'est parfois vu interrompre aux cris de « A Moscou ! » ou sur l'antenne « Ce n'est pas à vous à parler de liberté ». Alors, le petit homme rond, la voix haute et le verbe net, invitait ses détracteurs à comparer, vie contre vie, lequel d'entre eux avait le plus servi les libertés.

Dans ce domaine, Charles Lederman s'est rarement contenté de paroles. Né en 1913 au cœur du ghetto de Varsovie, il se retrouve enfant à Paris, faubourg du Temple, avec son père qui a fui le service militaire dans l'armée du tsar et sa mère illettrée. La cour où il grandit est peuplée d'ouvriers et d'artisans : un batteur d'or, un mécanicien, un chapelier, un tanneur.

A l'âge de treize ans, le garçon s'engage aux Jeunesses communistes. Il porte la chemise soviétique, la casquette étroite. Il croit à Lénine, rêve des exploits de l'Armée rouge, du croiseur *Aurora*... Il sera aussi lauréat du concours général en thème latin. Mais on le regarde de travers. N'a-t-il pas essayé d'introduire les Jeunesses communistes au lycée Voltaire ? Un de ses professeurs, marié à une princesse polonaise, a fait supprimer sa bourse. Lui qui brûlait d'entrer à Normale Sup devra se contenter du droit.

Bien des images ont déjà modelé son esprit : la manifestation monstre de la place de la République après l'exécution de Sacco et Vanzetti, en 1927, et la charge de la police à cheval ; les émeutes du 6 février 1934. L'année précédente, encore mineur, il a prêté serment d'avocat. Son maître, il l'a rencontré à la Ligue des droits de l'homme (LDH), où il travaille au service des étrangers. Georges Pitard – qui mourra fusillé par les nazis – l'accueille dans son cabinet. Les réfugiés juifs allemands affluent en France. Lederman écoute, comprend, défend. Il s'inscrit au Parti communiste. Une longue route commence.

Incorporé au 8^e régiment de zouaves, son dossier militaire porte la mention FR, « présumé révolutionnaire ». On lui interdit de défilé le 14-juillet, de crainte qu'il ne tire sur la tribune officielle. Capturé à Dunkerque le 4 juin 1940, il est enfermé au stalag de Dortmund, d'où il s'échap-



Figure pittoresque du Sénat depuis 1977, l'avocat communiste a été mis à la retraite par le parti. Bilan d'une longue vie d'un militant né au cœur du ghetto de Varsovie

perà pour rejoindre Lyon en octobre 1942. Mais, entre-temps, il a connu un week-end miraculeux à Zuydcoote. Avec un compagnon d'infortune, ils ont sauté dans un trou. Un obus est venu coiffer son ami, à un souffle de lui. « J'ai eu la révélation qu'il ne m'arriverait plus rien. » Prisonnier évadé, il se retrouve dans la capitale des Gaulles et renoue le contact avec ses camarades du secteur juif de la Main d'œuvre immigrée (MOI). Ensemble, ils publient des journaux. La Presse nouvelle en yiddish, Fraternité, relayés à Paris par l'accuse. Cette presse est la première à donner des informations précises sur l'extermination des juifs.

APRÈS les ratés du 16 juillet 1942, plus de trois mille juifs qui fuyaient en zone libre ont été arrêtés puis bouclés dans un camp d'internement près de Vénissieux. Lederman s'adresse à l'abbé Glasberg et au Père de Lubac, qui animent Les Amitiés chrétiennes. Le jeune communiste leur propose d'enlever les enfants du camp à l'occasion d'une sortie. Le rapt réussit. Cent cinquante enfants s'éva-

nouèrent dans la nature « et une femme de petite taille qui m'écrit chaque année : Je suis vivante ». Lederman en est sûr : « Là ont commencé les difficultés entre l'Eglise et Vichy. » Mais la situation des juifs est si grave qu'il faut alerter les consciences. C'est encore vers les priats que se tourne Lederman. L'archevêque de Toulouse, Mgr Saliege, fait lire une lettre dans toutes les églises de son diocèse : « Les juifs sont des hommes, ils sont nos frères, un chrétien ne peut l'oublier. » Lederman, lui, n'oublie pas ce geste. Il ne se rendra qu'une fois à l'Elysée, pour y rencontrer... Jean XXIII, l'homme de Vatican II.

En 1943, Charles Lederman anime le Mouvement national contre le racisme (MNCR), une émanation de la MOI. Par mesure de sécurité, les équipes permanentes. Celles du Nord viennent en Rhône-Alpes. Lederman monte à Paris, s'arrange pour « planquer » des jeunes juifs dans le fichier des enfants malades.

A deux reprises, son chemin croise celui de l'Orchestre rouge. Une fois, à Bourg-la-Reine, il tente d'empêcher une rencontre

entre Kowalski, le responsable des FTP-MOI de la zone Nord, et Leo Trepper, le chef de l'organisation secrète. Ce dernier, arrêté par la Gestapo, puis relâché, a pu être suivi. Le rendez-vous sera évié in extremis. Une autre fois, c'est déguisé en prêtre que Lederman retrouve Georgina, l'amie de Trepper à l'église de Saint-Cloud. Toujours le secours des souteneurs.

Un jour de février 1943, devant le Musée d'art moderne, Charles Lederman découvre une affiche rouge : les vingt-trois hommes du réseau Manouchian ont été arrêtés. Le choc est rude. Mais jamais le militant communiste n'épousera la thèse du réalisateur Mosco dans son film *Des terroristes en retraite*, diffusé en 1985 après une vive polémique. Le parti, comme l'affirmait Mosco, a-t-il livré Manouchian et ses amis à la police sous prétexte qu'ils étaient immigrés et juifs ? « Non, proteste Lederman. Le groupe est tombé car un de ses membres avait trahi sous la menace de la torture. Le parti n'avait aucun intérêt à sacrifier le groupe Manouchian. Après l'émission des « Dossiers de l'écran », la controverse a d'ailleurs cessé. Certains historiens ont reconnu qu'ils s'étaient trompés. » Sur le plateau, le parti avait obtenu la présence de Jacques Chaban-Delmas, de Henri Amoureux, de Henri Rol-Tanguy, ancien chef des FFI d'Île-de-France. « Les seuls observateurs compétents étaient absents du débat, se souvient l'historien Stéphane Courtois. Cette affaire a montré la puissance que détenait encore le PC en 1985. »

ici se lézarde la cohérence d'un homme. Juif et communiste à la fois, communiste bien que juif.

« Le marxisme-léninisme, ironisait André Gide, c'est comme la messe en latin, on ne comprend pas, mais on s'incline. » Pourtant, Lederman comprend le latin. Mais la religion du parti, en ces temps de guerre froide, passe avant tout. Il dit amen au « procès des blouses blanches » sous Staline. L'avocat Lederman ne veut pas voir la charge antisémite sous l'accusation de trahison portée contre les médecins du Petit Père des peuples. Soudain, la voix baisse,

connait-il. Jamais, toutefois, il ne dira que le PCF ou la CGT, dont il fut l'avocat, péchèrent par antisémitisme.

Dans les années d'après-guerre, Lederman plaide entre comique et tragique. En 1952, le leader du PCF, Jacques Duclos, est arrêté dans sa voiture pendant une manifestation contre le général américain « Ridgway la peste ». Sur la banquette, la police découvre trois pigeons morts. Le dirigeant communiste est accusé d'espionnage (les volatiles sont pris pour des pigeons-voyageurs venus de Moscou...). Le soir de l'arrestation, Charles Lederman retrouve Jacques Duclos au Palais de justice. Par chance, le président de la chambre d'accusation veut bien écouter l'avocat. Duclos, furieux, est remis en liberté. « Jacques était gourmand de pigeons », sourit Lederman. Mais son visage se ferme en évoquant Julian Grimau, condamné à mort et fusillé sous Franco, en avril 1963. Chargé d'organiser la défense, il s'est battu devant un tribunal de Madrid pour sauver ce militant communiste. En vain.

PENDANT les attentats de l'OAS, Lederman défend des Algériens du FLN. Une bombe est découverte à la porte de son immeuble. On lui conseille d'accepter une garde rapprochée. Par sécurité, un camarade du parti surveille l'inspecteur des RG chargé de sa protection... « Pendant dix-huit mois, des camarades se relayaient, chaque nuit, après leur travail, pour veiller sur moi. »

« J'ai pu avoir des doutes au moment des procès de Moscou. Mais ce qu'on rapportait était convaincant. Il y a bien eu des traîtres pendant la Révolution française... Peut-être ai-je accepté trop facilement certaines explications. On considérait l'URSS comme une forteresse assiégée »

comme pour une confession : « J'ai des regrets. Je n'ai pas fait ce que j'aurais dû faire. Ma femme, qui est née à Kiev, me répétait : des médecins juifs n'ont pas pu agir ainsi. Les choses étaient présentées de telle manière que j'y ai cru. » Quand éclate l'épisode Slansky, en 1951, Charles Lederman « avale » encore. Secrétaire du PC tchécoslovaque, Rudolf Slansky est soupçonné de conspirer contre l'Etat. Jugé, condamné puis exécuté en 1952, il sera réhabilité en 1968. « On le sait maintenant, les griefs contre lui n'étaient pas fondés. »

Pour le reste, depuis le pacte germano-soviétique de 1939 – qu'il condamna publiquement –, il essayait de comprendre. Ses critiques contre l'alliance de Staline avec Hitler auraient d'ailleurs pu lui valoir quelques ennemis au sein du parti après la Libération. « Je n'ai pas été inquiet, se souvient-il. On a sans doute jugé que mon comportement de résistant comptait avant tout. » Le rideau de fer une fois en place, les états d'âme étaient proscrits. « J'ai pu avoir des doutes au moment des procès de Moscou. Mais ce qu'on nous rapportait était convaincant. Il y a bien eu des traîtres pendant la Révolution française... Peut-être ai-je accepté trop facilement certaines explications. On considérait l'URSS comme une forteresse assiégée. »

Sartre n'a-t-il pas tu le goulag « pour ne pas décourager Billancourt » ? Au sein de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE), Lederman fit part de son trouble auprès de l'ambassade soviétique en France. « Mais on ne voulait pas attaquer de front la politique de l'URSS vis-à-vis des juifs. Quand une campagne s'est déclenchée en faveur des refusés, elle ne visait pas les conditions d'immigration mais la remise en cause totale du parti. » Charles Lederman recevra la femme du dissident Chicharansky. Il multipliera les interventions discrètes auprès des dignitaires soviétiques. « On aurait dû aller plus loin dans la protestation », re-

Dès les premières heures de la V^e République, il revient à ses combats pour les droits sociaux. Face aux capitalistes, « qui n'ont rien compris », Lederman s'efforce d'avoir le dernier mot. Il l'aura en 1987 en obtenant la réintégration de l'ouvrier Alain Clavaud à l'usine Dunlop de Montluçon, licencié pour avoir raconté une nuit de travail à un journaliste de L'Humanité.

C'est encore à Charles Lederman qu'incombera la défense des Dix de Renault, ces syndicalistes licenciés par la Régie après avoir été condamnés pour violences sur des cadres. Il échoue. Lederman joue sa dernière carte en apostrophant le chef de l'Etat lors d'une manifestation de la LDH : « Je n'ai pas le droit de les réintégrer, explique le président, il y a une décision de justice. » « Mais vous êtes le patron de Renault ! », rétorqua Lederman. On en resta là.

Ce n'était pas la première fois que les deux hommes se frottaient. Un soir de 1972, Georges Marchais avait téléphoné à l'avocat : « Je viendrai chez toi demain matin. » Le premier secrétaire du PCF se présenta comme convenu. Peu après, arriva François Mitterrand. Dans une chambre de bonne au-dessus de l'appartement de Charles Lederman, ils parachevèrent le programme commun de la gauche. Les lieux sont restés intacts, les idées aussi : « Je crois au communisme comme utopie d'action. » Seuls les hommes ont changé, pas toujours dans le sens de ses espoirs.

Charles Lederman se réclame de Jaurès, regrette Gorbatchev et sa « deuxième révolution russe ». Il s'interroge au sujet de ce Boris Eltsine, « lamentable et triste ». Malgré ses débâcles sénatoriales, cet homme de l'ombre, qui jamais ne siègea au comité central mais parla toujours pour et comme le parti, se dit en symbiose avec Robert Hue et avec la Place du Colonel-Fabien. Cette fois, la main ne tremble pas.

Eric Fottorino

Le Monde

ÉDITORIAL

La relance
et ses symboles

En politique, la règle est ancienne. Quand rien ne va vraiment bien, que l'ordre des choses échappe au contrôle et que l'on pourrait s'en trouver déstabilisé, il faut se montrer offensif pour paraître reprendre l'initiative. Et en matière de parade, l'idéal tient alors dans le minimum impeccable de toute une symbolique, appelée à donner le change puis à fournir des raisons d'y croire coûte que coûte.

Confronté à une augmentation mensuelle du chômage d'une ampleur inconnue depuis la récession de 1993, Alain Juppé n'a pas agi autrement en annonçant un nouveau plan de relance, mardi 30 janvier, quasi simultanément avec la publication des chiffres officiels de novembre et décembre 1995. Déjà bousculé par le conflit social de la fin de l'année, le premier ministre ne pouvait continuer à se laisser imposer un calendrier que tout promet défavorable. Il lui fallait prendre les devants : le chômage va continuer de s'aggraver dans les mois à venir et la faiblesse de la croissance se confirme d'estimation en révision.

D'où un discours extrêmement volontariste destiné à mobiliser contre vents et marées, et qui retrouve des accents déjà entendus quand, précipité dans les mêmes affaires, Pierre Mauroy assurait que « tous les dignitaires se re-

mettent au vert ». Car il s'agit de convaincre. Pour entretenir l'espoir, il faut donc affirmer à « ceux qui hésitent à investir ou à consommer » que « le temps est venu » de le faire, puis garantir que, en 1996, la France figurera dans le « peloton de tête de l'Europe ». Aujourd'hui même, dans nos colonnes, le président de la République relaie ce propos. En invoquant « l'esprit de conquête » et en proclamant que « les conditions objectives de la reprise existent », Jacques Chirac se livre au même exercice obligé.

Mais encore faut-il, dans ce genre de manœuvre, ne pas commettre d'erreur dans l'usage des symboles, au risque de produire l'effet exactement inverse de celui que l'on recherche. Une question qui ne manque pas de se poser, justement, avec ce monument à la gloire de l'épargne populaire que représente le livret A.

Alain Juppé aura beau prétendre le

contraire, insister sur la création du livret jeunes et sur les modifications du livret d'épargne populaire pour les personnes faiblement imposables, le mal est fait, en quelque sorte. Techniquement justifié, la baisse du taux ne l'est plus sociologiquement dès lors qu'elle touche des petits et moyens épargnants (1 % des placements, seulement, atteignent le plafond de 100 000 francs), difficilement assimilables à des rentiers ou à des spéculateurs. Historiquement, aussi, la mesure peut être jugée contestable : pendant trente ans, avant que le taux ne soit supérieur à l'inflation, personne ne s'était soucié de ce que la rémunération des livrets A ait pu être négative.

L'absence de psychologie peut faire des ravages. Il est pour le moins difficile de demander à ceux qui ont le moins d'argent de le dépenser en leur privant d'un avantage tout relatif. Surtout quand les autres mesures du plan de relance, sous forme de déduction d'impôts ou d'amortissement, sont conçues pour favoriser la consommation des plus aisés, qui achèteront des voitures ou investiront dans le logement locatif. Dans un cas, la consommation espérée sera le résultat d'une mesure négative ; dans l'autre, elle sera provoquée par une incitation positive. Symbole involontaire de la « fracture sociale » ?

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Alain Minc

Le tohu-bohu actuel finit par occulter une réalité décisive. La convergence entre les économies du « noyau dur » s'est enfin réalisée. (...) La convergence des économies accomplies, une voie nous est ouverte : fixer la parité entre les monnaies du noyau dur et en particulier entre le mark et le franc. (...) A Jacques Chirac et Helmut Kohl de faire leur la maxime, à l'empereur-pièce, de Bernanos : « On n'attend pas l'avenir comme on attend un train. L'avenir, on le fait. » N'attendons pas la monnaie unique comme on attend un train ; faisons-la.

FRANCE INTER

Bernard Guetta

Un sacrilège après l'autre, c'est méthodiquement que Jacques Chirac emmène la politique étrangère du général de Gaulle. (...) Non content d'emprunter le chemin atlantique vers l'Europe, Jacques Chirac s'apprête aussi à réviser du tout au tout la doctrine militaire française. Après avoir reconnu, par la reprise des essais nucléaires, l'existence et l'importance de la force de frappe, il entend maintenant, d'une part, l'euro-périaliser et, de l'autre, donner la priorité à la modernisation des forces conventionnelles et à la professionnalisation de l'armée afin de diminuer les coûts et de faciliter, à terme, l'intégration de la défense européenne. C'est une révolution, silencieuse mais radicale, qui est en cours.

RECTIFICATIF

HAUTE COUTURE

De nombreuses erreurs se sont malencontreusement glissées dans notre bilan des collections de haute couture de l'été 96 (Le Monde daté 28-29 janvier). Christian Lacroix a ouvert sa maison de couture en 1987 et non pas en 1983. Notre « chapeau » de présentation soulignait « la volonté exprimée par quelques grands couturiers, parmi lesquels Christian Lacroix et John Galiano chez Givenchy (et non pas Olivier Lapicque et Bertrand Marchal), de redéfinir l'esprit du luxe ». D'autre part, c'est chez Valentin Yudashkin, et non pas chez Louis Féraud, que « les pretty women cachent leur passé sous les faux plis ». La suite des commentaires concernait bien le couturier russe, et non pas Louis Féraud. Quant aux dessins, ils sont signés Aurèle de la Mothe.

La justice sous la pression
de l'opinion publique

UN VERDICT accueilli par les applaudissements de la salle ne porte pas pour autant la marque d'une bonne justice. Que ce soit l'acquiescement de la cour d'appel de Reims, jugée en novembre 1992 pour avoir tué Ali Raïa, vingt-trois ans, ou la condamnation le 27 janvier, à douze ans de réclusion criminelle, de deux vigiles impliqués dans la mort de Djamel Chetoui, dix-neuf ans, l'intense satisfaction du public laisse une impression de malaise. A l'issue de l'audience de la cour d'appel des Yvelines, le défenseur de l'un des vigiles, M^r Grumbach, soulignait : « Ce procès s'est déroulé sous la pression d'une opinion publique ; si on laisse faire des affaires comme celle-ci, la sérénité de la justice n'existe plus. »

Il est en effet bien difficile de dire que les débats se sont déroulés dans la sérénité. Pendant une semaine, la salle fut presque exclusivement occupée par des jeunes venus de Sartrouville et d'ailleurs. Si les incidents ont pu être évités, ce n'est que grâce à l'extrême prudence du service d'ordre et à l'indulgence de la présidente. La rumeur des couloirs laissait entendre que, si les condamnations n'étaient pas à la hauteur de la douleur légitime des amis de la victime, les cris s'enflammeraient, comme en 1991, après la mort de Djamel.

Dans les pays anglo-saxons – même si la procédure a parfois d'autres aspects plus contestables –, de telles circonstances n'auraient pas permis la tenue du procès. Il suffit même que la presse ait trop médiatisé l'affaire ou la personnalité de l'accusé pour que l'audience soit annulée. Une telle décision n'est pas l'expression d'une méfiance à l'égard du jury, mais le résultat d'un constat : celui de la présence d'un élément extérieur pouvant troubler le débat.

A l'heure où l'on veut réformer la cour d'appels, une telle disposition renforcerait le crédit de la juridiction criminelle. En attendant, la loi offre déjà la possibilité de faire juger l'affaire dans un autre département « pour une bonne administration de la justice ». En l'absence de

précautions semblables, certaines décisions continueraient d'apparaître, à tort ou à raison, comme une concession faite à une forme de paix sociale. Ce qui faisait dire à M^r Lev Forster, autre défenseur d'une vigile : « L'exorcisme a fonctionné, mais, c'est une décision qui permet de se donner bonne conscience sur la situation dans les cités, sans la résoudre. »

Rien n'interdit
à un procès d'avoir
une fonction
pédagogique

Mais si la justice n'a pas pour vocation de punir, rien ne lui interdit d'avoir une fonction pédagogique. C'est l'une des puissances de l'audience publique. A cet égard, le procès des deux vigiles fut une occasion ratée. L'instruction menée pendant quatre ans a débouché sur une audience laborieuse où le public, accablé par une foule de détails, n'a pu étancher sa soif de comprendre.

Le magistrat instructeur n'ayant pas jugé utile, malgré l'insistance de la famille de la victime et de la chambre d'accusation, de s'intéresser aux responsabilités du gérant de la société de gardiennage et du directeur du supermarché, le sujet fut abordé dans des circonstances telles que l'avocat général s'est cru autorisé à écartier cette dimension de l'affaire. Dommage. On eût aimé connaître l'opinion du parquet, défenseur de la société, sur la multiplication d'entreprises qui utilisent des immigrés sans formation pour leur demander, contre un petit salaire, de faire le travail de la police. Il n'a fait que soutenir l'accusation comme dans un dossier ordinaire. Dans ces conditions, les jeunes présents dans la salle n'ont pas été amenés à se demander si, dans leur juste colère, ils ne s'étaient pas trompés de combat et d'adversaire.

Maurice Peyrot

Le monstre sacré

par Philippe Bertrand



Les nouveaux défis de la Chine aux Occidentaux

PÉKIN

de notre correspondant
Alors que la Chine réaffirme sa volonté de continuer ses essais nucléaires, des signes préoccupants émanent de Pékin, qui indiquent une tentation de repli sur soi-même, au moins partiel, au vu des difficultés de trois ordres auxquelles le régime est confronté : la transition politique appelée par la succession de Deng Xiaoping, vingt ans après la mort de Zhou Enlai (8 janvier 1976) et de Mao Zedong (9 septembre de la même année) ; la préoccupation qu'inspire au pouvoir l'influence grandissante du monde extérieur dans les grandes décisions touchant aux orientations du pays.

Le fait qu'aucune ville chinoise ne soit candidate à l'organisation des Jeux olympiques de 2004 est peut-être le plus symbolique. L'ex-cuse invoquée par Pékin, selon laquelle les villes qui auraient pu être candidates « ont d'autres priorités de développement », ne tient pas. Elle vise à masquer le dépit encore ressenti de l'échec de la candidature de Pékin aux Jeux de l'an 2000.

Cette attitude contraste avec l'appétit que manifestait Pékin pour les signes extérieurs de ri-

chesse diplomatique – qu'il s'agisse d'accueillir la Conférence des femmes organisée par les Nations unies, à l'été 1995, ou de se porter candidat, sous conditions, à l'Organisation mondiale du commerce. Une logique de rupture avec cet ancien schéma semble se dessiner.

LA FIN D'UNE ALLIANCE OBJECTIVE

Défiée par le dalaï-lama tibétain, Prix Nobel de la Paix, depuis son exil, la Chine se livre à une démonstration de puissance au Tibet en nommant en grande pompe son propre candidat à la dignité de panchen-lama réincarné. Pressentant un affaiblissement de l'influence américaine en Extrême-Orient, elle affronte ses sabres envers l'île de Taïwan, qui a l'impudence d'aspirer à un statut de plaçant hors de portée de la souveraineté dictatoriale pékinoise. Envers Hongkong, elle a exclu tout compromis sérieux dans la phase finale de la rétrocession de la dernière vraie colonie occidentale en Asie.

Pékin pousse en outre ses pions militaires en Asie du Sud-Est et du Sud : d'une part, directement en mer de Chine méridionale (archipel des Spratleys) ; d'autre part,

vers l'océan Indien, par l'intermédiaire de la Birmanie, désormais client quasiment tributaire. En Asie du Nord-Est, sa complicité inavouée avec les chantages nord-coréens – à l'arme nucléaire, entre autres bagatelles – face à l'ouest et au Japon est clairement destinée à impressionner d'abord Tokyo.

Aux pressions du monde industrialisé pour que la Chine lutte contre les phénomènes de piraterie qui accompagnent son développement, du brigandage maritime aux pratiques plus modernes en matière de logiciels informatiques, Pékin répond par une attitude de défi, ne cédant qu'à l'extrême limite de la patience de ses interlocuteurs, et sur une échelle minime.

Pour faire bonne mesure, la Chine flatte également des clients politiques, économiques ou stratégiques, en sachant qu'elle va heurter la sensibilité des Occidentaux : les pays en rupture eux-mêmes avec le monde occidental, islamiques notamment (Libye, Iran...). Elle prend parti pour un Nigeria qui fait pendre son dissident le plus connu, alors qu'elle avait soutenu les sanctions internationales contre l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Elle accueille, sans

toutefois lui donner beaucoup plus de la publicité, un Fidel Castro économiquement aux abois, alors qu'elle le vouait jadis aux gémonies pour son alliance avec Moscou. Elle va jusqu'à mettre sur un pied d'égalité le dialogue qu'elle veut bien entretenir avec les Occidentaux sur la question des droits de l'homme et celui qu'elle peut avoir, sur le même sujet, avec un pays comme... le Soudan !

Eufin, Pékin mise sur un regain de confrontation russo-occidentale pour faire du pied à Moscou dans l'espoir de se hisser par ce biais au statut de puissance mondiale dotée de son propre pré carré stratégique, l'Extrême-Orient.

Le comportement de Pékin indique un fait majeur de l'après-guerre froide : l'alliance objective sino-occidentale, avec l'Amérique pour principal point d'appui depuis la fin des années 70, est morte. Reste, pour les Occidentaux, à gérer la suite des rapports avec une Chine complexe, incertaine d'elle-même, dont le pouvoir – plus que la population – s'inquiète de peser de moins en moins lourd dans les choix concernant l'avenir du pays proprement dit.

C'est bien là le fond du problème pour le gouvernement de

Pékin. Conscient de sa chute de légitimité depuis 1989, il « surfe » sur la crête d'une vague de croissance économique impressionnante, mais dont il ne voit que trop bien comment elle peut finir pour lui. Il contrôle de plus en plus mal le pays. Il doit faire appel à une expertise étrangère qui atteigne le cœur de la structure d'un Etat : édification de systèmes administratifs, judiciaires, financiers, douaniers, etc.

SIGNES D'ABANDON DE L'ÉTAT

S'appuyant sur un passé récent, au cours duquel il n'a eu de cesse de couper les têtes pesantes de ses sujets, il redoute l'occidentalisation de son élite, voulue par un Deng Xiaoping qui était à demi conscient des risques en la matière. A terme, il voit poindre peut-être plus tôt que prévu des signes inquiétants d'abdication de l'Etat tel qu'il en concevait le rôle. Le moindre n'est pas la convertibilité de la monnaie.

Heureusement, la tentation du repli n'est pas universellement partagée au sein du régime chinois. Elle ne se fait pas encore sentir aux milieux d'affaires étrangers, qui ne recueillent pas les signes d'un retour au passé dans le

courant d'échanges économiques. Dans le domaine politique, le tableau est également plus nuancé. Au sein comme à l'extérieur de l'appareil, quantité de ses membres mènent un combat féroce pour préserver les acquis de l'ouverture. Le ministère des affaires étrangères et toutes les institutions amenées à entrer en contact avec le monde extérieur gèrent comme ils le peuvent, souvent au mieux, une situation délicate dont ils ne sont pas maîtres.

Ce ne sont certes plus les vieux démons de l'idéologie maoïste qui démantent le pouvoir chinois. En revanche, le djinn nationaliste, échappé de la bouteille du règne de Deng Xiaoping, peut mener la Chine à des actes inconséquents que réproverait l'essentiel de sa population sans qu'elle puisse s'y opposer. C'est la rançon du passage du communisme à un système qui n'a pas d'autre nom que l'indéfinité : le socialisme de marché aux caractéristiques chinoises. Dans telle dérive, les intérêts à long terme ne comptent pas beaucoup pour les acteurs de l'immédiat.

Francis Deroo

La souveraineté informationnelle entre utopie et projet

par Leïla Bouachera

L'AVÈNEMENT des technologies télématiques, au cours des années 60, issues de la combinaison de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel, est à l'origine de la promotion des flux transfrontières de données. Grâce à elles, les limites invisibles entre les individus et les nations commencent à disparaître, en même temps que le sens de l'isolement. Le processus graduel qui nous mène au « village global » a commencé. Nous n'avons pas encore réalisé la profondeur du changement que cette révolution nous apporte.

D'énormes intérêts d'ordre économique sont en jeu. Les droits étatiques et individuels se trouvent menacés par cette nouvelle mobilité de l'information qui ne connaît pas de barrières de temps et d'espace, réduit les frontières nationales au rang de simples symboles et réaménage le territoire à l'échelle planétaire.

La télématique n'a pas seulement bouleversé les structures sociales. Elle a aussi contribué à une mutation totale des structures mentales. Aujourd'hui, le vaste réseau des systèmes de communication, des ordinateurs aux satellites, de la fibre optique aux banques de données, véhicule de manière erratique les flux de données informatisées, au nom du

principe de liberté d'information, sans égard pour d'autres règles essentielles du droit international : souveraineté des États, vie privée des individus, identité culturelle des peuples, sécurité et intégrité nationales. Partisans de la régulation et de la dérégulation s'affrontent, les uns favorables à un contrôle des flux de données transnationales, les autres farouches défenseurs du principe de libre circulation de l'information.

Traditionnellement, le régime juridique de l'information en droit international évoluait entre deux axes principaux : la liberté de circulation de l'information et la souveraineté de l'État. Progressivement, de nouvelles notions plus pragmatiques émergent, comme la protection de la vie privée des individus à l'égard de l'utilisation abusive de données informatisées qui, elle-même, révèle la nécessité d'envisager une quatrième génération de droits de l'homme : l'*Habeas data* - et suscite une évolution conceptuelle : du droit de l'information vers le droit de la communication.

Pendant très longtemps, et à dessein, une confusion a été largement entretenue entre la protection de la vie privée et la protection des données, qui sont deux concepts proches, mais différents. L'exploitation de ce silence, et la culture de ce vide juridique ont d'ailleurs permis la constitution du plus vaste marché industriel au monde, sur lequel les États-Unis exercent d'ores et déjà une pression quasi monopolistique.

De plus, la numérisation des données se généralise, favorisant l'expansion des services informatiques, la multiplication de réseaux à valeur ajoutée. Les liens de dépendance technologique lient en s'accroissant et les risques de vulnérabilité sociale en augmentant.

Les transformations en cours et les perspectives de mutation à venir dépassent toutes les prévisions. Les enjeux sont considérables et les incidences sous-évaluées. Les flux de transmission de données encouragent le processus de filialisation des sociétés transnationales, participent au renforcement de leur puissance et contribuent à l'existence des structures productives, suscitant ainsi une nouvelle division internationale du travail.

Les pays en développement subissent le contrecoup de cette volonté hégémonique, qui pourrait bien les engager dans les voies inévitables du sous-développement. Certes, les politiques nationales entreprises visant à doter ces pays d'infrastructures suffisantes ont été un bon exemple, mais les écarts technologiques qui les séparent des nations industrialisées

sont bien trop importants par rapport à cette politique de « rattrapage ».

Pourrait-on parler de régime universel des flux transfrontières de données ? Cette interdépendance n'est-elle pas gérée au profit des plus nantis ? Peut-on invoquer la projection d'un droit économique américain ou bien celle d'un pseudo-droit inspiré par le désir de domination de certaines sociétés transnationales soucieuses d'imposer leur modèle ?

La télématique a contribué à une mutation totale des structures mentales

En cristallisant l'attention publique internationale sur les problèmes de protection des données à caractère personnel, on a masqué les enjeux de souveraineté soulevés par les télétransmissions de données. Dorénavant, les États doivent s'employer avec une extrême vigilance à maîtriser, non seulement leur territoire et leur espace, mais aussi les informa-

tions se rapportant à l'ensemble de leurs éléments constitutifs. Au-delà de la fonction informative, les flux transfrontières de données ont engendré une fonction communicative et donné naissance à la notion de téléconnaissance. Dès lors, on a tenté d'institutionnaliser tous ces rapports et de fournir un espace d'évolution à tous ces concepts dans le cadre du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.

Principe un et indivisible du droit positif, la souveraineté étatique semble céder sous le poids des flux informationnels et des activités commerciales liées à l'utilisation de la télématique. Entendue jadis en termes géographiques et territoriaux, elle consiste aujourd'hui à assurer le contrôle du patrimoine informationnel. De sorte que la maîtrise de l'information constitue désormais un nouvel attribut du pouvoir souverain.

Si la souveraineté nationale réside dans la capacité de traiter sur place l'information produite sur place, de retenir et de transférer soi-même les technologies, de connaître ses ressources et leur insertion dans le rapport des forces mondial pour élaborer des stratégies, le problème ne se pose pas dans les mêmes termes pour les États industrialisés et pour les États en développement. Mais la maîtrise du potentiel informationnel

passé tout d'abord par l'acquisition d'un minimum d'infrastructures modernes d'information et de télécommunication, que les derniers ne possèdent pas encore.

La souveraineté informationnelle comprend le droit de restreindre ou de soumettre à certaines conditions l'accès à l'information et sa communication à des pays étrangers. Certains pays ont adopté des dispositions en ce sens, mais seulement en ce qui concerne les données à caractère personnel. Un État pourra prétendre à la souveraineté des l'instant où il sera en mesure de contrôler l'ensemble des activités informationnelles se déroulant sur son territoire, ou en dehors de ses limites territoriales, du moment qu'il s'agit d'opérations sur des données le concernant. C'est ce que l'on appellera le contrôle externe. Ou encore, à partir du moment où il posséderait au moins un attribut du pouvoir souverain, si ce n'est plus, d'informations sur lui-même que celles que dépendront les pays tiers à son sujet. C'est ici qu'interviendra le contrôle du contenu interne, dans le respect des droits et des libertés individuelles.

Leïla Bouachera est docteur en droit, expert en droit des technologies de l'information et de la communication.

Internet, vers un goulag juridique ?

par Nicolas Ros de Lochouff

DEPUIS la découverte d'Internet par le grand public et les médias, les réactions les plus couramment diffusées sont sans cesse plus alarmistes. Pour les uns, Internet serait une immense bibliothèque gratuite permettant à chacun d'accéder à la culture. Pour les autres, Internet serait une zone dangereuse hors du droit, où voisinent les violations des droits d'auteur, les fausses informations, les atteintes à la personnalité, les manipulations des services secrets...

Pourtant, ces idées sont fausses et la réalité de l'évolution d'Internet est complètement différente. Sur le plan de son fonctionnement et de son contenu, Internet est un système essentiellement marqué par la responsabilité des utilisateurs qui sont pour le plus grand nombre des universités, des administrations, des passionnés de l'informatique de haut niveau, et depuis peu des entreprises.

Internet n'est pas hors du droit, tout au contraire. Il se situe plutôt dans une zone où se cumulent les contraintes juridiques nombreuses et strictes. La raison de cette situation est simple : Internet est un moyen de communication qui

différents ou multiples, - et dans plusieurs hypothèses des scénarios très perturbants pour les entreprises et l'emploi stable.

Le droit de numériser, le droit de citation ou de reproduction obéissent toujours à des règles très anciennes, qui, en fait, imposent sans cesse et sans limite le recours systématique à l'autorisation de l'auteur ou à celle de ses agents droits.

Le non-respect du droit d'auteur fait l'objet de sanctions pénales, qui n'ont cessé d'être alourdies, et l'idée d'une présomption de culpabilité du présumé contrefacteur semble admise, ce qui est troublant dans une démocratie.

Le droit d'auteur est l'un des droits les plus internationalement reconnus ou protégés. Les conventions internationales comme la convention de Berne, le volet spécifique des accords du GATT et les directives européennes sont d'ailleurs si contraignants que la plupart des pays d'accès à Internet qui ont signé ces accords ne veulent pas risquer des sanctions internationales et s'emparent d'exécuter les décisions judiciaires reposant sur des actions en contrefaçon.

Les consommateurs ou les utilisateurs de services sur Internet se

d'une infraction dont « un point juridique de passage » passe par le territoire français. Cela signifie que pratiquement toutes les infractions commises contre ou à l'aide d'Internet sont de la compétence du juge français.

Pour ces raisons, légiférer en créant un droit nouveau, complémentaire et spécifique pour protéger les auteurs, n'est pas une tâche simple. Il faut aussi penser à doter ces pays d'infrastructures suffisantes ont été un bon exemple, mais les écarts technologiques qui les séparent des nations industrialisées

Il faut d'abord adapter le droit d'auteur aux nouvelles technologies en l'ouvrant à la création en entreprise. Une piste serait de généraliser certains principes du droit du logiciel.

Puis il est nécessaire de déconnecter le droit concernant l'information du moyen utilisé pour véhiculer cette information et de la forme technique utilisée pour l'« encapsuler » (englober l'information dans une enveloppe technique : par exemple, une image dans un programme informatique), car les frontières entre les modes de transport et les formes techniques ne correspondent plus à des réalités pratiques.

Le droit du commerce électronique européen doit de manière urgente se trouver harmonisé. Une voie novatrice serait de mettre en place, non pas une directive d'harmonisation, mais un code du commerce électronique directement applicable.

Enfin, l'efficacité de ces réformes doit être au maximum à trois ans si l'on ne veut pas que le marché « cybétique » échappe à l'Europe et spécialement à la France.

En tout cas, à l'heure actuelle, utiliser Internet pour rechercher des informations, pour communiquer entre soi ou vers un public large, pour faire connaître son entreprise ou son art, et dans un futur très proche pour effectuer de nombreuses opérations financières, n'est certainement pas plus risqué et coûteux que des moyens plus traditionnels.

L'informatique apporte d'ailleurs souvent, lorsqu'elle est de bon niveau, plus de garantie de sécurité que le papier. Le débat actuel résulte donc plus de la peur du futur que d'un raisonnement construit. Il n'existe d'ailleurs aucun système juridique pour empêcher, à l'avance, les provocations, la diffusion de fausses nouvelles ou la contrefaçon, sauf à créer de nouveaux goulags.

Nicolas Ros de Lochouff est l'adjoint du responsable juridique de la société Sigis.

Environnement, risques et experts

par Rodolfo Saracchi

QU'IL s'agisse des risques de cancers dérivant de l'exposition aux fibres d'amiante, des effets du trou d'ozone ou, en général, des conséquences sanitaires et écologiques des activités humaines, les experts scientifiques sont toujours appelés à jouer un rôle indispensable et central dans la recherche des solutions.

Même sans vouloir prendre à la lettre l'affirmation attribuée (*The Sunday Telegraph* du 26 mai 1968) à Georges Pompidou selon laquelle il y aurait trois façons d'aller à la ruine, « la plus agréable : les femmes, la plus rapide : le jeu de hasard, la plus sûre : les experts », force est de reconnaître que ces derniers, s'ils font toujours partie de la solution de ce type de problèmes, font souvent partie aussi du problème lui-même. Et cela à cause des ambiguïtés qu'ils peuvent eux-mêmes créer, bien illustrées par deux exemples : l'équivoque qui entoure l'objectivité du scientifique et la question de l'existence de seuils au-dessous desquels il n'y a plus d'effets nocifs d'un polluant de l'environnement.

En ce qui concerne le premier point, l'opinion courante - malheureusement encouragée aussi par bon nombre de scientifiques - considère qu'un scientifique compétent peut être entièrement objectif. Cette croyance est en permanence démentie par différents scientifiques défendant des thèses divergentes et même opposées en ce qui concerne, par exemple, les risques liés à l'environnement.

En ce moment, le cas des risques du nucléaire est sous les yeux de tout le monde. S'il était vrai qu'il soit possible pour un scientifique d'être entièrement objectif, cette radicale variabilité d'opinions devrait être le reflet de l'incompétence ou d'un manque intentionnel d'objectivité. Or un minimum de familiarité avec le milieu des scientifiques montre que, à quelques rares exceptions près, il ne s'agit ni d'incompétence ni de mauvaise foi, mais de l'impossibilité pour un scientifique en tant qu'individu d'être entièrement objectif.

En science l'objectivité se concrétise exclusivement au niveau collectif - et non au niveau individuel - par effet des contrôles croisés et publics sur les faits, les théories, les hypothèses, les méthodes, qui sont exercés par l'ensemble des scientifiques. Pour chacun de ceux-ci, pris individuellement, l'objectivité est un impératif qui, toutefois, ne peut être jamais pleinement satisfait, parce que les jugements personnels sont inévitablement subjectifs. L'objectivité est une sorte d'étoile polaire impossible à atteindre et pourtant

indispensable au scientifique pour naviguer correctement dans son travail.

Ce qu'il peut (donc doit) atteindre, c'est l'impartialité, c'est-à-dire la prise en compte, au même niveau de détail critique, de tous les éléments (données, méthodes, hypothèses, etc.) pertinents pour le problème étudié.

Objectivité et impartialité ne doivent pas non plus être amalgamées avec une troisième caractéristique de laquelle les scientifiques sont souvent, sans que le bien-fondé en soit clair, crédités : la neutralité. Celle-ci se situe sur un plan différent et implique l'équidistance par rapport aux valeurs éthiques, économiques, politiques qui régulièrement entrent en jeu dans les problèmes de contrôle des risques liés à l'environnement, comme dans tout autre problème de santé.

Si on voit bien qu'un scientifique qui travaille dans le domaine de la santé publique est, par exemple, neutre entre les intérêts économiques également légitimes mais opposés de deux industries, on voit mal qu'il reste neutre entre ces mêmes intérêts économiques et la santé des travailleurs de l'une comme de l'autre.

L'objectivité est une sorte d'étoile polaire impossible à atteindre et pourtant indispensable au scientifique pour naviguer correctement dans son travail

Un moment de passer de l'évaluation impartiale des risques liés à l'environnement de travail aux implications pratiques, son rôle social est la protection de la santé, en adoptant un « principe de prudence » selon lequel tout doute subsistant dans l'évaluation du risque doit être résolu en priorité au bénéfice des personnes exposées. D'autres acteurs sociaux se feront un devoir de défendre les points de vue économique ou juridique.

Une deuxième illustration des ambiguïtés qui peuvent naître du travail des experts est fournie par la question du seuil d'effet toxique, une sorte de serpent de mer qui revient dans toute discussion sur les effets, surtout graves (cancer, malformations), de polluants de l'environnement. Y a-

t-il, par exemple, un seuil au-dessous duquel toute exposition aux fibres d'amiante est « sûre », sans risque aucun de cancer ? Comme tout varie en biologie, il est presque banal d'affirmer qu'il doit exister des seuils individuels de tolérance et que, dans une population d'individus, il y en aura qui réagiront en développant un cancer pour un niveau d'exposition auquel d'autres ne réagissent pas. Mais le problème n'est pas là. La vraie question est : pour l'ensemble de la population, existe-t-il un seuil identifiable au-dessous duquel personne ne réagira ? Dans le domaine des agents cancérigènes, le ne connaît aucun cas dans lequel ce seuil a pu être identifié pour les populations humaines avec un degré de fiabilité raisonnable.

Et cependant on entend toujours parler de « seuil ». Si on reconnaît que ce seuil n'est pas identifiable, on se trouve automatiquement dans la situation où toute exposition, pour faible qu'elle soit, doit être considérée comme entraînant un risque même minime, de cancer. La question du niveau d'exposition acceptable devient à la fois un problème biologique compliqué (estimation du risque à de très faibles expositions) et un problème social, impliquant différentes parties et valeurs, qui, de plus, peuvent changer au cours du temps.

Si au contraire les experts se rallient au raccourci simplificateur qui consiste à affirmer qu'en pratique « un seuil de non-effet existe, le problème reste uniquement biologique, simple et soluble une fois pour toutes lorsque l'exposition est réduite au-dessous du seuil présumé. Cette solution est rassurante et facile à communiquer aux non-experts. Mais elle reste une façon illusoire de neutraliser et cacher, à l'usage du public, l'incertitude intrinsèque au problème de l'évaluation du risque. En effet, l'appréciation scientifique des risques liés à l'environnement, naturel et tel qu'il est sans cesse recréé par l'homme, est en général un exercice complexe.

Elle requiert que les termes de cette complexité soient rendus intelligibles et transparents par les experts sans simplifications subtiles, introduites sous couvert des mythiques « objectivité et neutralité ». Une prévention efficace des risques n'a rien à gagner à ce type d'illusionnisme.

Rodolfo Saracchi est directeur de recherche au Conseil national des recherches (Italie) et expert en épidémiologie auprès de différentes organisations françaises et internationales.

هكذا من الأصل

De la démocratie représentative à la démocratie continue

par Dominique Rousseau

Au cœur du mouvement social de décembre 1995, on a pu constater à la fois l'épuisement du modèle de la démocratie représentative et une extraordinaire revendication de « démocratie continue ». En régime représentatif, la démocratie est toujours en situation de manque sinon de crise. L'expression « démocratie représentative » ne doit sans doute son succès qu'à l'oubli des paroles de Sieyès opposant de manière radicale gouvernement représentatif et démocratie. « Les citoyens qui se nomment des représentants ne peuvent et ne doivent pas faire eux-mêmes la loi : ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique. Le peuple, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), ne peut agir que par ses représentants. »

Le passage au suffrage universel, le développement des partis politiques, l'essor du Parlement, l'élection populaire du chef de l'État, ne changent pas fondamentalement la réalité des choses s'ils en modifient l'apparence. Le régime représentatif paraît en effet se démocratiser avec l'introduction progressive du peuple dans l'espace politique, manifestée principalement par la généralisation du suffrage. L'acte de vote est présenté comme l'instrument de la participation des citoyens à la décision politique. La dissolution de l'Assemblée comme le moyen de faire trancher par le peuple lui-même un conflit de pouvoir. Le scrutin majoritaire comme le système permettant aux électeurs de décider en choisissant un programme politique. Le peuple serait ainsi entré dans le régime représentatif, supprimant du même coup, « l'énorme différence » stigmatisée par Sieyès entre démocratie et gouvernement représentatif. Il n'est pas sûr pourtant que les modernes alchimistes aient réussi à transformer le plomb en or, le

AU COURRIER DU MONDE

ON N'A PAS LE MORAL

Alain Juppé nous le dit : « Tout va très bien. C'est le moral qui ne va pas », en pointant l'index dans la région fronto-temporale pour bien montrer que c'est là que ça se tient : dans la tête, et que c'est elle qui est malade.

Pour l'État, il y a trois moyens de se procurer de l'argent : l'impôt, l'emprunt et le calamiteux RDS. Comment le jeune qui voit sa première feuille de paye amputée de 0,5 % comprendra-t-il qu'il doit s'acquiescer d'une dette qu'il a contractée il y a vingt ou trente ans, dans la nuit des temps ? C'est le péché originel sans Eau lustrale. Pour les autres, les moins jeunes, c'est une faute. Ils ont fait la fête. Maintenant, il faut payer. Belle perspective d'avenir ! Le tribunal a prononcé la sentence : treize ans ferme de RDS. Quant aux vieux, tant qu'à partir en laissant une ardoise, autant partir tout de suite pour n'avoir pas à rembourser. Il a bien raison le docteur Juppé. On n'a pas le moral !

Étienne Trillat, Paris.

LES RETRAITÉS COMME LES SALARIÉS

Dans *Le Monde* du 18 janvier, on lit que le gouvernement étudierait l'hypothèse de transformer deux points de la cotisation maladie des salariés en 1,5 point de CSG. L'opération serait alors légèrement bénéficiaire pour les intéressés. Mais qu'est-ce donc qui empêcherait de procéder de la même manière pour les retraités du secteur privé, qui n'ont nul besoin qu'on les taxe encore une fois de 1,5 % de CSG sans compensation, alors que leur pouvoir d'achat ne cesse de baisser depuis des années ? Et plus encore pour les titulaires de retraites complémentaires par répartition ! Peut-être parce qu'ils ne peuvent pas faire grève ?...

H. Ledard, Puteaux (Hauts-de-Seine).

régime représentatif en démocratie. Toutes les institutions présentes comme les vecteurs d'une participation directe des citoyens à la prise des décisions politiques renforcent et perfectionnent la délégation de pouvoir. Le suffrage universel légitime la représentation autant ou plus qu'il donne au peuple la maîtrise des décisions. Les partis politiques organisent et reproduisent la représentation autant ou plus qu'ils donnent aux citoyens les moyens d'intervenir dans les choix politiques.

Le principe même du régime représentatif n'est jamais atteint par ces technologies politiques modernes. Le peuple est peut-être davantage nommé, mais il reste toujours aux portes de l'espace de délibération. Les constitutions énoncent le principe du « gouver-

nements de têtes, retombent dans le cours tranquille de la vie politique. S'il est rassurant de réduire le présent à la répétition du passé, l'intensité du système actuel ne garantit pas assurément un retour à l'ordre représentatif : la possibilité de voir, de savoir et de comprendre les « choses de la politique » réduit en effet l'autorité de la classe politique. La croyance selon laquelle la délibération des lois est mieux assurée par les élus éclairés et plus libres - ou se représentant tels - les citoyens affirment leur capacité à décider par eux-mêmes.

Précisément, l'hypothèse de la démocratie continue veut rendre compte de cette tension, de cette ambiguïté fondamentale et motrice de la configuration politique contemporaine où chacun des élé-

Transformer et élargir l'espace de la participation populaire en inventant des formes particulières qui permettent à l'opinion d'exercer un travail politique : le contrôle continu et effectif, en dehors des moments électoraux, de l'action des gouvernants

nement du peuple par le peuple et pour le peuple », mais consacrent l'essentiel de leurs dispositions à la déposséder de son pouvoir en organisant et légitimant la parole des représentants et par conséquent l'absence et le silence des représentés. « Au nom de... » reste la règle grammaticale fondamentale d'écriture de toutes les formes de représentation. Et aussi de toutes les contestations. Car il advient toujours un moment où ceux au nom desquels « on » décide entrent en rébellion ouverte contre les porte-parole institués. On ne gouverne pas impunément « au nom de ».

Le peuple est à la fois le fondement du système représentatif et sa ligne de faille car il peut à tout moment faire irruption, soulever l'écorce de la représentation en affirmant que ses volontés ne sont pas celles que ses délégués lui attribuent. Il en est ainsi en décembre 1995 où le peuple ne s'estime plus tenu par son vote à force de voir, depuis longtemps, les élus contredire ou se délier de leurs engagements. L'élection ne fait plus lien.

L'histoire de la représentation, il est vrai, est jalonnée d'irruptions démocratiques qui, après quelques réformes et change-

ments peut être analysé comme une modernisation du système représentatif ou le début de son dépeuplement, d'un au-delà de la représentation.

Le premier signe distinctif de la démocratie continue est l'introduction dans le champ politique de nouvelles formes organisées de la représentation de l'opinion qui battent en brèche le monopole jusque-là détenu par la forme parlementaire. Sans doute, cette dernière n'a jamais pu empêcher que s'organise, en dehors d'elle, une représentation séparée des groupes sociaux. Mais la concurrence était, là, maîtrisable car syndicale, partis et associations ne représentaient que des opinions particulières. La relation de concurrence change radicalement lorsque sondages, médias et juges constitutionnels prétendent, au même titre que les élus, exprimer également l'opinion publique « générale ».

Second signe distinctif de la démocratie continue : elle rend visible l'écart entre les attentes des citoyens et leur traduction par les professionnels de la politique. Les sondages, en donnant à voir, sur le mode répétitif, une hiérarchie des préoccupations de l'opinion différente de celle des élus, et sur-

tout la presse, en « révélant » les intérêts de corps qui sous-tendent les décisions des hommes politiques, contribuent à briser l'opacité de la représentation.

L'idéal du représentant, soucieux seulement du bien commun, laisse la place à la figure du politicien qui utilise la position où le suffrage universel l'a mis pour poursuivre le maintien de ses intérêts particuliers. Plus le mouvement actuel de décadence du politique, faut-il supprimer le regard et inviter la presse à ne plus faire de l'analyse des jeux et des comportements de pouvoir sa priorité ? Pour refonder la démocratie représentative, peut-être. Mais pour répondre à la nouvelle exigence démocratique, certainement pas. C'est l'État, entre autres, qui convient de répondre, non le regard des citoyens et des intellectuels critiques.

La démocratie continue est, enfin, une démocratie de délibération. Le régime représentatif fait aussi part à la délibération, mais elle reste circonscrite à l'enceinte parlementaire. Avec la démocratie continue, elle en sort et s'étend à l'ensemble du champ social. La fabrication de la norme devient un travail complexe qui, au-delà du Parlement, fait intervenir de nombreux « entrepreneurs législatifs » et entraîne en conséquence la généralisation du principe délibératif. La volonté générale s'en trouve, par ricochet, transformée, devenant - davantage - une construction ouverte qu'une décision arithmétique fixe. Conceptuel et idéologique, le nouveau régime de représentation des normes est ainsi la marque d'un au-delà de la démocratie représentative.

Telle pourrait être la définition, provisoire, de la démocratie continue. Elle est distincte de la démocratie directe qui abolit toute distinction entre représentants et représentés. Elle est aussi distincte de la démocratie représentative dont le travail consiste à soustraire l'organe représentatif aux regards. Elle définit un au-delà de la représentation, non parce qu'elle supprimerait, mais parce qu'elle transforme et élargit l'espace de la participation populaire en inventant des formes particulières qui permettent à l'opinion d'exercer un travail politique : le contrôle continu et effectif, en dehors des moments électoraux, de l'action des gouvernants.

Dominique Rousseau est professeur à l'université de Montpellier-I.

L'esprit de conquête

Suite de la première page

Dans une économie mondiale qui se globalise, la France a les moyens de prendre toute sa place parmi les meilleurs. Sa position éminente dans le commerce international la qualifie pour participer de façon influente, au sein de la Communauté européenne, à l'organisation des échanges entre les nations.

La France a d'abord une vocation européenne. Elle a tout intérêt à poursuivre la construction d'une Europe capable de peser sur la scène internationale.

C'est pourquoi j'entends mener à bien le projet d'Union économique et monétaire, indissociable du Marché unique, et donner un nouveau souffle politique à l'Europe à l'occasion de la prochaine Conférence Intergouvernementale. La solidarité de la relation franco-allemande en est la meilleure garantie.

Européenne par vocation, la France entend plaider pour une économie mondiale ouverte, mais soumise à des règles respectées par tous. La première condition de la prospérité dans le monde, c'est la clarté des règles du jeu et l'existence de parties justes et stables. Il n'y a pas de croissance partagée sans une concurrence saine et organisée entre les nations. C'est la mission de la nouvelle Organi-

sation mondiale du commerce, et il revient aux pays du G7 de progresser vers plus de concertation dans le domaine monétaire.

J'entends bien être le premier de ceux qui participent au rayonnement économique de la France

Pour renforcer leur présence sur les marchés extérieurs, nos entreprises doivent pouvoir s'exprimer davantage, investir, créer plus d'emplois. L'État doit, plus que jamais, accompagner leurs efforts. Il doit être capable de réduire vigoureusement ses propres déficits, condition de la baisse nécessaire des prélèvements obligatoires et de la poursuite de la décade des taux d'intérêt. Il doit aider ceux qui prennent le risque d'innover, d'investir, d'exporter ou d'embaucher.

L'État est dans son rôle lorsqu'il favorise le développement des entreprises. Je défendrai les intérêts de tous ceux qui ont choisi de se

battre, car c'est bien une compétition sur les marchés extérieurs. Ma fonction de président de la République, je la conçois aussi comme cela. Chacun de mes déplacements à l'étranger me permettra d'appuyer les efforts d'exportation et d'implantation au-delà de nos frontières de nos chefs d'entreprise, petites ou grandes. Je le ferai, dès demain, aux États-Unis, comme le mois prochain à Bangkok, où je rencontrerai les principaux dirigeants de l'Asie. J'entends bien être le premier de ceux qui participent au rayonnement économique de la France.

En ce début d'année, la croissance donne des signes de fléchissement en Europe. La plupart des observateurs estiment que ce ralentissement sera temporaire. C'est aussi mon analyse : nos réserves de croissance sont importantes. Il existe des besoins d'investissement et de consommation à satisfaire. Les conditions objectives de la reprise existent. Il reste à les traduire dans des comportements : le plan de soutien de l'activité annoncé par le gouvernement devrait y contribuer puissamment. La politique économique n'a de sens que mise au service de l'homme. Au service de l'homme, cela veut dire aujourd'hui au service de l'emploi. L'emploi passe par la promotion de l'esprit d'entreprise. L'esprit de conquête, qui jadis a construit la France, doit animer à nouveau chacun d'entre nous.

Jacques Chirac

La France entre deux cultures politiques

par Marc Abélès

On a beaucoup insisté sur la teneur sociale du mouvement de décembre. Ce serait cependant en sous-estimant la portée que d'en ignorer la dimension hautement politique. Les grèves et la solidarité qui s'est exprimée ne doivent pas seulement être interprétées comme une contestation confédérale, traduisant un malaise social profond. Le mouvement a aussi redonné la prise de conscience d'un décalage réel entre deux cultures politiques : celle qui a jusqu'ici prévalu en France et assurément une cohésion forte, par-delà les antagonismes partisans ; celle qui se construit dans les encantes européennes ; en effet, qu'on le veuille ou non, les directives de Bruxelles sont le fruit d'un processus politique spécifique mettant lui-même en œuvre une certaine vision de la société et de l'action politique.

Le service public à la française cristallise une représentation culturelle du « public » et des rapports sociaux, autour de laquelle s'est construit un certain équilibre au nom d'une vision « républicaine » mettant au premier plan l'État et une forme idéale de communauté des citoyens. C'est cette représentation qui se trouve directement mise en cause dans le contexte de l'intégration économique européenne. D'où les réactions qu'engendrent des mesures d'autant plus mal reçues qu'elles semblent être prises sous l'impulsion d'une puissance extérieure et sans légitimité politique forte.

On a souvent décrit la culture politique française comme un composé de doctrines jacobines et d'idées libérales rousseauistes, mettant au premier plan le concept de volonté générale incarnée dans l'État seul porteur d'une légitimité reconnue par l'ensemble des citoyens.

A ce premier binôme (volonté générale/État) vient s'ajouter une distinction nodale entre sphère publique et sphère privée. On observe une adéquation entre particulier/général d'une part, privé/public d'autre part qui donne toute sa spécificité à notre conception de la communauté citoyenne. Dans la culture politique d'Europe est porteuse, rien de tel. Le public n'est pas équivalent à ce qui ressortit à la volonté générale ; d'ailleurs, l'idée même d'une volonté générale incarnée n'a pas grand sens.

Dans la culture politique française, la volonté générale étant une et indivisible, il n'existe par conséquent qu'un seul régulateur possible. L'État est la quintessence de la régulation. À l'inverse, dans la culture politique communautaire, l'absence de volonté générale une et indivisible induit une pensée pluraliste de la régulation.

La définition du service public, les missions qu'on lui a assignées s'inscrivent dans le droit-fil de notre culture politique. L'idée qu'il existe un grand régulateur, l'État, et qu'en dernière instance il est tout à la fois l'initiateur, le partenaire, le protecteur et le mauvais génie affecte très profondément notre représentation des problèmes.

À la différence des systèmes politiques fonctionnant à base de complémentarité et de contre-poids, le système français est tout entier fondé sur la toute-puissance de la représentation. L'autorité tutélaire est censée représenter la collectivité des citoyens. Le moindre conflit met en présence les citoyens et un État omniprésent. Ce fut le cas lors des grèves, où l'on s'en est pris immédiatement au gouvernement, et où les responsables des services publics ont été très rapidement court-circuités. On peut sans mal augurer qu'il en sera de même dans les tensions à venir, notamment dans le cas des télécommunications.

Le pluralisme régulateur, le découplage des pouvoirs, tel qu'il est prôné et mis en œuvre dans les instances européennes, ne peut alors être ressenti que comme un produit importé. La notion de subsidiarité prend totalement à contrepied la culture politique française. Et sorte que des mesures en apparence techniques ayant trait à la rationalisation de l'économie des services, et qui s'inspirent d'autres modèles politiques européens, risquent de se heurter à des réactions d'autant plus violentes que leurs initiateurs n'auront pas su

évaluer l'impact profond des changements proposés. Le rejet actuel d'un certain libéralisme et les fantasmes partagés concernant les « directives » imposées par Bruxelles ne reflètent pas tant un décalage entre les élites et le peuple qu'une forte méfiance à l'égard des transformations forcées des catégories qui structurent la perception sociopolitique des Français.

Que les services publics se trouvent au cœur de la tourmente ne doit pas étonner. Bien au contraire, c'est dans ce domaine que se concentre l'essentiel de la tradition politique républicaine. L'avenir des services publics est devenu un enjeu principalement politique et culturel. Le traiter en termes strictement économiques et sociologistes serait assurément sous-estimer l'ampleur du problème.

Les mouvements récents ont permis de nuancer les assertions trop rapides concernant « la fin de l'exception française ». Un modèle pluraliste de la régulation peut-il se mettre en place dans un système axé sur la contradiction et l'antagonisme ? De même, comment une gestion négociée des évolutions peut-elle s'opérer, alors que les pouvoirs intermédiaires sont fragiles et précaires ? La France n'a pas connu un développement considérable des mouvements associatifs ; elle a vu son syndicalisme s'affaiblir. Il y a lieu de s'interroger sur la capacité d'introduire un modèle de régulation qui appelle une implication massive du processus associatif.

Se pose crûment la question d'une réforme qui équivaut en fait à l'introduction de formes de pensée et d'action qui peuvent paraître décalées par rapport à la réalité sociale et aux pesanteurs historiques. Il s'agit là d'un changement qui ne peut s'opérer sans débat en profondeur sur la vocation du service public. À défaut, on observe, comme c'est le cas aujourd'hui, une interpellation qui s'adresse à l'État, perçu comme unique responsable des changements imposés.

Qu'on se prive d'une rationalité nouvelle pour réformer le service public et améliorer les prestations aux usagers, on s'en coupe pas moins à une réalité : celle du pouvoir. Quel que soit l'habillage qu'on donne à la relation de pouvoir, celle-ci fonctionne bel et bien dans la mise en œuvre de la réforme. Il y a dans cette dernière une donnée non négociable qui renvoie moins à une contrainte économique qu'à une grille culturelle qu'on cherche à pratiquer sur les conceptions du public et de l'État qui orientent l'action des individus.

Les Français ont pris la mesure politique de l'enjeu européen

Car on a bien affaire à un véritable phénomène d'acculturation, pour parler comme les anthropologues. Mais la grille d'éléments de culture politique (subsidiarité, régulation pluraliste, pratiques du compromis) en grande partie étrangères à nos traditions nationales peut susciter des formes de rejet dans une société qui n'est pas nécessairement préparée à les accepter sans contrepartie. Il serait stérile et dangereux de nier l'impact de cette acculturation, sous prétexte que l'Europe politique n'existe pas encore. Nous ne sommes sans doute qu'au début d'un processus historique douloureux qui aura des effets non négligeables sur les modes de représentation et les pratiques de la sphère publique.

Comme en témoignent le débat sur Maastricht et l'ample mouvement récent, les Français ont pris la mesure politique de l'enjeu européen. Le conflit que nous avons vécu dépasse par sa portée l'espace politique franco-français. Cette situation ne devrait-elle pas susciter réflexions et initiatives originales chez nos responsables, à gauche comme à droite ?

Marc Abélès est directeur du Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales, CNRS.

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 1^{er} FÉVRIER 1996

PÉTROLE Le groupe pétrolier Total a annoncé mercredi 31 janvier un bénéfice net part du groupe en baisse de 35,3 %, en raison d'éléments exceptionnels qui ont pesé à

hauteur de 1,5 milliard de francs sur le résultat. **HUTCHINSON** après son accession à la présidence de Total, Thierry Desmarest, insiste sur la continuité de la stratégie en matière

d'exploration-production. Dans la chimie, la volonté affichée est d'accroître le développement, principalement d'Hutchinson, un important fournisseur de l'industrie automo-

bile. **L'INFLEXION** apparaît plus dans le raffinage. Total, avec plusieurs concurrents, regarde les possibilités « d'actions communes » pour faciliter les fermetures de sites. Le

dossier n'est qu'à sa phase d'étude. Aucun délai n'a été fixé. **EN ALGÉRIE**, le groupe pétrolier devient l'un des principaux investisseurs étrangers grâce au nouveau contrat gazier.

Total désinvestit dans le raffinage et se renforce dans la chimie

Thierry Desmarest, PDG du groupe pétrolier depuis huit mois, explique au « Monde » qu'il étudie avec ses concurrents la fermeture de raffineries en France. Il procède à des acquisitions aux Etats-Unis pour soutenir l'équipementier automobile Hutchinson

« Voilà maintenant huit mois que vous êtes président de Total. Entendez-vous poursuivre la stratégie de votre prédécesseur, Serge Tchoukroun ?

« Je faisais partie de l'équipe dirigeante précédente, où je m'occupais d'exploration-production. Dans ce domaine, qui est le vecteur essentiel de la croissance du groupe, je suis particulièrement bien placé pour assurer la continuité. Nous poursuivons la stratégie mise en œuvre depuis six ans. Au-delà des développements en cours, nous gérons maintenant des projets visant à prolonger la croissance de la production après l'an 2000. Dans la chimie, continuité de la stratégie également, avec une accélération du développement des spécialités et d'Hutchinson.

« L'inflexion apparaît davantage dans le raffinage-distribution. Pas tellement dans la distribution, où je suis partisan d'une progression dans les zones à croissance économique rapide comme le bassin méditerranéen et l'Asie, mais plus dans le raffinage. Nous avons une vision assez pessimiste de sa rentabilité en Europe ou aux Etats-Unis, d'où un désir de réduire la taille. Des décisions ont été prises, comme la vente d'une raffinerie aux Etats-Unis, la sortie de Petrogal au Portugal et le refus d'entrer dans le raffinage en République tchèque.

« En France, l'annonce par BP de la mise en vente de Lavéra ne va-t-elle pas pousser les autres compagnies à s'engager dans une restructuration du secteur an-

noncé depuis des années ?

« Le sentiment de la nécessité d'agir est devenu plus aigu, et il faudra bien prendre des décisions pour réduire les capacités de production. Avec plusieurs raffinements, nous regardons les possibilités d'actions communes sur une base régionale.



THIERRY DESMAREST

pour faciliter des arbitrages tout en respectant la réglementation européenne.

« Vous voulez dire que les raffinements opérant en France sont en train de discuter entre eux ?

« Nous n'en sommes qu'à la phase d'étude du dossier et nous ne nous sommes pas fixés de délai.

« Vous venez de signer dimanche un contrat gazier en Algérie. Les négociations ont été longues, dénotant l'importance que les Français accordent plus à la faveur du gouvernement. Comment l'expliquez-vous ?

« Nous sommes dans une industrie où il faut être patient. On a tendance dans les relations avec l'Algérie à vouloir toujours trouver des

explications particulières. Dans ce type de négociation, où que ce soit, les délais sont plus longs que ceux prévus initialement. Total s'est toujours attaché à avoir une présence substantielle en Algérie. Nous avons signé en 1991 un accord pour le développement du champ de gaz d'Hamma qui vient d'entrer en production. Avec l'accord de Tin Fouye, nous devrions l'un des premiers investisseurs étrangers. Il faudra trois ans pour démarrer la production, et l'exploitation durera une vingtaine d'années.

« Notre contrat va un peu plus loin que le précédent, dans la mesure où cet accord donne à la fois de la valeur au gaz et aux hydrocarbures liquides. Dans un premier temps, la Sonatrach enlèvera le gaz et nous les hydrocarbures liquides. Ensuite, si nous trouvons un débouché gazier spécifique, nous pourrions commercialiser le gaz. L'application pourrait concerner par exemple la génération d'électricité dans le bassin méditerranéen.

« Vous êtes la première compagnie occidentale pétrolière revenue en Iran, où vous avez emporté un contrat à la place de l'américain Conoco. Depuis, les Etats-Unis menacent de boycotter les sociétés travaillant avec Téhéran. Que répondez-vous ?

« Nous n'avons pas pris la place de Conoco. Nous étions en négociation avec les Iraniens depuis plus longtemps - environ quatre ou cinq ans - mais les Américains ont déclaré forfait à la suite d'instructions de leur gouvernement. Le contrat

s'est conclu avec nous. Nous avons respecté lors de la signature - et nous continuons à le faire - l'ensemble des législations internationales et françaises en vigueur. Nous n'avons pas de raison de nous faire du souci.

« En cas d'embargo, quelles

convers Bagdad vous sera-t-il profitable ?

« Nous n'avons jamais fermé notre bureau à Bagdad et nous continuons à avoir régulièrement des missions qui se rendent en Irak. Si cela évolue normalement, nous aurons une présence plus

contrats. C'est le signe que les efforts lancés ont été bien ciblés. Quand on regarde parmi les dix premières compagnies pétrolières internationales, Total est celle dont le segment exploration-production se développe le plus rapidement sur la décennie. Ce n'est pas au détriment de la rentabilité. Nous opérons sur des grands champs aux coûts relativement bas. Nous pensons ainsi rester compétitif et avoir une rentabilité raisonnable, même si les prix du pétrole restent relativement bas.

« Quelles sont vos priorités d'investissements pour 1996 ?

« Cette année, les investissements vont croître de plus de 30 % et atteindre le niveau de 15 milliards de francs. La progression relative la plus forte concernera la chimie, suivie par l'exploration-production, tandis que le budget restera stable en raffinage-distribution. Hutchinson profitera particulièrement de cette politique. Important fournisseur de l'industrie automobile, il doit poursuivre son développement international pour accompagner les constructeurs automobiles dans leur politique de mondialisation. Nous procédons à cet effet à des acquisitions importantes aux Etats-Unis et construisons des usines en Chine. L'ensemble du programme d'investissements se déroule bien et devrait nous permettre d'améliorer substantiellement nos résultats dans les prochaines années.

Propos recueillis par Dominique Gallois

Rhône-Poulenc accélère ses désengagements après ses médiocres performances dans la chimie

AU MOMENT OÙ la plupart des grands chimistes mondiaux, enregistrent des bénéfices records dus à la reprise cyclique de cette activité depuis 1994, Rhône-Poulenc, huitième du classement, a présenté mercredi 31 janvier des résultats inférieurs à ses prévisions.

Le bénéfice net du groupe a progressé de 11,4 % à 2,134 milliards de francs (les analystes attendaient une hausse de 25 %) pour un chiffre d'affaires en baisse de 1,8 % à 84,793 milliards de francs. Le résultat opérationnel a reculé de 10,3 % à 6,22 milliards, une fois inclus 1,7 milliard de francs de provisions pour restructurations et charges exceptionnelles visant principalement la chimie et la santé.

Dès le 9 janvier, la direction de Rhône-Poulenc avait prévenu de

cette révision à la baisse des bénéfices. Dans la chimie, elle était imputée principalement à la dégradation de la conjonction économique au quatrième trimestre, aux grèves dans les transports en France mais aussi aux conséquences de l'accident à l'usine chimique de Punt de Claix dans l'Isère le 27 décembre.

Dans ce contexte, si 1996 s'annonce comme une année de lancement de nouveaux produits, au niveau financier la priorité reste l'amélioration de la rentabilité et la réduction de l'endettement. Suite à l'acquisition par la filiale pharmaceutique Rhône-Poulenc Rorer du britannique Fisons, la dette du groupe est remontée de 23 à 36 milliards de francs. Un programme de cessions d'actifs estimé à 10 milliards de francs sera réalisé au cours

ans, la moitié dans la santé, l'autre dans le reste du groupe. Ce désengagement concerne également des actifs financiers comme la participation (1,5 %) dans la Société générale.

CONSTATS

« C'est une année en trompe l'œil », estime Jean-René Fourtou, président du groupe, en soulignant les contrastes de 1995. Sur les quatre branches de Rhône-Poulenc, les deux plus importantes (santé et chimie) connaissent des performances décevantes, tandis que les secteurs agro-chimiques, fibres et polymères profitent de leur restructuration. A structure comparable, le résultat opérationnel de l'agrochimie progresse de 71,9 % et celui des fibres et polymères de 39,3 % dépassant tous les deux la barre du milliard de francs. « Leurs bonnes performances sont désormais structurées », souligne-t-il avec satisfaction. La branche santé connaît de son côté une baisse de 4 % de son résultat opérationnel. Elle pèche de la faiblesse du dollar mais reste néanmoins encore loin des performances enregistrées chez les chefs de file du secteur.

Quant à la chimie, sa situation demeure mauvaise. A structure comparable, compte tenu des provisions, le résultat opérationnel a chuté de 66,2 % à 326 millions de francs. « La crise de 1993 a révélé la faiblesse de ce secteur », reconnaît le président du groupe. « Nous avons alors le choix, soit vendre cette activité soit la réorganiser en profondeur comme les autres branches ». Depuis plus d'un an, le groupe a amorcé un abandon des produits de commodités pour se concentrer vers les produits finis à forte valeur ajoutée tout en se tournant d'avantage vers les clients. Appelée « chimie nouvelle », en interne, cette révolution n'a pas encore produit de résultat. « On ne change pas d'un coup de baguette magique un secteur qui pèse 25 milliards de francs », explique Jean-René Fourtou qui s'est donné trois ans pour réussir cette mutation.

Prédéric Lemaître

D. G.

Les syndicats de Framatome entérinent des réductions d'effectifs

UN PLAN SOCIAL a davantage de chances d'engendrer un conflit collectif qu'un accord avec les syndicats. C'est pourtant ce qui vient de se passer chez Framatome, où la direction et quatre syndicats (CFDT, FO, CGC et CFTC) de loin majoritaires ont conclu le 29 janvier un « protocole d'orientation pour un dispositif d'ajustement de l'emploi » dans deux établissements, à Courbevoie (Hauts-de-Seine) et à Lyon.

Fabricant de chaudières nucléaires, ce groupe qui emploie 12 500 personnes en France connaît son plan de charges très à l'avance. Dès 1995, la direction savait que ses établissements parisiens et lyonnais, où travaillent respectivement 2 000 et 1 800 personnes, présenteraient en 1996 et en 1997 un sur-effectif global d'environ 600 personnes.

Sans parler de plan social ni de négociation, François Nogué, directeur des affaires sociales, a régulement analysé la situation devant les syndicats depuis novembre. Fin décembre, chacun

s'est dit prêt à négocier. Résultat : afin de « tout mettre en œuvre pour éviter les licenciements », le texte prévoit quatre grands types de mesures : aménagement du temps de travail (prétraitements progressifs à 56,5 ans, temps partiel), reclassement interne (Bourse de l'emploi, création d'un service interne de secrétariat intermédiaire), départs concertés et volontariats (150 volontaires attendus dont 130 à Lyon) et mesures d'âge (200 préretraités FNE et 60 congés de fin de carrière de deux ans payés par l'entreprise).

Cet accord ne dispensera pas la direction de présenter son plan social devant les comités d'entreprise. Si les syndicats n'ont signé aucune clause de « paix sociale », la direction espère avoir réussi à désamorcer tout conflit sérieux. De leur côté, les syndicats signataires jugent que la qualité des mesures négociées est supérieure à ce qu'ils auraient obtenu au cours des discussions habituelles.

CNP, Résultats provisoires 1995

Le chiffre d'affaires réalisé par le CNP devrait atteindre 84 milliards de francs en 1995 contre 78 milliards de francs en 1994, soit une progression de 10,5 %.

Après un premier semestre peu porteur, le marché des assurances de personnes a connu une croissance soutenue tout au long du second semestre.

La CNP conforte ainsi sa place de premier assureur de personnes en France avec une part de marché d'environ 17 %.

| (en MdsF) | 1994 | 1995 (e) | Évolution |
|-------------------------------|------|----------|-----------|
| Chiffre d'affaires | 78 | 84 | +10,5% |
| Assurances individuelles | 61,8 | 68 | +11,6% |
| Assurances collectives | 14,2 | 15 | +5,6% |
| Résultat net (part du Groupe) | 1,41 | 1,47 | +4,2% |
| Placements gérés | 280 | 350 | +25% |

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en MdsF)



Les assurances individuelles représentent une activité de 68 milliards de francs en progression de 11,6 % par rapport à 1994. Cette croissance s'explique notamment par le collecte réalisée auprès des clients des Caisses d'épargne.

La part des assurances collectives s'élève à 15 milliards de francs, marquant une hausse de 5,6 % dans un contexte conjoncturel peu favorable.

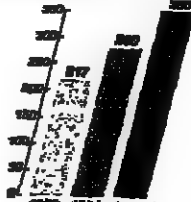
Le résultat net part du Groupe devrait atteindre 1,47 milliard de francs en 1995 en hausses de 4,2 % malgré un accroissement sensible de la charge fiscale.

Les placements gérés progressent de 25 % par rapport au 31 décembre 1994 et atteignent 350 milliards de francs. Cette progression est due tant aux affaires nouvelles qu'à la fidélisation des assurés.

Chiffre d'affaires, assurances individuelles :

| (en MdsF) | 1994 | 1995 (e) | Évolution |
|-------------------|------|----------|-----------|
| La Poste | 33 | 33 | - |
| Caisses d'épargne | 23,2 | 30 | +29,3% |
| Trésor Public | 5,6 | 6 | +7,1% |
| TOTAL | 61,8 | 69 | +11,6% |

ÉVOLUTION DES PLACEMENTS GÉRÉS (en MdsF)



CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

Affichant 4 milliards de francs de pertes, Bouygues va devoir limiter ses diversifications

Le groupe de BTP enregistre la crise immobilière dans ses comptes

Pour la première fois, Bouygues va afficher une perte de 4 milliards de francs. Le groupe de BTP a décidé de provisionner 4,4 milliards de francs

sur l'exercice 1995 pour couvrir la dépréciation d'actifs, jusqu'alors non constatée, et le lancement du radiotéléphone. Ce nettoyage de bilan

ampute le tiers des capitaux propres de l'entreprise. Bouygues pourrait ne plus avoir les moyens de poursuivre ses diversifications.

BOUYGUES SE VOULAIT insensible à la conjoncture. Depuis des années, il tenait à séduire les boursiers en présentant un résultat annuel sans surprise, oscillant entre 470 et 650 millions de francs. La crise qui sévit dans le secteur du BTP pour la cinquième année consécutive a eu raison de cette fiction. Pour la première fois de son histoire, comme la Générale des Eaux, Bouygues est en perte. Le groupe a annoncé, mardi 30 janvier, un déficit de 4 milliards de francs. Mercredi à l'ouverture de la Bourse, le titre cotait 499 francs, en baisse de 6,2 %.

A l'origine de ce plongeon : 4,4 milliards de francs de provisions exceptionnelles, dont 2,1 milliards pour les opérations immobilières. Pourtant, le groupe s'était refusé jusqu'alors à constater des dépréciations d'actifs importantes dans l'immobilier. « La

conjoncture s'est profondément modifiée au cours de l'année. Il nous est apparu nécessaire de nettoyer le bilan du groupe », a déclaré son président, Martin Bouygues, pour expliquer ce revirement.

Le président du CDR (Consortium de réalisations), Michel Rouger, qui est chargé de réaliser 50 milliards d'actifs du Crédit lyonnais, pourrait aussi avoir joué un rôle dans l'opération-véhicule de Bouygues. L'homme, qui gère désormais les 8,3 % que le Crédit lyonnais détient dans le groupe de BTP - à ce titre, il vient d'être coopté à son conseil d'administration -, est devenu un personnage clé de l'immobilier. Dans les prochains mois, il va devoir commencer à vendre des immeubles, en particulier dans la région parisienne. Tous les acteurs redoutent ces ventes : elles risquent de faire apparaître des prix bien inférieurs

à ceux inscrits dans leur bilan. Beaucoup préfèrent prendre les devants et inscrire dans leurs comptes des dépréciations qu'ils avaient longtemps différées.

Outre la révision de la valeur de ses actifs fonciers et immobiliers, Bouygues a profité de l'occasion pour faire le ménage. Il a revendu ses hôtels Latitudes à Maeva. Il a déprécié sa filiale des Grands Moulins de Paris, sa participation dans le Banco central et son catalogue de films. Cette révision des actifs financiers et industriels se traduit par 1,7 milliard de provisions exceptionnelles. Et pour faire bonne mesure, le groupe a souhaité aussi provisionner 1,2 milliard de francs pour les pertes attendues au cours des trois prochaines années, liées au lancement de son réseau de radiotéléphone.

Sans ces opérations, le groupe « aurait réalisé 420 millions de

francs de bénéfices », pour un chiffre d'affaires consolidé de 73,3 milliards de francs, assure Martin Bouygues. Mais la moitié de ce résultat provient de TF 1, qui a assuré une contribution de 228 millions au groupe. La construction, qui représente toujours deux tiers de l'activité, souffre du ralentissement économique. Les grands chantiers internationaux ont du mal à compenser la récession du bâtiment en France qui entraîne une baisse de 8,4 % du chiffre d'affaires français de cette branche à 15,3 milliards de francs.

TROIS MILLIARDS DE CÉSSIONS

Pour retrouver une marge de manœuvre, le groupe a prévu un programme de 3 milliards de francs de cessions d'actifs au dix-huit mois. La vente contestée (en raison du prix et de la procédure) des terrains des Grands Moulins de Paris à la municipalité devrait lui rapporter 1,5 milliard.

Ces désinvestissements, toutefois, risquent de ne pas redonner une grande liberté au groupe. Ses provisions exceptionnelles ont consommé un tiers de ses capitaux propres, qui sont tombés à 8 milliards de francs. C'est peu pour poursuivre une politique agressive de diversification : à lui seul, le développement du radiotéléphone devrait coûter 15 milliards d'investissements sur dix ans, dont près de 6 milliards à la charge de Bouygues. A ce rythme, le groupe risque de devoir rapidement choisir entre une augmentation de capital, qui se traduirait par une réduction du contrôle familial (il détient autour de 17 % du capital), et une limitation de ses projets d'expansion tous azimuts.

Martine Orange

COMMENTAIRE

VERTUEUX DÉFICIT

Ainsi que le numéro un français du BTP est au cœur de plusieurs affaires judiciaires qui mettent en cause son état-major et son président Martin Bouygues, l'annonce de ces pertes tombe à pic. La Générale des Eaux, autre entreprise sur la sellette, a précédé de peu sur le chemin de la vertu en affichant elle aussi un déficit pour 1995. La Lyonnaise des Eaux, troisième larron poursuivi par la justice, a revu à la baisse ses prévisions pour des raisons identiques.

Les pertes de Bouygues sont réelles. Elles auraient même sans doute dû être constatées les années précédentes. La justice a simplement permis au groupe de retrouver le droit chemin de la rigueur comptable et elle lui offre de formidables arguments.

D'abord parce qu'elles donnent le sentiment que Bouygues fait le ménage, un exercice toujours bienvenu lorsqu'on est pris dans le tourbillon des affaires. Jean-Marie Messier à la Générale des Eaux avait fait de même.

Ensuite parce que les pertes sont la meilleure protection pour retenir un actionnaire tenté de sortir du capital. Si Bouygues avait été bénéficiaire, M. Rouger, gestionnaire des actifs du Crédit lyonnais actionnaire de Bouygues, n'aurait sans doute eu

aucun mal à céder sa participation. Enfin les pertes sont un formidable atout vis-à-vis de la justice, une manière de reconnaître que le crime ne paie pas et que les juges ont fait mordre la poussière au groupe « magouilleux ».

Devront-ils s'en contenter ? C'est à demi-mot ce que veut leur faire comprendre Martin Bouygues. En montrant qu'il est en train de remettre de l'ordre dans la maison, il les avertit qu'à trop s'acharner sur un groupe fragilisé, sinon fragile, ils mettent en péril ses salariés. En perdant de l'argent Bouygues perd aussi de sa superbe. Une humilité retrouvée utile au moment où le groupe renégocie sa concession sur TF 1.

Clair Blomlin

Le gouvernement sanctionne le gouverneur du Crédit foncier

Jérôme Meyssonier va remplacer Jean-Claude Colli à la tête de l'institution

LE CONSEIL DES MINISTRES devait nommer, mercredi 31 janvier, Jérôme Meyssonier, jusqu'à présent président de la Banque La Hénin, à la tête du Crédit foncier de France (CFF). Il succèdera, dans les jours qui viennent, à Jean-Claude Colli. Le départ de l'actuel gouverneur, qui a pris ses fonctions en 1994, est le résultat de deux constats des pouvoirs publics.

Jean-Claude Colli est d'abord jugé en partie responsable de la dégradation de l'institution, puisqu'il était sous-gouverneur lorsque les risques immobiliers se sont accumulés. Il n'a pas su mener la conversion de l'institution immergée dans le secteur concurrentiel des 1986. Nommé gouverneur, il a en outre sous-estimé la gravité de la crise que traverse le CFF. « Depuis trop longtemps, le CFF n'a pas été géré », confie-t-on à Bercy, pourtant un représentant de l'Etat siège au conseil d'administration du Crédit foncier.

Le remplacement de Jean-Claude Colli cor-

respond en outre à la deuxième phase de la re-conversion nécessaire du CFF. La première, menée dans l'urgence après que les marchés eurent anticipé la perte d'une grande partie de son chiffre d'affaires après la suppression des PAP (prêts d'accèsion à la propriété) a consisté à régler les problèmes de trésorerie immédiats. Alors que le Crédit foncier affrontait une crise de confiance de la part des marchés qui lui interdisait tout refinancement, la Caisse des dépôts a mis en place une ligne de refinancement de 20 milliards de francs.

RESTRUCTURATION ÉCONOMIQUE PROFONDE

Il faut maintenant mener à bien la restructuration économique profonde du CFF, sa banalisation et son recentrage sur certains métiers, au prix d'une réduction drastique de ses coûts d'exploitation. Le choix du gouvernement s'est porté, non pas sur l'un des sous-gouverneurs (Jean-René Bernard et Jean-Pascal Beaufrère),

mais sur un professionnel sachant vendre et fabriquer des prêts tournant autour de l'immobilier, des entreprises et des particuliers, et qui a l'avantage d'avoir déjà vécu une sortie de crise en gérant des contentieux défilants.

Jérôme Meyssonier, très attendu place Vendôme, a su opérer le nettoyage de la Banque La Hénin, filiale du groupe Suez, gravement affectée par l'immobilier, dont il a pris les rênes en 1993. Il aura la charge délicate d'annoncer à la fin du mois de février les détails du plan social qui doit accompagner le redressement du Crédit foncier. Un exercice dont il est familier pour l'avoir appliqué à La Hénin. Restera alors à aborder les deux phases ultérieures : redonner une crédibilité au CFF en évaluant le juste niveau de fonds propres dont il a besoin et trouver un actionnaire de référence sur lequel s'appuyer.

Babette Stern

Le britannique Hanson se coupe en quatre pour servir ses actionnaires

LONDRES
de notre correspondant
dans la City

Véritable institution, le conglomérat britannique Hanson, bâti depuis 1964 par lord Hanson, a annoncé mardi 30 janvier son intention de se diviser en quatre sociétés distinctes « afin d'améliorer les opérations, les profits et l'avenir » du groupe. Cette réorganisation témoigne des difficultés des grands ensembles industriels britanniques, plus enclins aujourd'hui à développer leur métier de base qu'à se diversifier loin de leur spécialité.

Le projet de scission, qui a pris la City totalement par surprise, prévoit la création de quatre nouvelles sociétés indépendantes existant côte à côte : Energy Resources (secteur énergétique, regroupant le producteur d'électricité britannique Eastern Electricity et le producteur de charbon américain Peabody Coal), Imperial (tabac), Chemicals (chimie, SCM, Quantum...) et Hanson (matériaux de construction et équipement, à l'instar d'Arc, Aggregates, Grove,

Hanson Bricks...). Cet éclatement a été précédé, l'an dernier, par l'indépendance accordée à trente-quatre filiales américaines regroupées dans une nouvelle société baptisée US Industries.

Après les groupes américains ITT, ATT ou General Mills, l'empire Hanson, le plus grand conglomérat mondial, est à son tour démantelé. La stratégie de lord Hanson, raidier impitoyable, a été de mettre la main sur des entreprises sous-évaluées, rachetées au rabais et restructurées tambour battant, avec à la clé des réductions d'emplois, la cession par département des activités déficitaires et le plus souvent le remplacement des anciens dirigeants. Mais aujourd'hui, de tels conglomérats « attrape-tout » n'ont plus la cote. Longtemps choyé par les investisseurs, ce holding, fortement endetté, ne suscitait plus ces jours derniers que méfiance et suspicion, comme si les milieux financiers doutaient même de sa raison d'être.

Aux yeux de lord Hanson, cette vaste réorganisation devrait per-

mettre de mettre un terme à la dé-cote boursière dont est victime ce groupe par rapport à la valeur réelle des actifs, dépréciation qui ne cessait de se creuser. Par ailleurs, la dispersion des activités devrait stimuler les gestionnaires, libérés de la lourde tutelle du « centre », pour qu'ils dégagent des bénéfices. Enfin, les nouvelles entités disposeront d'une marge de manœuvre plus importante en matière d'investissements afin de se répandre au-delà du marché de départ, constitué par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Pour continuer à croître, Hanson a choisi ces derniers temps de se développer en Europe occidentale, en particulier dans les pays du Benelux, en Allemagne et en France (activités portuaires, fabrication de grues...).

COMPÉTIBILITÉ FLOUE

En revanche, en supprimant le contrôle exercé par le QG de Hyde Park Corner, Hanson se prive également d'atouts importants, comme la surveillance stricte des dépenses, le recours aux paradis

fiscaux et aux sociétés-écrans panaméennes permettant de payer moins d'impôts et d'employer des méthodes comptables floues.

« Ce projet marque peut-être le début de la fin du conglomérat, très en vogue au cours de la dernière décennie. Dès que le cours boursier atteint un certain plancher et s'y maintient trop longtemps, le démantèlement est inévitable », assure Paul Beaurepaire, analyste près du courtier James Capel. Paradoxalement, c'est à la suite d'un raid manqué de lord Hanson sur le groupe chimique ICI, alors première firme industrielle du royaume, que ses dirigeants avaient montré l'exemple des 1993 en détachant les activités pharmaceutiques rassemblées dans une nouvelle société, Zeneca. Depuis, bon nombre d'entreprises britanniques de renom - comme BAT, Courtaulds, Racal... - ont fait de même, afin de se recentrer sur leur métier de base et de répondre au désir des grands investisseurs institutionnels.

Marc Roche

Wall Street et Paris jouent la baisse des taux

Les valeurs françaises sont au plus haut depuis huit mois. La Bourse de New York a battu un cinquième record en sept séances

LES PLACES BOURSIÈRES apprécient la baisse des taux. Wall Street a encore battu un record mardi 30 janvier dans l'espoir d'un accomplissement de sa politique monétaire par la Réserve fédérale américaine (Fed) et, le même jour, Paris a franchi pour la première fois depuis le 17 mai le seuil des 2 000 points de l'indice CAC 40 après l'annonce d'une baisse du taux de base bancaire et de la ré-munération du Livret A. A chaque fois la logique des boursiers est la même : une diminution des taux de marché, aux Etats-Unis et du coût des crédits, en France, signifie plus de croissance à venir et plus de bénéfices pour les entreprises.

La Bourse de New York a donné le ton et renoué avec l'euphorie de 1995 en battant un cinquième record en sept séances. L'indice Dow Jones a gagné mardi 76,23 points (1,44 %) pour atteindre 5 581,21 points. C'est la plus forte hausse enregistrée par l'indice en une journée depuis le 31 mai.

La Bourse américaine bénéficie également de l'annonce de résultats d'entreprises nettement supérieurs aux prévisions. Cela a notamment été le cas mardi pour General Motors, qui a annoncé pour le quatrième trimestre de 1995 un bénéfice par action de 1,96 dollar alors que les analystes attendaient en moyenne un niveau de 1,34 dollar.

Si Paris, contrairement à Wall Street, Londres et Francfort, n'a pas battu de records depuis le début de l'année et reste loin de ses sommets, l'indice CAC 40 se retrouve tout de même au plus haut depuis huit mois.

UN GESTE DE LA FED

Après avoir entrainé la journée de mardi quasiment inchangé, le CAC 40 s'est envolé, une fois connues les mesures gouvernementales et la hausse en début de séance de Wall Street, pour terminer sur un gain de 1,13 % à 2 005,13 points. Aux yeux des investisseurs, la baisse du taux de base bancaire signifie que la diminution du coût du crédit se transmet enfin à l'économie.

L'heure reste plus que jamais à la détente monétaire dans le monde. Après la vague de baisse des taux en Europe, les économistes attendaient un geste de la

Réserve fédérale à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire, mercredi 31 janvier. Ils espéraient une réduction d'un quart de point de l'objectif fixé au taux des fonds fédéraux, le niveau de l'argent au jour le jour outre-Atlantique. Ce taux pourrait être ramené à 5,25 %.

La confirmation du ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis plaide pour un assouplissement monétaire. Deux statistiques sont venues confirmer, mardi 30 janvier, l'essoufflement marqué de l'activité outre-Atlantique.

L'indice de confiance des consommateurs américains est tombé à 87 points au mois de janvier, après 99,2 points au mois de décembre, selon la Conférence Board, l'organisme patronal américain. Il se retrouve à son plus bas niveau depuis un an et demi. Par ailleurs, les ventes au détail n'ont progressé que de 0,3 % au mois de décembre, alors que les analystes prévoyaient en moyenne une progression de 0,7 %.

Le ralentissement de l'économie américaine ne surprend pas les experts. Comme l'observent les spécialistes de la banque Paribas, « le présent cycle économique aura bientôt cinq ans puisque la sortie de récession est officiellement datée de mars 1991. Or la moyenne des cycles économiques américains depuis la seconde guerre mondiale est de 53 mois contre 58 mois pour le présent cycle ». Selon eux, l'absence de reprise de l'inflation, permise par des gains de productivité élevés et par une maîtrise des coûts salariaux, « explique sûrement sa plus grande longévité ». La question est aujourd'hui de savoir si le ralentissement actuel de l'activité va déboucher sur une récession ou sur une stabilisation de l'économie américaine.

Les analystes de Paribas optent pour le second scénario (croissance du PIB de 1,8 % en 1996). Un tel niveau de croissance de l'économie autoriserait, selon Paribas, une poursuite progressive de la détente monétaire aux Etats-Unis. Le taux des *fed funds* serait ramené à 5 % à la fin de l'année 1996.

Pierre-Antoine Delhommeau et Eric Leser

General Motors enregistre une hausse de 40 % de ses résultats

LE NUMÉRO UN MONDIAL de l'automobile a dégagé un bénéfice net de 6,9 milliards de dollars (34 milliards de francs), en hausse de 40 % par rapport à 1994, pour un chiffre d'affaires de 166,8 milliards de dollars (+ 9 %). General Motors, qui a vendu l'an dernier quelque 8,3 millions d'unités, a indiqué avoir réalisé en 1995 ses meilleures marges bénéficiaires en onze ans. Ces bons résultats ont fait faire un bond de 2,4 % à l'action mardi 30 janvier à la Bourse de New-York.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILE** : Les trois constructeurs français ont annoncé des jours de chômage technique pour le mois de février, allant de un à deux jours chez Renault, de deux à quatre jours chez Peugeot et de treize jours chez Citroën (étalés de février à avril). Le faible niveau des commandes à la fin de l'année 1995, ainsi qu'une incertitude sur l'évolution du marché automobile en 1996 justifient de telles mesures.

■ **L'ORÉAL** : le groupe français de cosmétiques a enregistré une hausse de 12,1 % de son chiffre d'affaires consolidé, à 53,37 milliards de francs en 1995 (+ 6,4 % à périmètre comparable). « Comme prévu, le résultat avant impôt devrait être en progression sensible par rapport au résultat avant impôt préformé de l'année 1994 », estime l'Oréal.

■ **SERVICE MINIMUM** : le secrétaire d'Etat aux transports, Amélie Lhac, a appelé mardi 30 janvier « l'ensemble des responsables, dirigeants et représentants des salariés, du service public du transport à essayer de concevoir entre eux des formes d'action qui préservent la mission qu'ils ont acceptée au service du public ».

■ **SFR** : la filiale de téléphonie mobile de la Générale des Eaux a indiqué, mardi 30 janvier, que la société britannique Vodafone, entrée en octobre 1994 pour 10 % dans son capital, a confirmé la levée de son option sur 10 % supplémentaires et exercera cette option « dans les prochains mois ». La SFR, dont le chiffre d'affaires a progressé de 64 % à 2,5 milliards de francs en 1995, prévoit d'afficher des comptes équilibrés en 1997.

■ **TÉLÉCOMMUNICATIONS** : le gouvernement allemand a adopté, mardi 30 janvier, le projet de loi libéralisant complètement l'accès au marché des services de télécommunications au 1^{er} janvier 1998.

■ **GLOBAL ONE** : l'alliance entre France Télécom, Deutsche Telekom et l'américain Sprint, lancée mercredi 31 janvier à Bonn, sera baptisée Global One.

■ **CITIZENIERS** : La grève des citizeniers, qui menaçait l'ouest de la France d'une pénurie de carburant, était en voie de résolution mercredi 31 janvier au matin, avec la signature d'accords dans les entreprises concernées et la levée des barrages.

■ **POUR LA PREMIÈRE FOIS** depuis le 17 mai, la Bourse de Paris a terminé mardi 30 janvier au-dessus de la barre symbolique des 2 000 points de l'indice CAC 40.

| | | | |
|------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois |
|------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|

Indice CAC 40 sur un an

A, suivie par la réduction par les banques commerciales de leur taux de base, confortent les anticipations de baisse des taux.

Schneider, valeur du jour

TRÈS ENTOURÉE avec plus de 700 000 titres échangés, la valeur Schneider a fait un bond de 4,9 % à 204,50 francs le mardi 30 janvier à la Bourse de Paris. Les investisseurs ont apprécié le redressement de l'activité, déjà avéré au premier semestre. A 59,5 milliards de francs, le chiffre d'affaires total a progressé de 7 % à structure comparable. Celui de Schneider Electric, la principale branche du groupe, a enregistré une hausse de 7 %. Spie Batimotels a généré

chômage en novembre et décembre en France où le nombre des demandeurs d'emploi a franchi le seuil des 3 millions, n'ont pas pesé sur la Bourse.

17 milliards de francs de ventes, comme en 1994. Le titre Schneider s'est adjugé une hausse de 20 % depuis le début de l'année.

Schneider sur 1 mois

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

| | 2001 | 2001 |
|------------------|-------|-------|
| Alcon | 56,25 | 54 |
| American Express | 44,67 | 45,50 |
| Alltel Signal | 50,12 | 49 |

A Francfort, la séance du 30 janvier a été marquée par une consolidation après le record historique battu lundi. Le DAX a perdu 0,42 % à 2435,79 points.

| | Cours au 30/01 | Cours au 29/01 | Var. en % |
|----------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Paris CAC 40 | 2003,13 | 2003,13 | +1,12 |
| New York Dow Indust. | 5345,81 | 5345,81 | +0,76 |
| Tokyo Nikkei | 20722,40 | 20722,40 | +0,64 |
| Londres FT100 | 2732,30 | 2732,30 | +0,02 |
| Frankfurt Dax 30 | 2435,79 | 2435,79 | -0,44 |
| Stockholm Cramer | 871,80 | 871,80 | +0,13 |
| Bruxelles 30 | 1948,66 | 1948,66 | +0,09 |
| Bruxelles C20 | 1675,67 | 1675,67 | -0,10 |
| Milano MIB 30 | 895 | 895 | -1,29 |
| Amsterdam Cx. Cx. | 835,40 | 835,40 | -0,50 |
| Madrid Ibex 35 | 327,35 | 327,35 | -0,58 |
| Stockholm Affinor | 1361,68 | 1361,68 | -0,41 |
| Londres FTSE | 2758,20 | 2758,20 | -0,41 |
| Hong Kong Hang S. | 11201,50 | 11201,50 | +1,27 |
| Singapore Strait | 2403,68 | 2403,68 | -0,02 |

| | | | | | |
|-------------|------------|-------------|---------------|-------------|---------------|
| PARIS | PARIS | NEW YORK | NEW YORK | FRANCFORT | FRANCFORT |
| → | ↗ | ↗ | ↗ | → | ↗ |
| Jour à Jour | CAT 16 ans | Jour à Jour | Bordea 16 ans | Jour à Jour | Bordea 16 ans |

diff, qui mesure la décais, a ouvert ces euros murs gagnant de rendement de 1) à dix ans ins'apport rapport à ce de ché-
calcul, avait ten-
miné la séance en hausse. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans de référence s'était détendu de 6,09 % à 6,03 %. Les espoirs d'une baisse des taux direc-
tours de la Réserve fédérale ont redoublé après l'annonce d'une chute de l'indice de confiance des consommateurs, mercredi matin. La Banque de France a réduit d'un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour, ramené à 4,31 %.

1223

| Taux 30/01 | Taux jour le jour | Taux 10 ans | Taux 30 ans | Indice des prix |
|-----------------|----------------------|----------------|----------------|--------------------|
| France | 4,31 | 5,10 | 7,16 | 100 |
| Allemagne | 3,44 | 5,10 | 6,75 | 100 |
| Grande-Bretagne | 6,25 | 5,10 | 7,72 | 100 |
| Italie | 3,96 | 5,10 | 10,79 | 100 |
| Japon | 0,38 | 5,10 | 4,73 | 100 |
| Etats-Unis | 5,56 | 5,10 | 6,09 | 100 |

| TAUX DE RENDEMENT | Taux au 30/01 | Taux au 29/01 | Indice (base 100 fin 95) |
|--------------------------|---------------|---------------|--------------------------|
| Fonds d'Etat 3 à 5 ans | 3,26 | | 101,15 |
| Fonds d'Etat 5 à 7 ans | 5,79 | | 101,98 |
| Fonds d'Etat 7 à 10 ans | 6,25 | | 101,78 |
| Fonds d'Etat 10 à 15 ans | 6,47 | | 101,52 |
| Fonds d'Etat 20 à 30 ans | 7,06 | | 102,08 |
| Obligations françaises | 6,73 | | 101,30 |
| Fonds d'Etat à TME | -1,58 | | 100,52 |
| Fonds d'Etat à TRE | -1,09 | | 100,25 |
| Oblig. franç. à TME | -0,62 | | 99,05 |
| Oblig. franç. à TRE | +0,21 | | 100,05 |

| | 2011 | 2011 | 2011 | 2011 |
|----------------------|------|------|--------|------|
| Jour le jour | --- | --- | 4,658 | --- |
| 1 mois | --- | 4,58 | 4,58 | 4,70 |
| 3 mois | --- | 4,71 | 4,58 | 4,70 |
| 6 mois | --- | 4,71 | --- | 4,70 |
| 1 an | --- | 4,71 | 4,58 | 4,70 |
| FIBOR FRANCES | | | | |
| Fibor France 1 mois | --- | --- | 4,58 | --- |
| Fibor France 3 mois | --- | --- | 4,58 | --- |
| Fibor France 6 mois | --- | --- | --- | --- |
| Fibor France 9 mois | --- | --- | --- | --- |
| Fibor France 12 mois | --- | --- | --- | --- |
| FIBOR ECU | | | | |
| Fibor Ecu 3 mois | --- | --- | 26,704 | --- |
| Fibor Ecu 6 mois | --- | --- | 14,703 | --- |

| MATIF | | | | | |
|-------------------------|--------|-----------------|--------------|-------------|-----------------|
| échéances 30/01 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
| NOTIONNELLE 10 % | | | | | |
| Mars 96 | 172953 | 122,90 | 122,90 | 122,80 | 122,80 |
| juin 96 | 2486 | 123,34 | 123,34 | 123,30 | 123,30 |
| Sept. 96 | 317 | 122,18 | 122,18 | 122,10 | 122,10 |
| Déc. 96 | 48 | 122,10 | 122,10 | 122,00 | 122,00 |
| PIBOR 3 MOIS | | | | | |
| début 96 | 46229 | 95,44 | 95,44 | 95,43 | 95,43 |

| ECU LONG TERME | | | | | |
|----------------|------|------|-------|------|-------|
| | 2017 | 2018 | 91,44 | 2019 | 91,42 |
| Mars 96 | | | | | |
| juin 96 | | | | | |

| CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40 | | | | | |
|------------------------------------|--------|--------------|-----------|----------|--------------|
| Échéances 30/01 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
| Janvier 96 | 56269 | 2004 | 2004 | 2004 | 2008 |
| Février 96 | 21987 | 2014 | 2014 | 2014 | 2011,50 |
| Mars 96 | 3335 | 2020 | 2020 | 2020 | 2018,50 |
| juin 96 | 251 | 1993 | 1993 | 1993 | 1997 |

| | Cours au | Var. % | Var. % |
|-----------------------|--------------|--------------|--------------|
| HAUSSES, 12h30 | 31/01 | 30/01 | 31/12 |
| Geophysique | 232 | +12,62 | +44,09 |
| Via Banque | 167 | +9,82 | +12,08 |
| Galerie Lafayette | 1380 | +5,42 | +15,57 |
| Valloirec | 226,50 | +5,55 | +30,17 |
| Lebonheur CIP | 209 | +5,62 | +12,97 |
| BIC | 570 | +6,97 | +14,45 |
| Lepoint | 224,50 | +7,53 | +20,69 |
| Plastic-Omnily | 399 | +4,46 | +18,75 |
| Sidral | 1540 | +4,33 | +0,91 |
| Polex | 473 | +4,18 | +18,90 |

| | | | |
|-------------------|--------|-------|--------|
| Boyauges | 511 | +3.04 | +3.58 |
| Mémoires trait. | 18,70 | -3.68 | +39.55 |
| Séances | 330,10 | -2.25 | +1.56 |
| Colloq. | 126 | -2.78 | +1.91 |
| Zodiac ext. divd. | 905 | -3.85 | +18.45 |
| Entr. (Cie des) | 547 | -1.65 | +11.88 |
| Labinal | 618 | -1.55 | +13.81 |
| Déprement | 461 | -3.45 | +9.63 |
| Crimaudentabon | 218 | -2.35 | -2.67 |

| SEANCE, 12 h 30 | 31.01 Titres échange | Capitalisation en RF |
|--------------------|-------------------------|-------------------------|
| Sonytex | 541127 | 273178784,30 |
| Alcatel Alsthom | 294896 | 136770740,50 |
| Rhone Poulenc A | 873443 | 10276502,40 |
| LYMHE Moet Vuitton | 85846 | 101099266 |
| Elf Aquitaine | 294384 | 88910970,20 |
| Snux (Gile des) | 151893 | 63368908 |
| Am | 229251 | 73773360,30 |
| Saint-Gobain | 110625 | 70115697 |
| Tosol | 193749 | 66820582,80 |
| Société Générale | 117292 | 66773642 |

| Sélection de valeurs du FT 100 | 2001 | 2000 |
|--------------------------------|-------|-------|
| Allied Yorkshire | 3,13 | 5,77 |
| Barclays Bank | 7,85 | 7,69 |
| B.T.R. | 5,79 | 5,69 |
| B.T.I. industries | 5,90 | 5,69 |
| British Aerospace | 4,90 | 5,67 |
| British Airways | 5,92 | 5,67 |
| British Gas | 2,40 | 2,35 |
| British Petroleum | 5,27 | 5,23 |
| British Telecom | 3,33 | 3,26 |
| B.T.R. | 5,35 | 5,25 |
| Cadbury Schweppes | 3,44 | 3,35 |
| Euromoney | 10,80 | 0,82 |
| First Group | 9,53 | 9,13 |
| Grand Metropolitan | 4,29 | 4,49 |
| Guinness | 4,63 | 4,68 |
| Hanson Plc | 2,11 | 2,04 |
| Great Ice | 10,99 | 7,01 |
| H.S. & C. | 6,82 | 6,82 |
| Imperial Chemical | 6,08 | 8,1 |
| Marlts and Spencer | 4,59 | 4,38 |
| North Western Metal | 6,61 | 6,64 |
| Peninsula Orienta | 3,61 | 5,48 |
| Reivers | 2,15 | 2,15 |
| Saatchi and Saatchi | 1,08 | 1,11 |
| Shell Transport | 8,29 | 8,23 |
| Smithkline Beecham | 7,71 | 7,73 |
| Time & Life | 4,75 | 4,74 |
| Unilever Ltd | 19,45 | 13,58 |
| Zeneca | 12,70 | 12,58 |

Bonne tenue du dollar

| | | |
|----------------------|---------|-------|
| Alemagne (100 dm) | 343,700 | -0.17 |
| Esc | 2,960 | +0.21 |
| Escs-This (T use) | 5,109 | -0.41 |
| France (100 F) | 16,715 | -0.31 |
| Pays-Bas (100 fl) | 306,850 | +0.15 |
| Italie (100 lire) | 3,195 | +0.25 |
| Denemark (100 kr) | 88,790 | -0.11 |
| Finland (100 mark) | 7,990 | -0.25 |
| Grèc-Francs (1 L) | 7,640 | +0.20 |
| Grèce (100 drach) | 2,650 | +0.29 |
| Suède (100 kron) | 75,430 | +0.52 |
| Suisse (100 franc) | 22,420 | +0.10 |
| Norvège (100 kroner) | 79,410 | -0.13 |
| Autriche (100 sch) | 48,810 | +0.09 |
| Portugal (100 pes.) | 4,050 | +0.12 |
| Portugal (100 esc) | 3,305 | - |
| Canada 1 dollar can | 5,768 | -0.34 |
| Japon (100 yens) | 4,769 | -0.59 |
| Finlande (marka) | 112,150 | -0.10 |

| | cours 30/01 | cours 29/01 |
|-----------------------|-------------|-------------|
| Or fin (1/2 barre) | 66250 | 66000 |
| Or fin (en lingot) | 66950 | 66100 |
| Once d'Or Londres | 404,50 | 406,55 |
| Pièce française (20f) | 380 | 380 |
| Pièce suisse (20f) | 378 | 379 |
| Pièce Union lat (20f) | 380 | 378 |
| Pièce 20 dollars us | 2305 | 2305 |
| Pièce 10 dollars us | 1450 | 1450 |
| Pièce 50 pesos mex. | 2455 | 2455 |

| En dollars | cours 30/01 | cours 29/01 |
|----------------------|-------------|-------------|
| Brent (Londres) | 16,38 | — |
| WTI (New York) | 17,57 | — |
| Crude Oil (New York) | 16,91 | 16,91 |

| AU SECOND MARCHÉ | | | | |
|------------------------|--------|--------|---------|--------|
| | Cours | Var. % | | Var. % |
| HAUSSES, 124/30 | 31/01 | 30/01 | 31/12 | |
| Compufer | 4,50 | +48,16 | -6,25 | |
| Deutsche OTA | 196 | +5,31 | -1 | |
| Trocity Can. n° | 89,25 | +9 | +50,50 | |
| Europe Electronique | 239,40 | +5,1 | +6,67 | |
| Creebs | 79,05 | +4,98 | +108,57 | |
| BAISSES, 124/30 | | | | |
| M.B. Electronics | 532 | -11,39 | -3,27 | |
| Securadex | 76 | -4,88 | +7,04 | |
| Empire S.A. | 275 | -4,51 | -19,56 | |

| INDICES SBF120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ | | | |
|---|---------|---------|--------|
| | 30/01 | 29/01 | Var. % |
| Ind. gen. SBF 120 | 1375,90 | 1360,26 | + 1,15 |
| Ind. gen. SBF 250 | 1322,90 | 1309,64 | + 1,03 |
| Ind. Second Marché | 257,88 | 257,76 | + 0,05 |
| Indice MidCac | 1132,41 | 1131,67 | + 0,68 |
| Valeurs index. | 1520,97 | 1508,94 | + 1,15 |

| | | | |
|-----------------------|---------|---------|-------|
| 3 - Construction | 1513,02 | 1480,31 | +2,07 |
| 4 - Biers d'export. | 1048,63 | 1020,92 | +2,81 |
| 5 - Automobile | 1831,48 | 1811,53 | +1,93 |
| 6 - Biers domest. | 2161,17 | 2151,03 | +0,84 |
| 7 - Indus. agro-alim. | 1508,61 | 1503,01 | +0,32 |
| Services | 355,92 | 358,52 | -0,78 |
| 8 - Distribution | 2391,97 | 2375,49 | +0,63 |
| 9 - Autres services | 995,13 | 987,33 | +0,73 |
| Sociétés financières | 995,88 | 985,65 | +1,04 |
| 10 - Immobilier | 672,52 | 672,92 | -0,40 |
| 11 - Services financ. | 1021,31 | 1009,06 | +1,02 |
| 12 - Sociétés invest. | 1178,19 | 1171,73 | +0,55 |

| | 2001 | 2002 |
|----------------------|--------|--------|
| Allians Holding N | 2560 | 2501 |
| Basf AG | 347,50 | 349,50 |
| Bayer AG | 435 | 436,00 |
| Bayer hypov/Hypothek | 38,07 | 37,40 |
| Bayer Varnisfabrik | 46,20 | 46,30 |
| Bayer AG | 420 | 429,50 |
| Commerzbank | 346,20 | 345,50 |
| Commerzbank AG | 23,65 | 23,85 |
| Deimler-Benz AG | 836,50 | 819 |
| Deugguss | 535 | 535 |
| Deutsche Bank AG | 72,95 | 71,95 |
| Deutsche Bank AG | 72,95 | 74,20 |
| Dresdner BK AG FR | 39,35 | 39,35 |
| Hendel VZ | 575 | 578 |
| Hochst AG | 491 | 429,50 |
| Karstadt AG | 342,50 | 392 |
| Karstadt Holding | 350,50 | 274,50 |
| Linde AG | 388 | 397 |
| DT. Luftfahrt AG | 216 | 221 |
| M&M AG | 425 | 435,50 |
| Mannesmann AG | 510,50 | 517 |
| Mannesmann AG | 34,85 | 34,85 |
| Preussag AG | 433 | 435 |
| Rwe | 572,50 | 577,50 |
| Scherling AG | 106,50 | 107,10 |
| Siemens AG | 838,80 | 839,60 |
| Thyssen | 335 | 339,50 |
| Veba AG | 53,20 | 53,40 |
| Vitag | 634 | 635 |
| Wella AG | 775 | 771 |

| | | | |
|---------|---------|--|--|
| 390 | 3541 | | |
| 4.7200 | 5.5200 | | |
| 16.5090 | 17.1900 | | |
| 2.8700 | 3.3900 | | |
| 82.5000 | 90.0000 | | |
| 7.9300 | 8.2880 | | |
| 7.2400 | 8.0580 | | |
| 7.0000 | 8.2500 | | |
| 67 | 72 | | |
| 408 | 408 | | |
| 72 | 87 | | |
| 47.4000 | 50.5000 | | |
| 3.7200 | 4.3200 | | |
| 2.8300 | 3.5300 | | |
| 3.4200 | 4.0200 | | |
| 4.3500 | 4.9000 | | |
| 105 | 116 | | |

| INDICES | | |
|--------------------|---------|---------------|
| | 30/01 | 25/01 |
| Dow-Jones comptant | 229.10 | 229.45 |
| Dow-Jones à terme | 335.86 | 336.00 |
| CRB | — | — |
| MÉTALLS (Londres) | | |
| | | dollars/tonne |
| Or comptant | 2548 | 2550 |
| Or à 3 mois | 2498 | 2495 |
| Aluminium comptant | 1542 | 1535 |
| Aluminium à 3 mois | 1572 | 1562.50 |
| Plomb comptant | 726 | 717.50 |
| Plomb à 3 mois | 719 | 709 |
| Étain comptant | 6160 | 6130 |
| Étain à 3 mois | 6200 | 6225 |
| Zinc comptant | 1025.50 | 1015 |
| Zinc à 3 mois | 1048 | 1058 |
| Nickel comptant | 8125 | 8090 |
| Nickel à 3 mois | 8225 | 8190 |

The graph illustrates the volatility of the Dow Jones Industrial Average during the early 1930s. It starts at a peak of 381 in September 1929, drops sharply to 41 in March 1930, and then shows a general upward trend with significant fluctuations, reaching 132.50 by September 1933.

The graph illustrates the volatility of the Dow Jones Industrial Average during the early 1930s. It starts at a high point, drops precipitously to a low, and then shows a significant upward trend towards the end of the period shown.

The image contains three vertically stacked line graphs, each with a title and a corresponding line chart showing price movement over time.

- Top Graph:** Titled "Londres, FT100 sur 3 mois". The y-axis is labeled "1000" and "1200". The x-axis is labeled "1992" and "1993". The line starts around 1000 in early 1992, rises to a peak of approximately 1150 in late 1992, dips slightly, and then rises again to about 1200 by early 1993.
- Middle Graph:** Titled "Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois". The y-axis is labeled "1000" and "1200". The x-axis is labeled "1992" and "1993". The line starts around 1000 in early 1992, rises to a peak of approximately 1150 in late 1992, dips slightly, and then rises again to about 1200 by early 1993.
- Bottom Graph:** Titled "New York, Dow Jones sur 3 mois". The y-axis is labeled "1000" and "1200". The x-axis is labeled "1992" and "1993". The line starts around 1000 in early 1992, rises to a peak of approximately 1150 in late 1992, dips slightly, and then rises again to about 1200 by early 1993.

| 107.2200 | | 106.6500 | | + 0,53 | |
|-----------------------------|--------|----------------|--------------|--------|--|
| BANCAIRE DES DEVISES | | | | | |
| demande | offre | demande 1 mois | offre 1 mois | | |
| 5,0993 | 5,0983 | 5,1210 | 5,1190 | | |
| 4,7782 | 4,7725 | 4,7999 | 4,7938 | | |
| 3,4386 | 3,4381 | 3,4395 | 3,4380 | | |
| 4,2299 | 4,2287 | 4,2403 | 4,2398 | | |
| 3,1956 | 3,1912 | 3,1923 | 3,1900 | | |
| 7,6882 | 7,6816 | 7,7102 | 7,7070 | | |
| 4,0083 | 4,0059 | 4,0075 | 4,0069 | | |
| 16,722 | 16,715 | 16,791 | 16,780 | | |
| DES EURODEVISES | | | | | |
| 1 mois | | 3 mois | | 6 mois | |
| 4,50 | 4,46 | 4,59 | 4,59 | | |
| 5,43 | 5,39 | 5,25 | 5,25 | | |
| 6,31 | 6,25 | 6,10 | 6,10 | | |
| 3,43 | 3,39 | 3,17 | 3,17 | | |

| MÉTALLS (New-York) | | Ventes |
|-----------------------------------|---------|--------------|
| Argent à terme | 5,56 | 5 300 onces |
| Platine à terme | 424 | 2 300 onces |
| Palladium | 129,75 | 2 300 onces |
| GRAINES, DENRÉES (Chicago) | | |
| Bé (Chicago) | 5,16 | 3 500 tonnes |
| Mais (Chicago) | 3,62 | 3 500 tonnes |
| Grain. soia (Chicago) | 7,26 | 3 500 tonnes |
| Tout. soja (Chicago) | 232,26 | 3 500 tonnes |
| GRAINES, DENRÉES (Londres) | | |
| P. de soja (Londres) | 20,49 | 2 500 tonnes |
| Orme (Londres) | 115,10 | 3 500 tonnes |
| SOFTS | | |
| Cacao (New-York) | 1254 | 3 500 tonnes |
| Café (Londres) | 2,64 | 3 500 tonnes |
| Sucre blanc (Paris) | 1359,52 | 3 500 tonnes |
| OLÉAGINEUX, AGRIQUES | | |
| Coton (New-York) | 0,67 | 3 500 tonnes |
| Juif d'orange (New-York) | 1,27 | 3 500 tonnes |

AUJOURD'HUI

SCIENCES

VIROLOGIE Plusieurs résultats importants dans la lutte contre le sida viennent d'être présentés à Washington, dans le cadre de la troisième conférence internationale sur

les rétrovirus et les infections opportunistes. ● L'ASSOCIATION de plusieurs médicaments antiviraux permet, selon des données encore préliminaires, d'éliminer de très

grandes quantités de virus chez les personnes contaminées ayant participé à ces nouvelles expérimentations. Chez certaines d'entre elles le virus est devenu indétectable. ● TOUT EN

SOUIGNANT qu'il s'agit bien là d'un important progrès, les spécialistes demeurent prudents quant aux extrapolations qui pourraient être faites de ces résultats. ● LE PROFESSEUR

Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherches sur le sida, estime que les nouvelles anti-protéases devraient être disponibles cette année en France.

Les nouveaux traitements du sida prochainement commercialisés en France

Selon les premières données expérimentales, l'association de plusieurs molécules antivirales semble de nature à pouvoir ralentir la progression de la maladie. Les spécialistes évitent toutefois de faire des extrapolations sur la base de ces résultats

L'ANNONCE faite lundi 29 janvier à Washington de nouveaux et spectaculaires résultats dans la prise en charge médicamenteuse des personnes infectées par le VIH (Le Monde du 31 janvier) marque une étape importante dans la lutte contre le sida. Ces résultats sont certes encore préliminaires. Ils ne portent que sur de petits groupes de malades et on ne dispose pas encore d'un recul suffisant. Pour autant, ces nouvelles données témoignent à priori de l'efficacité de la nouvelle approche thérapeutique, développée depuis peu, consistant à associer plusieurs substances antivirales dans le but de mieux contrôler et de ralentir l'infection de l'organisme humain par le VIH.

Ces informations correspondent plus à la reconnaissance officielle d'un "courage" qu'à quelque chose de fondamentalement nouveau. Tout le monde, dans la communauté médicale et scientifique du sida, sait bien aujourd'hui qu'il faut s'orienter vers des associations de trois médicaments, vers des trithérapies, a déclaré au Monde le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence na-

tionale de recherche sur le sida. « Le concept de polythérapie remonte déjà à plusieurs années. Il est apparu avec la notion d'inhibiteurs de la transcriptase inverse, puis s'est développé avec la notion d'inhibiteur de protéase. On dispose en effet de deux étapes-clés de la multiplication du VIH dans l'organisme humain. Le problème auquel nous devons - et auquel nous sommes encore - confrontés est celui de la disponibilité de ces nouvelles substances. Ainsi, les trois principales antiprotéases actuellement en expérimentation, celles des multinationales Roche, Merck et Abbott, ne sont disponibles que depuis quelques mois, et ces substances demeurent d'un accès relativement difficile. Cela dit, je pense que dans l'année qui vient tous ces produits pourront avoir leur autorisation de mise sur le marché. »

La grande majorité des spécialistes des maladies infectieuses estimaient depuis longtemps déjà que plus l'on pourrait multiplier les possibilités d'attaque du cycle viral, mieux cela vaudrait. Il faut néanmoins préciser que ce que l'on appelle aujourd'hui « trithérapie » ne

porte que sur deux étapes enzymatiques de la réplication virale, celle de la protéase et celle de la transcriptase inverse, pour laquelle on peut, par chance, associer deux produits qui n'ont pas les mêmes toxicités.

Le décalage grandissant entre acquis scientifiques et réalité de la prise en charge des malades est mis en lumière

« On peut raisonnablement penser qu'il ne s'agit là que d'un concept transitoire et que, demain, on saura multiplier les sites d'interventions antivirales, que l'on s'ouvrira à des polythérapies de plus en plus larges et efficaces, estime le professeur Lévy. Entre l'instant où le virus du sida ar-

rive sur sa cible, sur son récepteur, et celui où il peut donner naissance à une nouvelle génération virale, il y a une dizaine d'étapes physiopathologiques sur lesquelles on pourrait, en théorie, agir. Pour autant, les molécules dont nous disposons aujourd'hui ne concernent que deux de ces étapes. »

La démonstration naissante de l'efficacité d'une polythérapie médicamenteuse et l'écho international donné aux travaux présentés à Washington à ces résultats ne peuvent manquer de frapper l'imaginaire. Cette situation met également en lumière le décalage grandissant entre acquis scientifiques et réalité de la prise en charge médicale des malades.

Pour le professeur Lévy, il faut distinguer deux problèmes différents : « Le premier tient au fait que l'on ne dispose pas encore de toute la gamme potentielle des molécules actives contre le virus du sida ; c'est là tout l'objet des travaux de recherche fondamentale visant à agir sur les différentes étapes de la réplication virale. Le second problème tient au délai nécessaire pour que telle ou telle molécule soit en pratique disponible, au terme de son indispensable développement pharmacologique. Nous aimerions certes accélérer ce processus. Mais comment faire pour aller plus vite ? Sans doute faut-il réaliser les effets cliniques le plus rapidement possible, et peut-être réviser parfois les exigences concernant la mise sur le marché de ces médicaments. Mais il faut néanmoins rester prudent. »

La mise en lumière de l'efficacité d'une approche polymédicamenteuse se fonde pour beaucoup sur un nouvel outil diagnostique, la mesure de la charge virale, qui permet de calculer la quantité de virus présente dans le sang circulant. Certains cliniciens s'interrogent toutefois : ce paramètre est-il

l'exact reflet de l'histoire naturelle et de l'évolution de la maladie ? Pour le professeur Lévy, il pourrait exister une relation assez directe entre cette donnée et l'évolution de la maladie ; on ne saurait pour autant affirmer que l'on peut prévoir la suite des événements. Le fait de pouvoir débarrasser un organisme infecté par le VIH d'une très

étudier l'efficacité d'une association thérapeutique sans que le traitement de référence soit une bithérapie antivirale. Cela étant, je pense que l'on devrait très vite parvenir à la trithérapie comme traitement de base ; du moins si les obstacles industriels et réglementaires peuvent être aisément franchis. »

Au-delà des progrès réalisés dans

Des inhibiteurs d'une enzyme spécifique au VIH

La protéase est une enzyme spécifique du VIH qui joue un rôle essentiel au cours du cycle de réplication de ce virus. Ce rôle consiste à sectionner chimiquement certaines des protéines synthétisées par le génome viral pour produire de nouveaux virus. En inhibant la production de cette enzyme, on bloque donc la multiplication virale.

Cette nouvelle classe de médicaments est au centre d'une intense compétition commerciale, plus d'une dizaine de compagnies pharmaceutiques travaillant dans ce domaine, parmi lesquelles Abbott, Merck et Roche. En décembre dernier, la multinationale bâloise Roche a obtenu aux États-Unis la première autorisation de commercialisation d'une anti-protéase, le saquinavir, et annoncé une autorisation similaire en Suisse « pour le printemps 1996 ». En France, l'Association Actions traitements, animée « par des volontaires séropositifs », réclame « l'accès immédiat aux puissantes anti-protéases et aux trithérapies déjà utilisables ». Selon le Wall Street Journal, les nouvelles trithérapies correspondent à des coûts annuels supérieurs à 12 000 dollars (environ 60 000 F).

grande quantité de ce virus ne doit pas laisser penser que ce même organisme ne pourra pas être ultérieurement sensible à l'action de souches virales devenues résistantes.

Le flux des informations sur les nouveaux acquis thérapeutiques en matière de sida doit-il bouleverser la mise en œuvre des expérimentations médicamenteuses classiques d'efficacité et d'innocuité ? « Je n'en suis pas convaincu, répond le professeur Lévy. Les données nouvelles dont nous disposons ne font que renforcer le nécessaire respect des règles de base des essais thérapeutiques. Si l'efficacité réelle des trithérapies se confirme, on ne pourra plus, demain,

la chimiothérapie anti-VIH, la somme des acquis issus de la recherche fondamentale et de la pharmacologie fait que le sida apparaît de plus en plus aujourd'hui comme une maladie virale chronique dont on devrait, à court ou moyen terme, ralentir de manière efficace la progression grâce à l'association de différentes molécules médicamenteuses. Mais on sait dès à présent que ces traitements seront excessivement coûteux et que la plus grande partie des personnes infectées par le VIH, parce qu'elles vivent dans les pays du tiers-monde, ne pourront en bénéficier.

Jean-Yves Nau

« Ne pas transformer l'espoir en attente inacceptable »

LES HASARDS de la journée ont fait qu'Alex n'a pas eu le temps de lire les journaux ni d'écouter la radio, mais pour lui la « nouvelle » ressemble aux autres : un espoir annoncé. Il se souvient plutôt de sa journée de lundi. Le médecin, un remplaçant, ne lui a rien dit lors de la consultation hebdomadaire à l'hôpital de La Pré-Salpêtrière, le « genre qu'il n'adresse pas un regard, port sans dire au revoir ».

Alex suit une chimiothérapie à base d'AZT et de DDI, et, après sept semaines passées à l'hôpital cet été, il souffre d'une anémie. « On ne m'explique pas, je dois attendre. » Alex accueille la nouvelle de Washington comme il vit sa maladie : « Il faut voir... C'est toujours tellement plus compliqué qu'on le dit. » 99 % de chances de voir la charge virale disparaître, « mais le 1 %... ».

PRUDENCE

Au standard du numéro vert de Sida Info Service, un « répondant » annonce qu'il y a eu « peu d'appels » sur la question. Le discours tenu n'a rien d'émphorique : « Cette étude est intéressante, les résultats restent à confirmer. Le nombre de personnes qui ont suivi cet essai est limité, et celui-ci n'est pas terminé. Avant, on coupait la chaîne du virus à un endroit, maintenant peut-être pourra-t-on la couper en deux endroits. Avec cette découverte, la charge virale deviendrait nulle dans le sang, mais rien ne dit qu'elle n'existerait pas ailleurs dans l'organisme », ajoute-t-on.

Du côté des associations, à Arcat-Sida comme à Aides, on partage la même prudence, en précisant que « la trithérapie n'est pas une découverte, mais plutôt un progrès, un pas supplémentaire ». Trois antiviraux, c'est mieux que deux, se contentent-ils de dire.

Car, en l'état actuel des résultats présentés, rien ne permet de savoir si, à long terme, l'association trithérapeutique permettra de modifier l'évolution de la maladie. S'inquiétant des effets d'annonces, les responsables des associations jugent ceux-ci d'autant plus préjudiciables aux malades que la mise sur le marché des nouveaux médicaments risque de demander de nombreux mois.

Arcat-Sida dénonce le « peu de considération dont il est fait preuve à l'égard des personnes infectées » et rappelle que « les espoirs que peuvent susciter de telles annonces s'accompagnent souvent de vives déceptions ». Des responsables d'Aides s'inquiètent pour leur part de l'indisponibilité des tests de mesure de la charge virale. Ces mêmes responsables demandent aux fabricants - les laboratoires Chiron, Organon, Teknika et Roche - d'accélérer les négociations avec l'Agence du médicament sur le prix et l'enregistrement de ces réactifs, « afin que l'espoir suscité ne se transforme pas en une attente inacceptable uniquement imputable aux lenteurs administratives ».

Dominique Le Guilledoux

Après de nouveaux incidents le surgénérateur Superphénix pousse ses feux

LYON

Le Nersa (Centrale nucléaire européenne à neutrons rapides SA), qui exploite à Creys-Malville (Isère) le réacteur à neutrons rapides Superphénix, a demandé, jeudi 18 janvier, l'autorisation de faire fonctionner l'installation à une valeur comprise entre 30 % et 60 % de sa puissance nominale (1 240 mégawatts). La Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) devrait lui donner son accord très prochainement.

La dernière fois que Superphénix a dépassé ce seuil, c'était en juin 1990. Arrêté ensuite complètement pendant quatre ans à la suite de nombreux problèmes techniques, il avait été autorisé à redémarrer à puissance réduite le 12 juillet 1994. Mais, depuis, il a connu trois incidents : l'apparition d'une fissure sur une canalisation d'un des échangeurs de vapeur (coût : 20 millions de francs), une panne sur une carte électronique et l'explosion d'un tube d'instrumentation. Cette succession de pannes n'a jamais permis au réacteur de fonctionner assez longtemps pour pouvoir franchir cette limite des 30 %.

La série noire va-t-elle enfin s'arrêter ? Les partenaires de la Nersa (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, France) le souhaitent. Car le premier cœur de la centrale, prévu

pour assurer 640 jours d'exploitation à pleine puissance, n'a encore été consommé qu'en partie (190 jours) alors que le réacteur a démarré en 1985.

Une nouvelle mission d'experts, présidée par Raymond Castaing, de l'Académie des sciences, doit d'ailleurs rendre en mai-juin un rapport sur l'incident, pour la France, de poursuivre l'exploitation de l'unique représentant, dans ce peloton de puissance, de cette filière surgénérateur.

UN INCINÉRATEUR DE DÉCHETS

Pour l'heure, Superphénix doit permettre de mener à bien un programme d'acquisition de connaissances (PAC) sur la production d'électricité, la sous-génération et l'incinération de déchets radioactifs à vie longue. En juillet 1994, François Mitterrand, alors ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, avait annoncé que 100 millions de francs seraient consacrés à ce programme financé à parts égales par le Commissariat à l'énergie atomique et EDF.

A ces sommes il faut ajouter 120 millions de francs destinés à la transformation des deux premiers cœurs de Superphénix pour que, petit à petit, le surgénérateur de Creys-Malville brûle autant de plutonium qu'il en produit et devienne ainsi un réacteur « iso-généra-

teur ». Mais ce n'est en principe qu'à la fin du siècle que l'installation pourra jouer, modestement, les incinérateurs de déchets avec la mise en place d'un troisième cœur adapté à cette tâche.

Quoi qu'il en soit, les partenaires de la Nersa s'alignent bien désormais naviguer dans des eaux plus calmes, car ils sont « engagés » jusqu'à la fin de l'année 2000 par une convention d'actionnariat et de partage d'expérience, renouvelée en septembre. C'est à cette époque qu'un programme de redémarrage de l'installation à puissance réduite - pas plus de 30 % - avait été lancé qui a conduit, comme le rappelle le directeur de la centrale, Bernard Magnan, à coupler le réacteur au réseau EDF à la fin du mois de décembre 1995.

Pour 1996, la direction de Superphénix prévoit deux arrêts : l'un de maintenance préventive et l'autre, fixé au second semestre, pour remplacer des barres de contrôle. En 1997, il faudra décharger partiellement le cœur du réacteur et y introduire trois assemblages expérimentaux pour le rendre sous-générateur et permettre ainsi qu'il produise moins de plutonium. L'arrêt de longue durée comprendra aussi des essais sur les générateurs de vapeur.

Gérard Buéna

AIR FRANCE

LE KIOSQUE

LES MEILLEURES OFFRES AIR FRANCE À SAISIR AU VOL

Consultez Le Kiosque dans votre agence de voyages ou votre agence Air France

36.68.10.48 24h/24h et MINITEL 36.15 RF

*Téléphone 2.23F la minute Minitel 1.29F la minute.

Le retour victorieux de « Magic » Johnson en NBA

Le basketteur vedette des Lakers de Los Angeles avait mis un terme à sa carrière après avoir révélé sa séropositivité en 1991. Mardi, il a marqué 19 points et fait 19 passes décisives contre les Golden State Warriors

Un jour après avoir annoncé la nouvelle officielle de son retour dans le basket-ball professionnel américain, « Magic » Johnson a remporté son premier match avec les Los Angeles Lakers, mardi 30 janvier, face aux Golden State Warriors (128-118), en ajoutant 19 points, 10 passes décisives et neuf rebonds à son prestigieux palmarès. Le basketteur, l'un des plus célèbres de l'histoire de ce sport, avait renoncé à la compétition en 1992 après

avoir conquis le titre olympique à Barcelone avec la dream team. Il avait annoncé, le 7 novembre 1991, qu'il était séropositif. Et comme pour donner plus d'intensité à ce retour, les Lakers doivent affronter vendredi 2 février

les Chicago Bulls du « maître » Michael Jordan, qui viennent d'égaliser le meilleur début de saison de l'histoire du championnat avec 39 victoires pour 3 défaites, record détenu jusqu'alors par... les Lakers.

Le retour de « Magic » Johnson, 35 ans, est une véritable révolution. Il avait annoncé, le 7 novembre 1991, qu'il était séropositif. Et comme pour donner plus d'intensité à ce retour, les Lakers doivent affronter vendredi 2 février

WASHINGTON
de notre correspondant
Le Forum d'Inglewood, la salle dans laquelle évoluent les Los Angeles Lakers, était pleine à craquer, mardi soir 30 janvier. Les vendeurs de billets avaient été submergés d'appels pour obtenir l'une des 2300 places restées vacantes avant que la visite anodine des Golden State Warriors ne se transformât en événement de l'histoire du basket professionnel américain. Les vainqueurs de cette course aux sièges ont donc pu le constater de visu : après avoir envahi les écrans de télévision, le légendaire maillet 32 des Lakers virevoltait à nouveau sur les parquets.

En Amérique, ce fut un traumatisme : le maire de Los Angeles avait comparé la nouvelle à l'assassinat de John Kennedy, et le président George Bush avait salué « un héros et un gentleman ». Brusquement, des millions de gens comprirent ce qu'ils avaient écouté jusqu'à d'une oreille distraite : si le virus pouvait s'attaquer à cet

athlète accompli, à ce héros d'une génération, c'est bien que le sida était un fléau national et non une maladie honteuse des homosexuels et des drogués. Joueur mythique, capable d'assumer tous les rôles, il avait conduit les Lakers à cinq titres de champion NBA.

Sacré à trois reprises meilleur joueur de la saison, il avait annoncé sa retraite anticipée parce que, à l'époque au moins, son univers lui paraissait s'écrouler. Puis il s'était ressaisi et il était devenu une sorte d'ambassadeur des séro-

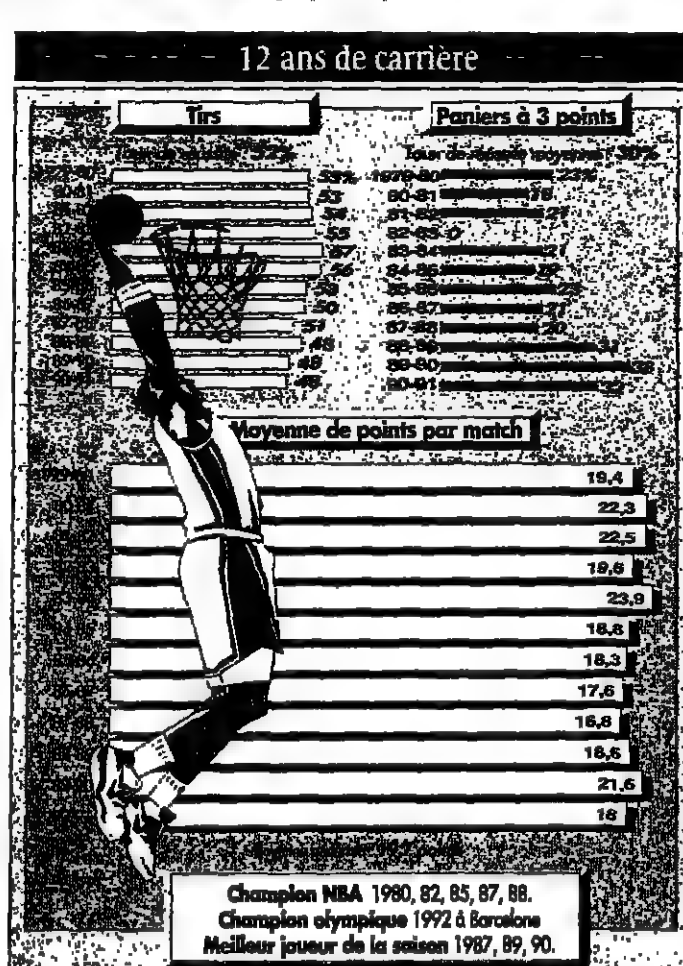
Le choc face aux Bulls de Michael Jordan

Le match qui doit opposer les Lakers aux Bulls de Chicago, vendredi 2 février à Los Angeles, sera celui de tous les symboles. D'abord parce qu'il confrontera les deux joueurs les plus populaires de l'histoire du basket-ball américain, tous deux des revenants : « Magic » Johnson et Michael Jordan, ce dernier ayant rejoint les Bulls de Chicago en mars 1995 après un détour d'une année vers le baseball. Les deux hommes avaient évolué ensemble, en 1992, au sein de la dream team qui avait emporté le titre olympique à Barcelone. Ensuite parce que les Bulls ont égalé, mardi soir - avec 39 victoires pour 3 défaites -, le record de matches gagnés au cours d'un début de saison qui appartenait aux Los Angeles Lakers depuis 1972. Après un match à Sacramento, jeudi, les Bulls pourraient donc définitivement devancer les Lakers s'ils s'imposaient à Los Angeles vendredi.

de la côte ouest aux colonnes du New York Post, Earvin « Magic » Johnson a repris sa place, à trente-six ans, dans l'équipe des Los Angeles Lakers et, du même coup, au sein de la National Basketball Association (NBA). Le joueur est même rentré sur une victoire : mardi soir, les Lakers ont battu Golden State 128-118. Pendant les trente minutes qu'il a joué, « Magic » a repris le long fil de statistiques que son départ avait brutalement interrompu. Il a ajouté 19 points, 10 passes décisives et

neuf rebonds à son prestigieux palmarès. Mais ce retour ne s'arrête pas à ces chiffres. Il représente un événement majeur non seulement pour le sport mais aussi pour la lutte contre le sida. « Magic » Johnson avait annoncé son retrait de la compétition, le 7 novembre 1991, douze jours après qu'un examen médical eut révélé sa séropositivité.

En août, il avait rejoint la dream team, l'équipe américaine olympique aux Jeux de Barcelone, côtoyant de nouveaux les plus grands, notamment son alter ego Michael « Air » Jordan. Cette médaille d'or, il l'avait voulue et méritée plus que tout autre. Il était de retour, et enchaînait déjà les matches exhibition. Jusqu'à cet incident où un peu de sang fut versé sur le parquet. Quelques gouttes seulement, mais qui prirent vite tournure. Les vieilles peurs se réveillant, plusieurs joueurs dénoncèrent la séropositivité du basketteur vedette.



ont demandé son retour, quatre ans après.
Son contrat a été vite négocié : 2,5 millions de dollars (12,5 millions de francs) pour jouer les 40 derniers matches de la saison. Certains disent que ce qu'il apporte aux Los Angeles Lakers, dont il détient 5 % du capital, est sans prix : son moral de vainqueur, sa virtuosité et... son indéfectible sourire. Pour le reste, il le sait : en revenant à la compétition, le dieu Michael Jordan a dû redescendre sur terre. « Magic », lui, avec ses

quelque douze kilos supplémentaires, n'a pas encore retrouvé le « niveau NBA ». Or tout va vite : après les Golden State Warriors mardi, il affrontera vendredi 2 février les Chicago Bulls avec « maître » Michael Jordan en personne. Sans doute ce combat des chefs intervient-il un peu tôt. « Magic » devra sans doute prendre patience pour être de nouveau fidèle à sa légende. Mais la relativité du temps, il connaît...

Laurent Zecchini

■ **FOOTBALL** : les demi-finales de la Coupe de la Ligue opposeront, le 13 février, Guingamp à Metz et Lyon à Cannes, tous quatre clubs de première division. Les deux derniers clubs de deuxième division en lice ont été éliminés, mardi 30 janvier, en quarts de finale. L'Olympique de Marseille s'est incliné à Guingamp (1-0) sur un but encaissé à la 89^e minute. Nîort a été battu à domicile par Metz (2-0).

■ **BASKET-BALL** : le CSP Limoges a perdu l'essentiel de ses chances de qualification pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs en se faisant battre d'un point (76-75) par les Belges d'Ostende, mardi 30 janvier, lors du cinquième et dernier tour de retour de la poule A des demi-finales. Les Limougeauds ne pouvaient plus compter que sur une défaite à domicile des Espagnols de Vitoria face au Partizan Belgrade, mercredi 31 janvier, pour se qualifier. - (AFP)

■ **AUTOMOBILISME** : les voitures de formule 1 vont être équipées de boîtes noires du type de celles utilisées à bord des avions, afin d'analyser avec précision les causes des accidents, comme celui qui a entraîné la mort du Brésilien Ayrton Senna en 1994. Le président de la Fédération internationale automobile (FIA), Max Mosley, a déclaré, mardi 30 janvier, que ces boîtes noires, spécialement conçues pour la formule 1 par une entreprise américaine, seront expérimentées en 1996 avant d'être rendues obligatoires à partir de 1997.

■ **JUDO** : le double champion du monde David Douillet, à court de préparation, a annoncé, mardi 30 janvier, qu'en accord avec les responsables techniques de la Fédération il avait décidé de renoncer à participer au Tournoi international de la Ville de Paris qui doit avoir lieu du 9 au 11 février.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

COUPE D'EUROPE DES CLUBS
Poule des 1/2 finales, 1^{er} tour retour.
Ostende (Bel.) - Limoges (Fra.) 76-75
Herzliya (Isr.) - Kaunas (Lit.) 99-89
Classement : 1. Kaunas, 17 pts ; 2. Limoges, 16 ; 3. Vitoria (Esp.), 15 ; 4. Partizan Belgrade (Youg.) 13 ; 5. Herzliya et Ostende, 13.

FOOTBALL

COUPE DE LA LIGUE
Quarts de finale
Guingamp (D1) - Marseille (D2) 1-0
Nîort (D2) - Metz (D1) 0-2
Cannes (D1) - La Havre (D1) 1-0

Les sportifs adeptes du cannabis risquent désormais deux mois de suspension

GUY DRUT a avoué, du bout des lèvres, avoir fumé du cannabis, pour voir. « J'ai essayé une fois, pour ne pas mourir idiot », a justifié le ministre de la jeunesse et des sports. Le ministre a eu lieu, mardi 30 janvier, alors que le champion olympique 1976 du 110 m haies présentait un certain nombre de mesures pour lutter contre la prolifération des cas de contrôle antidopage positif au cannabis (Le Monde du 31 janvier). Cette confession amusée n'a pas empêché un discours ferme contre l'usage de la drogue douce par les sportifs de haut niveau. « Le problème n'est pas de savoir si c'est ou non un produit dopant », a expliqué Guy Drut. Le problème, c'est qu'il y a transgression de l'ordre sportif et de la morale. Le sport n'est pas fait pour battre des records. Il a une

valeur éducative, d'exemplarité. » La peine encourue sera désormais harmonisée entre les disciplines sportives : deux mois ferme de suspension. La sanction pourrait être portée à six mois en cas de récidive. Elle peut être également assortie de la suppression de l'aide financière que les athlètes de haut niveau reçoivent de leur fédération. Accompagnant ce volet répressif, le ministre a également appelé de ses vœux une vaste campagne d'information contre l'usage des drogues douces. Il avait, un peu plus tôt dans l'après-midi, présenté à l'Assemblée nationale son plan d'action en répondant à une question d'actualité de Denis Jacquet, député (UDF-PR) de la Moselle et démandé par la même occasion des crédits supplémentaires spécifiques.

L'attitude du gouvernement français et du Comité national olympique et sportif français dans ce domaine est exemplaire », a souligné pour sa part le prince Alexandre de Mérode, président de la commission médicale du Comité international olympique (CIO), qui a assisté aux travaux de la réunion. Henri Sérandon, le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) était également présent.

comprendre les raisons qui poussent des sportifs à user de tels produits : « Ils ont une énorme pression sur les épaules. Ils peuvent être tentés par quelque chose qui les calme. »

Il a également évoqué l'effet paradoxal que suscitait cette substance. « Le cannabis n'est pas anodin dans la performance d'un sportif. Quelqu'un qui sait quelle dose d'un stéroïde prendre peut en tirer des effets bénéfiques, a-t-il expliqué. Il peut donner lieu, selon les personnes et surtout le temps de la prise, à une hyper-contraction ou à une hyper-décontraction. Dans le dopage, ce qu'il y a d'extraordinaire c'est l'effet placebo. »

« Pour les nostalgiques, il faut dire que le pétard de 1968 était 30 fois moins efficace que celui d'aujourd'hui », a ajouté le professeur Escande, avant de démentir l'idée que peu le problème spécifique du cannabis : « Nous savons qu'il y a des molécules et des produits plus dangereux, mais nous n'avons ni le droit ni la liberté de fermer les yeux sur ce problème. »

B. H.

■ **L'ANCIEN NUMÉRO UN MONDIAL**, le Suédois Mats Wilander, et le Tchèque Karel Novacek ont porté plainte mardi 30 janvier contre la Fédération internationale de tennis (FIT) devant la Justice britannique, à la suite des accusations de dopage à la cocaïne dont ils sont l'objet (Le Monde du 30 janvier). Dans un communiqué publié à New York, les avocats des joueurs, Samuel Abady et Robert Kalina, estiment qu'« un examen rapide des résultats des tests des deux joueurs montre que la FIT n'a pas respecté la procédure habituelle des contrôles antidopage. Elle a méconnu de manière flagrante les droits fondamentaux des joueurs et a causé un tort considérable à leur réputation irréprochable ».

Bernard Kouchner :

un interdit « grotesque »

« On poursuit les sportifs de haut niveau parce qu'ils ont fumé un joint [...]. Non, mais on rigole ! », s'est exclamé, mardi 30 janvier, Bernard Kouchner, dans un entretien avec la chaîne d'information LCI.

« Est-ce que l'on se rend compte que c'est ridicule tout cela ? », s'est demandé le directeur délégué à l'innovation politique de Radikal. « Si les gros durs qui jouent au football n'ont pas le droit de fumer un joint, mais, écoutez, où va-t-on ? », a ajouté M. Kouchner.

« L'équipe supplémentaire, c'est quoi ? a-t-il encore dit. Ils n'ont pas le droit de fumer du tout, ça donne des cancers du poulmon. Un sportif doit donner l'exemple. Et, d'ailleurs, ils n'ont pas le droit de boire un coup, parce que c'est très dommageable et cela coûte beaucoup plus cher à la Sécurité sociale », a-t-il ironisé.

■ **UN VERT DE FORCE** ■
Le professeur Jean-Paul Escande, président de la Commission nationale de lutte contre le dopage, a exprimé son inquiétude devant la recrudescence de cas de contrôles positifs. « On est passé d'un vent de force 2 à un vent de force 8 », a-t-il constaté, justifiant ainsi la nécessité de rapides mesures. Il s'agit d'enrayer cette inflation avant le mois de juin et les grands rendez-vous internationaux (championnat d'Europe des nations de football, Jeux olympiques d'Atlanta), où un contrôle positif pourrait créer une publicité autrement désastreuse.

Le professeur a tenté de

AIR FRANCE

LE KIOSQUE

SPECIALE DERNIERE

ETATS-UNIS

1996 F A/R*

CET HIVER, FAITES UNE DESCENTE AU FLAMBEAU.

Consultez Le Kiosque dans votre agence de voyages ou votre agence Air France

☎ 36.68.10.48 24h/24 et MINTEL 36.15 RF**

*Offre valable sur toutes les destinations desservies par Air France aux Etats-Unis. Tarif à partir de, au départ de Paris, soumis à des conditions particulières de vente et de transport, susceptible de modifications sans préavis. **Téléphone 2,281 la minute. Minitel 2,281 la minute.

Soleil au nord nuages au sud

LA CELLULE de hautes pressions stationnée sur le nord de l'Europe se décale vers la mer Noire. En conséquence, les pressions vont baisser progressivement sur la France, les flux s'orientent au sud vont faire remonter une perturbation pluvieuse du bassin méditerranéen. Plus au nord, la masse d'air froid et sec se maintiendra.

Jeudi, au nord de la Loire, le soleil régnera sans partage. Seul le val de Saône, jusqu'en région lyonnaise, et

très localement les régions de l'Ouest, conserveront quelques plaques de givrage. Des bancs de brouillard givrant pourront également retarder l'apparition du soleil en plaine d'Alsace. Sur l'Aquitaine, le ciel nuageux en matinée va se couvrir l'après-midi avec des ondées éparses. Les passages nuageux s'étendront alors vers le Poitou-Charentes et le Limousin. Sur les Alpes, le ciel nuageux autorisera encore des moments ensoleillés en matinée; par la suite, les nuages deviendront plus compacts.

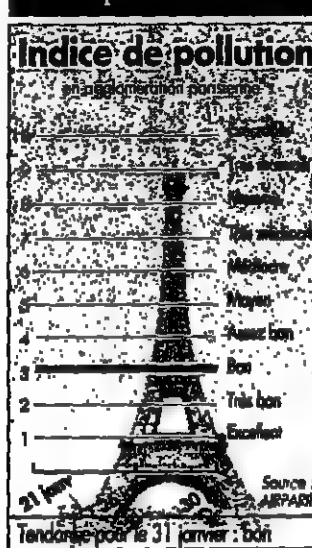
Sur les Pyrénées orientales et aréogises, le Tarn, l'Aveyron, le Languedoc et le delta du Rhône, le ciel couvert donnera des pluies faibles et éparpillées dans la matinée, avec de la neige dès 800 mètres sur les Cévennes, 1 500 sur les Pyrénées. L'après-midi, les pluies deviendront plus fréquentes et parfois d'intensité modérée, notamment sur les versants sud du Massif central, où la limite pluie-neige remontera progressivement à 1 200 mètres. Les nuages gagneront l'après-midi le littoral provençal après une matinée en demi-teinte. Les vents d'est à sud-est seront faibles en général. Ils souffleront de façon plus soutenue sur le littoral méditerranéen avec des rafales entre 60 et 80 km/h, ainsi que sur le sud du Massif central et dans le domaine de l'autan (80 à 90 km/h en pointe, parfois 100 à 110 km/h sur les hauteurs).

Jeudi matin, les températures s'abaisseront entre -4 et -7 degrés sur le Nord et le Nord-Est, -2 à -5 de la Normandie au Bassin parisien et à la Bourgogne, -2 à 2 degrés de la Bretagne à la région Rhône-Alpes, 5 à 8 du bassin aquitain aux régions méditerranéennes. L'après-midi, le mercure ne s'éloignera pas de zéro degré sur un quart nord-est, il atteindra 2 à 4 de la Normandie au Bassin parisien et à la Franche-Comté, 7 à 10 sur les régions de l'Ouest, 10 à 15 sur le sud du pays.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

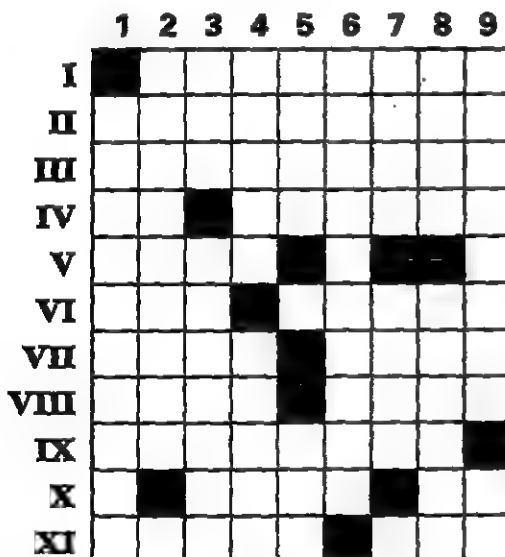
Prévisions pour le 1^{er} février 12h00

La qualité de l'air



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6747



HORIZONTALEMENT
1. Peut être assimilé au bleu de travail. - II. N'est pas très bonne quand elle est pâle. - III. Est plus simple que le

deux-roues. - IV. Métal obtenu par irradiation. Mises en terre. - V. Quand il est perlé, il n'y a pas de son. - VI. Peut être interdit quand le régime est sévère. Qui peut se faire porter pâle. - VII. Minéral, c'est une cire fossile. Faire sauter. - VIII. Est traversé par l'oglo. Un gamin, à Lyon. - IX. Vit beaucoup de passage. - X. Se charge de son père. Soldat étranger. - XI. Sur la Ruhr. Bâtiment ancien.

VERTICALEMENT

1. N'engage personne. - 2. Bien cotée, mais aussi pincée. - 3. Fournit des pommes. Un grand plateau. - 4. Prouve qu'il y a du relâchement. Sorte de harpon. - 5. Qui a de la fureur. Ecole bouddhiste. - 6. Étudiée par des gens qui sont prêts à se nourrir de racines. - 7. Sur la Méditerranée. Centre de culture. - 8. N'ondule pas naturellement. Peut être porté à la scène. - 9. Qui n'était pas attendu. Tient bien la bouteille.

SOLUTION DU N° 6746

HORIZONTALEMENT
1. Boudins. - II. Angulaire. - III. Aperçus. - IV. Léré. Clap. - V. Épi. Zoé. - VI. Ratées. Sr. - VII. Amenée. - VIII. Venus. Oc. - IX. Are. Tyr. - X. Maravédís. - XI. Pif. Ouest.

VERTICALEMENT

1. Bâcler. Vamp. - 2. On. Epaterai. - 3. Ugarit. Nerf. - 4. Dupé. Eau. - 5. Ile. Zernstvo. - 6. Narcose. Yeu. - 7. Sicile. Nordé. - 8. Rua. Sec. Is. - 9. Respiré. Ost.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

| Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements | |
|---|---------|
| 24, avenue du G ^e Lefèvre - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 49-40-32-90. | |
| Je choisis la durée suivante | Rue |
| 1 an | 1 890 F |
| 6 mois | 1 098 F |
| 3 mois | 536 F |

• LE MONDE (ISSN 0013-9587) est publié tous les jours à 5 F par semaine. • LE MONDE • 1, place Jean-Baptiste-Henry-1902, 100 rue de la République, 92000 Nanterre, France, second class postage paid at Chantilly, N.Y. 10910, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 100 rue de la République, 92000 Nanterre, France. For advertising rates, contact: LE MONDE, 100 rue de la République, 92000 Nanterre, France. Tel. : 16 (1) 49-40-32-90. Fax : 16 (1) 49-40-32-91. Telex : 310000. Cable : 310000. BULMOR.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____

Cl-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal / par Carte bancaire

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse :
• par écrit 10 jours avant votre départ.
• par téléphone 4-jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.
• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
• Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
Télématique 3615 code LE MONDE
CompuServe : 36 63 81 22
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>
Documentation 3617 code LMDOC
ou 36-38-04-56

CD-ROM : (1) 43-37-66-11
Index et microfilms : (1) 40-65-29-33
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 Francs)

Le Monde
est édité par la SA Le Monde, 12, rue M. Guebrou, 92000 Nanterre, France.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Composition par les journaux et publications ESN : 0395-7037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Guebrou, 92000 Nanterre, France.
PRESIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : Jean-Marie Colombani
DIRECTEUR GÉNÉRAL : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Directeurs du contenu : Dominique Lévy, Claude Piquet
Directeur de la rédaction : Dominique Lévy
123, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

BELGIQUE. Les passagers des vols européens de la Sabena ont été privés de repas, lundi 29 janvier, en raison d'une grève du personnel du département « Restauration à bord », hostile à la décision de la direction de la compagnie aérienne de vendre ce département à Gate Gourmet, filiale de Swissair. (AFP)

JAPON. Les trois plus grosses compagnies aériennes japonaises, Japan Airlines, All Nippon Airways et Japan Air System, envisagent de réduire leurs tarifs de 9,3 % au maximum en juin sur cinquante-deux liaisons, et de les augmenter sur vingt-sept autres. (Bloomberg)

SUISSE. En 1995, Swissair a transporté 8 627 496 passagers, soit 3,2 % de plus que l'année précédente. Le taux de remplissage des avions de la compagnie aérienne suisse a également enregistré une hausse, passant de 68,9 % en 1994 à 69,4 %. (AFP, Bloomberg)

MOSCOU. D'après une enquête réalisée par EuroCost avec le concours d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, Moscou est la ville la plus chère du monde pour le voyageur d'affaires. Elle est suivie par Tokyo, Buenos Aires, Hongkong et Copenhague. Vingt-quatre heures à Moscou coûtent, en moyenne, 543 dollars (environ 2 700 francs) contre 516 à Tokyo, 468 à Buenos Aires, 450 à Hongkong et 427 à Copenhague, ville la plus chère de l'Union européenne devant Genève, Berlin, Bruxelles, Londres et Paris. (AFP)

CUBA. Le groupe hôtelier français Accor, qui gère, à travers sa filiale Coral, deux hôtels à Cuba, va investir dans la rénovation du Sevilla, un établissement situé dans la vieille ville de La Havane et du Quatro Palmas, situé dans la station balnéaire de Varadero. Accor étudie d'autre part le financement d'un ensemble touristique de 1 300 chambres dans un parc de 1 000 hectares. (AFP)

DANEMARK. En raison de la glace qui bloque les ports et les fjords danois, les services de ferries entre Copenhague et Malmö, en Suède, sont interrompus jus-

qu'à nouvel ordre. Le gouvernement danois a mis en alerte ses navires brise-glace, qui avaient été utilisés pour la dernière fois pendant l'hiver 1996-1997. (AFP)

VIDÉO-GUIDE. Le dernier vidéo-guide Hachette est consacré à l'Etat du Massachusetts. Comme les autres titres de la collection, ce vidéo-guide, en vente dans les grandes surfaces, les librairies et par correspondance, comprend une cassette VHS de soixante minutes, un guide pratique et un sommaire vidéo permettant au spectateur de retrouver plus facilement une séquence.

PARIS EN VISITE

Vendredi 2 février

DU PONT-NEUF à l'enceinte de Philippe Auguste (50 F), 10 h 30, sortie du métro Pont-Neuf côté Samaritaine (Paris autrefois).

MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la sculpture et les rites funéraires au Moyen Âge et à la Renaissance, 11 h 30 : Les Quatre Saisons, de Poussin, 12 h 30 (Musées nationaux).

MUSÉE D'ART MODERNE : exposition « Passions privées » (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

PAVILLON DES ARTS : exposition « Visages de l'écône » (50 F + prix d'entrée), 12 h 30, 101, rue Rambuteau (Christine Merle).

LA BOURSE d'hier et d'aujourd'hui (30 F), de 13 h 15 à 15 h 45, à l'entrée de la galerie des visiteurs côté rue Notre-Dame-des-Victoires (Bourse de Paris).

LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE (50 F + prix d'en-

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde La mort d'une aviatrice

EN RAISON d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes les journaux n'ont pas paru du samedi 26 au jeudi 31 janvier 1946. L'article ci-dessous a été publié dans le premier journal de l'après-grève.

Un avion, qui avait quitté la base de Villacoublay, a fait explosion le 30 janvier, vers midi, alors qu'il survolait la commune de Villemonais (Ain). Quatre corps ont été retirés des débris de l'appareil. Il s'agissait des sous-lieutenants de l'armée de l'air Paul Rousset et Paul Béton, de l'aspirant de la Royal Air Force Fourie et d'une personne portant les insignes d'officier supérieur des auxiliaires féminines de l'armée de l'air. La célèbre aviatrice Maryse Hilsz vient ainsi de trouver la mort, en service commandé, à l'âge de quarante-trois ans.

Elle avait fait ses débuts comme parachutiste en 1922. En sept ans elle totalisa 122 descentes au cours de nombreux meetings. Puis elle passa son brevet d'aviatrice le 21 avril 1930, et ne tarda pas à se signaler par ses exploits. Elle parcourut l'Afrique du Nord, entreprit, seule à bord, le raid Paris-Saïgon en 1930, se rendit à Madagascar en 1932. Le 18 août 1932, elle s'attaque au record de l'altitude et s'éleva jusqu'à 9 781 mètres, record qu'elle porta, en 1936, à 14 310 mètres, tandis qu'elle s'attristait, dans la coupe Hélène-Boucher, le record de la vitesse, avec une moyenne horaire de 366,960 kilomètres.

Grièvement blessée, le 19 novembre 1936, alors qu'elle prenait son vol, sur l'aérodrome d'Istres, Maryse Hilsz, une fois rétablie, réalisa une nouvelle fois la liaison rapide Paris-Saïgon-Paris. Elle accompli, pendant la guerre, de nombreuses liaisons, qu'elle poursuivit après la Libération.

(2 février 1946.)

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
200 000 Livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 1^{er} FÉVRIER 1996

CINÉMA Dans *Mon homme*, Bertrand Blier compose le portrait énamouré d'une femme amoureuse de l'amour et des hommes, avec la complicité active d'Anouk Grinberg.

● **PORTRAITS** également, dans *Sharaku*, biographie filmée d'un peintre d'estampes de la fin du XVIII^e siècle japonais, et *Où sont les hommes*, premier film de l'acteur Forest Whit-



taker, qui détaille les rêves de quatre jeunes Noirs américains. ● **EN INDE**, les créateurs ne bénéficient pas des triomphes du cinéma commercial.

Profil de femme, entre sainte et putain

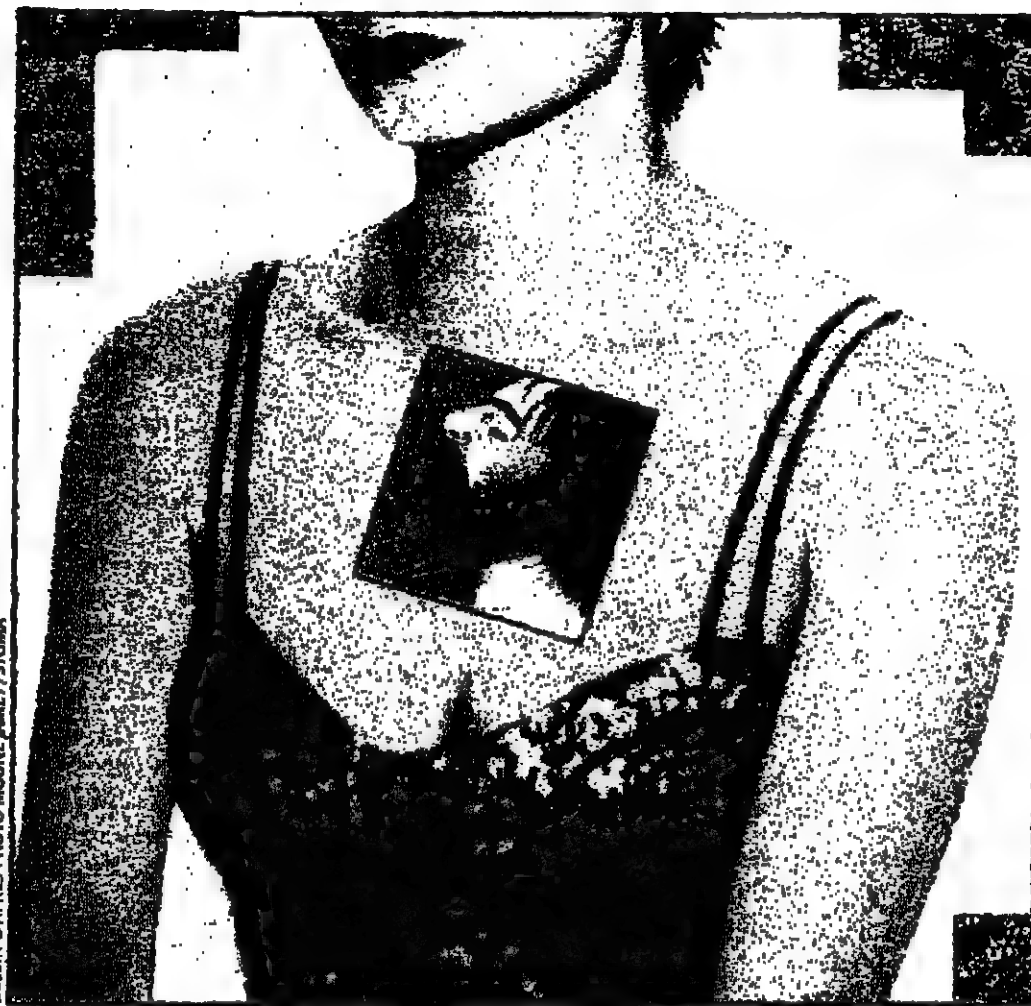
Mon homme. Entre Anouk Grinberg en prostituée contente de l'être, et Gérard Lanvin en SDF devenu souteneur, Bertrand Blier s'acharne à sublimer le sordide. Il délaisse ses audaces narratives au profit de provocations convenues

Film français de Bertrand Blier. Avec Anouk Grinberg, Gérard Lanvin, Valéria Bruni Todeschi, Olivier Martinez, Sabine Azéma, Mathieu Kassovitz. (1 h 38.)

Au générique, la voix de Barry White : « Don't say anything... Don't say one word... Comment ? Ne rien dire, pas un seul mot ? Dans un film de Bertrand Blier ? Impossible. En effet.

Elle ne tarde pas à parler, la petite prostituée perchée sur un tabouret de bar, au fond d'une galerie, devant un hôtel. Une femme vient à passer, une bourgeoise pressée. « Vous me regardez en biais », lance la fille aux bas résille. Pas plus agressive que ça, juste une grosse envie de causer. Alors on cause, entre dames, entre femmes. D'ont l'une convalescente, sans guère de difficultés, de goûter elle aussi aux joies de la profession. Donc, « on tapine entre copines ». Car Marie, c'est son prénom et rien ne dit que ce soit un hasard, est une prostituée heureuse. « Est-ce que j'ai l'air d'une femme qui souffre ? » a-t-elle prévenu, pour s'entendre répondre qu'elle a « plutôt l'air d'une belle pétasse ». Oui, Anouk Grinberg est une belle pétasse dans le nouveau film de Bertrand Blier.

Le cinéaste détaille d'abord le cours de ses activités, insiste sur sa dévotion pour les clients âgés (Jacques François et Michel Galabru montent péniblement l'escalier derrière elle), lui confie ses mots acérés et lui prête ses pensées sur la vie, les femmes et toutes ces choses-là. Par la voix d'Anouk Grinberg, actualisée mais pas trop, enfantine bien assez, Blier discourt. Mais voici que Marie débouche un pauvre hère, affilé dans les ponnelles de son immeuble. Il ne demande qu'une petite pièce, elle lui offre le pain,



le vin et la blanquette. Après le vivre, le couvert, et elle par-dessus le marché. Ensemble ils jouent la belle et le clochard, version crade. Et Blier s'attarde sur les ongles en deuil qui labourent la chair claire, aux accents de la musique d'Henryk Gorecki, qui porte les ébats de la laborieuse jeune femme. Ce

n'est plus un portrait, c'est une bagatelle. Blier a rencontré la sainte putain et verse dans le mystique, acharné à sublimer le sordide. Croyant connaître le bonhomme, on se dit qu'il n'est pas dupe. C'est à voir.

Un passage dans la baignoire de Marie, et le clochard devient Gé-

rard Lanvin. Au matin, elle détaille de bonheur en lui apportant ses croissants : il est le « mac » dont elle rêvait sans croire qu'il existait. Il existe, Blier l'a inventé pour elle. Pour elle seulement ? Quand Jeannot (c'est son p'tit nom) fait son boulot de mac et qu'il lui balance des claques, Blier s'applique à ce

que cela fasse rire. Il connaît son métier et sait comment s'y prendre. Il sait également retourner les intrigues et inverser les situations : tandis que Marie est au boulot, le veau mijote sur le fourneau et son homme se prélassait sur le balcon en raccommode un soutien-gorge, s'offrant du même coup à la convoitise de la voisine d'en face. Car il les lui faut toutes, à ce garçon fier de sa « queue, qui lui obéit au doigt et à l'œil ». Sanguine, la manucure un peu nue-nuque (Valéria Bruni Todeschi) succombe elle aussi en un instant.

UNE VISION MYSTICO-ÉGRILLARDE

Ainsi se constitue le triangle, figure de base des films de Blier, dont Marie demeure le sommet. Une prostituée, donc, personnage dont le cinéma a fait une légende, si bien que l'on se trouve en terrain de connaissance, de connivence. Peut-être trop : les répliques sont attendues, l'humour à froid sent le réchauffé, les scènes s'engluent dans la convention qu'elles prétendent décaler, plombées par la vision mystico-égrillarde qui les sous-tend. Sans parvenir toujours à retomber sur ses pieds (ses réussites les plus évidentes souffrent souvent de conclusions hasardeuses), son sens de la provocation et de l'absurde, son goût du contre-pied et sa passion des acteurs portent la mise en scène de Blier, de coups de bluff brillants en viles audaces narratives. Rien de tel dans *Mon homme*, comme si la contemplation d'une belle jeune femme dévêtue soumise aux assauts d'un mâle triomphant suffisait à son contentement. Maladie chronique des cinéastes français, à laquelle il arrive que les plus talentueux succombent.

Pas de vraie rupture, donc. Blier continue de dérouler, rebondissant d'une scène à l'autre sans ces-

ser de discourir. Pauvre garçon, en vérité, que ce souteneur auquel on interdit de regagner sa cellule quand, à sa sortie de prison, il trouve à l'attendre une femme en rut. Le visage défilé, Sabine Azéma, la malheureuse, est priée de s'y coller, puis de disparaître. Entre-temps, en effet, Jeannot s'est fait pincer et Marie a découvert qu'il la trompait depuis toujours. Elle s'est donc dégoûté sur le champ un gentil garçon. Pas n'importe lequel, qu'on se rassure, puisque Blier a convoqué Olivier Martinez, ex-Hussard sur le toit. Mais son profil de gravure de mode et sa bonne volonté manifeste ne suffisent pas à lui procurer du travail. Le quart d'heure social du film commence. Alors, comme désormais « tout le monde encule tout le monde », ainsi que le signifie un employeur interprété par Bernard Fresson, Marie doit reprendre le travail.

Blier la filme en quête de client, remontant la morne file des gens pressés et indifférents, comme il avait auparavant montré le père de ses enfants tentant maladroitement de faire la manche. Prostituées et mendiants sont bien dans le même camp : de même que l'on « ne donne qu'aux riches », le cours de la passe a été dévalué. Comme le cinéma tel que Blier le pratique ici, qui paraît usé, sans ressort. La mise en scène ne porte plus les idées, elle est à la ramasse d'une philosophie qui ne s'élève jamais très au-dessus du comptoir et contraind le film à ressasser et à prendre la pose. « Pardon Marie, pardon les femmes », sont les derniers mots prononcés. Accès de lucidité ou simple précaution de la part d'un expert en brouillage de cartes ? On n'imaginait pas qu'un jour Bertrand Blier ouvrirait ainsi le parapluie.

Pascal Mérieau

Un maître de l'estampe dans le quartier des plaisirs

Sharaku. A travers la vie de son héros, Masahiro Shinoda cherche à dénoncer les difficultés de la création au Japon

Film japonais de Masahiro Shinoda avec Hiroyuki Sanada, Shima Iwashita, Tsurutaro Kataoka, Shiro Sano, Frankie Sakai. (1 h 56.)

Vétéran de la nouvelle vague japonaise des années 60, Shinoda n'est pas cinéaste à se contenter de suivre les règles d'un jeu bien établi. Pour évoquer la vie de Sharaku, peintre d'estampes de la fin du XVIII^e siècle japonais, il n'allait pas sacrifier aux recettes de la biographie filmée et de la reconstitution historique. Travaillant sous la bou-

lette de l'acteur et producteur Frankie Sakai, qui aura porté trente ans ce projet avant de le concrétiser, et peut-être embarrassé par cette présence, le cinéaste cherche à éviter les poncifs. Il met du temps à trou-

ver. Évitant longtemps de se concentrer sur le personnage-titre, le film propose, dans le quartier des plaisirs de Tokyo, un panorama de la vie artistique de l'époque où se croisent acteurs de kabuki, sahinbanques, éditeurs soumis à la répression d'un État puritain et brutal, peintres à succès dont Utamaro (bien loin de

l'image qu'en donna Mizoguchi) et Hokusai. Parmi eux se dessine peu à peu la figure de Sharaku, pseudonyme (qui signifie « l'insolent ») d'un artiste de théâtre estropié, et qui imposera ses dessins des grandes figures de la scène au trait rugueusement réaliste. Il finira tragiquement pour avoir, avec une courtoisie, contrevenu aux règles de la société des arts et bordels.

Durant la plus grande partie du film, Shinoda paraît courir deux lieues à la fois. D'une part, une virulente dénonciation des conditions de la création, explicitement

soutenue par des références à la situation du cinéma dans le Japon d'aujourd'hui. Cette veine polémique, dénonçant le conformisme, la censure et le poids des intérêts financiers, a le plus grand mal à se concilier une volonté de stylisation confinant parfois au formalisme gratuit, parfois à une imagerie inutilement tape-à-l'œil. Il faut attendre les dernières séquences, quand ce dispositif émette trouve enfin sa cohérence, pour un finale d'une grâce violente et épurée.

Jean-Michel Prodron

La vraie vie de « l'Insolent », peintre provocateur des actrices et des courtisanes

TOKYO

de notre correspondant
Sharaku est un homme égaré, dont on ne sait pratiquement rien. Sinon qu'il a laissé cent quarante estampes, réalisées en l'espace de quelques mois entre 1794 et 1795, et portant la marque d'un prodigieux talent. Et qu'il vécut à une époque étonnante, le tournant du XVIII^e au XIX^e siècle, qui vit l'épanouissement de la culture populaire urbaine née au siècle précédent à Osaka, et qui s'était progressivement déplacée à Edo, l'ancien nom de Tokyo. Méconnue dans le monde de l'estampe, contestée en son temps, « découverte » à la fin du siècle suivant par les premiers collectionneurs d'estampes français, aujourd'hui reconnue, Sharaku fut l'un des artistes les plus originaux du « monde flottant », celui des artistes et des courtisanes. On ignore même l'origine du pseudonyme (« l'insolent ») de ce graveur, auteur d'une série d'extraordinaires portraits d'acteurs de kabuki et de huteurs de sumo.

Les acteurs de kabuki étaient la coqueluche de cette époque : adulés du public (bourgeois des loges, artisans et petit peuple des parterres), ils exerçaient une influence considérable sur les mœurs. Ce public en avait une image flatteuse, mais Sharaku, poussant à l'extrême la quête de réalisme, ne faisait pas de concession. Il accen-

tua les traits, saisissant des expressions sur le vif, caricaturant volontiers. Ces « arrêts sur image », pas toujours à l'avantage du modèle, donnaient une profondeur psychologique inégalée à ses personnages.

L'ÉTAT D'ESPRIT D'UNE ÉPOQUE

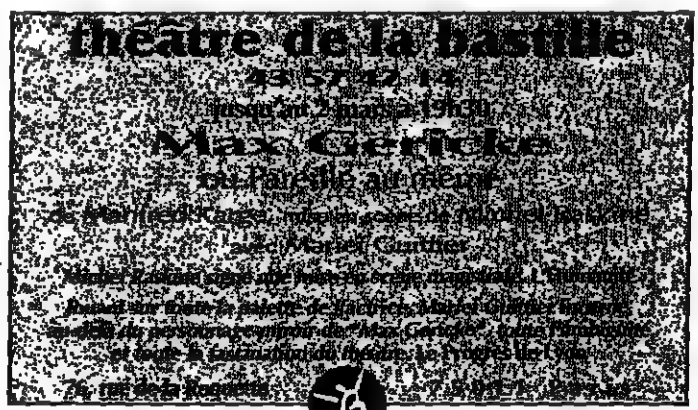
Les extraordinaires « trognons » de Sharaku tranchent avec la recherche d'harmonie classique des visages longs et ovales des femmes d'Utamaro (1753-1806), son contemporain, artiste consacré et adversaire résolu du contestataire. Sharaku fut-il, comme tend à le montrer le film, un acteur raté qui se vengea par cette ironie mordante ? Le graveur connaissait en tout cas admirablement les coulisses du théâtre. Son art incisif dépeint au public au point que son éditeur, Juzaburo Tsutaya, l'une des grandes figures de la culture des marchands de l'époque, renonça à le soutenir : le monde de l'estampe comme ceux de l'édition ou du théâtre étaient sans pitié, il fallait plaire. L'artiste bondé du public ne pouvait survivre. Et Sharaku s'évanouit dans l'anonymat d'Edo (il serait mort entre 1804 et 1807).

Le scénariste et acteur Frankie Sakai qui a consacré un livre au graveur, et le metteur en scène Masahiro Shinoda ont cherché à montrer à travers Sharaku l'état d'esprit d'une époque.

La liberté que prend ce dernier avec les règles et la censure ne sont pas seulement l'expression d'une forte individualité : la fronde contre l'ordre des guerriers (qui détenaient le pouvoir alors que les marchands avaient l'argent) se traduit par une dérision et une ironie mordante, voire des comportements anti-autoritaires qui s'épanouiront au cours de la période suivante.

Cet esprit frondeur, caractéristique des natifs d'Edo, se conjugua à la sensibilité esthétique aiguisée de la bourgeoisie citadine, méprisant les comportements souvent grossiers des samouraïs. Elle s'épanouit dans les quartiers de plaisirs comme le fabuleux Yoshiwara, reconstitué à grands frais dans le film. L'écrit connaissait alors un prodigieux essor. De petits livrets jaunes (*hibyoshi*) véhiculant des récits brefs et abondamment illustrés, souvent burlesques, et des poèmes satiriques raillaient l'ordre dominant, de même que le théâtre. Attaqué, le pouvoir sévit : ainsi Juzaburo Tsutaya (joué dans le film par Frankie Sakai), l'éditeur de Sharaku, fut-il arrêté et une partie de ses biens confisquée. Il passa cinquante jours aux fers pour avoir publié des livres condamnés par la censure.

Philippe Pons



هكذا من لامل

Tableau de groupe avec dames

Où sont les hommes ? Forest Whitaker sonde les désirs et les rêves de quatre jeunes Noires

Film américain de Forest Whitaker. Avec Whitney Houston, Angela Bassett, Loretta Devine, Lela Rochon, Gregory Hines. (2 h 04)

Elles les cherchent, les hommes, les quatre jeunes femmes noires réunies par Forest Whitaker, le « Bird » de Clint Eastwood, dans le premier film qu'il a réalisé pour le cinéma. L'une a vu son mari la quitter pour une autre, une blanche pour ne rien arranger, l'autre doit se résoudre à considérer comme perdu un mari dont elle était déjà séparée, mais qui, de bisexuel, est devenu « gay » exclusif, et les deux autres vivent des aventures qui les laissent insatisfaites. C'est que les messieurs qu'elles rencontrent se révèlent inégalement lâches, hypocrites et médiocres amants. Et pourtant, elles cherchent. Et de leur quête, Forest Whitaker a fait un film-puzzle.

Prises isolément, les pièces de ce puzzle ne sont pas convaincantes. Les situations sont souvent répétitives, les mésaventures sentimentales, les rêves et les espoirs des quatre femmes se ressemblent trop et la réalisation semble trop lisse, à l'image d'une interprétation qui manque singulièrement de contraste. Les aspirations de Savannah, Bernadine, Robin et Gloria partagent une même bana-

lie, que le film décline sans forcément l'enrichir, d'autant qu'il fait étrangement l'impasse sur l'écart qui sépare socialement Gloria, qui est coiffeuse, de ses amies et clientes. Que les quatre femmes soient noires n'est également guère important, à moins de tenir pour une révélation le fait que de jeunes femmes noires rêvent, elles aussi, de l'homme idéal et d'une vie confortable. Pourtant, l'assemblage des pièces s'opère harmonieusement, les notes d'humour sont bienvenues et le film laisse l'agréable impression d'une grande tendresse maquillée d'une touche d'ironie.

Lorsque Forest Whitaker se libère des pesanteurs d'un scénario d'une contrainte complexe, il se laisse aller à une fantaisie prometteuse. Ainsi lorsqu'il accompagne une scène de ménage avec femme sur balcon de la musique composée par Nino Rota pour le *Roméo et Juliette* de Zeffirelli. Cela ne suffit sans doute pas pour que l'on considère *Où sont les hommes ?* comme un événement dans la production américaine au seul motif qu'il s'intéresse à des Noires qui ne sont ni délinquantes ni droguées, mais, dans le registre soigneusement balisé de la comédie sentimentale, le film témoigne d'une fraîcheur plaisante.



De gauche à droite et de haut en bas : Lela Rochon, Loretta Devine, Angela Bassett et Whitney Houston.

Pascal Méry

Un film qui a captivé toutes les Américaines

WASHINGTON de notre correspondant

Cela a commencé par un article à la « une » du *New York Times*, dimanche 31 décembre, jour creux s'il en est. Sorti sur les écrans américains le week-end de Noël, *Où sont les hommes ?* était devenu, en une semaine et à la surprise générale, un très joli succès commercial. Le grand quotidien de la Côte est venu voir, au-delà du box-office, plus qu'un film, « un événement », dans lequel, enfin, pouvait se reconnaître une catégorie de la population jusqu'ici ignorée par Hollywood : celle de la jeune femme noire qui réussit. Pas la prostituée de Sunset Boulevard, pas la *big fat mama* du Sud. La jeune femme moderne, professionnelle et, accessoirement, noire.

UN PORTRAIT RÉALISTE

La preuve : ces Noires américaines, souligne le *New York Times*, vont voir le film par groupes de vingt ou trente, approuvent bruyamment pendant la projection, qui se prolonge par des débats animés autour de tables de restaurants. En une semaine, cette enthousiaste analyse socioculturelle du film de Whitaker a gagné les télévisions et les grands hebdomadaires. « Les hommes noirs ont eu leur marche, maintenant les femmes noires ont leur film », résume *Newsweek*, en référence à la grande manifestation qui avait rassemblé 800 000 hommes noirs à Washington en octobre 1995. *Où sont les hommes ?*, film-culte des Noires des années 90 ? Que les grands médias américains aient pu s'en convaincre reflète sans doute l'ampleur du vide culturel qui caractérise l'image de la femme noire aux États-Unis.

La riposte, d'ailleurs, ne s'est pas fait attendre : plusieurs intellectuelles noires, notamment dans les colonnes du *New York Times*, ont jugé « insultant » que l'on ose voir dans les quatre héroïnes du film, belles, intelligentes mais cruellement dépourvues d'ambitions (« Je veux, confie l'une d'elles à un amant de passage aux piteuses performances, un mari qui me sorte du restaurant deux ou trois fois par semaine »), un portrait réaliste de la femme noire moderne, ou un souffle comparable à celui de la marche de Washington. Arrivé sur les écrans en point d'orgue d'une année où, entre les procès O. J. Simpson, la marche des hommes noirs et le phénomène Colin Powell, l'opinion publique américaine a été très sensibilisée aux questions raciales, le film a été perçu par les critiques comme un nouvel épisode de la grande saga de l'évolution de la condition noire.

Il existe, bien sûr, un réel malaise de l'homme noir et, par ricochet, de la femme noire aux États-Unis : la violence urbaine, la drogue, le taux disproportionné de Noirs dans les prisons, la brutalité et le sexisme d'un certain courant de la *rap music*, la vogue du non-paiement de pensions alimentaires et la proportion de mères célibataires adolescentes dans la population noire ont contribué à projeter une image négative du mâle noir. O. J. Simpson a été acquitté du meurtre de son ex-femme, mais son procès a révélé un héros du football américain à la main particulièrement leste dans sa vie conjugale. Plus assidues au lycée que les garçons, plus nombreuses à fréquenter les universités, les femmes noires ont en moyenne un niveau d'éducation supérieur à celui des

hommes, parmi lesquels elles ont, du coup, du mal à trouver un compagnon. Lasses d'être les seuls piliers de leur communauté, les Noires américaines pensent avoir tout à gagner à la revalorisation de l'image du mâle noir : c'est dans ce sordid qu'une partie d'entre elles ont soutenu la marche des hommes à Washington.

Mais le livre dont est tiré le film, *Waiting to Exhale*, de la romancière noire Terry McMillan (également coauteur du scénario) fut salué, à sa sortie en 1992, comme un livre sur les relations homme-femme dans l'Amérique bourgeoise d'aujourd'hui et sur l'identité féminine, plutôt que comme une œuvre sur la condition noire. En aucun cas un livre militant. Gros succès de librairie, ce roman, que son adaptation cinématographique a propulsé à nouveau sur la liste des best-sellers ces dernières semaines, a captivé les Américaines, noires et blanches, de vingt-cinq à quarante ans. La principale caractéristique du public de *Où sont les hommes ?* n'est pas tant d'être noir mais féminin. Lorsque, de rage, Angela Bassett met le feu à la BMW et à la garde-robe de luxe de son millionnaire de mari qui vient de la plaquer pour sa secrétaire blanche, les femmes s'esclaffent, toutes couleurs confondues ; les hommes, eux, restent de marbre.

Le succès du film montre qu'une comédie de mœurs dans la société noire peut atteindre un aussi large public que celles des Blancs, contrairement à ce qu'avaient pensé les studios qui ont rejeté le scénario avant que la Fox ne l'accepte : si événement il y a, c'est plutôt là qu'il faut le chercher.

Sylvie Kauffmann

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

SEVEN

Film américain de David Fincher. Avec Brad Pitt, Morgan Freeman, Kevin Spacey (2 h 10). Une série de meurtres bizarres conduit deux policiers à soupçonner l'existence d'un tueur en série qui s'inspirent des sept péchés capitaux dans ses dispositifs de mise à mort. Découvert et arrêté, le coupable se révèle un manipulateur si habile qu'il pliera encore les événements selon un scénario conçu par lui. Le personnage du *serial killer* est plus qu'un thème à la mode dans le cinéma policier américain récent. C'est une figure, dont le Norman Bates du *Psychose* d'Hitchcock pourrait être une des origines, qui symbolise toute une évolution formelle et narrative, la transformation d'un récit procédant désormais davantage par accumulations que selon une progression classique, et la disparition des déterminations psychologiques traditionnelles.

Comme *Le Silence des agneaux*, de Jonathan Demme, ou *Kalifornia*, de Dominic Sena, *Seven* pourrait être au film de *serial killer* ce que les « *surwesterns* » étaient aux westerns. André Bazin avait, en effet, baptisé ainsi certaines œuvres qui voulaient dépasser le genre. Le film de David Fincher constitue ainsi une variation avouée et une réflexion sur une figure finie par toute une sous-catégorie de polars contemporains. La sophistication extrême des procédés du tueur renvoie à la construction très théorique d'un scénario où tous les événements doivent dessiner un schéma préconçu, au-delà de la vraisemblance. Le réalisateur, qui vient de la publicité et des clips musicaux, entend effacer le caractère très artificiel du récit en fabulant, grâce à la photographie de Darius Khondji, une atmosphère très sombre. La pénombre du film et la bande-son saturée de bruits urbains ne démontrent malheureusement que les affectations et les insuffisances d'une mise en scène qui croit davantage aux images qu'aux plans.

Jean-François Rouger

MARIO ET LE MAGICIEN

Film allemand de Klaus Maria Brandauer. Avec Julian Sand, Anna Geisler, Jan Wachtel, Nina Schwenker, Paul Greco (2 h 10).

Acteur de cinéma et metteur en scène de théâtre, Klaus Maria Brandauer passe pour la deuxième fois derrière la caméra avec cette adaptation de la nouvelle éponyme de Thomas Mann, écrite en 1930. Sa première réalisation, *Georg Elser* (1989), retraçait l'histoire de cet ouvrier qui avait tenté d'assassiner Hitler en 1939. On est tenté de voir dans le choix de son second sujet – la montée du fascisme en Italie vécue par une famille allemande en villégiature – le signe redondant d'une inquiétude morale. La vision du film confirme cette hypothèse, à ceci près que l'angoisse qu'il provoque concerne davantage une certaine forme de cinéma européen que la menace totalitaire pesant sur le continent.

Est en cause ce type de produits baptisés « *europuddings* », qui se réclament d'ordinaire d'un grand nom en guise d'émulsion culturelle (Goldoni en fit récemment les frais), et dont les acteurs de nationalités diverses ont systématiquement l'air de se livrer, post-synchronisation aidant, à un pénible exercice de ventriloque. Situation aggravée dans ce cas par le fait que des personnages censément italiens parlent en allemand, le spectateur français n'ayant plus qu'à s'acclimater comme il le peut, notamment devant la figure surréaliste de Philippine Leroy-Beaulieu en poissarde italienne béant le chaland dans la langue de Goethe.

Par ailleurs, le film s'ouvre sur le cliché d'une fumée dont la dissipation laisse apparaître une famille immobile sur un quai de gare, pour se clore par un académisme arrêté sur image dans le train qui l'éloigne de l'Italie. Dans l'entre-deux, rien de cinématographiquement notable ne se sera passé, à part relire Thomas Mann.

Jacques Mandelbaum

LES ENTRÉES À PARIS

■ **Semaine paradoxale**, dans la mesure où les nouveaux titres destinés à attirer un vaste public connaissent un échec, entraînant un nombre global d'entrées dans la capitale en léger recul, alors que le cinéma d'auteur et les « petits films » reçoivent, eux, un accueil favorable. Prouvant à nouveau que le genre n'est pas une panacée, les deux comédies de la semaine enregistrent en effet un score décevant, malgré leurs imposantes combinaisons de salles. C'est le cas de *XY*, à 53 000 sur 38 écrans, et surtout de *Ma femme me quitte*, à 35 000 sur 46 écrans.

■ **« Par-delà les nuages »** obtient un très beau succès en première semaine, avec 46 000 spectateurs dans ses dix-huit salles. Si, par-delà l'effet du puissant soutien apporté par la critique et les médias au film, cette tendance devait se confirmer, on verrait se rééditer le miracle qui a fait de l'œuvre d'Antonioni un triomphe commercial en Italie. De-

nise au téléphone composé le bon numéro, trouvant 14 000 correspondants dans seulement sept salles, et *Les Enfants du Soleil* est au beau fixe grâce à ses 4 000 compagnons dans son unique salle, et le renfort de l'opération « vendredi à 15 h ».

■ **Le règne des deux comédies** de la fin 1995 se poursuit. *Le Bonheur est dans le pré* conserve la première place au classement hebdomadaire, à 58 000, et totalise 838 000 entrées en huit semaines. *Les Trois Frères* le suivent de près, à 55 000, soit 752 000 en sept semaines. Ils s'apprêtent l'un et l'autre à dépasser les scores des *Anges gardiens*, de *Pocahontas* et de *Gazon maudit* pour devenir les champions absolus parmi les titres sortis en 1995... dans l'ordre inverse : avec un très favorable coefficient Paris-province de 5,3, le film des Inconnus rencontre en effet davantage de succès que celui de *Chutlitz*, à l'échelle nationale, et dépasse cette semaine le total de 4 millions d'entrées.

■ **« Smoke »** toujours : avec 33 000 spectateurs en septième semaine, le film de Wayne Wang et Paul Auster ne fléchit pas, et passe la barre des 300 000 à Paris. Son « petit frère », *Brooklyn Boogie*, ne va pas mal non plus. En revanche, *Money Train*, bien parti au moment de sa sortie, semble manquer de combustible, perdant près de la moitié de son public dès sa deuxième semaine.

J.-M. E.

★ Sources des chiffres : Le Film français.

SALON DE LA BIBLIOPHILIE

DU 3 AU 11 FÉVRIER 1996
OUVERTURE 10 h 30 - 20 h 00
AU CARROUSEL DU LOUVRE
99, rue de Rivoli, 75001 Paris
Ouvert tous les jours
Tél. : 45 20 12 73

Le Festival d'Angers veut aller défendre le cinéma européen à Sarajevo

ANGERS de notre envoyé spécial

Jeune et européen. Tel se proclame le festival Premiers plans, dont la huitième édition s'est tenue du 19 au 28 janvier à Angers. Son palmarès témoigne d'une volonté d'une Europe étendue de l'Atlantique à la Caspienne. Sa jeunesse est celle des quarante-huit réalisateurs de premiers longs-métrages, de courts-métrages ou de films d'école sélectionnés, dont l'âge n'excède pas trente ans, et d'un public principalement composé de lycéens et d'étudiants. Il montre une Europe bien vivante, ravie de jouer à saute-frontières, pour qui le cinéma représente indéniablement une invention d'avenir. En outre, pour les présents, la France reste un pôle privilégié où trouver une reconnaissance et une distribution en salles et à la télévision.

Une occasion de souligner le rôle irremplaçable d'Arte, auquel le festival rendait hommage.

Les scolaires (un tiers des trente mille spectateurs) sont nombreux à participer aux chandlers festifs. Avec le même allant et le même sérieux que les équipes professionnelles. Ils publient leurs journaux, réalisent leurs films et leurs débats, animent les émissions d'une radio locale – pas de formation d'un nouveau public, exigeant et averti, sans pratique des médias. Le rectorat a reconnu ces vertus en coproduisant avec le festival des « leçons de cinéma » qui font appel aux livres témoignages des professionnels présents. Ils ont répondu aux questions sur l'adaptation (Christian Bourgois), le scénario et les dialogues (Pascal Bonitzer), l'histoire (Freddy Buache, fondateur de la cinémathèque suisse et pré-

sident du jury), et l'animation (René Laloux).

Angers s'est fait une spécialité des lectures de scénarios de premiers longs-métrages depuis 1991, lorsqu'il avait couronné *La Sentinelle*, d'Arnaud Desplechin. Interprétés par Dominique Blanc, Rejta Oelha, Denis Lavant, Hélène Vincent, André Dussollier, Jacques Bonnafant et Mireille Perrier, les scénarios sont sélectionnés parmi ceux qui retiennent la commission d'avance sur recettes. L'exercice est si troublant, et si convaincant, qu'il a été complété cette année par la lecture des projets cinématographiques de Léautaud, Birot, Cucco, Artaud, Perer, Gomez de la Serna, Desnos et Mandelstam, tirés de *L'Anthologie du cinéma invisible*, de Christian Janicot, édité par Jean-Michel Place (*Le Monde* du 28 juillet 1995).

UNE PÉDAGOGIE GÉNÉREUSE

Premiers plans n'affiche pas seulement une autre manière de rendre visible le processus qui conduit au film (y compris pour les auteurs, présents), mais rend perceptible le potentiel d'autres formes cinématographiques, fait découvrir à la jeune assistance qu'elle n'est en rien condamnée à

la répétition des clichés. Le long-métrage lauréat de l'année, *Yarasa* (La Chauve-Souris), pourrait être un témoin de cette école. Le réalisateur arzé Alix Salavay retrouve le tremblement des commencements dans de subtils glissements entre toile et voile (nous sommes en pays de mine-

Le palmarès

- Grand Prix du meilleur long-métrage européen : *Yarasa*, d'Ayaz Salavay (Azerbaïdjan).
- Prix du public : *Mémoires d'un jeune con*, de Patrick Aubignac (France).
- Meilleur court-métrage européen : *Thirty Five Aside*, de Damien O'Donnell (Irlande).
- Meilleur scénario de premier long-métrage : *Sous les pieds des femmes*, de Rachida Krim.

rets), dans des variations sur les images d'une femme qui cache, habite ou crève l'écran, tour à tour voilée, dévoilée, dénudée. En fin d'œil retour à l'envoyeur, il embarque ses personnages dans un train en partance pour La Cité. Son cheminement vers les origines fait de brèves haltes chez

Jean-Louis Perrier

Le Rire du Cyclone

du 17 janvier au 31 mars

mise en scène FARID PAYA

45 86 55 83

Le cinéma commercial indien rayonne, le film d'art piétine

DELHI
de notre envoyé spécial
« Le » cinéma indien n'existe pas. Dans le premier pays producteur de films du monde (plus de huit cents titres par an, un bon tiers de plus que les États-Unis) règne une séparation des genres aussi radicale que le système de castes qui y sévit. Nulle part ailleurs la frontière entre cinéma commercial et cinéma artistique n'est aussi bien gardée. Cette séparation existe depuis le début des années 60, quand l'immense succès des films reproduisant à l'indien une ou deux formules immuables (comédies dramatiques sentimentales accompagnées de chants et de danses et fresques mythologiques) ont suscité la mise en place d'un secteur de création subventionné, formellement ambitieux et souvent critique sur la société. La situation est en train d'évoluer, non en réduisant cette fracture mais en l'augmentant d'un troisième pôle.

Pour le secteur commercial, 1995 a été une année de rêve. Il y a un an, l'industrie (c'est-à-dire, surtout, l'industrie du cinéma hindi, à Bombay) était inquiète de l'essor de ses formules traditionnelles, de la concurrence de la télévision depuis la montée en puissance des chaînes privées (par câble ou satellite) et de l'arrivée des Américains, qui, en doublant leurs films, ont obtenu des succès inhabituels quand le cinéma national n'avait pas l'habitude de partager les recettes. L'industrie est aujourd'hui rassurée. L'année écoulée a été la plus profitable de toute son histoire. Deux films symbolisent ce renouveau : *Hum Aapke Hain Koun ?* (« Qu'es-tu pour moi ? »),

surnommé **HAHK ?**, et *Dilwale Duthania Le Jayenge* (« Allons chercher la fiancée », dit **DDLJ**).

L'un et l'autre reprennent à des couleurs un peu plus modernes les vieilles formules. De beaux jeunes gens y portent des jeans et y chevauchent des motos, mais les valeurs familiales traditionnelles y sont toujours promues, au fil de numéros dansés et chantés, point forts de scénarios à la narration indigente et à la réalisation à peine digne de la publicité. **HAHK ?** a en-

même à l'échelle de la population indienne, un exceptionnel taux de fréquentation, et composé à 75 % de moins de vingt-cinq ans.

Simultanément se développe un nouveau genre de films, destinés à une classe moyenne urbaine, plus riche et plus éduquée, en pleine expansion. Le succès de *Bombay*, de Mani Ratnam (surnommé le Spielberg indien), évocation des conflits entre hindous et musulmans, a été le signal de l'essor de ce cinéma appliquant les recettes

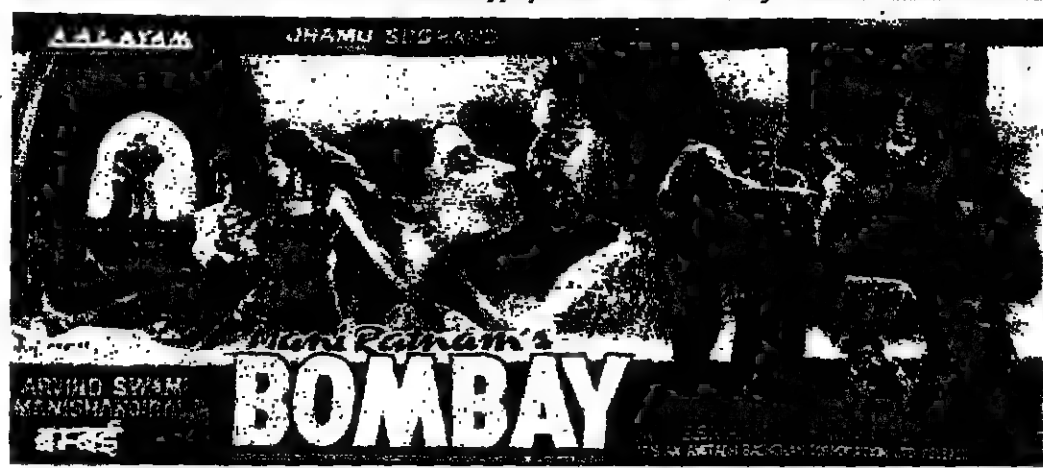
professionnelles et administration s'entendent à imposer leur façon de faire aux arrivants de l'extérieur. La mise en place des multiples amériques ou australiens est attendue à présent avec sérénité. Les Indiens se font fort d'être les premiers à bénéficier de ces insulations destinées à séduire les classes moyennes et les adolescents. Tout comme le lifting des formules à succès, incorporant à dose homéopathique l'esthétique hollywoodienne aux canevas tra-

thématique consacrée aux films, et supervise l'import-export dans le secteur. « On assiste au développement rapide des effets spéciaux informatisés, dit M. Gupta. Nous nous dotons d'outils très performants en la matière. Bientôt, nous serons en mesure d'offrir nos services également aux films occidentaux, à bien moindre coût. Les liaisons satellites simplifient tout, les cinéastes n'auront même plus besoin d'effectuer le voyage. » Ainsi se modifient les clichés sur un pays qui, loin de son

10 au 20 janvier (*Le Monde* du 25 janvier). Malgré la diversité des origines géographiques, on y retrouve une critique sociale devenue assez conventionnelle (même si les problèmes dénoncés sont bien réels), édulcorée par des mises en scène décoratives. Cet académisme résulte de la « ghettoïsation » d'une création maintenue avec un louable volontarisme, mais sans disposer de la distribution et des salles qui lui permettrait de rencontrer un vaste public – du moins hors de leur région d'origine. Hors Festival, on découvre le meilleur film récent, *The Man of the Story*, du chevronné Adoor Gopalakrishnan, subtile évocation d'un demi-siècle d'histoire témoignant d'un authentique talent de mise en scène.

En l'absence d'initiative en faveur de sa diffusion, le mauvais état global du « cinéma d'art » ne semble pas prêt de s'arranger. Le cours plus libéral adopté par le gouvernement indien ne penche pas vers un soutien accru, qui permettrait de désenclaver la production artistique ambitieuse. Bien au contraire, si on en juge d'après les protestations des étudiants du FTII, l'école de cinéma, contre la baisse des moyens accordés à l'institut, l'augmentation discriminatoire des frais d'inscription et une réorientation de la pédagogie vers une approche plus rentable. Alors qu'à la Cinémathèque française, la rétrospective indonésienne témoigne combien ce cinéma fut fécond, il n'a pourtant jamais eu autant besoin de l'émergence d'une nouvelle génération de créateurs.

Jean-Michel Frodon



Le succès de « Bombay » a été le signal de l'essor de films appliquant à des sujets « sérieux » les recettes du grand spectacle

registré quelque cent millions d'entrées, *DDLJ*, depuis sa sortie mi-octobre, est parti pour faire mieux encore. Mais l'emballage ne se limite pas à ces deux titres : faisant plus large place à la violence, voire à une pointe d'érotisme suggéré (la censure ne tolère aucune scène explicite), des films d'action ont également contribué à mobiliser le public. Un public évalué pour l'année écoulée à environ 5,7 milliards de spectateurs (soit,

du grand spectacle à des sujets « sérieux ». *Bandit Queen*, évoquant de manière romanesque l'odyssée de la guerrière Phoolan Devi, *Indira*, sur un conflit entre une communauté villageoise et un propriétaire foncier, *Galge* qui bâtit une idylle sur fond d'affrontement avec les indépendantistes sikhs, marchent sur ses traces.

Ces évolutions permettent à l'industrie indienne d'envisager l'avenir avec optimisme. D'autant que

ditionnels, passe pour le page du maintien d'une « indanité » à laquelle le public est encore attaché. Et le petit écran est désormais tenu pour un allié susceptible d'offrir un second marché aux films sans porter ombrage aux salles.

Ce changement d'époque pourrait connaître des développements inattendus, selon Ravi Gupta, directeur de la NFDC, l'organisme para-public qui subventionne le cinéma d'auteur, gère une chaîne

image « tiers-mondiste », a lancé sept satellites de communication (deux autres sont prévus en 1996), et développe à toute vitesse les différentes technologies de transmission des images.

Face à ce développement économique et technologique, le sort du cinéma d'auteur paraît dans une impasse. Impasse dont témoignait la sélection présentée durant le récent Festival international du film, qui s'est tenu à New Delhi du

Lettre d'Amérique

Malgré la tempête de neige qui en a perturbé le fonctionnement, le quinzième Festival de Sundance à Park City (Utah), grand rendez-vous du cinéma indépendant américain organisé sous l'égide de Robert Redford, s'est achevé le 29 janvier avec un palmarès reflétant sa qualité. Le documentaire *Troublesome Creek: A Midwestern* a été plébiscité à la fois par le public et par le jury. Jeanne Jordan et Steven Ascher y décrivent l'histoire de paysans de l'Iowa qui, convertis de dettes, tentent de sauver leur ferme. Comme dans ces westerns que la famille regarde chaque dimanche à la télévision, il y a les méchants (la banque) et les bons (les fermiers contrainte de vendre tous leurs biens). Côté fiction, les jurés ont attribué leur Grand Prix à *Welcome to the Dollhouse* de Todd Solondz, dont l'héroïne, une petite fille de onze ans, sorte

d'Alice au pays des horreurs de la puberté, va de rejets systématiques en expériences cruelles. Les festivals ont préféré l'émotion d'un scénario étrange et complexe, *Car of the Spillfire Grill*, premier film de Lee David Zlotoff. Il conte comment la jeune Penny, à sa sortie de prison, espère refaire sa vie dans un petit village du Maine où elle est embauchée comme serveuse, mais est finalement happée par le mystère, sous le signe de la nature et des légendes indiennes. L'actrice Lily Taylor aura aussi marqué ce festival. Présente dans trois films (dont *Girls Town*, qu'elle a coécrit), son interprétation convaincante de l'activiste féministe Valérie Solman dans *Shot Andy Warhol* lui a valu une mention spéciale du jury. *The Celluloid Closet*, de Rob Epstein et Jeffrey Friedman, documentaire consacré à la représentation de l'homosexualité au cinéma, a reçu le Prix de la liberté d'expression.

Claudine Mulard

Lettre des Pays-Bas

Primé à Turin, à Thessalonique, salué à Angers, lauréat du Veau d'or du Festival du film néerlandais, ovationné par une presse unanime et un public en nombre : *Zugk* (prononcez « truye », qui signifie « petite sœur »), de Robert Jan Westijk (vingt-neuf ans), est un succès incontestable. Le film conte l'histoire d'une étudiante filmée quotidiennement en vidéo par son frère, jusqu'à ce que se dévoile son véritable objectif : rejouer ensemble une scène de leur enfance, tournée par hasard en super-8, sans doute par son père. Scène,



douloureuse et délicate, d'inceste entre un grand frère et sa petite sœur. *Zugk* est un film typiquement néerlandais, en ce sens qu'il est tourné à Amsterdam, dans des décors naturels. Les dialogues sont ponctués d'argot 100 % amstellodamois. La majeure partie du film, tournée en vidéo

puis transférée en 35 millimètres, est vue à travers l'œil du frère, qui traque la jeune fille. *Zugk* a été réalisé sans subventions, chose rare en ce pays d'aide généralisée à la culture, par des jeunes motivés, débrouillards, pour la plupart sans expérience... et sans salaire. Il a fait la gloire immédiate de son actrice principale, Kim Van Kooten (photo ci-contre), qui a déjà refusé plusieurs rôles, ainsi que « des pubs et la présentation d'un jeu télévisé sur l'amour ». Se destinant à l'écriture de scénarios, elle en termine un, à propos des « sociétés de casting qui abusent des acteurs ».

Alain Franco

Une coproduction américano-britannique porte la tragédie du « Mc Ruby » à l'écran

NEW YORK
correspondance
En novembre 1992, au large du Portugal, huit passagers clandestins africains – sept Ghanéens, un Camerounais – étaient jetés à la mer par les marins ukrainiens du *Mc Ruby*, un cargo en route pour Le Havre. Un seul homme en échappa : Kingsley Ofusu Cudjoe, âgé de vingt-deux ans. C'est lui qui, se réfugiant auprès de la police du Havre, fit intervenir la justice française, qui rendit son verdict à l'issue d'un long procès (*Le Monde* du 12 décembre 1995). Son histoire devient aujourd'hui un film, financé par la BBC (un tiers) et la chaîne câblée américaine Home Box-Office (deux tiers). Réalisé par John Mackenzie, produit par l'acteur Danny Glover (*L'Arme fatale*), *Deadly Voyage* a été tourné en majeure partie au Ghana, de novembre 1995 à janvier 1996.

« Ayant découvert l'affaire par le *Guardian*, un scénariste anglais a proposé à la BBC d'en tirer un film, celle-ci nous a contactés, et nous avons décidé de le faire ensemble », dit Colin Callender, responsable de la production chez HBO. Heureuse intervention des deux chaînes : il était peu vraisemblable que Hollywood se passionne pour un tel sujet, loin des préoccupations américaines et dont les principaux protagonistes sont noirs, et d'un âge qui ne permet pas d'offrir un rôle à une vedette. L'interprétation d'Ofusu a été confiée à Omar Epps, le jeune héros de *Higher Learning*, de John Singleton. L'acteur américain, Josh Aklonis incarne le capitaine du bateau, l'Anglais David Suchet Vlachos, le représentant de l'armateur, et Sean Pertwee (star montante du cinéma britannique), le leader des meneurs de l'équipage.

Pour Callender, le voyage de Kingsley Ofusu et de ses compa-

gnons a la structure d'une tragédie classique : « Le premier acte se passe au Ghana, où l'on rencontre ces jeunes dockers. Deuxième acte : la traversée, leur vie de passagers clandestins à bord du *Mc Ruby*, leur découverte, leur assassinat. Troisième acte : l'odyssée d'Ofusu, sa survie dans les entrailles du navire jusqu'à ce qu'il réussisse à s'échapper. Nous n'avons pratiquement rien changé au déroulement réel des faits. » *Deadly Voyage* s'est d'ailleurs inspiré des éléments de l'enquête.

Il décrit comment, le 30 octobre 1992, six jours après que le *Mc Ruby* eut quitté le port ghanéen de Takoradi, les huit Africains sont

découverts dans les cales. Comment, dépossédés de leur maigres biens et de quelques maigres dollars, ils sont enfermés pendant trois jours sans boire ni manger dans l'air étouffé où se niche l'ancre. Comment enfin, dans la nuit du 2 au 3 novembre, les passagers clandestins sont amenés par groupes de deux ou de trois sur le pont, battus avec des barres de fer, puis jetés par-dessus bord au large des côtes portugaises. Les deux premiers appelés sont Ofusu et son frère Albert. Kingsley Ofusu comprend la situation et, tandis qu'Albert est abattu, réussit à se cacher dans les soutes. Pendant trois jours se déroule une terri-

fiante partie de cache-cache. Lorsque, le 6 novembre, le *Mc Ruby* atteint Le Havre, le survivant se glisse le long de la coque du cargo et fonce vers le premier commissariat de police.

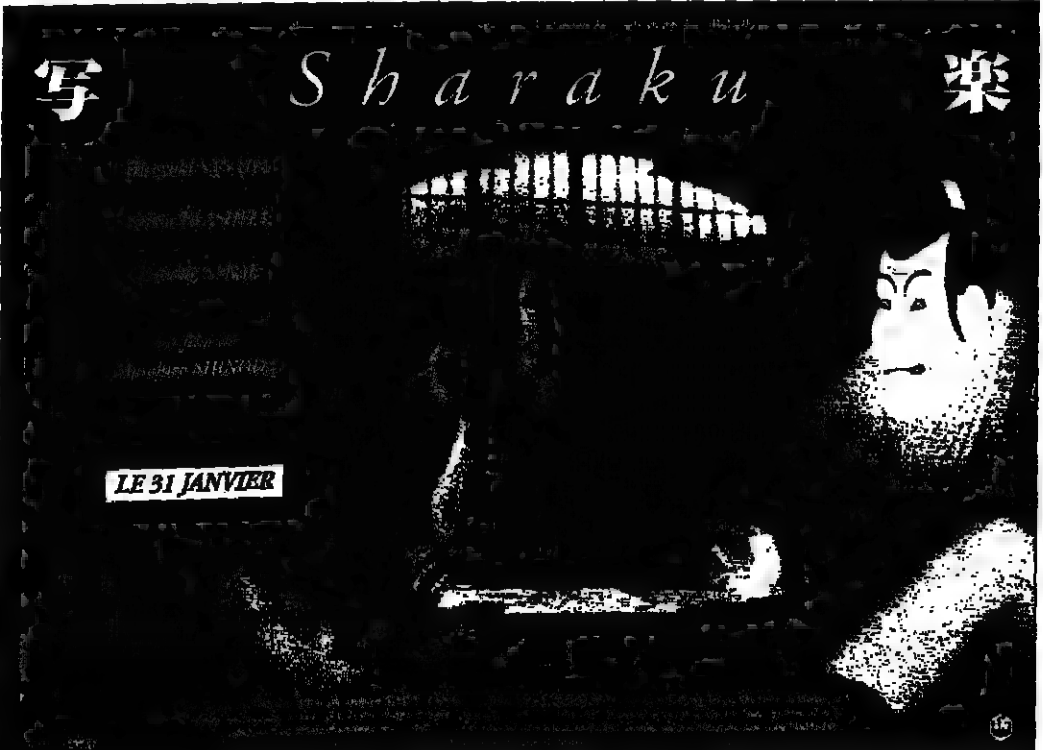
PROCES ET TOURNAGE RETARDÉS
Callender a demandé à Danny Glover d'être le producteur exécutif de *Deadly Voyage*. L'acteur de *L'Arme fatale*, qui n'apparaît pas dans le film, n'a jamais caché son attachement politique et affectif pour son héritage africain : il a toujours alterné films à grand spectacle et films « à message ». Par coïncidence, un de ses meilleurs amis, acteur vivant à Los An-

geles et qui fut son partenaire dans *Bopha*, entra aux États-Unis en tant que passager clandestin, et lui a confirmé l'authenticité du scénario. On envisagea un moment de tourner en Afrique du Sud, mais le Ghana, qui essaie de créer une industrie cinématographique locale, réussit à convaincre la production de tourner *in situ* – l'intérieur du bateau étant reconstitué à Londres. Tournage difficile : malade, le scénariste et réalisateur original, Stuart Urban, est remplacé par John Mackenzie. Tournage épuisant : la côte ghanéenne est parsemée de témoignages de l'ancien trafic des esclaves, qui bouleversent les membres afro-américains de l'équipe technique. Kingsley Ofusu vient également assister à une partie du tournage.

Enfin, l'entreprise est parsemée de chausse-trappes légales. Le tournage était prévu pour janvier 1995. La date du procès étant fixée à avril, la BBC et HBO décident d'en attendre l'issue. « Nous ne voulions pas suggérer que tel ou tel personnage était coupable ou innocent si, par la suite, le tribunal l'acquittait ou le condamnait », explique Callender. Le procès étant sans cesse remis, la production fait écrire plusieurs versions des scènes-clés. En décembre 1995, la cour d'assises de Seine-Maritime rend son verdict : réclusion à perpétuité pour le capitaine et son second ; vingt ans d'incarcération pour trois membres de l'équipage. Encore en cours, le tournage prend acte de cette conclusion.

Produit pour la télévision et devant être diffusé en septembre 1996, *Deadly Voyage* pourrait cependant connaître une sortie commerciale en salles, en Europe, où des négociations sont en cours avec plusieurs distributeurs.

Henri Béhar



DÉPÊCHES

■ Les premiers « Lumières de Paris », équivalents français des Golden Globes américains, ont été décernés, lundi 29 janvier, dans les salons de l'Hôtel de Ville. Cent trente correspondants de la presse étrangère ont récompensé *La Haine* (meilleur film) et Mathieu Kassovitz (meilleur réalisateur). Michel Serrault a été nommé meilleur acteur (pour *Nelly et M. Arnaud*) et Isabelle Huppert meilleure actrice (*La Cérémonie*). Le Lumière du meilleur scénario est allé à Josiane Balasko (*Gazon maudit*). *Underground* a reçu le Lumière du meilleur film étranger. Catherine Deneuve et Charlotte Rampling ont également été distinguées. La soirée était animée par Frédéric Mitterrand en présence du maire de la capitale, Jean Tiberi, et du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy.

■ Grand vainqueur des Goya, le premier film du scénariste Agustin Diaz Yanes (45 ans), *Nadie habla de nosotros cuando hayamos muerto* (Personne ne parlera de nous quand nous serons morts), a remporté le 27 janvier huit prix dont celui du meilleur film, du meilleur nouveau réalisateur et de la meilleure actrice pour Victoria Abril lors de la cérémonie qui correspond, en Espagne, aux Oscars et aux Césars. Ce film sort le 6 mars en France. *El Día de la bestia* (Le jour de la bête), d'Alex de la Iglesia (29 ans), a obtenu six trophées dont celui de meilleur réalisateur.

■ Les Japonais veulent Lady Diana en reine Victoria. La maison de production Daiel a proposé à la princesse Diana de jouer ce rôle dans une superproduction nipponne. *La Grande Guerre de l'opium*, qui sera réalisée par un Chinois, doit sortir en 1997, au moment de la rétrocession de Hongkong à la Chine. Sollicitée en septembre, la princesse n'a pas encore donné sa réponse.

LA SÉLECTION DU « MONDE »

LE BALLON BLANC (iranien, 1 h 25), de Jafar Panahi, avec Aida Mohammadhani, Mohsen Kafil, Feresteh Sadr Orfani, Anna Bourkowska, Mohammad Shabani, Mohammad Bakhtiari.

DEAD MAN (américain, 2 h 14), de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mithum, Gabriel Byrne, John Hurt.

LES ENFANTS DES DIEUX DE LA FONTE (russe, 1 h 15), de Tomasz Toth, avec Evgueni Sidikhin, Yri Iakovlev, Alexandre Kaliguin, Mikhaïl Svetin, Mikhaïl Fedistov.

EN AVOIR (OU PAS) (français, 1 h 30), de Laetitia Masson, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Roschdy Zem, Claire Denis.

ERMO (chinois, 1 h 30), de Zhou Xiaowen, avec Alia, Ge Zhijun, Liu Peiqi.

HARAMUYA (franco-burkina-

bé, 1 h 27), de Drissa Touré, avec Abdoulaye Kaba, Abdoulaye Komboudi, Ali Malagoun, Sidiki Sanogo.

LISBONNE STORY (allemand-portugais, 1 h 40), de Wim Wenders, avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Canto E Castro, Viriato José da Silva, João Canijo.

NOUVEAU PAS QUE TU VAS MOURIR (français, 1 h 58), de Xavier Beauvois, avec Xavier Beauvois, Roschdy Zem, Chiara Mastroianni, Bulle Ogier.

PAR-DELÀ LES NUAGES (italien, 1 h 44), de Michelangelo Antonioni, avec Inès Sastre, Kim Rossi-Stuart, Sophie Marceau, John Malkovich, Fanny Ardant, Chiara Caselli.

SMOKE (américain, 1 h 50), de Wayne Wang, avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.

FESTIVALS

GÉRARDMER. Pour sa troisième édition, le Festival du cinéma fantastique de Gérardmer change de nom : Fantastica s'appelle désormais Fantastica Arts. Côté compétition, la sélection officielle, qui ne comporte aucune production française, proposera, entre autres, *The Addiction* d'Abel Ferrara, *Haunted* de Lewis Gilbert, *Mute Witness* d'Anthony Waller. Hors compétition, le festival permettra une approche du fantastique japonais et donnera l'occasion de revoir *Action Mutante* d'Alex de la Iglesia, *Soleil vert* de Richard Fleischer, *New York 1997* de John Carpenter. Un hommage sera rendu à l'acteur néerlandais Rutger Hauer, par ailleurs président du jury, avec *Blade Runner*, *Ladyhawk*, *Hitcher* et *Que la classe commence*. Vidéos, clips musicaux, littérature, bandes dessinées, arts plastiques, mais aussi des animations viendront compléter un programme tendant à prouver que l'excursion dans l'imaginaire et les hallucinations ne se limite pas à l'horreur ou à l'émotivité.

DU 31 janvier au 4 février.

Tél. : 79-69-88-36.

CLERMONT-FERRAND. Ancien d'une compétition nationale – soixante-huit films français – et d'une compétition internationale – soixante-trois films de qua-

rante-neuf pays –, c'est la « crème » du court-métrage mondial que présente durant neuf jours cette 18^e édition du Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand. Un panorama du court métrage international, une rétrospective consacrée à l'érotisme dans le cinéma mondial, un hommage à l'école du Caire et deux programmes de films africains francophones sont également prévus. Quant au Marché du film court (le onzième du nom), il aura lieu à l'Espace Georges-Candace pendant toute la durée du festival.

DU 2 au 10 février.

Tél. : 79-91-67-75.

PARIS. L'Auditorium du Louvre présente, depuis 1989, des films muets en concert avec leur musique originale ou des compositions contemporaines. Cette saison, trois grandes œuvres du cinéma muet sont accompagnées de créations de compositeurs d'aujourd'hui. Le 3 février, *Folles de femmes* (1921), d'Éric von Stroheim, musique de Gabriel Thibaudau. Le 24 février, *Paris Girls* (1929), d'Henry Rossel, musique de l'Association à la recherche d'un folklore imaginaire (ARFI). Enfin, le 9 mars, *La Grève* (1924), de Sergueï Mikhaïlovitch Eisenstein, sur une musique de Pascal Zavaro.

Renseignements au 40-20-51-86.

NOUVEAUX FILMS

MARIO ET LE MAGIÇIEN
Film allemand de Klaus Maria Brandauer, avec Julian Sands, Anna Galiena, Klaus Maria Brandauer (2 h 10).
VO : Sept Parnasses, 14^e (43-33-32-20); réservation : 40-30-20-10.

MON HOMME (*)
Film français de Bertrand Illier, avec Anouk Grinberg, Gérard Lannin, Valérie Bruni Tedschi, Olivier Martinez, Sabine Azéma, Mathieu Kassovitz (1 h 38).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58); Rex, dolby, 2^e (36-68-70-23); UGC Danton, dolby, 6^e (36-68-34-21); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 14^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8^e (36-68-49-56); Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11^e (36-68-49-56); réservation : 40-30-20-10; Les Nation, dolby, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (36-68-75-55); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31); UGC Odéon, dolby, 8^e (36-68-37-62

En France comme en Allemagne, les gouvernants ont durci les conditions d'obtention du statut de réfugié. Dans une soirée thématique, Arte dénonce la « forteresse Europe »

JE ME SUI DIT,
LE CHOMAGE, C'EST MEUX QUE
LA GUERRE.



fernand

Signées en 1990, les conventions de Schengen et de Dublin prévoient, en effet, que les décisions prises en matière de droit d'asile par chacun des Etats signataires s'imposent aux autres. Ainsi, un demandeur d'asile, s'il est débouté par la France, ne pourra plus déposer une autre demande, en Belgique, en Allemagne ou aux

Manuel Lucbert

★ Soirée « Sauve qui peut » :
« Droit d'asile : les politiques euro-
péennes », Arte, jeudi 1^{er} février de
20 h 45 à 1 h 10.

par Agathe Logeart

Il est, deuil au bout d'une longue table. Deux journalistes lui font face, implacables procureurs dont les sourdes poliss sont autant de coups de poignard, affûnés pour le dépecer tout cru. Deux de ses accusateurs les plus farouches, le professeur Léon Schwartzberg et Michel Lucas, nouveau président de l'ARC et ancien responsable de l'inspection générale des affaires sociales, sont présents par écrans interposés. Il y a aussi l'enquêteur-rouleau compresseur des journalistes de l'émission : témoignages, questions, démonstrations, documents, tout ou presque l'accable.

Il n'a pas compris que ce combat public était nécessairement perdu d'avance. Il faut sans doute avoir passionnément cru à la force de sa propre image pour espérer une dernière fois pouvoir encore en tirer avantage.

Radio

France-Culture

19.35 Perspectives
scientifiques.
Séminaire de sciences du vivant
(4).

20.00 Le Rythme et la Raison.
Dioré, un nouveau monde
(4).

20.30 Lieux de mémoire.
Le manuel Lagarde et
Michard.

21.32 Fiction. Les menteurs, de
Bernadette Le Saché.

22.40 Nuits magnétiques.
Les cœurs.

0.95 Du jour au lendemain
Les Samis, les nouvelles critiques
0.50 Coda. (4). 1.00 Les Nuits de
France-Culture (reduit).

France-Musique

19.05 Domaine privé.

par l'Orchestre
de Chicago,
Barenboim :
Maggio 1999

22.00 Soliste. Pierre Fournier.
22.30 Musique pluriel.
Gogol Suite (extrait), de
Schmitt, par l'Ensemble de
Chambre de l'Orchestre
symphonique de Malmo, dir.
Lev Markiz ; Sud (extraits), de
Rizet.

Œuvres de
Tchaïkovski.
0.00 Tapage no

Radio-Classique
20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
J.S. Bach de Weimar à Cöthen
Œuvres de Bach : Deux
préludes et fugues du clavier
sans temps ; Cantate BWV
104, de Vivaldi ; concertos
de Bach ; concertos de

Les programmes
de radio, de télé

et une sélection du câble
sont publiés chaque
semaine dans
notre supplément daté
dimanche-lundi.
Signification
des symboles :
► Signalé dans « le Monde
Télévision-Radio »

Multimédia »
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas man

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

3615 LE MONDE

Bill Clinton soutient l'octroi à la Russie d'un prêt du FMI de 45 milliards de francs

Washington continue à faire confiance à M. Eltsine pour réformer l'économie

WASHINGTON
de notre correspondant
En dépit du limogement de plusieurs personnalités gouvernementales qui incarnaient le processus de réformes économiques en Russie, les États-Unis font toujours confiance à Boris Eltsine pour poursuivre dans cette voie. Tel est le message sans ambiguïté délivré, mardi 30 janvier par Bill Clinton, à l'occasion de la visite à Washington du premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine. Ce soutien réaffirmé intervient alors que le chef du gouvernement russe s'efforce d'obtenir du Fonds monétaire international l'octroi d'un prêt de 9 milliards de dollars (environ 45 milliards de francs).

M. Tchernomyrdine a rencontré le directeur général du FMI, Michel Camdessus, afin de le convaincre de la volonté de Moscou d'obtenir en 1996 de bons résultats économiques, comparables à ceux de 1995. « Personnellement convaincu » par les assurances qu'il a reçues de Boris Eltsine, le chef de la Maison Blanche a plaidé en faveur de l'aide occidentale à la Russie : « Ils ont eu une bonne année 1995 : l'inflation a baissé, la production a été stable, le rouble est devenu plus fort. Ils ont obtenu une certaine croissance économique, et c'est un résultat dont ils peuvent être fiers », a souligné M. Clinton. Le chef de l'exécutif ne voit donc pas d'inconvénient pour le FMI à maintenir son aide, sous la forme de concours financiers dont le versement sera échelonné sur trois ans.

« Je pense que ce prêt sera accepté et je pense qu'il doit l'être. Je le soutiens fermement », a ajouté M. Clinton. Le FMI, de son côté, dresse un bilan plutôt positif des efforts réalisés par Moscou, mais il s'inquiète des conséquences inflationnistes des mesures décidées par M. Eltsine en faveur des catégories sociales éprouvées par le processus de transition, ou que le président russe veut ménager à l'approche de l'élection présidentielle de juin. De même, la reprise du versement de subventions à des secteurs industriels en déclin ainsi que le net ralentissement de la politique de privatisations ne sont pas de bon augure.

Les conditions posées par le FMI n'ont pas changé mais, dans un environnement politique plus incertain, il attend du gouvernement russe qu'il confirme sa politique de libéralisation de l'économie et prenne des engagements précis pour 1996, avant d'accorder un nouveau prêt. Moscou devrait notamment utiliser cette aide à la balance des paiements pour réchelonner une partie de sa dette publique vis-à-vis des pays du Club de Paris, laquelle atteint quelque 55 milliards de dollars. Le soutien appuyé de M. Clinton devrait donc faciliter les choses, tout en provoquant des critiques aux États-Unis. Ainsi les républicains dénoncent-ils depuis longtemps ce qu'ils estiment être un aveuglement coupable de l'administration démocrate.

Laurent Zecchini

Le delta du Danube renaît après la levée de l'embargo sur la Serbie

IZMAIL (Ukraine)
de notre envoyée spéciale
« Les Serbes sont de bons gars. Les affaires étaient bonnes avec eux. Dieu merci, ça redonne comme avant. » Assis dans sa cabine à bord du cargo Danube Voyager ancré dans le port d'Izmail, au sud de l'Ukraine, Vyatcheslav Sanine est content : le « business » a enfin repris avec les Serbes, les « frères slaves » de Belgrade que le Danube arrose avant de se jeter, à Izmail, dans la mer Noire. Deux mois après la levée des sanctions économiques contre la Serbie - l'embargo avait été déclaré en 1992 -, ce marin ukrainien a retrouvé du travail, comme les autres employés de la compagnie ukrainienne de navigation sur le Danube. « Presque quatre années sans naviguer, soupirait-il. Tous nos bateaux étaient bloqués par ces sanctions de l'ONU. » Les observateurs de l'ONU installés à Izmail n'étaient pas très populaires. Non seulement ils empêchaient tout navire de se-

monter le fleuve vers la Serbie, mais ils « fouillaient partout pour trouver des caches d'armes ». Dockers et hommes d'équipage se tournaient les pouces. Une partie de la main-d'œuvre, « spécialisée » avait quitté la région. Les observateurs de l'ONU sont partis. Izmail revit. Dans le port, cérèales et produits pétroliers transitent à destination des ports fluviaux de la Serbie. Une délégation ukrainienne est partie pour Belgrade « signer de nouveaux contrats ».

Avant la guerre dans les Balkans, Izmail était le principal port de transit de marchandises entre l'URSS et la Yougoslavie. Le commerce fluvial rapportait gros. Il s'élevait à 2 milliards de dollars par an (environ 10 milliards de francs), indique un responsable de la firme ukrainienne qui a hérité des 800 navires et barges de la défunte Compagnie soviétique de navigation sur le Danube. Cette société estime les pertes provoquées par l'embargo à 400 millions de dollars (environ 2 milliards de francs), et espère un jour « des compensations de New York ». En attendant, la municipalité d'Izmail négocie avec la construction française la construction d'un hôtel « de luxe », en prévision du « boom économique » attendu.

Natalie Nougayrède

La gauche critique le plan Juppé, la majorité applaudit

■ **Parti socialiste** : un « mini plan de relance pour un maximum d'investissement », estime Pierre Moscovici, secrétaire national aux études, en dénonçant, dans un communiqué, des mesures « bricolées » et « dont l'efficacité est plus que douteuse ».

■ **Pierre Méhaignerie (UDF-FD)** : « Le gouvernement, en développant le livre d'épargne populaire, concilie les deux objectifs : assurer une relance de l'investissement et, en même temps, protéger l'épargne populaire. Je crois que c'est une bonne mesure », a indiqué le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

ROME
de notre correspondant
Deux jours après le séisme, il ne reste pratiquement de la Fenice de Venise que la façade et les murs. Après l'émotion, si vive en Italie et dans le monde, l'heure est aux bilans : près de 960 millions de francs de dégâts et un pompiers blessé. Une petite partie des bureaux et des loges d'artistes seraient sauvés, ainsi que des costumes et des instruments de musique qui avaient été déposés provisoirement ailleurs. Comme ont été épargnées les précieuses archives du théâtre, entreposées à la fondation musicale Levi toute proche.

Tout laisse penser qu'un court-circuit est à l'origine du sinistre. Deux enquêtes ont néanmoins été ouvertes. Et avec elles, les premières polémiques : pourquoi un seul hélicoptère pour éteindre le brasier ? Pourquoi les secours ont-ils tellement tardé ? Y avait-il assez de sapeurs, dont le matériel semblait peu adapté ? En réalité, les pompiers ont joué de malchance : les canaux qui entourent la Fenice venaient d'être asséchés pour nettoyage. Le matériel de secours a dû être transporté à la main, et il a fallu s'approvisionner en eau dans d'autres canaux. A cette occasion, le débat a resurgi sur l'insécurité qui règne à Venise, où il n'existe aucune bouche d'incendie. De plus, la configuration de la ville, avec ses canaux et son entrelacs de ruelles parfois très étroites, est telle qu'aucune norme moyenne de sécurité n'est adaptée. Ce qui fait dire à l'ingénieur Casson, chargé de l'une des enquêtes sur la Fenice, que « faute d'une réglementation spéciale, c'est toute la ville qui est en danger ».

Le maire, Massimo Cacciari, a annoncé que la Fenice serait reconstruite « à l'identique et au même endroit », fixant comme horizon l'année 1998 pour mener les travaux à bien, et réédifier l'exploit des Vénitiens, qui, après l'incendie de 1836 qui détruisit le théâtre, le reconstruisirent en un peu plus d'un an. Le ministre des biens culturels italiens va débloquer une aide urgente de 20 milliards de lire (64 millions de francs) ; l'Unesco et la Communauté européenne promettent leur soutien : des dizaines de comptes bancaires pour récolter des fonds ont été créés, y compris aux États-Unis, où l'émotion a été très forte. Luciano Pavarotti a proposé de donner un récital place Saint-Marc. Le Festival international du film de Cannes a décidé d'organiser un grand gala en mai au profit de la reconstruction.

Le plus difficile ne sera sans doute pas de trouver l'argent, mais de réunir en un temps record compétences et artisans en dépit d'une bureaucratie qui, à Venise, est souvent plus meurtrière pour les projets de la ville que les débordements réguliers de la lagune.

Marie-Claude Decamps

Air France Europe négocie les salaires et le temps de travail des pilotes

LES NÉGOCIATIONS entre les pilotes d'Air France Europe (ex-Air Inter) et la direction de la compagnie intérieure sur la mise en place de nouvelles conditions de travail et de rémunération devaient se terminer mercredi 31 janvier. Ces négociations avaient pour but d'obtenir des pilotes une augmentation de 15 % de leur activité réelle en stabilisant leur salaire. Cela implique notamment l'instauration de cinq heures de vol sans rémunération, jeudi 1^{er} février, les représentants du syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) d'Air France Europe doivent faire part de leur décision à Christian Blanc, président du groupe Air France.

Dernier des quatre syndicats de pilotes à poursuivre les discussions avec la direction, le SNPL est aujourd'hui dans une impasse. Sa base refuse les propositions d'Air France Europe en matière de rémunération. Les trois autres organisations syndicales (SPIT, USPNT, SNPNAC) accusent le SNPL de complaisance à l'égard de la direction.

SOUPLESSE
Le SNPL ne peut donc rien signer en l'état, même s'il est conscient que cela entraînerait la dénonciation unilatérale, par la direction, des accords existants. « Dans ce cas, il faut l'attendre à une interruption de service plus ou moins longue », déclarait Christian Blanc face aux agents de voyage la semaine dernière.

Il reste toutefois un espoir que la crise soit évitée en extrême. Si Christian Blanc acceptait le principe de l'ouverture de négociations sur le temps partiel ou encore la mise en place d'un compte épargne-temps, nous devrions obtenir le mandat du Conseil syndical pour signer l'accord tel quel », estime Jean-Claude Tromeur, président du bureau SNPL d'Air France Europe.

« Nous ne sommes pas fermés à l'ouverture de telles négociations, en conformité avec les directives sur le partage du temps de travail », dit-on chez Air France Europe. Jean-Pierre Courcol, le directeur général d'Air France Europe, et Christian Blanc devaient se rencontrer mercredi pour évoquer cette issue. Au SNPL, on espère que le président d'Air France saura faire preuve de souplesse.

Virginie Mallin

L'espoir

par Pierre Georges

« MAGIC le héros positif ». Le titre de l'Équipe de mercredi est un peu discutable. Tentant mais discutable. Non pas que l'on ait ici - et de quel droit d'ailleurs ? - à breveter les titres des autres, à les escamoter d'un ne sait quelle bienséance journalistique. Mais pour une autre raison. Même si l'intention est louable, et elle l'est assurément, le jeu de concepts, comme de mots, est d'un maniement dangereux.

Avant que d'être héros positif, « Magic » Johnson est séropositif. Cela, chacun le sait depuis que l'intéressé choisit de le faire savoir, en novembre 1991. Et nul ne l'ignore davantage depuis qu'il a décidé de revenir aux affaires du basket, sur le plancher des joueurs. Ce qui est chose faite, brillamment, depuis mardi soir. La maladie avait éloigné « Magic » Johnson des terrains. Ce n'est pas la maladie qui l'y ramène. Mais simplement la vie, l'envie. Et sans doute l'évolution des mentalités, qui, peu ou prou, par l'explication et l'exemplarité, fait du pestiféré de 1991 le bienvenu de 1996.

« Magic » Johnson est de retour. C'est formidable. C'est magique. Comme son surnom. Comme l'espoir. Comme l'affirmation du retour à son ordinaire d'un joueur extraordinaire. Il rejoue au basket, pour son plaisir et pour le nôtre, pour l'argent aussi. Enlevons le « positif », reste le héros. « Magic » Johnson est bien ce héros, cette star mondiale qui peuple, avec quelques autres hommes postés, l'imaginaire adolescent. Il est ce joueur que ses pairs rêvent d'affronter pour mieux dater leur propre carrière et jalonner leurs propres mérites. A l'instar de Shaquille O'Neal, un fameux celui-là, dont l'Équipe justement rapporte ce propos : « Dé-

sormais, je pourrais dire à mes enfants : j'ai joué contre « Magic ». » Contre « Magic ». Avec « Magic ». Son retour est une bénédiction pour la beauté du jeu et la beauté de la vie, il est un défi à l'ignorance ou à la peur. Un défi à la maladie aussi, un lancer franc contre elle, un formidable effet d'annonce en faveur de l'espoir.

L'espoir, justement. Et l'effet d'annonce. Il se trouve que le jour même où « Magic » Johnson renouait avec le basket, des chercheurs et des médecins annonçaient à Washington une forme d'autre victoire, un protocole thérapeutique prometteur dans le traitement de l'infection par le VIH. L'annonce en fut faite d'abord et surtout à la demande des grandes firmes pharmaceutiques, privilégiant ainsi la dimension économique de cette avancée thérapeutique.

Cela pourrait être choquant. Comme la façon de créer de l'espoir et de spéculer sur lui sans être sûr et certain que la piste débouche à long terme. Mais peut-on, très longtemps, tenir continentale et limitée aux seuls chercheurs une avancée que l'ensemble estime prometteuse ? C'est là tout le problème de l'information médicale. Dire trop tôt, trop vite, trop fort que cette piste existe et qu'elle est sérieuse ? Ne pas le dire ? Susciter l'espoir ou le taire ? On ne sait trop, face à une maladie dont la caractéristique est précisément de s'acharner à décourager l'espoir et à brouiller les pistes. Ce qu'on sait, par contre, relève de l'évidence : c'est que cet espoir va engendrer une formidable et légitime impatience, une quête et une attente massives. Et que le phénomène sera dur à vivre et à gérer pour les malades et les médecins.

Une famille sur cinq va être privée d'« allocation-bébé »

UN CINQUIÈME des familles environ ne percevra plus l'allocation pour jeune enfant (AJPE), qui sera désormais soumise à des conditions de ressources. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a expliqué, mardi 31 janvier à l'Assemblée nationale, qu'il s'agissait « d'une mesure difficile mais qui sera suivie, quand la branche famille aura retrouvé son équilibre, d'une réflexion sur l'ensemble des prestations ». Ségolène Royal, députée socialiste des Deux-Sèvres, a demandé à M. Barrot s'il trouvait « normal de frapper ainsi les familles par surprise et de remettre en cause aussi brutalement des acquis sociaux ». Rémy Auché, député communiste du Pas-de-Calais, s'est inquiété de la baisse de revenus que cette modification allait entraîner.

La mise sous conditions de ressources de l'« allocation-bébé » d'un montant de 955 francs mensuels versée entre le cinquième mois de grossesse et le troisième mois de l'enfant a été décidée dans le cadre des ordonnances prenant les « mesures urgentes » pour la Sécurité sociale. Jusque-là, seul le prolongement de cette allocation jusqu'aux trois ans de l'enfant (AJPE longue) était soumis à plafond de ressources. A partir du 1^{er} février, c'est l'ensemble de l'allocation qui est plafonné.

Désormais, les familles attendant un premier enfant et disposant d'un seul revenu supérieur à 12 229 francs net par mois ou de deux revenus supérieurs au total à 16 161 francs net par mois ne touchent plus cette allocation, indique le ministère des affaires sociales. Celles qui attendent leur deuxième enfant et disposent d'un seul revenu supérieur à 14 675 francs ou de deux revenus supérieurs à 18 607 francs sont dans le même cas. Celles attendant leur troisième enfant et disposant d'un seul revenu supérieur à 17 610 francs ou de deux revenus supérieurs à 21 542 francs en sont elles aussi exclues. Pour le quatrième enfant, le seul revenu du ménage ne doit pas être supérieur à 20 545 francs nets par mois, ou les deux revenus doivent être inférieurs à 24 477 francs. Pour les femmes seules attendant un enfant, le plafond est équivalent à celui fixé pour deux revenus dans un couple.

Michèle Aulagnon

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 31 janvier, à 10 h 15 (Paris)

| FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES | | | |
|---------------------------------|----------|-------|--------|
| Tokyo Nikkei | 20722,40 | +0,65 | +4,29 |
| Hong Kong index | 11201,50 | +1,29 | +12,08 |

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

| OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES | | | |
|----------------------------------|---------------|-----------|------------------|
| | Cours au 3001 | Var. en % | Var. en % fin 95 |

| | | | |
|------------------|---------|-------|-------|
| Paris CAC 40 | 2009,13 | +1,13 | +7,01 |
| London FT 100 | 3719,20 | -0,51 | +0,71 |
| Zurich | 1519,79 | - | -0,65 |
| Milan MIB 30 | 997 | -2,25 | +7,08 |
| Frankfurt Dax 30 | 2483,41 | -0,52 | +7,56 |
| Bruxelles | 1664,49 | +0,43 | +6,72 |
| Stavros SAS | 1345,29 | - | -7,70 |
| Madrid Iboex 35 | 323,65 | -0,60 | +1,11 |
| Amsterdam CBS | 334,40 | -0,99 | +4,01 |

Tirage du Monde du mercredi 31 janvier 1996 : 490 812 exemplaires

- 3

Tirage du Monde du mercredi 31 janvier 1996 : 490 812 exemplaires

مركز من الامم

POUR ALLER AU CENTRE E. LECLERC
DE VARSOVIE, PASSEZ PAR ROYAN, LANNION
ET GRANVILLE...



Il y a 3 ans, à Royan, Lannion et Granville, des adhérents du mouvement E. Leclerc ont accueilli des jeunes Polonais. Ils leur ont appris ce qu'est la distribution moderne et ils les aident aujourd'hui à créer leur entreprise parce que, dans le mouvement E. Leclerc, nous pensons qu'il n'y a pas de frontières pour les valeurs que nous défendons.

E. LECLERC

Le

...explors
...industri

UNE
DES
DES

WARSZAWA

ODIER DE

Handwritten signatures and scribbles at the bottom right of the page.